

Statistique Criminelle
de la
Belgique

—
Année 1962
—

Sommaire

INTRODUCTION GENERALE.

- § 1. — Principes et exécution des enquêtes.
 - 1. Généralités.
 - 2. Infractions prises en considération.
 - 3. Unités statistiques prises en considération.
 - 4. Méthode d'élaboration.
 - 5. Organisation des travaux.

- § 2. — Traits principaux du Droit criminel belge :
 - 1. Economie générale du droit criminel.
 - 2. Notions de droit pénal.
 - 3. Notions de procédure pénale, d'organisation judiciaire et de compétence.
 - 4. Le droit criminel et la statistique.

- § 3. — Données démographiques.

STATISTIQUE CRIMINELLE.

Chapitre premier. — Statistique des condamnés.

- Section I. — Résultats généraux du dépouillement des fiches codifiées. — Condamnés et condamnations individuelles par sexe, nature d'infraction et antécédents judiciaires.
- „ II. — Etat civil et situation de famille des condamnés.
- „ III. — Profession et état social des condamnés.
- „ IV. — Age des condamnés.
- „ V. — Localisation des condamnés d'après l'arrondissement judiciaire où ils ont commis leur infraction.
- „ VI. — Récidive générale et récidive spéciale.
- „ VII. — Ivrognerie.

Chapitre II. — Statistique des infractions individuelles.

Introduction Générale à la Statistique Criminelle de Belgique

§ 1. — PRINCIPES ET EXECUTION DES ENQUETES

1. — Généralités.

La statistique criminelle se rattache aux statistiques judiciaires, lesquelles, d'une manière générale, traduisent en relevés chiffrés le comportement de l'homme à l'égard de la loi, dans la mesure toutefois où ce comportement a provoqué l'intervention des Cours et Tribunaux.

Il s'ensuit que les statistiques judiciaires trouvent leurs éléments d'observation respectifs dans l'activité des organes du pouvoir judiciaire, activité pouvant être considérée selon le cas, sous l'angle :

1^o de l'Administration de la Justice (comptes de l'activité de la justice pénale, civile et commerciale) ;

2^o des décisions intervenues (statistique des condamnations) ;

3^o de la personne des justiciables (statistique des condamnés) ;

4^o des faits motivant les décisions (statistique des infractions).

La statistique criminelle belge est une statistique des condamnés doublée d'une statistique des infractions. Elle ne s'arrête pas à l'activité du Juge et ne prend pas en considération la nature de la peine prononcée, mais saisit le condamné au moment précis où un jugement définitif le classe dans la population criminelle, ce d'après des critères dont il sera question plus loin (2 et 3). Elle étudie le délinquant comme membre du corps social, ne voyant en lui qu'un citoyen frappé d'un stigmate spécial, à savoir la condamnation.

Elle analyse la masse des individus condamnés, telle qu'elle est définie plus loin, sous les rapports, souvent combinés, de l'âge, du sexe, de l'état civil, de la situation de famille, de l'état social, de la profession, etc.... mesurant, en un mot, l'importance, au sein de la population criminelle, des principaux caractères physiques, moraux ou sociaux.

Elle permet, en confrontant les résultats ainsi obtenus avec la répartition, d'après les mêmes critères, de l'ensemble de la population, de con-

stater, d'une part, quel est le niveau atteint par la criminalité dans les différents groupes considérés, (taux de criminalité) et, d'autre part, grâce à des séries chronologiques suffisamment longues, d'établir, par rapport à une période déterminée de stabilité relative, les indices atteints par ces taux, pendant les années plus particulièrement troublées.

Grâce plus spécialement à la statistique des infractions, elle permet, par l'analyse de l'ensemble des infractions commises par la masse des condamnés, de localiser les faits criminels dans le temps et dans l'espace.

En dégageant de ces observations multiples, les régularités qu'elles feraient apparaître, la statistique criminelle est ainsi en mesure de contribuer efficacement à la recherche des causes permanentes ou accidentelles de la criminalité.

2. — Infractions prises en considération par la statistique criminelle.

La population criminelle constituant en l'espèce l'objet principal de l'observation statistique, il convient de déterminer tout d'abord ce qu'il y a lieu d'entendre par le terme "criminel" au sens admis par la "statistique criminelle".

Certains actes de l'homme, même frappés par la loi de sanctions graves, ne comportent pas, dans le chef de leur auteur, la perversité morale qui, au sens de la présente étude, constitue le critère de la criminalité.

Aussi la statistique criminelle ne tient-elle compte que d'un certain nombre d'infractions, groupées en une nomenclature soigneusement étudiée en 1898 par la Commission Centrale de Statistique (1) et tenue à jour, depuis, par les soins du Ministère de la Justice.

Cette nomenclature, que l'on trouvera reproduite ci-après, groupe :

1^o les faits qui constituent, d'après le Code pénal, des crimes ou des délits ;

(1) Actuellement Conseil Supérieur de Statistique

en sont exceptés :

- certains faits dont le caractère délictueux est subordonné à l'existence d'un règlement d'Administration ou à l'absence d'une autorisation administrative ;
- les infractions commises par négligence ou défaut de prévoyance ;
- 2°) certaines infractions, prévues par des lois spéciales, qui présentent un caractère d'étroite

analogie avec des crimes ou des délits prévus par le Code pénal ;

3°) trois contraventions d'une gravité relative, que l'on peut considérer comme des délits diminués : les maraudages, voies de fait et dégradations de clôtures.

La nomenclature détaillée des infractions retenues par la statistique criminelle se trouve reproduite ci-dessous :

**NOMENCLATURE EN USAGE
POUR LA CONFECTION DE LA STATISTIQUE CRIMINELLE (1)**

DENOMINATION DES INFRACTIONS	N° d'ordre	ARTICLES DU CODE PENAL OU DES LOIS SPECIALES QUI PREVOIENT CES INFRACTIONS
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	C. P. art. 101 à 133, 135bis et 142 à 159. Arrêté sur l'embauchage des troupes, 9 février 1815. Loi sur la désertion, 12 décembre 1817. Arrêté royal portant coordination de la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service, 15 février 1937, art. 78bis et 79. Loi concernant les crimes et délits qui portent atteinte aux relations internationales, 12 mars 1858. Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, art. 18 à 20, 13 octobre 1930. Loi sur la radio-télégraphie, la radio-téléphonie et autres radio-communications, 14 mai 1930, art. 7. Code électoral révisé par la loi du 26 avril 1929, art. 181 à 203. Loi électorale communale du 4 août 1932, art. 64. Loi du 19 octobre 1921, organique des élections provinciales modifiée par la loi du 26 avril 1929, art. 38. Arrêté-loi relatif à l'état de guerre et à l'état de siège, 11 octobre 1916, art. 8 et 11. Loi organique de l'enseignement primaire (A. R. de coordination du 25 octobre 1921), art. 12. Loi garantissant la liberté d'association, 24 mai 1921 (remplaçant l'art. 310 du C. P.). Lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Loi du 14 juillet 1930, art. 66. Loi du 18 juin 1930, art. 58. Loi du 15 décembre 1937, art. 70.
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	C. P. art. 160 à 191, 488. Code pénal de 1810, art. 427. Loi concernant les marques de fabrique et de commerce, 1er avril 1879, art. 8, 10. Loi sur le droit d'auteur, 22 mars 1866, art. 22 à 25.
Faux en écritures	3	C. P. art. 194 à 214. Loi sur les warrants, 18 novembre 1862, art. 26. Loi sur les chèques, 20 juin 1873, art. 5. Lois coordonnées sur les sociétés commerciales, A. R. 30 novembre 1935, faux dans les bilans ou dans les comptes de profits et pertes : Code de commerce, livre I, titre IX, art. 207 et 208.

(1) Le n° 26. Duel, ne figure dans aucun tableau, aucune condamnation n'étant à relever pour cette infraction.

DENOMINATION DES INFRACTIONS	N° d'ordre	ARTICLES DU CODE PENAL OU DES LOIS SPECIALES QUI PREVOIENT CES INFRACTIONS
		Loi relative au contrôle des entreprises d'assurance sur la vie, 25 juin 1930, art. 36. Loi sur la collation des grades académiques, 21 mai 1929, art. 34. Loi sur l'assistance publique du 27 novembre 1891, art. 38, § 3. Loi concernant les pensions de vieillesse, 20 août 1920, art. 11. Lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Loi du 14 juillet 1930, art. 67. Loi du 18 juin 1930, art. 59.
Faux témoignage ou serment	4	C. P. art. 215 à 226. Loi sur les enquêtes parlementaires, 3 mai 1880, art. 9.
Usurpation de fonctions, de titre ou de nom	5	C. P. art. 227 à 231. Loi réglementant le port du titre d'avocat, 30 août 1913, art. 2. Loi sur la protection des titres d'enseignement supérieur, 11 septembre 1933, art. 3 et 4.
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	C. P. art. 233 à 241, 243 à 251, 254 à 262, 267 et 268. Loi sur les abus commis par les administrations de bienfaisance, 7 mai 1888, art. 1. Loi provinciale du 30 avril 1836, art. 90. Loi sur l'assistance publique, 27 novembre 1891, art. 38, § 1.
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	C. P. art. 252, 269 à 282, 284, 286 à 293, 295 § 1, 297, 298, 309 à 314.
	8	Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 26. Loi sur l'hypnotisme, 30 mai 1892, art. 3.
Infractions contre la sécurité publique	9	C. P. art. 322 à 347. Loi sur les offres ou propositions de commettre certains crimes, 7 juillet 1875, art. 1. Loi sur la provocation à commettre des crimes ou des délits, 25 mars 1891, art. 1. Loi sur la protection de l'enfance, 15 mai 1912, art. 63. Loi concernant les étrangers, 12 février 1897, art. 6.
Avortement	10	C. P. art. 348 à 353.
Exposition ou délaissement d'enfants	11	C. P. art. 354 à 360bis.
Destruction ou supposition d'état	12	C. P. art. 363 à 367.
Enlèvement de mineurs	13	C. P. art. 368 à 371.
Attentats à la pudeur et viols	14	} peines criminelles } peines correctionnelles
	15	
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	C. P. art. 379 à 382 et loi du 21 août 1948.

DENOMINATION DES INFRACTIONS	N° d'ordre	ARTICLES DU CODE PENAL OU DES LOIS SPECIALES QUI PREVOIENT CES INFRACTIONS
Outrage public aux bonnes mœurs	peines correctionnelles peines de police	17 C. P. art. 383 à 386 bis
		18 Loi d'interdiction d'entrée en Belgique de certaines publications étrangères, 11 avril 1936, art. 2.
Adultère et bigamie		19 C. P. art. 387 à 391.
Abandon de famille		20 C. P. art. 391bis.
Meurtre	peines criminelles peines correctionnelles	21
		22 C. P. art. 393 à 397, 475.
Lésions corporelles volontaires	peines criminelles peines correctionnelles peines de police	23
		24 C. P. art. 398 à 414, 563 § 3.
		25
Duel		26 C. P. art. 423 à 433.
Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile par des particuliers		27 C. P. art. 434 à 442.
Calomnies et injures	peines correctionnelles peines de police	28
		29 C. P. art. 443 à 452.
Violation de sépulture		30 C. P. art. 453.
Falsification dangereuse de denrées alimentaires		31 C. P. art. 454 à 457.
Violation du secret professionnel		32 C. P. art. 458 à 459.
Violation du secret des lettres et autres communications		33 C. P. 460 et 460bis.
		Loi portant revision et codification de la législation postale, 30 mai 1879, art. 54. Loi sur la radio-télégraphie, la radio-téléphonie et autres radio-communications, 14 mai 1930 art. 3, b) et c). Loi concernant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 24 et 25.
Vols et maraudages	peines criminelles peines correctionnelles peines de police	34
		35 C. P. art. 463 à 474, 557 § 6.
		36
Banqueroute		37 C. P. art. 489 et 490.

DENOMINATION DES INFRACTIONS	N° d'ordre	ARTICLES DU CODE PENAL OU DES LOIS SPECIALES QUI PREVOIENT CES INFRACTIONS
		C. P. art. 491 à 504, 507 à 509bis.
		Loi sur la vente des effets militaires, 24 mars 1846, art. 1, 3, 4.
		Lois coordonnées sur les sociétés commerciales, A. R. 30 novembre 1935. Code de commerce, Livre I, Titre IX, art. 200 à 206.
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	peines correctionnelles peines de police	38
		39
		Loi sur la falsification de denrées alimentaires 4 août 1890, art. 4.
		Loi relative à la dépossession involontaire des titres au porteur, 24 juillet 1921, art. 32 § 2.
		Arrêté Royal réglementant les Bourses de commerce et la profession d'agent de change, 30 janvier 1935, Code de Commerce, Livre I, Titre V, art. 110 à 113.
		Arrêté relatif aux dommages de guerre, 30 juin 1951, art. 22.
Récel		40 C. P. art. 505 et 506.
		Arrêté des 24 et 27 mai 1944, 28 mai et 10 novembre 1945. (Récel d'objets militaires).
Incendie	peines criminelles peines correctionnelles	41
		42 C. P. art. 510 à 518.
Destructions et dommages	peines criminelles peines correctionnelles peines de police	43
		44 C. P. art. 520 à 550, 563 § 2.
		45
		Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 17.

3. — Unités statistiques prises en considération par la statistique criminelle :

a) Statistique des condamnés.

L'unité statistique servant à mesurer, au sein de la population criminelle, l'importance de certains caractères physiques, moraux ou sociaux est l'individu définitivement condamné.

Cette unité n'est comptée qu'une fois dans le même compte annuel, même si, dans le courant de l'année, le même individu a fait l'objet de plusieurs condamnations définitives : dans ce cas, il est compté pour la dernière condamnation encourue, ou en cas d'infractions concurrentes, pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte.

Les individus condamnés par des juridictions militaires ne sont pas inclus dans la statistique criminelle.

b) Statistique des infractions.

Dans cette statistique, c'est chaque infraction individuelle commise par le condamné et ayant fait l'objet de la condamnation qui constitue l'unité statistique.

4. — Méthode d'élaboration de la statistique criminelle.

La source de la statistique criminelle est le casier judiciaire central.

Il existe en Belgique un système double de casiers judiciaires.

Le premier est le plus ancien. Il fut organisé en 1853 par des circulaires des Départements de l'Intérieur et de la Justice. Ce casier est tenu au lieu du domicile du condamné, sous la forme de registres qui servent, en quelque sorte, de com-

plément aux registres de population. A l'origine, on n'y inscrivait que les condamnations pour crime ou délit. Depuis le 16 juin 1888, on y inscrit toutes les condamnations sans exception. Ce casier facilite aux administrations communales l'accomplissement de leurs devoirs de police.

Le second, ou casier central, date de 1888 (circulaire ministérielle du 31 décembre). Il est formé à l'aide de bulletins individuels que les greffiers des cours et tribunaux envoient au Département de la Justice dans les trois jours de la date où la condamnation est devenue définitive. En cas d'appel, c'est le greffier de la juridiction d'appel qui envoie ce bulletin.

Les bulletins sont classés dans des dossiers individuels, catalogués comme les livres d'une bibliothèque à l'aide d'un répertoire alphabétique. Le casier judiciaire constitue, de cette manière, pour les condamnés, ce que l'état-civil est pour les citoyens en général. On range dans les dossiers, par ordre de date, non seulement tous les bulletins de condamnations concernant un même individu, mais encore ceux mentionnant les décisions judiciaires qui ordonnent sa mise à la disposition du Gouvernement pour être interné dans un dépôt de mendicité ou une maison de refuge ; on y tient également note des arrêtés de grâce et de libération conditionnelle dont il a bénéficié.

Les décisions des juges des enfants sont aussi notifiées au casier judiciaire.

Successivement étendu par différentes circulaires ministérielles, le casier judiciaire central n'est pas parfaitement homogène, attendu que les différents renseignements qu'il renferme ne partent pas tous d'une même époque.

En ce qui intéresse le service de la statistique, sont notées au casier judiciaire :

1^o) Les condamnations à des peines criminelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1869 contre des individus de nationalité belge ;

2^o) Les condamnations à des peines correctionnelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1879 contre des individus de nationalité belge ;

3^o) Les condamnations à des peines criminelles ou correctionnelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1895 contre des étrangers ;

4^o) Les condamnations à des peines de police prononcées depuis le 1^{er} janvier 1895 pour infractions aux dispositions du Code pénal et à la loi du 16 août 1887 sur l'ivresse publique, et en

suite à l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse ;

5^o) Les condamnations à des peines de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement d'administration, prononcées depuis le 1^{er} janvier 1898 par un tribunal correctionnel. Cette dernière catégorie a été ajoutée pour permettre de dresser presque entièrement la statistique des tribunaux correctionnels à l'aide des bulletins.

Depuis le 1^{er} janvier 1898, il n'y a plus que les condamnations à une peine de police prononcées par un tribunal de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement général, provincial ou communal, ainsi que les condamnations à une peine de police en matière forestière, qui ne sont pas notées au casier judiciaire.

Pour assurer la parfaite exactitude des renseignements que le casier judiciaire est chargé de fournir, pour vérifier si les employés des greffes lui adressent sans aucune omission les bulletins de condamnation, l'administration centrale dispose de trois moyens de contrôle.

Le premier contrôle est basé sur la concordance qui doit exister entre les mentions figurant au casier central et au registre de condamnations tenu par les administrations communales, la seule source à laquelle les parquets pouvaient puiser des renseignements avant la création du casier judiciaire.

A raison de différents motifs qu'il est inutile d'exposer ici, car ils concernent uniquement l'organisation du casier judiciaire et non celle de la statistique, les parquets de première instance et la plupart des parquets de police joignent à la demande d'extrait qu'ils adressent au casier judiciaire central un bulletin de renseignements rempli par les autorités locales, où figurent toutes les condamnations consignées au registre communal. Le casier central, avant de délivrer l'extrait, compare les mentions provenant de ce registre à celles que ses dossiers contiennent. S'il relève une lacune ou une différence, il réclame immédiatement des explications au greffier que la chose concerne.

Un deuxième contrôle est exercé à l'aide d'inventaires que les greffiers doivent joindre à chaque envoi de bulletins. On vérifie si tous les bulletins repris à l'inventaire se trouvent bien dans l'envoi ; puis la pièce, datée et signée par le chef du casier judiciaire, est renvoyée au fonctionnaire qui l'a rédigée. Celui-ci la conserve dans ses archives

de façon à pouvoir justifier de l'envoi des bulletins.

Enfin, le service des grâces étant annexé à celui du casier, celui-ci, avant de verser dans ses dossiers les rapports des magistrats du parquet sur les recours en grâce, vérifie si toutes les mentions qui y sont portées concordent avec les renseignements que les dossiers contiennent.

Les négligences des agents sont punies de peines disciplinaires.

Grâce à ces précautions, le casier central forme une source de renseignements aussi riche qu'exacte.

Pour confectionner la statistique à extraire des bulletins et dossiers du casier judiciaire, l'Institut National de Statistique ne puise pas directement à la source.

Au sein de l'administration du casier judiciaire au Département de la Justice, il est conservé un service de statistique chargé d'établir, à mesure de la rentrée des bulletins de condamnation et de la consultation des dossiers, des fiches codifiées du modèle reproduit ci-dessous.

Année 196					
STATISTIQUE DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	STATISTIQUE CRIMINELLE	STATISTIQUE DES INFRACTIONS			
		Nature et nombre des infractions d'après l'époque et le lieu où elles ont été commises			
		Infrac.	Années	Mois	Lieu
Antécédents	Sexe et antécédents Légitime ou illégitime				
Tribunal	Infraction				
Infraction	Canton { lieu de naissance domicile lieu des faits				
Peine prononcée	Age Etat civil Nombre d'enfants Instruction Profession Ivrognerie				
Sursis					
Peine ou mesure accessoire	Récidive { sans juridictions militaires avec juridictions militaires				
Appel police	Décisions des juges d'enfants { infractions criminelles vagabondage, etc.				
		46			

Ces fiches, codifiées par le Ministère de la Justice, constituent la matière première statistique mise à la disposition de l'Institut National de Statistique.

Le premier volet est destiné à l'établissement de la statistique des condamnations individuelles par les tribunaux correctionnels et ne doit pas retenir ici notre attention.

Les données relatives à cette statistique sont publiées dans les comptes de l'Administration de la justice pénale.

Le deuxième volet sert à établir la statistique des condamnés, objet du chapitre I du présent volume.

A la réception, au casier judiciaire central, du Bulletin de condamnation, la condamnation y relevée (si l'infraction commise intéresse la statistique criminelle) est transcrite en code sur le volet II d'une fiche.

Les fiches sont transmises régulièrement à l'Institut national de Statistique qui les classe selon le numéro de casier judiciaire qu'elles portent. Il est ainsi possible de ne tenir compte que de la dernière condamnation encourue par les individus qui ont été condamnés plusieurs fois dans le cours de l'année.

Le volet III de la fiche est consacré à la statistique des infractions individuelles, objet du chapitre II de ce volume. Chaque infraction individuelle, frappée par le jugement définitif ayant donné lieu à codification sur le volet II, est mentionnée séparément sur le volet III.

Le dépouillement mécanographique des données figurant sur le volet permet la localisation, par mois et groupe de commune, des infractions commises par l'ensemble des condamnés faisant l'objet du chapitre I.

Les données relatives à l'ivresse sont indiquées en regard du chiffre 46.

5. — Organisation des travaux statistiques.

Le mode de répartition des travaux indiqués ci-dessus, entre l'Institut National de Statistique et le Ministère de la Justice s'explique comme suit :

La centralisation des Services statistiques fut préparée par l'Arrêté Royal du 27 octobre 1934 et réalisée par celui du 7 août 1939.

L'Arrêté Royal du 27 octobre 1934 se proposait :

- 1) la centralisation des grands recensements ;
- 2) celle des publications ;

3) celle du dépouillement mécanique.

Un délai de cinq ans était prévu pour l'exécution des deux derniers points de ce programme.

Ce délai étant expiré en 1939, un Arrêté Royal du 7 août 1939 vint parfaire l'œuvre de concentration, en décrétant la centralisation intégrale des services statistiques.

Avant que n'eût paru ce dernier Arrêté, le Ministère de la Justice, et celui de l'Intérieur et de la Santé Publique (auquel était attaché à l'époque l'Institut National de Statistique) avaient arrêté de commun accord le mode d'établissement des statistiques judiciaires qui, ayant été élaborées jusqu'alors par le seul département de la Justice, tombaient sous le coup de l'Arrêté Royal du 27 octobre 1934 en ce qui concerne la publication et le dépouillement mécanique.

Le nouveau mode d'établissement de ces statistiques avait fait l'objet d'un Arrêté Ministériel en date du 20 mars 1939, aux termes duquel le principe du transfert d'attribution était admis, sous réserve, toutefois, que ce transfert n'impliquerait ni la préparation du matériel à dépouiller ni la correspondance avec les autorités judiciaires.

L'Arrêté Royal du 7 août 1939, dont les dispositions dépassant largement le cadre de ce qui avait été prévu par l'Arrêté Royal d'octobre 1934 et exécuté par l'Arrêté Ministériel du 20 mars 1939, aurait normalement dû mettre un terme au "modus vivendi" que constituait cette dernière disposition.

Des démarches furent entreprises auprès du Ministère de la Justice, aux fins d'examiner les possibilités de centralisation intégrale au sein de l'Institut National de Statistique. Des difficultés d'ordre divers eurent pour effet l'insuccès de ces démarches et la reconduction tacite de l'accord consacré par l'Arrêté Ministériel du 20 mars 1939.

Aussi les statistiques judiciaires sont-elles toujours élaborées sur la base de cette disposition.

§ 2. — TRAITS PRINCIPAUX DU DROIT CRIMINEL BELGE.

Les statistiques criminelles de différents pays peuvent malaisément être comparées entre elles, eu égard aux diversités que présente le droit pénal d'un pays à l'autre. Aussi, afin de rendre la statistique criminelle belge plus compréhensible par l'observateur étranger, semble-t-il utile de donner ci-dessous un exposé sommaire des traits principaux du droit criminel belge.

Il ne pourrait être question de considérer cet exposé comme une synthèse complète de la matière : tout au plus peut-on y voir un rappel succinct, à l'usage défini ci-dessus, des principales règles qui dominent l'ensemble du droit criminel. Cet exposé s'impose également en raison du fait que la statistique ne s'adapte pas toujours aux classifications et critères établis par le droit pénal ; c'est pourquoi un paragraphe spécial est consacré à l'exposé des relations et différences qui existent à ce point de vue, entre les procédés du droit pénal et ceux de la statistique.

1. — Economie générale du droit criminel.

Il faut entendre par « droit criminel » ou pénal au sens large, l'ensemble des règles en vertu desquelles la société fait subir à l'individu un certain mal, à titre de sanction d'un commandement légal transgressé (ordre ou interdiction).

Le droit pénal proprement dit, énumère les infractions et les peines applicables à leurs auteurs.

La procédure pénale définit les règles suivant lesquelles il est permis de rechercher les infractions, d'en découvrir les auteurs et de leur appliquer les peines prévues par le droit pénal.

2. — Notions de droit pénal.

Les règles communes à toutes les infractions se trouvent codifiées dans le livre I du Code pénal du 8 juin 1867, complété par diverses lois pénales, telles que la loi du 31 mai 1888 (libération et condamnations conditionnelles), la loi du 15 mai 1912 (protection de l'enfance) et la loi du 9 avril 1930 (défense sociale).

L'examen spécial des infractions, dans leurs éléments distinctifs, fait l'objet du livre II du Code pénal, dont neuf titres se rapportent aux crimes et délits et le dixième aux contraventions. De nombreuses lois spéciales particulières complètent ce système pénal.

A défaut de dispositions contraires dans ces lois spéciales, le livre I du Code pénal est applicable aux infractions prévues par elles, sauf en ce qui concerne la participation de plusieurs personnes au même crime ou délit (chapitre VII) et l'application des circonstances atténuantes aux délits, pouvant entraîner la contraventionnalisation de ces derniers (art. 85).

1) Le droit pénal est un droit écrit.

La règle "nulla poena sine lege" découle de l'art. 9 de la Constitution belge, qui prescrit que "nulle peine ne peut être établie qu'en vertu de la loi".

Il s'ensuit que la loi pénale doit s'interpréter restrictivement, sans extension ni analogie. La coutume ne peut ni créer ni abroger la loi pénale.

2) Infractions et peines principales.

C'est la condamnation, coulée en force de chose jugée, qui attribue définitivement au fait qu'elle sanctionne le caractère délictuel de même que son degré de criminalité.

Des peines dites criminelles frappent les faits qualifiés crimes : ce sont la mort, les travaux forcés, la détention et la réclusion.

L'emprisonnement de 8 jours à 5 ans sanctionne les délits et l'emprisonnement de 1 à 7 jours frappe les contraventions.

Les crimes et délits sont, outre ces peines privatives de liberté, passibles d'amendes de 26 francs au moins, tandis que les contraventions peuvent être frappées d'amendes de 1 à 25 francs. Depuis 1921, des décimes additionnels ont majoré les taux d'amende.

3) Peines accessoires et subsidiaires.

Des peines accessoires (destitution, interdiction légale, perte de certains droits civils et politiques, confiscation spéciale) et des condamnations accessoires (restitution, dommages-intérêts, condamnation aux frais, contrainte par corps) suivent, facultativement ou non, certaines condamnations principales.

A défaut de paiement, l'amende est remplacée par une peine d'emprisonnement, dit subsidiaire, dont la durée est fixée par le jugement et qui n'excède pas 6 mois pour les crimes, 3 mois pour les délits et 3 jours pour les contraventions.

4) Personnalité des peines.

Les amendes (sauf en matière fiscale) sont prononcées individuellement contre chacun des condamnés à raison d'une même infraction.

Les restitutions et dommages et intérêts par contre lient solidairement tous les individus condamnés pour la même infraction.

5) Non-rétroactivité de la loi pénale.

La loi pénale ne dispose que pour l'avenir sauf dans l'intérêt du prévenu : c'est ainsi qu'une loi plus clémentaire, postérieure à l'infraction, profite à l'accusé, si elle est promulguée avant la sentence.

6) Tentative.

La tentative de crime ou délit est l'acte extérieur formant un commencement d'exécution et qui n'est suspendu ou n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de l'auteur : la tentative de crime est frappée de la peine immédiatement inférieure à celle prévue pour le crime ; la tentative de délit est punie seulement dans les cas et dans la mesure prévus par la loi.

7) Concours.

L'individu convaincu de plusieurs contraventions encourt la peine de chacune d'elles. En cas de concours de délit(s) et de contravention(s) il y a cumul de peines jusqu'au double du maximum de la peine la plus forte.

S'il y a concours de crime(s) et de délit(s) ou contravention(s) la peine du crime est seule

prononcée. Enfin en cas de concours de crimes, la peine la plus forte l'emporte et peut être, dans certains cas, majorée de 5 ans.

8) Participation.

Sont punis comme "auteurs" ceux qui ont exécuté un crime ou délit, ont coopéré directement à son exécution, y ont prêté une aide indispensable, ou l'ont provoqué directement. "Complices" sont ceux qui ont donné des instructions pour commettre le crime ou délit, ont sciemment procuré des armes, instruments ou tout autre moyen servant à le commettre, ont aidé ou assisté l'auteur dans les faits, qui l'ont préparé, facilité ou consommé ou ont donné habituellement logement, lieu de retraite ou de réunion aux malfaiteurs exerçant des brigandages ou des violences contre la sûreté de l'État, la paix publique, les personnes ou les propriétés.

La complicité de crime est punie de la peine immédiatement inférieure à celle prévue pour le crime ; celle de délit est frappée d'une sanction n'excédant pas les 2/3 de celle pouvant atteindre l'auteur.

9) Causes de justification.

Il n'y a plus d'infraction si le fait commis est ordonné par la loi ou l'autorité, si l'auteur est en état de démence ou contraint par une force à laquelle il n'a pu résister. Certaines erreurs de droit (dites invincibles) et certains cas de nécessité (par exemple la légitime défense) enlèvent également au fait son caractère délictuel.

10) Causes d'excuse.

Pour certaines infractions qui n'atteignent que la propriété, la parenté constitue un motif péremptoire d'excuse. Le jeune âge et la provocation constituent, dans certains cas, des causes d'excuse.

11) Circonstances atténuantes.

Le juge a faculté de renir en faveur de l'inculpé de circonstances, étrangères en principe à l'infraction, mais qui diminuent la culpabilité de l'auteur. Ces circonstances entraînent réduction des peines prévues par la loi.

Le degré de réduction des peines n'est pas laissé à l'appréciation du juge : le code pénal

prévoit deux échelles de réduction, l'une pour les infractions de droit commun, l'autre pour les infractions en matière politique.

Par le jeu des réductions de peine, un crime peut être correctionnalisé, un délit contraventionnalisé.

L'admission de circonstances atténuantes par le juge du fond n'entraîne pas changement de compétence, même en cas de contraventionnalisation ou de correctionnalisation.

Par contre, il y a modification dans l'attribution de compétence si les circonstances atténuantes sont acceptées par la juridiction d'instruction (Chambre du Conseil et Chambre des Mises en Accusation).

12) Récidive.

La récidive de crime après crime entraîne aggravation de la peine, selon une échelle prévue par le Code pénal.

La récidive de délit après crime peut être punie du double du maximum de la peine prévue pour le délit, de même que le délit commis moins de cinq ans après l'expiration d'un emprisonnement d'un an au moins.

13) Extinction de peine.

Le mode normal d'extinction des peines est leur exécution.

La mort du condamné, la grâce accordée par le Roi, l'amnistie, l'expiration du sursis, et la prescription légale éteignent également les peines.

14) Délais de prescription.

Les peines criminelles se prescrivent par vingt ans ; ce délai est de 5 ou 10 ans selon la durée de la peine pour les peines correctionnelles, et de 1 an pour les peines de police.

15) Libération et condamnations conditionnelles.

Pour remédier aux inconvénients des peines privatives de liberté, le juge peut surseoir à l'exécution des peines de courte durée, et l'administration pénitentiaire peut, de son côté, réduire les peines de longue durée.

La libération conditionnelle peut être accordée en principe lorsque le 1/3 de la peine est accompli

avec un minimum de 3 mois. Elle peut entraîner interdiction de résidence ou de séjour dans certaines localités et comporte le maintien de la surveillance de la police.

La libération conditionnelle peut être révoquée pour inconduite ou infraction : dans ce cas, le terme d'incarcération doit être achevé, de même qu'est exécutée la nouvelle peine éventuelle. Elle devient définitive après un délai comportant en principe le terme d'incarcération restant à subir, avec minimum de 2 ans.

La condamnation conditionnelle peut bénéficier aux condamnés de 2 ans au plus, n'ayant encore encouru antérieurement aucune condamnation de plus de 3 mois pour crime ou délit (L. 14-11-1947).

16) Majorité criminelle : régime de protection de l'enfance.

La loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance a pratiquement fait sortir l'enfant du droit répressif en le déclarant pénalement irresponsable et en créant pour lui une juridiction nouvelle : le juge des enfants, seul compétent pour juger des mineurs :

a) de moins de 18 ans accomplis, pour vagabondage, mendicité, inconduite ou indiscipline.

b) de moins de 16 ans accomplis, se livrant à la prostitution ou à la débauche, cherchant des ressources dans le jeu ou les trafics ou occupations qui exposent à la prostitution, à la mendicité, au vagabondage ou à la criminalité, ou ayant commis un acte que la loi qualifie : crime, délit ou contravention.

Le juge des enfants n'inflige aucune sanction pénale, mais prend à l'égard des jeunes délinquants diverses mesures, qui vont de la réprimande à la mise à la disposition du Gouvernement.

La majorité criminelle est donc de 16 ans accomplis.

17) Protection des anormaux, régime des récidivistes et délinquants d'habitude : loi de défense sociale du 9-4-1930.

La démence est un cas de justification.

Mais il existe des tares psychiques qui, sans constituer la démence, ne laissent subsister chez l'auteur d'une infraction qu'une part de respon-

sabilité tellement réduite et instable, qu'on pourrait en faire abstraction.

Antérieurement à la loi du 9 avril 1930 le juge pouvait soit considérer ces tares comme des circonstances atténuantes, au risque de frapper de peines mêmes réduites des déments irresponsables, soit étendre la notion de la démence au risque de considérer comme fous des inculpés cependant responsables de leurs actes.

La loi de défense sociale du 9 avril 1930 permet d'interner dans des établissements spéciaux les inculpés qui se trouvaient au moment du jugement en état de démence ou dans un état grave de déséquilibre mental ou de débilité mentale, les rendant incapables du contrôle de leurs actes. Des mesures parallèles sont prévues pour les condamnés se trouvant dans une situation analogue.

D'autre part, la loi du 9 avril 1930 a institué une mesure de sûreté applicable aux récidivistes dangereux : la mise à la disposition du Gouvernement, dont le caractère juridique est celui d'une sanction pénale. Cette peine est obligatoire ou facultative d'après la nature de la récidive, et sa durée peut varier d'après le même critère. Elle peut être prise à l'égard de ceux qui ont commis depuis 15 ans trois infractions au moins ayant entraîné chacune un emprisonnement correctionnel d'au moins six mois.

3. — Notions de la procédure pénale, de l'organisation judiciaire et de la compétence.

La procédure pénale est l'ensemble des règles suivant lesquelles on recherche les infractions, découvre les auteurs et leur applique les sanctions prévues par la loi pénale.

Il y a dans la procédure pénale, deux phases distinctes : l'action de la police judiciaire et la saisine des juridictions répressives.

1) Mission de la police judiciaire.

La police judiciaire recherche les infractions, en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux chargés de les punir. Son rôle est répressif. La police judiciaire se distingue de la police administrative, dont le rôle est préventif et consiste à empêcher que les infractions ne se commettent.

La police judiciaire se trouve sous la direction du Procureur Général près la Cour d'Appel, qui

toutefois, n'en fait pas partie. Elle est exercée suivant diverses distinctions, par les gardes champêtres, les gardes forestiers, les garde pêche, les brigadiers champêtres, les gardes champêtres adjoints et auxiliaires, les officiers et membres de la gendarmerie, les commissaires de police et leurs adjoints, les bourgmestres et échevins, les procureurs du Roi et leurs substituts, les juges de paix, les juges d'instruction ainsi que les fonctionnaires chargés spécialement de l'exécution de certaines lois et revêtus, à cet effet, de la qualité d'agent ou officier de police judiciaire.

2) Saisine des juridictions répressives.

a) Actions publique et civile.

Deux sortes d'actions peuvent naître des infractions : l'action civile et l'action publique.

— L'action publique est exercée par les fonctionnaires du Ministère Public près les Tribunaux de police, par les Procureurs du Roi et leurs substituts, par les Procureurs Généraux près les Cours d'Appel, leurs avocats généraux et leurs substituts et enfin le Procureur Général près la Cour de Cassation et ses avocats généraux.

Les fonctionnaires du Ministère Public agissent en principe d'office, mais dans certains cas, leur action est subordonnée à une plainte, dénonciation ou autorisation (1).

— L'action civile de son côté est exercée par tous ceux qui ont souffert de l'infraction. Elle peut être poursuivie soit devant le même juge et en même temps que l'action publique (constitution de partie civile), soit séparément, devant le juge civil ou commercial.

L'action civile poursuivie devant les tribunaux répressifs peut être jointe à l'action publique mue par le Ministère Public, mais si ce dernier n'a pas provoqué de poursuites, l'action de la partie civile peut faire naître l'action publique. L'action publique ainsi provoquée par la constitution de la partie civile, appartient néanmoins au Ministère Public qui peut seul exercer le droit de poursuite, par les réquisitions qu'il adresse à la justice : lui seul peut donc interjeter appel et former recours en cassation ; et le désistement éventuel de la partie civile n'arrêterait plus en principe l'action publique qu'elle a provoquée ; dans le même

(1) C'est le cas pour les poursuites contre les parlementaires en période de session.

ordre d'idées, le désistement de la partie civile ne la dispenserait pas non plus des frais de l'action publique, si le prévenu est acquitté.

L'action civile portée devant les Tribunaux civils n'exerce aucune influence sur les poursuites résultant d'une éventuelle action publique, intentée avant ou pendant l'action civile devant les Tribunaux répressifs ; au contraire, dans ce cas le civil est suspendu tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement au pénal.

b) Action publique devant les juridictions répressives.

Les juridictions d'instruction rassemblent les preuves des infractions et en livrent les auteurs aux juridictions de jugement ; ce sont : le juge d'instruction, la Chambre du Conseil, les Tribunaux de première instance et la Chambre des mises en accusation des Cours d'Appel.

La procédure préparatoire à l'action des juridictions répressives de jugement, par la complexité et la diversité de ses distinctions, tend à la fois à ne porter devant le juge du fond que des affaires en état d'être jugées en audience publique, à offrir à l'inculpé la garantie d'une justice sereine et éclairée, et au public la certitude que, pour des motifs quelconques, une affaire ne sera pas facilement étouffée par un non-lieu.

On peut donner de la procédure préparatoire à la procédure de jugement pour la répression des crimes et délits de droit commun le schéma suivant.

Le Procureur du Roi, saisi d'une plainte, procède en règle générale à une information discrète et préalable à l'instruction proprement dite ; cette information qui est secrète, tend à établir s'il y a eu infraction et s'il existe des indices de culpabilité.

Dans la négative, l'affaire est classée sans suite. Dans le cas contraire, un réquisitoire d'information requiert le juge d'instruction de rechercher le coupable.

Le juge d'instruction, saisi de l'affaire, est tenu de remplir tous les devoirs pouvant conduire à

la découverte de la vérité : c'est-à-dire qu'il doit réunir aussi bien les éléments favorables à l'accusé que ceux qui établiraient sa culpabilité.

L'instruction terminée, le dossier est communiqué au Procureur du Roi, qui apprécie si les indications recueillies suffisent à éclairer la justice, ou si un complément d'instruction doit être requis.

L'instruction terminée, le Procureur du Roi établit ses réquisitions par écrit, les joint au dossier d'instruction, et met celui-ci à la disposition de l'inculpé et de son Conseil. L'affaire est ensuite appelée devant la Chambre du Conseil où le juge d'instruction fait rapport, tandis que le Procureur du Roi requiert et que la défense plaide, devant un juge qui n'a pas été mêlé à l'instruction et ne se forme donc d'opinion qu'à l'audience.

C'est la Chambre du Conseil qui décide, par ordonnance motivée, soit le non-lieu, soit le renvoi devant la juridiction de jugement.

LES JURIDICTIONS DE JUGEMENT

Les juridictions de jugement statuent sur le fond des affaires, apprécient souverainement les charges pesant sur les individus qui leur sont envoyés par les juridictions d'instruction ou qui peuvent leur avoir été déférés directement (citation directe) par le Ministère Public ou par la partie civile.

Si l'infraction et la culpabilité sont établis, les juridictions de jugement appliquent les peines prévues par les lois ; si les faits ne sont pas établis, le juge acquitte et renvoie des poursuites, sans frais ; si le prévenu bénéficie d'une excuse absolutoire, il est absous.

Les juridictions de jugement ordinaires sont : les tribunaux de police, les tribunaux correctionnels, les Cours d'Assises, les Cours d'Appel et dans des cas exceptionnels, la Cour de Cassation.

Les juridictions de jugement militaires sont les Conseils de Guerre et la Cour Militaire.

On trouvera ci-dessous un tableau sommaire des juridictions de jugement ordinaires avec indication de la composition de leur siège et de

leur parquet et la mention de leur compétence territoriale.

JURIDICTIONS	COMPOSITION		COMPETENCE TERRITORIALE
	du Siège	du Parquet	
TRIBUNAL DE POLICE.	Juge de paix.	Parquet de police : Officier du ministère public.	Canton de justice de paix. N. B. — Certains tribunaux de police ont compétence sur plusieurs cantons.
TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE : Affaires répressives : Tribunaux correctionnels ; règlement de la procédure : Chambres du Conseil.	Président, Vice-Présidents, Juges (parmi lesquels les juges d'instruction). Un membre du Tribunal est désigné par le Roi en qualité de juge des enfants.	Parquet du procureur du Roi : Procureur du Roi, Premiers substituts et Substituts du procureur du Roi.	Arrondissement judiciaire.
COUR D'APPEL. Affaires répressives : Chambres correctionnelles ; règlement de la procédure : Chambres des mises en accusation.	Premier président, Présidents, Conseillers.	Parquet général : Procureur général, Premier avocat général, Avocats généraux, Substituts du procureur-général.	Bruxelles : Brabant, Anvers et Hainaut. Gand : Flandres occidentale et orientale. Liège : Liège, Limbourg, Luxembourg et Namur.
COUR D'ASSISES.	1° La Cour : composée du président (membre de la Cour d'Appel) et de deux assesseurs (ordinairement membres du Tribunal de première instance) ; 2° Le Jury : composé de douze jurés.	Ministère public : Un membre du Parquet général près la Cour d'appel ou du Parquet du procureur du Roi du lieu où siège la Cour d'assises.	Province.
COUR DE CASSATION.	Premier président, Président, Conseillers.	Parquet général : Procureur général, Premier avocat général, Avocats généraux.	Bruxelles : Belgique.

La compétence de ces juridictions est brièvement définie ci-dessous :

1) Tribunaux de police.

Ratione materiae, les Tribunaux de police jugent les contraventions, les délits contraventionnalisés par les juridictions d'instruction, certaines infractions qui sont ou peuvent être des délits (notamment en matière forestière, rurale, fluviale, polders, roulage, transport, voirie, barrières, ivresse, règlements provinciaux et communaux, baux à loyer et autres), les infractions (contraven-

tions ou délits) dont la connaissance leur est attribuée par une loi spéciale et enfin les faits de vagabondage et de mendicité.

Ratione loci : le Tribunal du lieu de l'infraction, celui de la résidence de l'inculpé et celui du lieu où l'inculpé a été trouvé sont également compétents.

Ratione personae : le Tribunal de police juge les civils âgés de 16 au moins et dans certains cas les militaires.

2) Tribunaux correctionnels.

Ratione materiae : les Tribunaux correctionnels jugent les délits, les crimes correctionnalisés par les juridictions d'instruction, certaines infractions portées devant le tribunal correctionnel sous une qualification de leur compétence, mais reconnues être des infractions dont la connaissance est attribuée au juge de police, les infractions qui sont de la compétence du juge de police mais sont connexes à un délit, les appels des Tribunaux de police et les règlements de juges entre tribunaux de police de leur ressort.

Ratione loci : sont également compétents, les tribunaux correctionnels du lieu du délit, de la résidence du prévenu et du lieu où le prévenu pourra être trouvé.

3) Les Cours d'Appel.

Les Cours d'Appel jugent les appels des tribunaux correctionnels, les délits commis en dehors de leurs fonctions par un juge de paix, un membre du Tribunal correctionnel ou de première instance ou un officier du Ministère Public près l'un de ces tribunaux, les délits commis dans l'exercice de leurs fonctions par un juge de paix ou de police, un juge faisant partie d'un tribunal de commerce, un officier de police judiciaire, un membre du Tribunal correctionnel ou de Première instance, ou un officier du Ministère Public près l'un de ces Tribunaux, les demandes de réhabilitation et les règlements de juges entre juges d'instruction et tribunaux correctionnels de leur ressort ou entre juges de police de deux arrondissements différents de leur ressort.

4) Les Cours d'Assises.

Ratione materiae : les Cours d'Assises jugent les crimes, les infractions connexes aux crimes qui leur sont déférés, les délits politiques et les délits de presse.

Ratione loci : le juge d'instruction du tribunal compétent (résidence de l'accusé, lieu du crime ou lieu où l'accusé a été trouvé) instruit l'affaire sur réquisition du Procureur du Roi : la Cour d'Assises de la Province où se trouve le Tribunal est saisie de la cause par la Chambre des mises en accusation.

Ratione personae : les Cours d'Assises jugent les civils âgés de 16 ans au moins et dans certains cas les militaires.

Note.

La compétence des juridictions ordinaires à l'égard des militaires existe notamment pour les infractions commises en dehors du service en matière d'impôts publics, de chasse ou de pêche, de grande voirie, de roulage, messagerie, postes, barrières, police des chemins de fer, police rurale ou forestière et règlements provinciaux et communaux.

En cas de duel d'un militaire avec un civil, c'est également la juridiction ordinaire qui est compétente.

En cas de participation ou de connexité, le militaire complice, coauteur ou auteur d'infractions connexes est justiciable de la juridiction ordinaire et celle-ci connaît l'ensemble des préventions.

Les gendarmes sont justiciables de la juridiction ordinaire pour les infractions relatives au service judiciaire des tribunaux et à la police administrative.

5) La Cour de Cassation.

La Cour de Cassation prononce sur des demandes de cassation contre les arrêts et jugements rendus en dernier ressort, et juge non pas du fait, mais de la procédure. Elle juge les Ministres, les tribunaux entiers de commerce, correctionnels ou de première instance, les membres des Cours d'Appel, les Procureurs Généraux et substituts près les Cours d'Appel.

Elle statue sur les demandes en révision, étant liée dans ce domaine par l'appréciation souveraine de la Cour d'Appel.

Elle décide en matière de règlement de juges, en matière de renvoi pour cause de sûreté publique ou de suspicion légitime.

Elle prononce sur les prises à partie contre une Cour entière ou l'une de ses Chambres ou contre ses propres membres.

Elle règle les conflits d'attribution.

EXTINCTION DE L'ACTION PUBLIQUE.

Le jugement définitif, après écoulement des délais d'opposition, d'Appel et de Cassation, donne au Ministère Public un titre pour l'exécution de la peine en cas de condamnation.

Ce jugement éteint l'action publique, et s'impose à la partie poursuivante avec l'autorité de la chose jugée (principe non bis in idem).

La mort de l'inculpé, la prescription, l'amnistie, la transaction, le désistement (lorsque l'action publique est subordonnée à une plainte) éteignent également l'action publique.

4. — Le droit criminel et la statistique.

1) Infractions et peines.

Ainsi qu'il a été dit plus haut, la statistique criminelle ne relève pas toutes les infractions que prévoit la loi pénale, de nombreux faits sanctionnés de peines graves en restant exclus (1).

Ne sont retenues, en statistique criminelle, que les infractions figurant dans une nomenclature spéciale (voir plus haut le § 1, 2^o de cette introduction).

Il est à remarquer que cette nomenclature ne groupe pas systématiquement les infractions d'après leur caractère juridique de crime, délit ou contravention, et ce n'est qu'en certaines de ses rubriques qu'une distinction est faite, selon que l'infraction a été frappée de peines criminelles, correctionnelles ou de police, ce qui permet pour certaines infractions, un classement correspondant en crimes, délits et contraventions.

Ce classement, qui dépend non de la loi pénale, mais de la décision judiciaire intervenue, n'est pas à proprement parler du domaine de la statistique criminelle qui ne s'attache pas à l'observation de la décision du juge, mais à celle de l'homme condamné et de l'acte qu'il a commis.

Eu égard à la méthode de dénombrement employée, il ne peut pas être dénué d'intérêt de remarquer, qu'en ne considérant que la statistique des condamnés (chapitre I) on serait tenté de sous-évaluer la criminalité de gravité secondaire.

Un individu condamné simultanément pour vol et bris de clôture n'est en effet compté qu'à la rubrique de l'infraction la plus grave, soit le vol. Le bris de clôture étant moins sévèrement puni, n'apparaît que dans les tableaux de la statistique des infractions individuelles, faisant l'objet du chapitre II du présent volume (voir à cet égard, ce qui est dit ci-dessous au sujet du concours

(1) Une statistique limitée aux Tribunaux Correctionnels relevant toutes les infractions ayant été l'objet d'une condamnation individuelle définitive, est publiée dans les Comptes de l'Administration de la Justice pénale. Elle est établie également à la source du casier judiciaire.

d'infractions ; voir également l'introduction spéciale du chapitre II).

2) Concours et participation.

La statistique relève le nombre de condamnés et le nombre d'infractions individuelles commises par l'ensemble de ces condamnés ; c'est-à-dire que si trois individus enlèvent ensemble un objet et que l'un d'eux le recèle, la statistique, en présence des trois condamnations individuelles prononcées, deux pour vol simple et une pour vol et recel, relèvera :

1^o) trois condamnations pour vol (statistique des condamnés : chaque individu retenu pour la dernière infraction commise et, en cas de concours, pour l'infraction la plus grave) ;

2^o) quatre infractions individuelles : trois vols et un recel (statistique des infractions : chaque infraction ayant fait l'objet de la condamnation).

Le cas échéant, la statistique serait en mesure d'établir le nombre de condamnations individuelles se rapportant à une seule ou à plusieurs infractions : ce serait une statistique du concours d'infractions, et dans l'exemple cité plus haut, l'on relèverait alors deux condamnations pour vol, et une condamnation pour vol et recel.

Une telle statistique n'a toutefois pas été faite jusqu'à présent.

Il serait par contre impossible, dans l'organisation actuelle des travaux statistiques, de relever le nombre de faits délictueux indépendamment du nombre d'auteurs et du nombre de condamnations, ce qui comporterait l'établissement d'une statistique de la participation.

Dans l'exemple déjà cité, il y aurait deux faits délictueux : un vol (commis de concert par trois hommes mais ne constituant objectivement qu'une seule infraction), et un recel sans participation.

3) Récidive.

La statistique criminelle ne s'attache pas à relever la récidive légale, telle que la prévoit le Code ; elle compte, comme degré de récidive, toute condamnation antérieure à celle pour laquelle le condamné figure dans les comptes statistiques : si la majorité des infractions appartient au même groupe générique que la dernière infraction commise, le condamné est considéré comme récidiviste spécialiste.

Les groupes génériques d'infractions sont com-

posés comme il est indiqué dans l'introduction du relevé consacré à la récidive spéciale.

N. B. — De par sa définition, la statistique criminelle ne fournit aucun renseignement dans le domaine de la défense sociale et dans celui de la protection de l'enfance, les anormaux et les enfants de moins de 16 ans étant sortis du droit criminel. Des publications statistiques distinctes sont consacrées à ces objets.

De même, en ce qui concerne la libération et la condamnation conditionnelles : une statistique des libérations conditionnelles figure dans les comptes de l'Administration de la Justice. Quant aux condamnations conditionnelles il en est tenu compte pour l'élaboration de la statistique criminelle, dans la mesure où elles frappent des infractions comprises dans la nomenclature spéciale. Elles ne sont toutefois pas relevées distinctement.

Les prescriptions et extinctions de peines ne sont pas du domaine de la statistique criminelle telle que nous la concevons et ne font par ailleurs l'objet d'aucun relevé statistique.

Il en est de même des circonstances atténuantes et des causes de justification et d'excuse.

Enfin, on ne trouve dans la statistique criminelle

§ 3. — DONNÉES DEMOGRAPHIQUES.

Aux fins d'apprécier l'étendue et l'importance réelles de la criminalité et de ses fluctuations, il y a lieu de ne pas considérer uniquement les chiffres absolus qui apparaissent des relevés statistiques, mais de mettre ces chiffres en rapport avec les données relatives au nombre d'habitants et à la composition de la population par âge, sexe, état-civil, etc...

On trouvera par ailleurs, en d'autres publications de l'Institut National de Statistique, la plus grande partie de ces renseignements. Les dites publications sont annoncées sous la rubrique

aucune indication précise concernant la procédure, la compétence et l'organisation judiciaire.

La statistique criminelle ne fait aucune distinction d'après la juridiction ou le degré de celle-ci : la condamnation définitive peut en effet émaner d'un Tribunal de simple police comme d'une Cour d'Assises ou d'un Tribunal correctionnel ; elle peut être prononcée en premier ressort ou en degré d'appel : le seul fait qui importe socialement et qui provoque et justifie l'observation statistique est le stigmate dont la sentence marque l'individu condamné.

Les distinctions qui sont faites dans la nomenclature selon qu'il s'agit de peines criminelles, correctionnelles ou de police ne permettent guère de conclure à la compétence d'un tribunal plutôt qu'à celle d'un autre, les correctionnalisations et contraventionnalisations n'entraînant pas dans tous les cas attribution de compétence aux Tribunaux correctionnels ou de police.

Les renseignements statistiques afférents à l'organisation judiciaire, à la compétence et à la procédure se trouvent, par ailleurs, dans les comptes de l'Administration de la Justice, partie pénale.

"Informations et Documentation" dans le Bulletin de Statistique, publié par les soins de l'Institut National de Statistique.

Certains renseignements démographiques n'ont pas été publiés ailleurs sous une forme appropriée à l'usage qui peut en être fait en statistique criminelle ; on les trouvera réunis ci-dessous.

Il est à noter que pour 1962 les calculs ont été faits sur la base des chiffres du relevé officiel de la population au 31 déc. 1961, les données du recensement en général au 31 déc. 1961 n'étant pas encore disponibles.

POPULATION AYANT ATTEINT L'AGE DE LA MAJORITE CRIMINELLE
REPARTIE PAR SEXE ET AGE.

AN-NEES	SEXE	16 à — 18 ans	18 à — 21 ans	21 à — 30 ans	30 à — 40 ans	40 à — 50 ans	50 à — 60 ans	60 à — 70 ans	70 ans et plus	TOTAL
1930	Hommes	134 840	205 388	653 827	622 326	518 260	438 133	287 692	154 029	3 014 495
	Femmes	133 745	202 699	632 181	636 747	534 639	453 917	313 644	199 478	3 107 050
	Ensemble	268 585	408 087	1 286 008	1 259 073	1 052 899	892 050	601 336	353 507	6 121 545
1952	Hommes	115 306	184 955	608 890	570 442	641 759	546 578	367 381	271 253	3 306 564
	Femmes	113 396	182 843	591 246	554 957	646 543	595 385	435 378	351 187	3 470 935
	Ensemble	228 702	367 798	1 200 136	1 125 399	1 288 302	1 141 963	802 759	622 440	6 777 499
1953	Hommes	115 389	178 320	599 656	576 630	639 274	557 068	368 640	274 876	3 309 853
	Femmes	113 239	175 819	587 084	559 008	643 968	603 467	442 754	359 108	3 484 447
	Ensemble	228 628	354 139	1 186 740	1 135 638	1 283 242	1 160 535	811 394	633 984	6 794 300
1954	Hommes	117 567	174 216	588 506	582 111	634 471	567 659	372 437	277 128	3 314 095
	Femmes	115 735	172 691	578 194	563 872	639 968	612 509	450 505	366 474	3 499 948
	Ensemble	233 302	346 907	1 166 700	1 145 983	1 274 439	1 180 168	822 942	643 602	6 814 043
1955	Hommes	116 964	173 188	578 840	598 557	623 005	577 703	377 264	280 146	3 325 667
	Femmes	116 490	170 309	571 776	576 886	626 245	619 032	458 693	373 408	3 512 839
	Ensemble	233 454	343 497	1 150 616	1 175 443	1 249 250	1 196 735	835 957	653 554	6 838 506
1956	Hommes	109 889	174 930	569 533	621 405	601 679	583 685	385 249	282 364	3 328 734
	Femmes	109 125	172 577	563 558	600 201	603 282	622 916	469 740	380 498	3 521 897
	Ensemble	219 014	347 507	1 133 091	1 221 606	1 204 961	1 206 601	854 989	662 862	6 850 631
1957	Hommes	99 823	175 749	562 375	650 175	575 971	591 288	393 222	285 322	3 333 925
	Femmes	97 777	173 721	557 621	626 354	575 908	626 793	479 963	388 118	3 526 255
	Ensemble	197 600	349 470	1 119 996	1 276 529	1 151 879	1 218 081	873 185	673 440	6 860 180
1958	Hommes	98 673	169 614	553 947	675 137	547 639	595 517	401 182	285 223	3 326 932
	Femmes	95 827	168 663	550 706	652 780	548 059	631 180	490 219	393 405	3 530 839
	Ensemble	194 500	338 277	1 104 653	1 327 917	1 095 698	1 226 697	891 401	678 628	6 857 771
1959	Hommes	110 676	156 657	547 941	682 850	536 019	597 294	409 636	288 682	3 329 755
	Femmes	106 946	155 454	545 852	663 560	535 958	630 868	501 154	402 740	3 542 582
	Ensemble	217 622	312 111	1 093 793	1 346 410	1 071 977	1 228 162	910 790	691 422	6 872 337
1960	Hommes	120 561	150 664	537 992	677 035	542 675	597 411	419 681	284 807	3 330 826
	Femmes	117 181	147 653	537 218	601 080	541 365	630 956	512 412	405 139	3 553 004
	Ensemble	237 742	298 317	1 075 210	1 338 115	1 084 040	1 228 367	932 093	689 946	6 883 830
1961	Hommes	122 433	157 272	523 825	670 487	551 035	592 330	430 964	287 797	3 336 143
	Femmes	120 099	153 194	523 122	657 391	547 839	625 795	521 270	414 634	3 566 254
	Ensemble	242 532	310 466	1 046 947	1 327 788	1 098 874	1 218 125	955 234	702 431	6 902 397

ETENDUE TERRITORIALE, POPULATION (1) ET DENSITE DE POPULATION
PAR Km2, PAR ARRONDISSEMENT JUDICIAIRE EN 1962.

Arrondissement judiciaire	Etendue en km2	Population en 1962	Densité par km2 en 1962
Bruxelles	1 106,07	1 452 786	1 313
Louvain	1 129,28	366 020	324
Nivelles	1 048,21	210 049	200
Anvers	1 000,90	878 754	878
Malines	503,63	273 022	542
Turnhout	1 356,05	303 868	224
Mons	1 182,67	419 953	355
Charleroi	1 469,22	599 218	408
Tournai	1 072,18	299 256	279
Gand	1 354,50	557 796	412
Audenarde	679,44	255 619	376
Termonde	943,80	462 938	491
Bruges	1 227,98	407 721	332
Courtrai	678,26	374 044	551
Furnes	628,02	94 039	150
Ypres	700,74	128 866	184
Liège	882,87	634 848	719
Huy	1 014,92	127 287	125
Verviers	2 042,16	233 718	114
Tongres	1 179,82	279 229	237
Hasselt	1 228,13	304 538	248
Arlon	1 235,92	92 149	75
Marche-en-Famenne	1 402,05	55 696	40
Neufchâteau	1 780,00	69 130	39
Namur	1 124,42	228 590	203
Dinant	2 535,83	142 280	56
Le Royaume	30 507,07	9 251 414	303

(1) Y compris les moins de 16 ans.

STATISTIQUE CRIMINELLE

CHAPITRE I

Statistique des condamnés

SECTION I. — RESULTATS GENERAUX DU DEPOUILLEMENT DES FICHES CODIFIEES. CONDAMNES PAR SEXE, NATURE D'INFRACTION ET ANTECEDENTS JUDICIAIRES.

Le dépouillement des fiches codifiées (voir Introduction générale, § 1, 4^o) afférentes à l'année 1962 a donné les résultats généraux reproduits ci-dessous.

Le relevé n^o 1 reproduit le nombre de condamnations individuelles en regard du nombre de condamnations à décompter parce qu'elles se rapportent à un individu qui a été condamné plusieurs fois dans le cours de l'année. Il constitue de la sorte le bilan et le contrôle de la méthode employée pour arriver au dénombrement des individus définitivement condamnés, tels qu'ils

ont été définis, comme unités statistiques, dans le 3^o du § 1 de l'Introduction générale.

Le relevé en question donne la répartition de l'ensemble des condamnés sous les aspects combinés du sexe, de la nature des infractions et des antécédents judiciaires ; il permet en outre un premier examen général des résultats de la statistique criminelle, d'après le critère de l'individu condamné.

(Le relevé n^o 1 correspond au tableau n^o 30 de l'ancienne publication "Statistique judiciaire de la Belgique".)

Relevé n° 1. — NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES ET DES
CONDAMNÉS PRIMAIRES ET RÉCIDIVISTES, PAR SEXE ET PAR NATURE
D'INFRACTION
ANNÉE 1962

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la nomenclature	SEXE des condamnés	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES			NOMBRE DES CONDAMNÉS			NOMBRE DES CONDAMNATIONS DECOMPTÉES		
			Primaires et récidivis- tes réunis	Primaires	Récidivistes	Primaires et récidivis- tes réunis	Primaires	Récidivistes	Primaires et récidivis- tes réunis	Primaires	Récidivistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	Hommes Femmes Ensemble	32 8 40	27 6 33	5 2 7	30 8 38	25 6 31	5 2 7	2 — 2	2 — 2	— — —
Contrefaçon ou altération de : monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	Hommes Femmes Ensemble	27 3 30	19 2 21	8 1 9	27 3 30	19 2 21	8 1 9	— — —	— — —	— — —
Faux en écritures	3	Hommes Femmes Ensemble	851 217 1 098	490 176 666	361 71 432	800 237 1 037	468 169 637	332 68 400	51 10 61	22 7 29	29 3 32
Faux témoignage ou serment	4	Hommes Femmes Ensemble	26 8 34	18 6 24	8 2 10	24 8 32	17 6 23	7 2 9	2 — 2	1 — 1	1 — 1
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	Hommes Femmes Ensemble	61 10 71	38 8 46	23 2 25	59 10 69	38 8 46	21 2 23	2 — 2	— — —	2 — 2
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	Hommes Femmes Ensemble	33 2 35	31 2 33	2 — 2	33 2 35	31 2 33	2 — 2	— — —	— — —	— — —
Infractions contre l'ordre public par des particuliers : peines correctionnelles	7	Hommes Femmes Ensemble	2 384 316 2 700	1 092 174 1 266	1 292 142 1 434	2 207 297 2 504	1 044 169 1 213	1 163 128 1 291	177 19 196	48 5 53	129 14 143
peines de police	8	Hommes Femmes Ensemble	292 56 348	197 44 241	95 12 107	278 54 332	189 42 231	89 12 101	14 2 16	8 2 10	6 — 6
Infractions contre la sécurité publique	9	Hommes Femmes Ensemble	287 23 310	129 13 142	158 10 168	266 20 286	120 13 133	146 7 153	21 3 24	9 — 9	12 3 15
Avortement	10	Hommes Femmes Ensemble	27 107 134	18 83 101	9 24 33	27 104 131	18 81 99	9 23 32	— 3 3	— 2 2	— 1 1
Exposition ou délaisement d'enfants	11	Hommes Femmes Ensemble	145 67 212	74 39 113	71 28 99	128 62 190	65 37 102	63 25 88	17 5 22	9 2 11	8 3 11
Destruction ou supposition d'état	12	Hommes Femmes Ensemble	2 — 2	1 — 1	1 — 1	1 — 1	1 — 1	— — —	1 — 1	— — —	1 — 1
Enlèvement de mineurs	13	Hommes Femmes Ensemble	24 18 42	11 11 22	13 7 20	23 17 40	11 11 22	12 6 18	1 1 2	— — —	1 1 2
Attentats à la pudeur et viols : peines criminelles	14	Hommes Femmes Ensemble	2 — 2	1 — 1	1 — 1	2 — 2	1 — 1	1 — 1	— — —	— — —	— — —
peines correctionnelles	15	Hommes Femmes Ensemble	1 172 21 1 193	804 13 817	368 8 376	1 121 20 1 141	781 12 793	340 8 348	51 1 52	23 1 24	28 — 28

Relevé n° 1 — 1962 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la nomenclature	SEXE des condamnés	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES			NOMBRE DES CONDAMNÉS			NOMBRE DES CONDAMNATIONS DECOMPTÉES		
			Primaires et récidivis- tes réunis	Primaires	Récidivistes	Primaires et récidivis- tes réunis	Primaires	Récidivistes	Primaires et récidivis- tes réunis	Primaires	Récidivistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	Hommes Femmes Ensemble	168 256 424	70 133 203	98 123 221	161 247 408	68 130 198	93 117 210	7 9 16	2 3 5	5 6 11
Outrages publics aux mœurs : peines correctionnelles	17	Hommes Femmes Ensemble	1 067 221 1 288	710 182 892	357 39 396	1 021 216 1 237	692 181 873	329 35 364	46 5 51	18 1 19	28 4 32
peines de police	18	Hommes Femmes Ensemble	5 4 9	5 4 9	— — —	5 4 9	5 4 9	— — —	— — —	— — —	— — —
Adultère et bigamie	19	Hommes Femmes Ensemble	2 970 1 814 4 784	1 782 1 434 3 216	1 188 380 1 568	2 801 1 768 4 569	1 698 1 403 3 101	1 103 365 1 468	169 46 215	84 31 115	85 15 100
Abandon de famille	20	Hommes Femmes Ensemble	393 6 399	148 2 150	245 4 249	355 6 361	136 2 138	219 4 223	38 — 38	12 — 12	26 — 26
Meurtre : peines criminelles	21	Hommes Femmes Ensemble	16 2 18	9 — 9	7 2 9	16 2 18	9 — 9	7 2 9	— — —	— — —	— — —
peines correctionnelles	22	Hommes Femmes Ensemble	— 2 2	— 1 1	— 1 1	— 2 2	— 1 1	— 1 1	— — —	— — —	— — —
Lésions corporelles volontaires : peines criminelles	23	Hommes Femmes Ensemble	1 — 1	— — —	1 — 1	1 — 1	— — —	1 — 1	— — —	— — —	— — —
peines correctionnelles	24	Hommes Femmes Ensemble	3 494 432 3 926	1 682 256 1 938	1 812 176 1 988	3 230 414 3 644	1 595 250 1 845	1 635 164 1 799	264 18 282	87 6 93	177 12 189
peines de police	25	Hommes Femmes Ensemble	2 033 650 2 683	1 111 414 1 525	922 236 1 158	1 896 615 2 511	1 071 399 1 470	825 216 1 041	137 35 172	40 15 55	97 20 117
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	Hommes Femmes Ensemble	124 2 126	45 1 46	79 1 80	106 2 108	43 1 44	63 1 64	18 — 18	2 — 2	16 — 16
Calomnies et injures : peines correctionnelles	28	Hommes Femmes Ensemble	87 48 135	43 25 68	44 23 67	83 47 130	42 24 66	41 23 64	4 1 5	1 1 2	3 — 3
peines de police	29	Hommes Femmes Ensemble	23 26 49	12 18 30	11 8 19	22 21 46	12 16 28	10 8 18	1 2 3	— 2 2	1 — 1
Violation de sépulture	30	Hommes Femmes Ensemble	3 2 5	2 1 3	1 1 2	3 1 4	2 — 2	1 1 2	— — —	— — —	— — —
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	Hommes Femmes Ensemble	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
Violation du secret professionnel	32	Hommes Femmes Ensemble	2 — 2	1 — 1	1 — 1	2 — 2	1 — 1	1 — 1	— — —	— — —	— — —
Violation du secret des lettres et autres communications	33	Hommes Femmes Ensemble	— 1 1	— 1 1	— — —	— 1 1	— 1 1	— — —	— — —	— — —	— — —

Relevé n° 1 — 1962 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la nomenclature	SEXE des condamnés	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES			NOMBRE DES CONDAMNÉS			NOMBRE DES CONDAMNATIONS DÉCOMPTÉES		
			Primaires et récidivistes réunis	Primaires	Récidivistes	Primaires et récidivistes réunis	Primaires	Récidivistes	Primaires et récidivistes réunis	Primaires	Récidivistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Vois et maraudages : peines criminelles	34	Hommes	9	5	4	9	5	4	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	9	5	4	9	5	4	—	—	—
peines correctionnelles	35	Hommes	4 907	2 638	2 269	4 470	2 480	1 990	437	158	279
		Femmes	1 290	880	410	1 244	858	386	46	22	24
		Ensemble	6 197	3 518	2 679	5 714	3 338	2 376	483	180	303
peines de police	36	Hommes	129	77	52	127	76	51	2	1	1
		Femmes	61	53	8	60	53	7	1	—	1
		Ensemble	190	130	60	187	129	58	3	1	2
Banqueroute	37	Hommes	64	33	31	58	32	26	6	1	5
		Femmes	13	12	1	13	12	1	—	—	—
		Ensemble	77	45	32	71	44	27	6	1	5
Abus de confiance, escroquerie, tromperie : peines correctionnelles	38	Hommes	1 367	621	746	1 217	566	651	150	55	95
		Femmes	311	172	139	290	166	124	21	6	15
		Ensemble	1 678	793	885	1 507	732	775	171	61	110
peines de police	39	Hommes	10	5	5	10	5	5	—	—	—
		Femmes	1	1	—	1	1	—	—	—	—
		Ensemble	11	6	5	11	6	5	—	—	—
Recel	40	Hommes	280	153	127	268	150	118	12	3	9
		Femmes	113	74	39	112	74	38	1	—	1
		Ensemble	393	227	166	380	224	156	13	3	10
Incendie : peines criminelles	41	Hommes	5	3	2	4	3	1	1	—	1
		Femmes	1	—	1	1	—	1	—	—	—
		Ensemble	6	3	3	5	3	2	1	—	1
peines correctionnelles	42	Hommes	12	6	6	11	6	5	1	—	1
		Femmes	2	1	1	2	1	1	—	—	—
		Ensemble	14	7	7	13	7	6	1	—	1
Destruction et dommages : peines criminelles	43	Hommes	1	—	1	1	—	1	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	1	—	1	1	—	1	—	—	—
peines correctionnelles	44	Hommes	429	220	209	388	212	176	41	8	33
		Femmes	32	16	16	30	16	14	2	—	2
		Ensemble	461	236	225	418	228	190	43	8	35
peines de police	45	Hommes	201	102	90	184	101	83	18	2	16
		Femmes	24	17	7	24	17	7	—	—	—
		Ensemble	225	119	106	208	118	90	18	2	16
Totaux		Hommes	23 166	12 434	10 732	21 475	11 838	9 637	1 691	596	1 095
		Femmes	6 200	4 275	1 925	5 968	4 168	1 800	232	107	125
		Ensemble	29 366	16 709	12 657	27 443	16 006	11 437	1 923	703	1 220

APERÇUS RETROSPECTIF.

1. — Le sexe des condamnés.

On trouvera ci-dessous la répartition par sexe des individus condamnés, retenus annuellement par la statistique criminelle de 1953 à 1962 avec rappel des chiffres afférents à l'année 1930 et des moyennes relevées de 1930 à 1939 (1).

Tableau A. — NOMBRE D'HOMMES ET DE FEMMES CONDAMNÉS

ANNEES	Hommes	Femmes	TOTAL
1930	31 313	8 641	39 954
Moyennes relevées de 1930 à 1939	28 915	8 089	37 004
1953	22 063	6 470	28 533
1954	20 596	5 923	26 519
1955	20 604	6 086	26 690
1956	21 314	6 023	27 337
1957	20 512	5 793	26 305
1958	21 205	5 694	26 899
1959	22 090	6 117	28 207
1960	21 795	5 870	27 665
1961	22 446	5 981	28 427
1962	21 475	5 968	27 443

Le tableau ci-dessous établit, sur la base des données du tableau A, les pourcentages d'hommes et de femmes par 100 condamnés.

Tableau B. — POURCENTAGE D'HOMMES ET DE FEMMES CONDAMNÉS

ANNEES	Hommes	Femmes	TOTAL
1930	78,37	21,63	100
Moyennes relevées de 1930 à 1939	78,11	21,89	100
1953	77,32	22,68	100
1954	77,67	22,33	
1955	77,20	22,80	
1956	77,97	22,03	
1957	77,98	22,02	
1958	78,83	21,17	
1959	78,31	21,69	
1960	78,78	21,22	
1961	78,96	21,04	
1962	78,25	21,75	

Afin d'établir, mieux qu'il n'est possible de le faire à l'aide des seuls chiffres absolus, les variati-

(1) Voir pour les données annuelles, la publication consacrée aux années 44 et 1945, pages 40 et 41.

ons du niveau de la criminalité des hommes, des femmes et de l'ensemble de la population, on a calculé, sur la base d'une part du nombre de condamnés (voir le tableau A ci-dessus) et d'autre part des chiffres de la population ayant atteint l'âge de la majorité criminelle (16 ans ; voir le relevé de la population au § 3 de l'Introduction générale) le taux de criminalité par 100.000 hommes, 100.000 femmes et 100.000 individus des deux sexes réunis. (1)

A titre de comparaison, les taux de criminalité correspondants de 1900, 1910, 1920, 1930, 1940 et 1950 se trouvent reproduits ci-dessous. (2)

ANNEES	Taux de criminalité par 100.000 habitants		
	Hommes	Femmes	Des deux sexes réunis
1900	1 873	553	1 205
1910	1 643	493	1 062
1920	1 022	462	735
1930	1 039	278	653
1940	789	273	526
1950	715	206	454

En adoptant comme base égale à 100 les taux moyens relevés de 1930 à 1939, le tableau C ci-dessous établit en outre les indices des taux de criminalité atteints de 1953 à 1962.

Tableau C. — TAUX DE LA CRIMINALITE PAR SEXE. INDICES DES TAUX DE CRIMINALITE DE 1953 à 1962

ANNEES	Taux de criminalité par 100.000 habitants			Indice des taux de criminalité		
	Hommes	Femmes	Ensem.	Hommes	Femmes	Ensem.
1930	1 039	278	653	—	—	—
Moyennes relevées de 1930 à 1939	945	256	595	100	100	100
1953	666	186	420	70	73	70
1954	621	169	389	66	66	65
1955	620	173	390	66	68	66
1956	640	171	399	68	67	67
1957	615	164	383	65	61	61
1958	637	161	392	67	63	66
1959	663	173	410	70	68	69
1960	654	165	402	69	64	68
1961	673	168	412	71	66	69
1962	644	167	398	68	65	67

(1) Dans la présente étude, le taux de criminalité est donc le rapport du nombre de condamnés à la population de 16 ans et plus.

(2) Pour 1900 et 1910 il a été fait abstraction, dans les calculs des taux de criminalité, des condamnés âgés de moins de 16 ans, qui, à l'époque, étaient compris dans les relevés de statistique criminelle. Les moins de 16 ans ne sont en effet sortis du droit pénal que depuis la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance.

La hausse des taux enregistrée l'an dernier ne se manifeste plus en 1962, cette année présentant une situation très semblable à celle de 1960.

2. — Les antécédents judiciaires.

Le relevé n° 1 permet un aperçu rapide de la répartition des condamnés d'après leur état de primaires ou de récidivistes.

Tableau D. — NOMBRE DE PRIMAIRES ET DE RECIDIVISTES CONDAMNES

ANNEES	Primaires	Récidivistes	TOTAL
1930	23 249	16 705	39 954
Moyennes relevées de 1930 à 1939	20 661	16 343	37 004
1953	16 462	12 071	28 533
1954	14 881	11 638	26 519
1955	15 146	11 544	26 690
1956	15 356	11 981	27 337
1957	14 986	11 319	26 305
1958	15 082	11 817	26 899
1959	15 952	12 255	28 207
1960	15 896	11 769	27 665
1961	16 325	12 102	28 427
1962	16 006	11 437	27 443

Un examen plus approfondi de la récidive fait l'objet d'une section distincte (section VI) du présent volume.

On trouvera dans le tableau D une répartition des condamnés en primaires et récidivistes depuis 1953.

Le tableau E ci-dessous reproduit les pourcentages de primaires et de récidivistes condamnés annuellement de 1953 à 1962.

Le pourcentage de primaires est de nouveau en légère hausse.

Tableau E. — POURCENTAGES DE PRIMAIRES ET DE RECIDIVISTES CONDAMNES

ANNEES	Primaires	Récidivistes	TOTAL
1930	58,19	41,81	100
Pourcentages moyens atteints de 1930 à 1939	55,74	44,26	100
1953	57,69	42,31	100
1954	56,12	43,88	
1955	56,75	43,25	
1956	56,17	43,83	
1957	56,97	43,03	
1958	56,07	43,93	
1959	56,55	43,45	
1960	57,46	42,54	
1961	57,43	42,57	
1962	58,32	41,68	

SECTION II.

ETAT CIVIL ET SITUATION DE FAMILLE

La forme adoptée pour le relevé n° 2 est similaire à celle du relevé n° 1, et convient particulièrement à l'examen de l'état civil des condamnés.

Elle permet en effet de répartir ces derniers par groupe d'état civil, d'après le sexe, la situation de famille, les antécédents judiciaires et l'infraction commise.

Relevé n° 2. — ETAT CIVIL DES CONDAMNES

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la nomenclature	SEXE des condamnés	CELIBATAIRES		MARIÉS			
			Pri-maires	Réci-divistes	SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS	
					Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	Hommes	18	—	4	1	3	2
		Femmes	3	—	1	—	1	2
		Ensemble	21	—	5	1	4	4
Contrefaçon ou altération de : monnaies, effets publics, sceaux, etc.	2	Hommes	5	1	1	1	12	4
		Femmes	1	—	—	—	1	1
		Ensemble	6	1	1	1	13	5
Faux en écritures	3	Hommes	109	62	84	67	259	168
		Femmes	32	5	33	11	90	38
		Ensemble	141	67	117	78	349	206
Faux témoignage ou serment	4	Hommes	4	1	5	—	7	5
		Femmes	—	—	2	1	4	1
		Ensemble	4	1	7	1	11	6
Usurpation de fonction, titres ou nom	5	Hommes	18	2	4	7	15	12
		Femmes	4	1	—	—	4	1
		Ensemble	22	3	4	7	19	13
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	Hommes	9	—	1	—	21	2
		Femmes	1	—	1	—	—	—
		Ensemble	10	—	2	—	21	2
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	Hommes	431	316	141	201	439	571
		Femmes	32	16	27	35	97	62
		Ensemble	463	332	168	236	536	633
Infractions contre la sécurité publique	8	Hommes	59	16	34	21	92	46
		Femmes	8	—	10	3	21	8
		Ensemble	67	16	44	24	113	54
Avortement	9	Hommes	46	51	18	28	49	57
		Femmes	1	2	3	1	8	4
		Ensemble	47	53	21	29	57	61
Exposition ou délaisement d'enfants	10	Hommes	4	1	3	—	7	7
		Femmes	24	1	8	2	43	15
		Ensemble	28	2	11	2	50	22
Destruction ou supposition d'état	11	Hommes	1	—	6	11	54	43
		Femmes	6	5	—	1	29	15
		Ensemble	7	5	6	12	83	58
Enlèvement de mineurs	12	Hommes	—	—	—	—	1	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	—	—	1	—
Attentats à la pudeur et viols	13	Hommes	3	1	2	1	5	7
		Femmes	1	1	1	—	6	5
		Ensemble	4	2	3	1	11	12
Corruption de la jeunesse et prostitution	14	Hommes	—	—	—	—	1	1
		Femmes	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	—	—	1	1
Attentats à la pudeur et viols	15	Hommes	466	129	93	47	202	124
		Femmes	5	2	2	1	3	4
		Ensemble	471	131	95	48	205	128
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	Hommes	23	21	16	26	23	33
		Femmes	26	20	18	22	66	45
		Ensemble	49	41	34	48	89	78

ANNEE 1962

VEUFS		DIVORCES				ETAT CIVIL INCONNU		TOTAL				
SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Primaires et réci-divistes réunis
Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes					
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	25	5	30
—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	6	2	8
—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	31	7	38
—	—	—	—	1	—	—	2	—	—	19	8	27
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3
—	—	—	—	1	—	—	2	—	—	21	9	30
1	3	4	4	3	22	6	6	2	—	468	332	800
4	1	2	2	4	3	4	8	—	—	169	68	237
5	4	6	6	7	25	10	14	2	—	637	400	1 037
—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	17	7	24
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	2	8
—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	23	9	32
1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	38	21	59
1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	2	10
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	46	23	69
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31	2	33
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33	2	35
1	6	8	7	12	34	2	27	10	1	1 044	1 163	2 207
4	3	3	2	3	1	3	6	—	—	169	128	297
5	9	11	9	15	38	5	33	10	1	1 213	1 291	2 504
—	1	2	2	—	2	2	1	—	—	189	89	278
2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	42	12	54
2	2	2	2	—	2	3	1	—	—	231	101	332
1	—	—	1	3	3	—	6	3	—	120	146	266
1	—	—	1	3	3	—	—	3	—	13	7	20
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	133	153	286
1	—	—	—	2	1	—	—	—	—	18	9	27
1	3	1	1	3	—	—	—	—	—	81	23	104
1	3	1	1	5	1	3	1	—	—	99	32	131
—	—	3	2	—	—	1	7	—	—	65	63	128
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	37	25	62
—	—	3	3	—	—	—	9	—	—	102	88	190
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	12	23
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	6	17
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22	18	40
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
4	6	8	3	2	17	6	12	—	2	781	340	1 121
—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	12	8	20
4	6	9	3	2	17	7	13	—	2	793	348	1 141
1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	68	93	161
5	2	9	6	3	8	1	4	—	—	130	117	247
6	3	10	6	7	19	3	15	—	—	198	210	408

Relevé n° 2 — 1962 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la nomenclature	SEXE des condamnés	CELIBATAIRES		MARIÉS				
			Pri-maires	Réci-divistes	SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		
					Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	
Vols et maraudages	34	Hommes	3	2	—	2	2	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	3	2	—	2	2	—	—
peines correc.	35	Hommes	1 488	825	261	314	690	691	—
		Femmes	194	50	156	67	457	205	—
		Ensemble	1 682	875	417	381	1 147	896	—
peines de pol.	36	Hommes	32	9	13	11	29	28	—
		Femmes	9	1	15	2	24	4	—
		Ensemble	41	10	28	13	53	32	—
Banqueroute	37	Hommes	2	2	5	6	23	16	—
		Femmes	2	—	—	—	6	—	—
		Ensemble	4	2	5	6	29	16	—
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	38	Hommes	140	147	95	136	305	303	—
		Femmes	25	13	27	32	98	55	—
		Ensemble	165	160	122	168	403	358	—
peines de pol.	39	Hommes	2	—	2	2	1	3	—
		Femmes	1	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	3	—	2	2	1	3	—
Recel	40	Hommes	60	24	18	28	69	55	—
		Femmes	9	1	13	8	44	19	—
		Ensemble	69	25	31	36	113	74	—
Incendie	41	Hommes	—	—	—	—	3	1	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	—	—	3	1	—
peines correc.	42	Hommes	4	1	1	2	1	1	—
		Femmes	—	—	—	—	1	—	—
		Ensemble	4	1	1	2	2	1	—
peines crim.	43	Hommes	—	—	—	1	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	—	1	—	—	—
Destructions et dommages	44	Hommes	128	58	21	35	62	64	—
		Femmes	2	1	1	4	10	5	—
		Ensemble	130	59	22	39	72	69	—
peines de pol.	45	Hommes	55	21	14	24	30	29	—
		Femmes	2	—	4	—	10	4	—
		Ensemble	57	24	18	24	40	33	—
Totaux		Hommes	5 048	2 736	1 941	1 986	4 446	4 032	—
		Femmes	613	160	985	378	2 325	987	—
		Ensemble	5 661	2 896	2 926	2 364	6 771	5 019	—

VEUFS		DIVORCES				ETAT CIVIL INCONNU		TOTAL				
SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Primaires et réci-divistes réunis
Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes					
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	4	9
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	4	9
7	18	6	20	8	74	12	46	8	2	2 480	1 990	4 470
15	12	21	20	8	10	6	22	1	—	858	386	1 244
22	30	27	40	16	84	18	68	9	2	3 338	2 376	5 714
—	2	—	—	1	—	—	1	1	—	76	51	127
3	—	2	—	—	—	—	—	—	—	53	7	60
3	2	2	—	1	—	—	1	1	—	129	58	187
—	—	—	—	1	2	1	—	—	—	32	26	58
1	1	1	—	—	—	2	—	—	—	12	1	13
1	1	1	—	1	2	3	—	—	—	44	27	71
5	8	4	6	11	33	4	18	2	—	566	651	1 217
4	3	5	3	2	6	3	12	2	—	166	124	290
9	11	9	9	13	39	7	30	4	—	732	775	1 507
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	5	10
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	5	11
—	2	1	2	—	3	2	4	—	—	150	118	268
1	1	3	3	2	2	2	4	—	—	74	38	112
1	3	4	5	2	5	4	8	—	—	224	156	380
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	4
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	5
—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	6	5	11
—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	1	2
—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	7	6	13
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
—	1	—	1	—	6	1	10	—	1	212	176	388
1	—	2	1	—	—	—	3	—	—	16	14	30
1	1	2	2	—	6	1	13	—	1	228	190	418
1	—	—	2	—	3	1	—	—	1	101	83	184
—	—	—	1	—	1	1	1	—	—	17	7	24
1	—	—	3	—	4	2	1	—	1	118	90	208
54	90	89	83	123	402	95	300	42	8	11 838	9 637	21 475
50	36	72	56	49	65	66	117	8	1	4 168	1 800	5 968
104	126	161	139	172	467	161	417	50	9	16 006	11 437	27 443

APERÇUS RETROSPECTIFS.**1. — Etat civil des condamnés.**

Les tableaux ci-après constituent le complément du relevé n° 2, consacré à l'état civil des condamnés.

— Le tableau A répartit, de 1953 à 1962 le nombre absolu des condamnés relevé annuellement par la statistique criminelle, d'après les critères combinés de l'état civil, de la situation de famille, des antécédents judiciaires et du sexe.

— Le tableau B établit l'importance relative de chaque groupe considéré à l'égard d'un total annuel constant de 100 condamnés.

En tête des tableaux se trouvent rappelées les moyennes se rapportant à la période 1930-1939.

Pour les données annuelles 1931-1943, il y a lieu de consulter la publication relative aux années 1944-1945, pages 56 à 61.

TABLEAU A. — NOMBRE DE CONDAMNES D'APRES L'ETAT CIVIL,

ANNÉES DE COMPTE	SEXE	ETAT CIVIL											
		CELIBATAIRES			MARIÉS						VEUF(S)		
		Primaires	Récidivistes	Total	SANS ENFANTS			AVEC ENFANTS			Primaires	Récidivistes	Total
Pri-maires	Réci-divistes				Total	Pri-maires	Réci-divistes	Total					
Chiffres moyens relevés de 1930 à 1939	Hommes	6 854	4 023	10 877	2 212	2 425	4 637	5 813	6 329	12 142	86	168	254
	Femmes	1 047	267	1 314	1 038	528	1 566	3 031	1 660	4 691	49	43	92
	Ensemble	7 901	4 290	12 191	3 250	2 953	6 203	8 844	7 989	16 833	135	211	346
1953	Hommes	4 905	2 611	7 516	2 088	2 227	4 315	4 726	4 328	9 054	80	170	250
	Femmes	751	203	954	1 000	494	1 494	2 414	1 106	3 250	50	52	102
	Ensemble	5 656	2 814	8 470	3 088	2 721	5 809	7 140	5 434	12 574	130	222	352
1954	Hommes	4 387	2 378	6 765	1 905	2 233	4 138	4 288	4 243	8 531	77	144	221
	Femmes	675	173	848	898	417	1 315	2 141	1 076	3 217	59	49	108
	Ensemble	5 062	2 551	7 613	2 803	2 650	5 453	6 429	5 319	11 748	136	193	329
1955	Hommes	4 429	2 472	6 901	1 806	2 017	3 823	4 464	4 271	8 735	82	119	201
	Femmes	666	198	864	898	456	1 354	2 295	1 044	3 339	56	39	95
	Ensemble	5 095	2 670	7 765	2 704	2 473	5 177	6 759	5 315	12 074	138	158	296
1956	Hommes	4 634	2 529	7 163	1 899	2 187	4 086	4 502	4 428	8 930	57	108	165
	Femmes	668	194	862	972	494	1 466	2 143	1 052	3 195	43	57	100
	Ensemble	5 302	2 723	8 025	2 871	2 681	5 552	6 645	5 480	12 125	100	165	265
1957	Hommes	4 512	2 368	6 880	1 911	2 090	4 001	4 432	4 240	8 672	53	103	156
	Femmes	536	187	723	1 001	446	1 447	2 154	1 045	3 199	32	42	74
	Ensemble	5 048	2 555	7 603	2 912	2 536	5 448	6 586	5 285	11 871	85	145	230
1958	Hommes	4 715	2 583	7 298	1 889	2 191	4 080	4 378	4 415	8 793	59	95	154
	Femmes	527	163	690	954	492	1 446	2 129	996	3 125	41	40	81
	Ensemble	5 242	2 746	7 988	2 843	2 683	5 526	6 507	5 411	11 918	100	135	235
1959	Hommes	4 932	2 796	7 728	2 106	2 152	4 258	4 555	4 455	9 010	56	111	167
	Femmes	543	169	712	1 030	505	1 535	2 287	1 131	3 418	49	45	94
	Ensemble	5 475	2 965	8 440	3 136	2 657	5 793	6 842	5 586	12 428	105	156	261
1960	Hommes	5 088	2 735	7 823	1 886	2 134	4 020	4 528	4 384	8 912	60	138	198
	Femmes	590	155	745	981	476	1 457	2 319	931	3 250	28	50	78
	Ensemble	5 678	2 890	8 568	2 867	2 610	5 477	6 847	5 315	12 162	88	188	276
1961	Hommes	4 949	2 880	7 829	2 039	2 253	4 292	4 819	4 353	9 172	57	77	134
	Femmes	599	186	785	985	419	1 404	2 351	989	3 340	51	37	88
	Ensemble	5 548	3 066	8 614	3 024	2 672	5 696	7 170	5 342	12 512	108	114	222
1962	Hommes	5 048	2 736	7 784	1 941	1 986	3 927	4 446	4 032	8 478	54	90	144
	Femmes	613	160	773	985	378	1 363	2 325	987	3 312	50	36	86
	Ensemble	5 661	2 896	8 557	2 926	2 364	5 290	6 771	5 019	11 790	104	126	230

A SITUATION DE FAMILLE, LES ANTECEDENTS JUDICIAIRES ET LE SEXE.

ANNÉES DE COMPTE	SEXE	DIVORCES															ETAT CIVIL INCONNU			TOTAL DES INDIVIDUS CONDAMNES		
		AVEC ENFANTS						SANS ENFANTS						AVEC ENFANTS			Primaires	Récidivistes	Total	Primaires	Récidivistes	Total
		Primaires	Récidivistes	Total	Primaires	Récidivistes	Total	Primaires	Récidivistes	Total	Primaires	Récidivistes	Total									
Chiffres moyens relevés de 1930 à 1939	Hommes													181	300	481	63	230	293	39	136	175
	Femmes	136	121	257	29	48	77	28	59	87	5	1	6	5 363	2 727	8 090						
	Ensemble	317	421	738	92	278	370	67	195	262	55	7	62	20 661	16 344	37 005						
1953	Hommes	101	182	283	109	302	411	66	166	232	2	—	2	12 077	9 986	22 063						
	Femmes	112	88	200	27	64	91	31	78	109	—	—	—	4 385	2 085	6 470						
	Ensemble	213	270	483	136	366	502	97	244	341	2	—	2	16 462	12 071	28 533						
1954	Hommes	113	162	275	104	334	438	51	177	228	—	—	—	10 925	9 671	20 596						
	Femmes	99	84	183	40	78	118	44	90	134	—	—	—	3 956	1 967	5 923						
	Ensemble	212	246	458	144	412	556	95	267	362	—	—	—	14 881	11 638	26 519						
1955	Hommes	101	133	234	99	351	450	56	201	257	—	3	3	11 037	9 567	20 604						
	Femmes	100	98	198	44	53	97	49	89	138	1	—	1	4 109	1 977	6 086						
	Ensemble	201	231	432	143	404	547	105	290	395	1	3	4	15 146	11 544	26 690						
1956	Hommes	91	142	233	109	337	446	72	216	288	3	—	3	11 367	9 947	21 314						
	Femmes	80	73	153	42	73	115	41	91	132	—	—	—	3 989	2 034	6 023						
	Ensemble	171	215	386	151	410	561	113	307	420	3	—	3	15 356	11 981	27 337						
1957	Hommes	90	119	209	87	274	361	49	182	231	1	1	2	11 135	9 377	20 512						
	Femmes	62	73	135	33	64	97	33	84	117	—	1	1	3 851	1 942	5 793						
	Ensemble	152	192	344	120	338	458	82	266	348	1	2	3	14 986	11 319	26 305						
1958	Hommes	80	115	195	95	329	424	62	195	257	4	—	4	11 282	9 923	21 205						
	Femmes	70	63	133	34	71	105	44	69	113	1	—	1	3 800	1 894	5 694						
	Ensemble	150	178	328	129	400	529	106	264	370	5	—	5	15 082	11 817	26 899						
1959	Hommes	84	114	198	95	359	454	78	195	273	—	2	2	11 906	10 184	22 090						
	Femmes	74	72	146	26	60	86	37	89	126	—	—	—	4 046	2 071	6 117						
	Ensemble	158	186	344	121	419	540	115	284	399	—	2	2	15 952	12 255	28 207						
1960	Hommes	91	129	220	89	272	361	65	158	223	38	—	38	11 845	9 950	21 795						
	Femmes	57	61	118	34	76	110	33	70	103	9	—	9	4 051	1 819	5 870						
	Ensemble	148	190	338	123	348	471	98	228	326	47	—	47	15 896	11 769	27 665						
1961	Hommes	74	107	181	106	385	491	87	205	292	34	21	55	12 165	10 281	22 446						
	Femmes	56	48	104	47	60	107	63	78	141	8	4	12	4 160	1 821	5 981						
	Ensemble	130	155	285	153	445	598	150	283	433	42	25	67	16 325	12 102	28 427						
1962	Hommes	89	83	172	123	402	525	95	300	395	42	8	50	11 838	9 637	21 475						
	Femmes	72	56	128	49	65	114	66	117	183	8	1	9	4 168	1 800	5 968						
	Ensemble	161	139	300	172	467	639	161	417	578	50	9	59	16 006	11 437	27 443						

TABLEAU B. — POURCENTAGES DES CONDAMNÉS D'APRES L'ETAT CIVIL, LA SITUATION DE FAMILLE, LES ANTECEDENTS JUDICIAIRES ET LE SEXE.

ANNEES DE COMPTE	SEXE	ETAT CIVIL												DIVORCES									TOTAL DES INDIVIDUS CONDAMNES					
		CELIBATAIRES			MARIÉS						VEUF(S)			AVEC ENFANTS			SANS ENFANTS			AVEC ENFANTS			ETAT CIVIL INCONNU			Pri-maires	Récidi-vistes	Total
		Pri-maires	Récidi-vistes	Total	SANS ENFANTS			AVEC ENFANTS			SANS ENFANTS			Pri-maires	Récidi-vistes	Total	Pri-maires	Récidi-vistes	Total	Pri-maires	Récidi-vistes	Total						
					Pri-maires	Récidi-vistes	Total	Pri-maires	Récidi-vistes	Total	Pri-maires	Récidi-vistes	Total															
Pour moyens rele- vés de 1930 à 1939	Hommes	18,42	10,87	29,29	5,98	6,58	12,56	15,70	17,13	32,83	0,23	0,46	0,69	0,49	0,81	1,30	0,17	0,63	0,80	0,11	0,37	0,48	0,13	0,02	0,15	41,23	36,87	78,10
	Femmes	2,81	0,72	3,53	2,82	1,44	4,26	8,20	4,49	12,69	0,14	0,11	0,25	0,37	0,33	0,70	0,08	0,13	0,21	0,07	0,17	0,24	0,02	—	0,02	14,51	7,39	21,90
	Ensemble	21,23	11,59	32,82	8,80	8,02	16,82	23,90	21,62	45,52	0,37	0,57	0,94	0,86	1,14	2,—	0,25	0,76	1,01	0,18	0,54	0,72	0,15	0,02	0,17	55,74	44,26	100,00
1953	Hommes	17,20	9,15	26,35	7,32	7,80	15,12	16,57	15,18	31,75	0,28	0,59	0,87	0,35	0,64	0,99	0,38	1,06	1,44	0,23	0,58	0,81	—	—	—	42,33	35,00	77,32
	Femmes	2,63	0,71	3,34	3,51	1,73	5,24	8,47	3,88	12,35	0,17	0,18	0,35	0,39	0,31	0,70	0,09	0,22	0,31	0,11	0,27	0,38	—	—	—	15,37	7,30	22,68
	Ensemble	19,83	9,86	29,69	10,83	9,53	20,36	25,04	19,06	44,10	0,45	0,77	1,22	0,74	0,95	1,69	0,47	1,28	1,75	0,34	0,85	1,19	—	—	—	57,70	42,30	100,00
1954	Hommes	16,54	8,97	25,51	7,19	8,42	15,61	16,17	16,00	32,17	0,29	0,55	0,84	0,43	0,61	1,04	0,39	1,26	1,65	0,19	0,66	0,85	—	—	—	41,20	36,47	77,67
	Femmes	2,55	0,65	3,20	3,39	1,57	4,96	8,07	4,06	12,13	0,22	0,18	0,40	0,37	0,32	0,69	0,15	0,29	0,44	0,17	0,34	0,51	—	—	—	14,92	7,41	22,33
	Ensemble	19,09	9,62	28,71	10,58	9,99	20,57	24,24	20,06	44,30	0,51	0,73	1,24	0,80	0,93	1,73	0,54	1,55	2,09	0,36	1,00	1,36	—	—	—	56,12	43,88	100,00
1955	Hommes	16,59	9,26	25,85	6,76	7,56	14,32	16,73	16,00	32,73	0,31	0,44	0,75	0,37	0,50	0,87	0,38	1,31	1,69	0,21	0,76	0,97	—	0,01	0,01	41,35	35,84	77,19
	Femmes	2,50	0,74	3,24	3,37	1,71	5,08	8,60	3,91	12,51	0,21	0,15	0,36	0,38	0,37	0,75	0,16	0,20	0,36	0,18	0,33	0,51	—	—	—	15,40	7,41	22,81
	Ensemble	19,09	10,00	29,09	10,13	9,27	19,40	25,33	19,91	45,24	0,52	0,59	1,11	0,75	0,87	1,62	0,54	1,51	2,05	0,39	1,09	1,48	—	0,01	0,01	56,75	43,25	100,00
1956	Hommes	16,95	9,25	26,20	6,95	8,00	14,95	16,46	16,21	32,67	0,21	0,39	0,60	0,33	0,52	0,85	0,40	1,23	1,63	0,27	0,79	1,06	0,01	—	0,01	41,58	36,39	77,97
	Femmes	2,45	0,71	3,16	3,55	1,81	5,36	7,84	3,84	11,68	0,16	0,21	0,37	0,29	0,27	0,56	0,15	0,27	0,42	0,15	0,33	0,48	—	—	—	14,59	7,44	22,03
	Ensemble	19,40	9,96	29,36	10,50	9,81	20,31	24,30	20,05	44,35	0,37	0,60	0,97	0,62	0,79	1,41	0,55	1,50	2,05	0,42	1,12	1,54	0,01	—	0,01	56,17	43,83	100,00
1957	Hommes	17,15	9,01	26,16	7,27	7,95	15,22	16,85	16,12	32,97	0,20	0,39	0,59	0,34	0,45	0,79	0,33	1,04	1,37	0,19	0,69	0,88	—	—	—	42,33	35,65	77,98
	Femmes	2,04	0,71	2,75	3,81	1,70	5,51	8,19	3,97	12,16	0,12	0,16	0,28	0,24	0,28	0,52	0,12	0,24	0,36	0,12	0,32	0,44	—	—	—	14,64	7,38	22,02
	Ensemble	19,19	9,72	28,91	11,08	9,65	20,73	25,04	20,09	45,13	0,32	0,55	0,87	0,58	0,73	1,31	0,45	1,28	1,73	0,31	1,01	1,32	—	—	—	56,97	43,03	100,00
1958	Hommes	17,53	9,60	27,13	7,02	8,15	15,17	16,28	16,41	32,69	0,22	0,35	0,57	0,30	0,42	0,72	0,35	1,23	1,58	0,23	0,73	0,96	0,01	—	0,01	41,94	36,39	78,33
	Femmes	1,96	0,61	2,57	3,55	1,83	5,38	7,92	3,70	11,62	0,15	0,15	0,30	0,26	0,23	0,49	0,13	0,26	0,39	0,16	0,26	0,42	—	—	—	14,13	7,01	21,17
	Ensemble	19,49	10,21	29,70	10,57	9,98	20,55	24,20	20,11	44,31	0,37	0,50	0,87	0,56	0,65	1,21	0,48	1,49	1,97	0,39	0,99	1,38	0,01	—	0,01	56,07	43,93	100,00
1959	Hommes	17,48	9,91	27,39	7,47	7,63	15,10	16,15	15,79	31,94	0,20	0,39	0,59	0,30	0,40	0,70	0,34	1,28	1,62	0,27	0,69	0,96	—	0,01	0,01	42,21	36,10	78,31
	Femmes	1,93	0,60	2,53	3,65	1,79	5,44	8,10	4,01	12,11	0,17	0,16	0,33	0,26	0,26	0,52	0,09	0,21	0,30	0,14	0,32	0,46	—	—	—	14,34	7,35	21,69
	Ensemble	19,41	10,51	29,92	11,12	9,42	20,54	24,25	19,80	44,05	0,37	0,55	0,92	0,56	0,66	1,22	0,43	1,49	1,92	0,41	1,01	1,42	—	0,01	0,01	56,55	43,45	100,00
1960	Hommes	18,39	9,89	28,28	6,82	7,71	14,53	16,37	15,84	32,21	0,21	0,51	0,72	0,33	0,46	0,79	0,32	0,98	1,30	0,24	0,57	0,81	0,14	—	0,14	42,82	35,96	78,78
	Femmes	2,13	0,56	2,69	3,55	1,72	5,27	8,38	3,37	11,75	0,11	0,17	0,28	0,20	0,23	0,43	0,12	0,28	0,40	0,12	0,25	0,37	0,03	—	0,03	14,64	6,58	21,22
	Ensemble	20,52	10,45	30,97	10,37	9,43	19,80	24,75	19,21	43,96	0,32	0,68	1,00	0,53	0,69	1,22	0,44	1,26	1,70	0,36	0,82	1,18	0,17	—	0,17	57,46	42,54	100,00
1961	Hommes	17,41	10,13	27,54	7,17	7,93	15,10	16,95	15,31	32,26	0,20	0,27	0,47	0,26	0,38	0,64	0,37	1,36	1,73	0,31	0,72	1,03	0,12	0,07	0,19	42,79	36,17	78,96
	Femmes	2,10	0,66	2,76	3,47	1,47	4,94	8,27	3,49	11,76	0,18	0,13	0,31	0,20	0,16	0,36	0,17	0,20	0,37	0,22	0,27	0,49	0,03	0,02	0,05	14,64	6,40	21,04
	Ensemble	19,51	10,79	30,30	10,64	9,40	20,04	25,22	18,80	44,02	0,38	0,40	0,78	0,46	0,54	1,00	0,54	1,56	2,10	0,53	0,99	1,52	0,15	0,09	0,24	57,43	42,57	100,00
1962	Hommes	18,39	9,97	28,36	7,07	7,24	14,31	16,20	14,69	30,89	0,20	0,33	0,53	0,33	0,30	0,63	0,45	1,47	1,91	0,34	1,09	1,44	0,15	0,03	0,18	43,13	35,12	78,25
	Femmes	2,24	0,58	2,82	3,59	1,37	4,97	8,47	3,60	12,07	0,18	0,13	0,31	0,26	0,21	0,47	0,18	0,24	0,41	0,24	0,43	0,67	0,03	—	0,03	15,19	6,56	21,75
	Ensemble	20,63	10,55	31,18	10,66	8,61	19,28	24,67	18,29	42,96	0,38	0,46	0,84	0,59	0,51	1,10	0,63	1,71	2,32	0,58	1,52	2,11	0,18	0,03	0,21	58,32	41,68	100,00

Il eût été intéressant de pouvoir calculer les taux de criminalité propres à chaque groupe d'état civil et de pouvoir constater, à l'aide de ces taux, les variations que subit, d'année en année, le niveau de la criminalité dans les groupes en question.

La répartition de la population d'après l'état civil n'étant faite qu'à l'occasion des recensements généraux, il n'a pas été possible de constituer les séries de base indispensables; l'estimation de l'importance numérique des groupes d'état civil n'eût pas permis, d'autre part, d'établir les taux de criminalité avec assez de garanties d'exactitude.

2. — Situation de famille des condamnés.

Subsidiairement à l'examen de la criminalité

Tableau C. — NOMBRE DE CONDAMNÉS (MARIÉS, VEUF ET DIVORCÉS), D'APRÈS LA SITUATION DE FAMILLE (1)

ANNEES	Condamnés mariés, veufs et divorcés		
	N'ayant pas d'enfants	Ayant des enfants	Total
1930	6 602	18 548	25 150
Moyennes relevées de 1930 à 1939	6 919	17 833	24 752
1953	6 663	13 398	20 061
1954	6 338	12 568	18 906
1955	6 020	12 901	18 921
1956	6 378	12 931	19 309
1957	6 136	12 563	18 699
1958	6 290	12 616	18 906
1959	6 594	13 171	19 765
1960	6 224	12 826	19 050
1961	6 516	13 230	19 746
1962	6 159	12 668	18 827

Tableau E. — NOMBRE DE CONDAMNÉS (TOUTES CATEGORIES) D'APRÈS LA SITUATION DE FAMILLE (2)

ANNEES	Condamnés		
	N'ayant pas d'enfants	Ayant des enfants	Total
1930	21 406	18 548	39 954
Moyennes relevées de 1930 à 1939	19 172	17 833	37 005
1953	15 135	13 398	28 533
1954	13 951	12 568	26 519
1955	13 789	12 901	26 690
1956	14 406	12 931	27 337
1957	13 742	12 563	26 305
1958	14 283	12 616	26 899
1959	15 036	13 171	28 207
1960	14 839	12 826	27 665
1961	15 197	13 230	28 427
1962	14 775	12 668	27 443

sous l'angle de l'état civil, il peut ne pas être dénué d'intérêt de reproduire ci-dessous la répartition des condamnés d'après leur situation de famille. Celle-ci n'étant pas relevée en ce qui concerne les célibataires et les condamnés dont l'état civil est inconnu, les tableaux C et D ci-dessous ne concernent que les condamnés mariés, veufs et divorcés.

Les tableaux E et F par contre, groupent toutes les catégories d'état civil, les condamnés célibataires et ceux dont l'état civil est inconnu étant considérés comme n'ayant pas d'enfants.

Pour les données annuelles de 1930 à 1943 on peut consulter la publication consacrée aux années 1944-1945, pages 60 et 61.

Tableau D. — POURCENTAGES DES CONDAMNÉS (MARIÉS, VEUF ET DIVORCÉS), D'APRÈS LA SITUATION DE FAMILLE (1)

ANNEES	Condamnés mariés, veufs et divorcés		
	N'ayant pas d'enfants	Ayant des enfants	Total
1930	26,25	73,75	100
Pourcentages moyens de 1930 à 1939	27,98	72,02	100
1953	33,21	66,79	100
1954	33,52	66,48	
1955	31,82	68,18	
1956	33,03	66,97	
1957	32,81	67,19	
1958	30,06	69,94	
1959	33,36	66,64	
1960	32,67	67,33	
1961	33,00	67,00	
1962	32,71	67,29	

Tableau F. — POURCENTAGES DES CONDAMNÉS (TOUTES CATEGORIES) D'APRÈS LA SITUATION DE FAMILLE (2)

ANNEES	Condamnés		
	N'ayant pas d'enfants	Ayant des enfants	Total
1930	53,58	46,42	100
Pourcentages moyens de 1930 à 1939	51,77	48,23	100
1953	53,04	46,96	100
1954	52,61	47,39	
1955	51,66	48,34	
1956	52,70	47,30	
1957	52,24	47,76	
1958	53,10	46,90	
1959	53,31	46,69	
1960	53,64	46,36	
1961	53,46	46,54	
1962	53,84	46,16	

SECTION III. — PROFESSION ET ETAT SOCIAL DES CONDAMNÉS.

La répartition des condamnés d'après leur profession est faite comme suit :

Quatre groupes déterminant chacun un domaine d'activité économique sont pris en considération, notamment : agriculture et forêts, pêche, industrie, commerce.

Trois groupes d'activité dans le domaine social suivent : les professions libérales, les fonctions publiques et le service de la maison, des biens ou des personnes.

Constituent enfin des groupes principaux, les professions non déterminées et les absences de profession.

De sorte que la répartition totale se fait sur neuf groupes principaux.

En ce qui concerne les sous-groupes qui subdivisent les groupes principaux et y cherchent le domaine d'activité précise, il a fallu, au sein des quatre premiers groupes qui sont d'ordre nettement économique, établir l'état social des intéres-

sés, à savoir s'ils sont patron, employé, ouvrier, aidant ou éventuellement d'état social indéterminable.

A partir du groupe V (professions libérales), la recherche de l'état social ne s'impose plus par sous-groupe, l'état social étant déterminé par la profession elle-même, et les VIII^e et IX^e groupes ne nécessitent aucune subdivision.

C'est selon cette méthode que les hommes condamnés et les femmes condamnées sont successivement examinés dans le relevé n° 3 qui se termine par une récapitulation, énonçant par groupe principal les chiffres des deux sexes et celui des deux sexes réunis.

La nomenclature étendue des infractions n'a pas été suivie ; la nomenclature générique restreinte à l'usage de l'établissement de la récidive spéciale a été adoptée.

Il n'a pas été tenu compte non plus de la distinction des condamnés entre primaires et récidivistes.

(1) Les condamnés célibataires et ceux dont l'état civil est inconnu ne sont pas pris en considération.
(2) Les condamnés célibataires et ceux dont l'état civil est indéterminé sont considérés comme n'ayant pas d'enfants.

Relevé n° 3. — CONDAMNÉS REPARTIS PAR PROFESSION, ETAT SOCIAL ET GROUPE GÉNÉRIQUE DE L'INFRACTION COMMISE

A. — HOMMES — ANNÉE 1962

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vol, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'intégrité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

I. — Agriculture — Forêts

Jardinage, culture maraîchère, arboriculture, horticulture, viticulture	Patrons	6	1	10	3	6	6	—	1	2	35
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	3	—	9	1	5	2	—	1	1	22
	Aidants	—	—	—	1	1	2	—	—	—	4
Agriculture, élevage	Patrons	47	3	52	14	17	109	—	2	27	271
	Employés	2	1	1	—	—	—	—	—	—	4
	Ouvriers	36	8	110	18	29	110	2	3	14	330
	Aidants	6	1	14	—	6	10	—	—	3	40
Exploitation des forêts, défrichage, etc.	Patrons	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	3	—	10	—	1	6	1	—	1	22
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	Patrons	53	4	63	17	23	115	—	3	29	307
	Employés	2	1	1	—	—	1	—	—	—	5
	Ouvriers	42	8	129	19	35	118	3	4	16	374
	Aidants	6	1	14	1	7	12	—	—	3	44
		103	14	207	37	65	246	3	7	48	730

II. — Pêche

Pêche maritime	Patrons	1	—	1	2	2	3	—	—	—	9
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	7	—	23	4	9	14	—	1	3	61
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pêche en eau douce, pisciculture, ostréiculture, mytiliculture, etc.	Patrons	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	—	—	3	1	—	4	—	—	—	8
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	Patrons	1	—	1	2	2	3	—	—	—	9
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	7	—	26	5	9	18	—	1	3	69
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		9	—	28	7	11	22	—	1	3	81

Relevé n° 3 — A — 1962 (suite)

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vol, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'intégrité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

III. — Industrie

Industrie des mines	Patrons	2	—	1	—	—	—	—	—	—	1	4
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	96	19	344	169	136	466	4	1	36	1 271	
	Aidants	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	3
Industrie des carrières	Patrons	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	4
	Employés	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	4
	Ouvriers	9	1	26	5	4	39	1	1	—	86	
	Aidants	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1
Industrie des métaux bruts	Patrons	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1
	Employés	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	Ouvriers	10	1	39	34	28	45	1	—	7	165	
	Aidants	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	4
Industrie des métaux façonnés	Patrons	1	—	1	1	—	2	—	—	—	—	5
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	101	11	251	164	82	218	7	5	24	863	
	Aidants	3	—	10	1	2	6	—	—	—	—	22
Industrie céramique	Patrons	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	—	—	6	3	—	9	1	—	1	20	
	Aidants	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	3
Industrie verrière	Patrons	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	21	2	52	30	22	44	2	—	6	179	
	Aidants	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	2
Industrie chimique	Patrons	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	6
	Employés	1	—	2	—	2	1	—	—	—	—	7
	Ouvriers	1	—	7	4	—	2	—	—	—	—	16
	Aidants	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	2

Relevé n° 3 — A — 1962 (suite)

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vol, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtrès ou lésions corporelles volontaires	Atteintes à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Industrie alimentaire	Patrons	21	2	47	9	10	28	—	3	1	121
	Employés	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1
	Ouvriers	38	7	134	46	38	69	3	1	7	344
	Aidants	6	—	15	4	6	11	—	—	3	45
	Indéterm.	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Industrie textile	Patrons	1	—	1	2	—	2	—	—	—	6
	Employés	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	Ouvriers	24	3	96	34	31	77	1	—	9	275
	Aidants	—	—	2	—	—	1	—	—	—	3
	Indéterm.	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Industrie du vêtement	Patrons	1	—	12	2	3	4	—	—	1	23
	Employés	—	—	1	1	—	—	—	—	—	2
	Ouvriers	7	—	16	20	11	5	—	1	—	60
	Aidants	—	—	1	—	1	—	—	—	—	2
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie de la construction	Patrons	27	—	46	30	12	34	—	5	5	159
	Employés	—	—	6	4	1	4	1	1	—	17
	Ouvriers	258	45	615	351	208	511	11	13	79	2 091
	Aidants	13	1	44	9	9	25	—	—	4	105
	Indéterm.	1	—	2	—	—	—	1	1	—	5
Industrie du bois et de l'ameublement	Patrons	5	—	6	3	5	3	—	—	1	23
	Employés	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1
	Ouvriers	63	3	153	86	46	112	1	3	12	479
	Aidants	1	—	2	1	1	1	—	—	—	6
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie des peaux et des cuirs	Patrons	1	—	1	1	1	1	—	—	1	6
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	12	5	31	18	18	24	—	1	5	114
	Aidants	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie du tabac	Patrons	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	1	—	2	—	1	4	—	1	—	9
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie du papier	Patrons	—	—	1	1	—	—	—	—	—	2
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	1	—	6	2	3	1	1	—	1	15
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Relevé n° 3 — A — 1962 (suite)

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vol, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtrès ou lésions corporelles volontaires	Atteintes à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Industrie du livre	Patrons	1	—	4	—	—	2	—	—	—	7
	Employés	1	—	4	1	1	1	—	—	—	8
	Ouvriers	3	—	23	11	15	2	—	—	3	63
	Aidants	—	—	—	1	1	—	—	—	—	2
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie d'art et de précision	Patrons	16	4	33	16	11	8	1	—	1	90
	Employés	9	—	23	20	7	12	—	—	3	74
	Ouvriers	109	14	310	185	109	177	8	3	17	932
	Aidants	2	—	11	1	3	4	—	1	1	23
	Indéterm.	—	1	2	—	2	—	—	—	—	5
Transport des voyageurs, des correspondances et des marchandises	Patrons	13	2	15	7	5	20	1	—	3	66
	Employés	4	1	7	7	5	3	—	—	—	27
	Ouvriers	313	17	803	417	176	481	12	5	53	2 277
	Aidants	3	—	7	—	—	1	—	—	—	11
	Indéterm.	—	—	—	1	1	—	—	—	—	2
Total	Patrons	90	8	171	74	48	108	2	8	15	524
	Employés	15	2	48	34	16	24	1	1	4	145
	Ouvriers	1 067	129	2 914	1 579	928	2 292	53	35	262	9 259
	Aidants	28	1	96	19	26	55	—	1	9	235
	Indéterm.	2	1	6	2	5	4	—	1	—	22
		1 202	141	3 235	1 708	1 023	2 483	56	46	291	10 185

IV. — Commerce

Achat, vente et location des produits industriels et agricoles	Patrons	216	8	370	170	99	321	6	11	27	1 228
	Employés	83	1	210	129	53	69	—	1	6	552
	Ouvriers	17	1	53	30	16	28	2	1	1	149
	Aidants	5	—	20	6	9	15	—	—	—	56
	Indéterm.	—	—	1	2	—	3	—	—	—	6
Banques, assurances, intermédiaires commerciaux, industrie hôtelière	Patrons	47	4	70	35	35	50	—	2	3	216
	Employés	102	5	309	161	77	82	1	9	11	757
	Ouvriers	17	—	56	34	22	47	—	—	—	176
	Aidants	1	1	8	2	1	6	—	—	—	19
	Indéterm.	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1
Total	Patrons	263	12	440	205	134	371	6	13	30	1 474
	Employés	185	6	519	290	130	151	1	10	17	1 309
	Ouvriers	34	1	109	64	38	75	2	1	1	325
	Aidants	6	1	28	8	10	21	—	1	—	75
	Indéterm.	—	—	1	2	—	4	—	—	—	7
		488	20	1 097	569	312	622	9	25	48	3 190

Relevé n° 3 — B — 1962 (suite)

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vol, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtrès ou lésions corporelles volontaires	Atteintes à la liberté individuelle et à l'intimité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Industrie du livre	Patronnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvrières	—	—	1	4	1	—	—	—	—	6
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie d'art et de précision	Patronnes	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	Employées	—	—	1	1	1	1	—	—	—	4
	Ouvrières	2	—	5	3	2	1	—	—	—	13
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transport des voyageurs, des correspondances et des marchandises	Patronnes	1	—	1	1	1	—	—	—	—	4
	Employées	—	—	—	1	1	2	—	—	—	4
	Ouvrières	4	—	9	9	—	—	—	—	—	26
	Aidantes	—	—	—	—	—	4	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	Patronnes	3	—	10	10	5	5	—	—	—	33
	Employées	—	—	2	6	2	3	—	—	—	13
	Ouvrières	25	3	121	166	35	72	—	3	—	425
	Aidantes	—	—	3	1	—	1	—	—	—	5
	Indéterm.	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
		28	3	136	184	42	81	—	3	—	477

IV. — Commerce

Achat, vente et location des produits industriels et agricoles	Patronnes	39	—	99	83	51	68	1	4	2	347
	Employées	6	1	50	72	14	9	—	1	—	153
	Ouvrières	4	—	28	41	8	7	—	1	—	89
	Aidantes	—	—	3	2	1	—	—	—	—	6
	Indéterm.	1	—	4	4	1	1	—	—	—	11
Banques, assurances, intermédiaires commerciaux, industrie hôtelière	Patronnes	15	2	33	47	37	26	—	6	2	168
	Employées	6	—	26	37	2	5	—	1	—	77
	Ouvrières	15	1	58	60	33	29	—	1	—	197
	Aidantes	1	—	—	1	—	1	—	—	—	3
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	Patronnes	54	2	132	130	88	94	1	10	4	515
	Employées	12	1	76	109	16	14	—	2	—	230
	Ouvrières	19	1	86	101	41	36	—	2	—	286
	Aidantes	1	—	3	3	1	1	—	—	—	9
	Indéterm.	1	—	4	4	1	1	—	—	—	11
		87	4	301	347	147	146	1	14	4	1 051

Relevé n° 3 — B — 1962 (suite)

PROFESSIONS	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vol, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtrès ou lésions corporelles volontaires	Atteintes à la liberté individuelle et à l'intimité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1-2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

V. — Professions libérales

Professions relatives à l'exercice de l'art de guérir	2	—	19	15	2	5	—	—	—	43
Professions relatives aux sciences, aux lettres et aux arts	—	—	1	8	2	—	—	1	—	12
Cultes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organismes scientifiques, littéraires ou autres indépendants de l'Etat, des provinces et des communes	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Professions libérales diverses	—	—	—	2	—	—	—	—	—	2
Total	2	—	20	26	4	5	—	1	—	58

VI. — Fonctions et emplois dépendant de l'Etat et des administrations publiques

Entreprises des administrations publiques : eau, gaz, voirie, inhumations, terrains, parcs, etc.	—	—	1	—	—	1	—	—	—	2
Institutions d'assistance communales	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Pouvoir judiciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Personnel enseignant	7	—	9	5	1	1	—	—	—	23
Armée	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1
Fonctionnaires et employés d'ordre administratif	2	—	4	7	—	2	—	—	—	15
Total	9	—	15	12	1	5	—	—	—	42

VII. — Service de la maison, des biens et des personnes

Garde et gestion de propriétés	—	—	1	4	—	—	—	—	—	5
Service domestique et des personnes	5	—	78	61	28	23	—	1	2	198
Soins personnels	1	—	19	13	3	7	—	—	—	43
Total	6	—	98	78	31	30	—	1	2	246

VIII. — Personnes exerçant des professions insuffisamment déterminées

	45	2	274	342	73	103	—	4	6	849
--	----	---	-----	-----	----	-----	---	---	---	-----

IX. — Personnes ne vivant pas de l'exercice d'une profession déterminée

	193	10	1 114	967	185	653	1	48	44	3 215
Total général des femmes condamnées	373	20	1 968	1 961	483	1 033	2	71	57	5 968

C. — RÉCAPITULATION, PAR GROUPES PROFESSIONNELS PRINCIPAUX,
DES RELEVÉS N° 3 A ET B. — ANNÉE 1962.

Relevé n° 3 — 1962 (suite)

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'intégrité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I. Agriculture et forêts	Hommes	103	14	207	37	65	246	3	7	48	730
	Femmes	3	1	10	5	—	10	—	—	1	30
	Ensemble	106	15	217	42	65	256	3	7	49	760
II. Pêche	Hommes	9	—	28	7	11	22	—	1	3	81
	Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ensemble	9	—	28	7	11	22	—	1	3	81
III. Industrie	Hommes	1 202	141	3 235	1 708	1 023	2 483	56	46	291	10 185
	Femmes	28	3	136	184	42	81	—	3	—	477
	Ensemble	1 230	144	3 371	1 892	1 065	2 564	56	49	291	10 662
IV. Commerce	Hommes	488	20	1 097	569	312	622	9	25	48	3 190
	Femmes	87	4	301	347	147	146	1	14	4	1 051
	Ensemble	575	24	1 398	916	459	768	10	39	52	4 241
V. Professions libérales	Hommes	26	1	56	39	27	36	—	1	3	189
	Femmes	2	—	20	26	4	5	—	1	—	58
	Ensemble	28	1	76	65	31	41	—	2	3	247
VI. Fonctions publiques	Hommes	77	4	114	92	72	115	1	5	14	494
	Femmes	9	—	15	12	1	5	—	—	—	42
	Ensemble	86	4	129	104	73	120	1	5	14	536
VII. Service de la maison, des biens et des personnes	Hommes	22	3	41	24	37	27	1	—	2	157
	Femmes	6	—	98	78	31	30	—	1	2	246
	Ensemble	28	3	139	102	68	57	1	1	4	403
VIII. Professions non déterminées	Hommes	545	59	1 795	746	586	1 267	27	14	137	5 176
	Femmes	45	2	274	342	73	103	—	4	6	849
	Ensemble	590	61	2 069	1 088	659	1 370	27	18	143	6 025
IX. Sans profession	Hommes	138	24	437	118	172	324	9	8	43	1 273
	Femmes	193	10	1 114	967	185	653	1	48	44	3 215
	Ensemble	331	34	1 551	1 085	357	977	10	56	87	4 488
Total hommes		2 610	266	7 010	3 340	2 305	5 142	106	107	589	21 475
Total femmes		373	20	1 968	1 961	483	1 033	2	71	57	5 968
Total général		2 983	286	8 978	5 301	2 788	6 175	108	178	646	27 443

APERÇUS RETROSPECTIFS.

1. — Profession des condamnés.

Les deux tableaux qui suivent constituent le complément du relevé n° 3 et spécialement de sa récapitulation (3. C.).

Le tableau A est consacré à la répartition des condamnés par groupe professionnel principal.

Le tableau B fournit les pourcentages annuels des condamnés appartenant à chacun de ces groupes.

Dans les deux tableaux, la distinction par sexe a été maintenue, comme pouvant être d'intérêt particulier dans des aperçus de l'espèce.

Il n'a pas été possible d'établir les taux de criminalité pour chacun des groupes professionnels considérés, l'importance numérique de ces groupes n'étant pas connue.

2. — Etat social des condamnés.

On a essayé de donner ci-dessous un aperçu de la répartition annuelle des condamnés d'après leur état social.

Ceux qui appartiennent aux groupes professionnels I à IV n'offrent à cet égard aucune difficulté, puisque leur état social est indiqué dans le relevé n° 3.

Il est plus difficile cependant de classer les condamnés appartenant aux autres groupes professionnels d'après des critères identiques.

Aussi a-t-on utilisé, pour les tableaux C et D

Tableau C. — NOMBRE DE CONDAMNES PAR ETAT SOCIAL.

ANNEES	SEXE	Patrons	Personnes exerçant une profession libérale	Employés	Ouvriers	Aidants	Sans profession (Rentiers, ménagères, personnes à charge ou vivant de la charité publique ou privée)	Condition sociale indéterminée	TOTAL
1954	Hommes	2 644	222	1 719	10 509	266	1 036	4 200	20 596
	Femmes	530	35	232	954	21	3 409	742	5 923
	Ensemble	3 174	257	1 951	11 463	287	4 445	4 942	26 519
1955	Hommes	2 873	219	1 718	9 786	342	1 051	4 615	20 604
	Femmes	589	28	212	832	20	3 588	817	6 086
	Ensemble	3 462	247	1 930	10 618	362	4 639	5 432	26 690
1956	Hommes	2 964	211	1 904	10 581	290	1 014	4 350	21 314
	Femmes	631	28	252	931	17	3 368	796	6 023
	Ensemble	3 595	239	2 156	11 512	307	4 382	5 146	27 337
1957	Hommes	2 513	225	1 668	10 283	271	983	4 569	20 512
	Femmes	617	28	251	821	10	3 330	736	5 793
	Ensemble	3 130	253	1 919	11 104	281	4 313	5 305	26 305
1958	Hommes	2 496	227	1 788	10 404	457	1 056	4 777	21 205
	Femmes	678	19	288	729	21	3 208	751	5 694
	Ensemble	3 174	246	2 076	11 133	478	4 264	5 528	26 899
1959	Hommes	2 533	252	1 957	10 986	501	1 081	4 780	22 090
	Femmes	603	46	330	852	24	3 526	736	6 117
	Ensemble	3 136	298	2 287	11 838	525	4 607	5 516	28 207
1960	Hommes	2 295	281	2 096	10 470	612	1 235	4 806	21 795
	Femmes	498	52	349	867	28	3 329	747	5 870
	Ensemble	2 793	333	2 445	11 337	640	4 564	5 553	27 665
1961	Hommes	2 310	247	2 293	10 964	385	1 177	5 070	22 446
	Femmes	559	53	337	948	16	3 288	780	5 981
	Ensemble	2 869	300	2 630	11 912	401	4 465	5 850	28 427
1962	Hommes	2 314	189	2 018	10 119	354	1 273	5 208	21 475
	Femmes	566	58	333	918	17	3 215	861	5 968
	Ensemble	2 880	247	2 351	11 037	371	4 488	6 069	27 443

ci-après, une nomenclature établie comme suit :

1) Les condamnés patrons appartenant aux groupes professionnels I à IV forment une première catégorie.

2) Viennent ensuite les personnes exerçant une profession libérale et qui, à maint point de vue, se différencient socialement des patrons repris dans la rubrique précédente.

3) Comme troisième catégorie, on a relevé les employés appartenant aux groupes professionnels I à IV, les agents des services publics (groupe VI), ainsi que certains condamnés appartenant au groupe VII (à savoir les gérants et gardiens de

propriété et les personnes chargées de soins personnels).

4) Une quatrième catégorie groupe les ouvriers des groupes professionnels I à IV et certains condamnés du groupe VII, à savoir ceux qui sont affectés au service domestique et des personnes.

5) Les aidants des groupes I à IV forment une catégorie distincte.

6) Les personnes appartenant au groupe IX (ne vivant pas de l'exercice d'une profession : rentiers, ménagères, personnes à charge ou vivant de la charité publique ou privée) constituent un

groupe social qu'il n'a pas été possible de scinder, mais dans lequel la distinction par sexe permet néanmoins d'isoler les femmes, dont la masse est constituée par les ménagères.

7) Enfin une dernière catégorie comprend les condamnés des groupes professionnels I à IV dont la situation sociale au sein de leur groupe professionnel ne peut être établie, et ceux du groupe VIII dont l'activité professionnelle ne rentre sous aucune rubrique ou est inavouable : bricoleurs, trafiquants, aventuriers, souteneurs, etc.

Tableau D. — POURCENTAGE DES CONDAMNES PAR ETAT SOCIAL.

ANNEES	SEXE	Patrons	Personnes exerçant une profession libérale	Employés	Ouvriers	Aidants	Sans profession (Rentiers, ménagères, personnes à charge ou vivant de la charité publique ou privée)	Condition sociale indéterminée	TOTAL
1954	Hommes	9,97	0,84	6,48	39,63	1,00	3,91	15,84	77,67
	Femmes	2,00	0,13	0,88	3,59	0,08	12,85	2,80	22,33
	Ensemble	11,97	0,97	7,36	43,22	1,08	16,76	18,64	100,00
1955	Hommes	10,76	0,82	6,44	36,67	1,28	3,94	17,29	77,20
	Femmes	2,21	0,10	0,79	3,12	0,08	13,44	3,06	22,80
	Ensemble	12,97	0,92	7,23	39,79	1,36	17,38	20,35	100,00
1956	Hommes	10,84	0,77	6,97	38,71	1,06	3,71	15,91	77,97
	Femmes	2,31	0,10	0,92	3,40	0,06	12,32	2,92	22,03
	Ensemble	13,15	0,87	7,89	42,11	1,12	16,03	18,83	100,00
1957	Hommes	9,55	0,86	6,34	39,09	1,03	3,74	17,37	77,98
	Femmes	2,34	0,11	0,95	3,12	0,04	12,66	2,80	22,02
	Ensemble	11,89	0,97	7,29	42,21	1,07	16,40	20,17	100,00
1958	Hommes	9,28	0,84	6,65	38,68	1,70	3,92	17,76	78,83
	Femmes	2,52	0,07	1,07	2,71	0,08	11,93	2,79	21,17
	Ensemble	11,80	0,91	7,72	41,39	1,78	15,85	20,55	100,00
1959	Hommes	8,98	0,89	6,94	38,95	1,78	3,83	16,94	78,31
	Femmes	2,14	0,17	1,17	3,02	0,08	12,50	2,61	21,69
	Ensemble	11,12	1,06	8,11	41,97	1,86	16,33	19,55	100,00
1960	Hommes	8,30	1,01	7,58	37,85	2,21	4,46	17,37	78,78
	Femmes	1,80	0,19	1,26	3,13	0,10	12,04	2,70	21,22
	Ensemble	10,10	1,20	8,84	40,98	2,31	16,50	20,07	100,00
1961	Hommes	8,13	0,87	8,07	38,57	1,35	4,14	17,83	78,96
	Femmes	1,96	0,19	1,18	3,33	0,06	11,57	2,75	21,04
	Ensemble	10,09	1,06	9,25	41,90	1,41	15,71	20,58	100,00
1962	Hommes	8,43	0,69	7,35	36,87	1,29	4,64	18,98	78,25
	Femmes	2,06	0,21	1,21	3,35	0,06	11,72	3,14	21,75
	Ensemble	10,49	0,90	8,56	40,22	1,35	16,36	22,12	100,00

SECTION IV. — AGE DES CONDAMNÉS.

L'âge des condamnés est présenté sous deux formes différentes.

Le relevé n° 4 se contente d'une échelle restreinte des âges, ceux-ci étant considérés de dix en dix ans, avec comme premier groupe, les condamnés de moins de 21 ans et comme dernier groupe ceux de 60 ans et plus.

Il tient compte de la nature de l'infraction et du sexe.

L'âge des condamnés des deux sexes réunis étant énoncé, ce relevé permet un examen rapide mais sommaire de la question.

Le relevé n° 5 est destiné à un examen plus approfondi de la matière. Fractionné en trois parties, A, B et C, une pour chacun des deux sexes et une pour les deux réunis, il fait la distinction entre primaires et récidivistes tout en tenant compte de la nature de l'infraction.

Les âges y sont en principe distancés de cinq en cinq ans, allant des condamnés de 16 ans à ceux de plus de 70 ans.

Chacun des relevés n° 4 et 5 prévoit une catégorie supplémentaire pour âge inconnu, de sorte que le premier porte sur sept catégories et le second sur treize.

Relevé n° 4. — AGE DES CONDAMNÉS, EN SEPT CATEGORIES, PAR SEXE ET PAR NATURE D'INFRACTIONS. - ANNEE 1962

NATURE DES INFRACTIONS	Nombres de la nomenclature	CONDAMNÉS AGES AU MOMENT DE L'INFRACTION														TOTAL		
		de moins de 21 ans		de 21 ans à moins de 30 ans		de 30 ans à moins de 40 ans		de 40 ans à moins de 50 ans		de 50 ans à moins de 60 ans		de 60 ans et plus		Age inconnu		H	F	E*
		H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	9	2	13	3	3	1	3	1	—	1	2	—	—	—	30	8	38
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	1	10	1	10	—	2	1	3	—	2	—	—	27	3	30	
Faux en écritures	3	41	26	233	64	274	78	143	42	82	21	27	6	—	800	237	1 037	
Faux témoignage ou serment	4	—	1	8	1	6	2	5	3	4	1	1	—	—	24	8	32	
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	5	5	19	2	20	1	9	2	5	—	1	—	—	59	10	69	
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	3	—	9	—	11	1	6	1	3	—	1	—	—	33	2	35	
Infraction contre l'ordre public par des particuliers :																		
peines correctionnelles	7	220	18	724	75	658	94	330	66	201	34	74	10	—	2 207	297	2 504	
peines de police	8	17	5	82	9	86	18	55	13	28	7	10	2	—	278	54	332	
Infractions contre la séc. publ.	9	22	1	61	7	86	7	44	2	36	2	17	1	—	266	20	286	
Avortement	10	1	8	10	41	8	25	4	14	2	9	2	7	—	27	104	131	
Exposition ou délaisement d'enfants	11	1	3	51	35	61	21	12	3	3	—	—	—	—	128	62	190	
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	
Enlèvement de mineurs	13	1	—	12	6	9	8	1	3	—	—	—	—	—	23	17	40	
Attentats à la pudeur et viols :																		
peines criminelles	14	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	2	—	2	
peines correctionnelles	15	281	6	349	5	247	5	112	2	75	2	57	—	—	1 121	20	1 141	
Corrupt. de la jeunesse et prost.	16	4	6	53	59	40	71	34	60	18	42	12	9	—	161	247	408	
Outrages publics aux bonnes mœurs :																		
peines correctionnelles	17	156	104	346	50	235	30	125	18	102	6	57	8	—	1 021	216	1 237	
peines de police	18	4	1	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	4	9	
Adultère et bigamie	19	64	68	884	736	1 106	652	504	250	200	58	44	4	—	2 801	1 768	4 569	
Abandon de famille	20	1	—	84	3	155	2	81	1	26	—	8	—	—	355	6	361	
Meurtre :																		
peines criminelles	21	2	—	7	1	3	—	2	1	—	—	2	—	—	16	2	18	
peines correctionnelles	22	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	2	2	
Lésions corporel. volontaires :																		
peines criminelles	23	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	
peines correctionnelles	24	368	19	1 111	113	922	112	437	82	293	67	99	21	—	3 230	414	3 644	
peines de police	25	149	34	579	134	603	214	302	118	178	76	84	39	—	1 895	615	2 510	
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	18	—	39	—	30	1	10	1	10	—	—	—	—	107	2	109	
Calomnies et injures :																		
peines correctionnelles	28	4	—	12	7	18	13	18	13	20	7	11	7	—	83	47	130	
peines de police	29	1	1	3	1	7	9	4	7	4	2	3	4	—	22	24	46	
Violation de sépulture	30	—	1	2	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	3	1	4	
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	2	—	2	
Violation du secret des lettres et autres communications	33	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	
Vols et maraudages :																		
peines criminelles	34	3	—	2	—	3	—	1	—	—	—	—	—	—	9	—	9	
peines correctionnelles	35	993	149	1 751	290	935	316	404	223	280	174	107	92	—	4 470	1 244	5 714	
peines de police	36	16	6	32	12	27	11	21	10	20	12	11	9	—	127	60	187	
Banqueroute	37	2	—	9	2	18	6	16	—	10	3	3	2	—	58	13	71	
Abus de confiance, escroquerie, tromperie :																		
peines correctionnelles	38	36	17	364	77	405	92	235	60	131	35	46	9	—	1 217	290	1 507	
peines de police	39	1	—	2	—	—	1	3	—	3	—	1	—	—	10	1	11	
Racel	40	50	12	63	26	62	31	51	24	28	12	14	7	—	268	112	380	
Incendie :																		
peines criminelles	41	—	—	1	—	1	—	1	—	1	1	—	—	—	4	1	5	
peines correctionnelles	42	—	—	4	1	2	—	2	—	2	1	1	—	—	11	2	13	
Destructions et dommages :																		
peines criminelles	43	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	1	
peines correctionnelles	44	60	2	129	6	107	9	46	3	28	5	18	5	—	388	30	418	
peine de police	45	28	2	45	2	47	7	29	8	19	1	16	4	—	184	24	208	
Totaux		2 561	498	7 105	1 773	6 208	1 839	3 052	1 033	1 817	579	732	246	—	21 475	5 968	27 443	

* H - Hommes; F - Femmes; E - Ensemble.

B. — FEMMES

Relevé n° 5 (suite).

Table with columns: NATURE DES INFRACTIONS, AGE QUE LES CONDAMNÉES AVAIENT (16-35 ans), and Totaux. Rows include offenses like 'Atteinte à la sûreté de l'Etat', 'Faux en écritures', etc.

ANNEE 1962

AU MOMENT OU ELLES COMMIRENT LEUR INFRACTION

Table with columns: AU MOMENT OU ELLES COMMIRENT LEUR INFRACTION (35-70+ ans), TOTAL, and Numéros de la nomenclature. Rows correspond to the offenses listed on page 70.

Aperçus rétrospectifs.

Age des condamnés.

Dans le choix des groupes d'âge pris en considération dans cet aperçu, on s'est arrêté en principe aux catégories servant à l'élaboration du relevé n° 4, mais en subdivisant les groupes extrêmes, de façon à isoler les condamnés de moins de 18 et ceux de 70 ans et plus.

Cette façon de procéder poursuit un double but : d'une part l'intérêt des données statistiques relatives à la criminalité des jeunes justifie un relevé séparé des moins de 18 ans ; d'autre part, conformément aux "Directives pour l'établissement des statistiques criminelles" dont question dans l'avant-propos, on s'est efforcé de considérer les âges de dix en dix ans, et il est apparu logique de maintenir cette division en ce qui concerne les vieillards de 60 ans et plus.

Dans les tableaux A et B ci-dessous, on a donc fait une catégorie spéciale des condamnés de 70 ans et plus ; les condamnés dont l'âge est inconnu ont également été relevés séparément : ces deux groupes sont résiduels en raison de la modicité de leur importance numérique. Aussi ne se prêtent-ils pas au calcul des taux de criminalité et des indices de ces taux (tableaux C et D), la loi des grands nombres ne pouvant, en l'occurrence, trouver son application.

Dans tous les tableaux la distinction par sexe a été maintenue, les influences qui déterminent la criminalité étant vraisemblablement différentes dans les deux cas.

Les tableaux A et B se rapportent, le premier aux nombres absolus, le second aux pourcentages annuels des condamnés de chaque groupe d'âge, répartis par sexe.

Le tableau C se rapporte aux différents taux de criminalité, annuellement constatés dans les groupes de 16 à moins de 70 ans. Il indique le nombre de condamnés par 100.000 individus appartenant à chaque groupe d'âge considéré.

On trouvera toutes les indications relatives à la population ayant atteint l'âge de la majorité criminelle dans le § 3 de l'introduction générale.

Rappelons, a propos de l'établissement des taux, la note de la page 25.

Le tableau D est consacré à l'établissement d'un indice du taux de criminalité, pour chaque groupe d'âge de 16 à moins de 70 ans : il établit, sur la base réduite à 100 des taux moyens relevé de 1930 à 1939, les indices atteints depuis 1953.

Il est à noter que si les taux et indices par groupe d'âge des tableaux C et D ne sont pas établis pour les individus de 70 ans et plus et pour ceux dont l'âge est inconnu, les données reprises dans la dernière colonne de ces tableaux sont établies sur la base de l'ensemble de la population de 16 ans et plus et tiennent compte de tous les condamnés, y compris ceux de 70 ans et plus et ceux dont l'âge est inconnu.

A. — NOMBRE DE CONDAMNÉS PAR GROUPE D'ÂGE.

AN-NEES	SEXE	De 16 ans à — de 18 ans	De 18 ans à — de 21 ans	De 21 ans à — de 30 ans	De 30 ans à — de 40 ans	De 40 ans à — de 50 ans	De 50 ans à — de 60 ans	De 60 ans à — de 70 ans	De 70 ans et plus	Age inconnu	TOTAL
Chiffres moyens relevés de 1930 à 1939 (1)	Hommes	661	1 799	9 332	8 768	4 906	2 461	817	166	5	28 915
	Femmes	193	429	2 231	2 568	1 593	768	252	55	1	8 090
	Ensemble	854	2 228	11 563	11 336	6 499	3 229	1 069	221	6	37 005
1953	Hommes	528	1 420	6 792	5 735	4 472	2 249	590	277	—	22 063
	Femmes	124	418	1 991	1 717	1 256	716	183	65	—	6 470
	Ensemble	652	1 838	8 783	7 452	5 728	2 965	773	342	—	28 533
1954	Hommes	325	1 284	6 612	5 239	4 203	2 168	517	248	—	20 596
	Femmes	90	345	1 790	1 614	1 221	664	141	58	—	5 923
	Ensemble	415	1 629	8 402	6 853	5 424	2 832	658	306	—	26 519
1955	Hommes	481	1 219	6 236	5 413	4 224	2 335	405	291	—	20 604
	Femmes	111	377	1 799	1 634	1 267	714	114	70	—	6 086
	Ensemble	592	1 596	8 035	7 047	5 491	3 049	519	361	—	26 690
1956	Hommes	742	1 628	6 386	5 445	4 137	2 325	375	276	—	21 314
	Femmes	191	461	1 777	1 549	1 154	726	86	79	—	6 023
	Ensemble	933	2 089	8 163	6 994	5 291	3 051	461	355	—	27 337
1957	Hommes	778	1 681	6 271	5 434	3 371	2 374	378	225	—	20 512
	Femmes	146	421	1 653	1 697	1 030	654	125	67	—	5 793
	Ensemble	924	2 102	7 924	7 131	4 401	3 028	503	292	—	26 305
1958	Hommes	670	1 660	6 667	5 728	3 382	2 309	537	250	2	21 205
	Femmes	129	359	1 564	1 677	1 035	692	172	65	1	5 694
	Ensemble	799	2 019	8 231	7 405	4 417	3 001	709	315	3	26 899
1959	Hommes	617	1 853	7 153	6 100	3 434	2 211	516	205	1	22 090
	Femmes	95	374	1 817	1 871	1 042	700	162	56	—	6 117
	Ensemble	712	2 227	8 970	7 971	4 476	2 911	678	261	1	28 207
1960	Hommes	653	1 644	7 138	6 155	3 250	2 192	473	288	2	21 795
	Femmes	124	315	1 772	1 796	974	655	161	73	—	5 870
	Ensemble	777	1 959	8 910	7 951	4 224	2 847	634	361	2	27 665
1961	Hommes	743	1 596	7 525	6 489	3 291	2 122	531	148	1	22 446
	Femmes	155	344	1 735	1 888	992	641	190	36	—	5 981
	Ensemble	898	1 940	9 260	8 377	4 283	2 763	721	184	1	28 427
1952	Hommes	861	1 700	7 105	6 208	3 052	1 817	591	141	—	21 475
	Femmes	163	335	1 773	1 839	1 033	579	212	34	—	5 968
	Ensemble	1 024	2 035	8 878	8 047	4 085	2 396	803	175	—	27 443

(1) Pour les données détaillées par année de compte, consulter la publication relative aux années 1944-45, page 103.

B. — POURCENTAGE DES CONDAMNES PAR GROUPE D'AGE.

AN-NEES	SEXE	De 16	De 18	De 21	De 30	De 40	De 50	De 60	De 70	Age inconnu	TOTAL
		ans à — de 18 ans	ans à — de 21 ans	ans à — de 30 ans	ans à — de 40 ans	ans à — de 50 ans	ans à — de 60 ans	ans à — de 70 ans	ans et plus		
Chiffres moyens relevés de 1950 à 1959 (1)	Hommes	1,80	4,79	25,06	23,76	13,32	6,68	2,22	0,46	0,02	78,11
	Femmes	0,52	1,15	6,02	6,96	4,32	2,09	0,68	0,15	—	21,89
	Ensemble	2,32	5,94	31,08	30,72	17,64	8,77	2,90	0,61	0,02	100,00
1953	Hommes	1,85	4,98	23,80	20,10	15,67	7,88	2,07	0,97	—	77,32
	Femmes	0,43	1,46	6,98	6,03	4,40	2,51	0,64	0,23	—	22,68
	Ensemble	2,28	6,44	30,78	26,13	20,07	10,39	2,71	1,20	—	100,00
1954	Hommes	1,23	4,84	24,93	19,75	15,85	8,18	1,95	0,94	—	77,67
	Femmes	0,34	1,30	6,75	6,09	4,60	2,50	0,53	0,22	—	22,33
	Ensemble	1,57	6,14	31,68	25,84	20,45	10,68	2,48	1,16	—	100,00
1955	Hommes	1,80	4,57	23,36	20,28	15,83	8,75	1,52	1,09	—	77,20
	Femmes	0,42	1,41	6,74	6,12	4,75	2,67	0,43	0,26	—	22,80
	Ensemble	2,22	5,98	30,10	26,40	20,58	11,42	1,95	1,35	—	100,00
1956	Hommes	2,71	5,95	23,38	19,92	15,13	8,50	1,37	1,01	—	77,97
	Femmes	0,70	1,69	6,48	5,67	4,22	2,66	0,32	0,29	—	22,03
	Ensemble	3,41	7,64	29,86	25,59	19,35	11,16	1,69	1,30	—	100,00
1957	Hommes	2,96	6,39	23,84	20,66	12,82	9,02	1,44	0,85	—	77,98
	Femmes	0,56	1,60	6,28	6,45	3,92	2,49	0,47	0,25	—	22,02
	Ensemble	3,52	7,99	30,12	27,11	16,74	11,51	1,91	1,10	—	100,00
1958	Hommes	2,49	6,17	24,79	21,30	12,57	8,58	2,00	0,93	—	78,83
	Femmes	0,48	1,33	5,82	6,24	3,85	2,57	0,64	0,24	—	21,17
	Ensemble	2,97	7,50	30,61	27,54	16,42	11,15	2,64	1,17	—	100,00
1959	Hommes	2,18	6,57	25,36	21,63	12,17	7,84	1,83	0,73	—	78,31
	Femmes	0,34	1,33	6,44	6,63	3,70	2,48	0,57	0,20	—	21,69
	Ensemble	2,52	7,90	31,80	28,26	15,87	10,32	2,40	0,93	—	100,00
1960	Hommes	2,36	5,94	25,80	22,25	11,75	7,92	1,71	1,05	—	78,78
	Femmes	0,45	1,14	6,41	6,49	3,52	2,37	0,58	0,26	—	31,22
	Ensemble	2,81	7,08	32,21	28,74	15,27	10,29	2,29	1,31	—	100,00
1961	Hommes	2,61	5,61	26,47	22,83	11,58	7,47	1,87	0,52	—	78,96
	Femmes	0,55	1,21	6,10	6,64	3,49	2,25	0,67	0,13	—	21,04
	Ensemble	3,16	6,82	32,57	29,47	15,07	9,72	2,54	0,65	—	100,00
1962	Hommes	3,14	6,20	25,89	22,62	11,12	6,62	2,15	0,51	—	78,25
	Femmes	0,59	1,22	6,46	6,70	3,77	2,11	0,77	0,13	—	21,75
	Ensemble	3,73	7,42	32,35	29,32	14,89	8,73	2,92	0,64	—	100,00

(1) Voir note au bas du tableau précédent.

C. — TAUX DE CRIMINALITE,
PAR 100.000 INDIVIDUS DE CHAQUE GROUPE D'AGE

AN-NEES	SEXE	De 16	De 18	De 21	De 30	De 40	De 50	De 60	TOTAL (1)
		ans à — de 18 ans	ans à — de 21 ans	ans à — de 30 ans	ans à — de 40 ans	ans à — de 50 ans	ans à — de 60 ans	ans à — de 70 ans	
Taux moyens relevés de 1950 à 1959 (Cf. Tab. D)	Hommes	567	1 036	1 542	1 296	911	540	257	945
	Femmes	168	251	376	382	282	161	73	256
	Ensemble	369	646	965	841	589	346	161	598
1953	Hommes	457	796	1 133	994	699	404	160	666
	Femmes	109	238	339	307	195	119	41	186
	Ensemble	285	519	740	656	446	255	95	420
1954	Hommes	276	737	1 124	900	662	382	139	621
	Femmes	78	200	310	286	191	108	31	169
	Ensemble	178	470	720	598	426	240	80	389
1955	Hommes	411	704	1 081	904	678	404	107	620
	Femmes	95	221	315	283	202	115	25	173
	Ensemble	254	465	698	600	440	255	62	390
1956	Hommes	675	931	1 121	876	688	398	97	640
	Femmes	175	267	315	258	191	117	18	171
	Ensemble	426	601	720	573	439	253	54	399
1957	Hommes	779	956	1 115	836	585	401	96	615
	Femmes	149	242	296	271	179	104	26	164
	Ensemble	468	601	708	559	382	249	58	383
1958	Hommes	679	979	1 204	848	618	388	134	637
	Femmes	135	213	284	257	189	110	35	161
	Ensemble	411	597	745	558	403	245	80	392
1959	Hommes	557	1 183	1 305	893	641	370	126	663
	Femmes	89	241	333	282	194	111	32	173
	Ensemble	327	714	820	592	418	237	74	410
1960	Hommes	542	1 091	1 327	909	599	367	113	654
	Femmes	106	213	330	272	180	104	31	165
	Ensemble	327	657	829	594	390	232	68	402
1961	Hommes	607	1 015	1 437	968	597	358	123	673
	Femmes	129	224	332	287	181	102	36	168
	Ensemble	370	625	884	631	390	227	75	412
1962	Hommes	703	1 081	1 356	926	554	307	137	644
	Femmes	136	219	339	290	189	93	40	167
	Ensemble	422	655	849	606	372	197	84	398

(1) Voir paragraphe final de l'introduction de ce tableau.

D. — INDICE DU TAUX DE CRIMINALITE
PAR 100.000 INDIVIDUS DE CHAQUE GROUPE D'AGE.

AN-NEES	SEXE	De 16	De 18	De 21	De 30	De 40	De 50	De 60	TOTAL (1)
		ans à — de 18 ans	ans à — de 21 ans	ans à — de 30 ans	ans à — de 40 ans	ans à — de 50 ans	ans à — de 60 ans	ans à — de 70 ans	
Taux de moyen de la criminalité de 1930 à 1939 (Cf. Tableau C)	Hommes	567	1 036	1 542	1 296	911	540	257	945
	Femmes	168	251	376	382	282	161	73	256
	Ensemble	369	646	965	841	589	346	161	595
100									
1953	Hommes	81	77	73	77	77	75	62	70
	Femmes	65	95	90	80	69	74	56	73
	Ensemble	77	80	77	78	76	74	59	71
1954	Hommes	49	71	73	69	73	71	54	66
	Femmes	46	79	82	75	68	67	42	66
	Ensemble	48	73	75	71	72	69	50	66
1955	Hommes	72	68	70	70	74	75	42	66
	Femmes	57	88	84	74	72	71	34	68
	Ensemble	69	72	72	71	74	74	39	66
1956	Hommes	119	90	73	68	76	74	38	68
	Femmes	104	109	84	68	68	73	25	67
	Ensemble	115	93	75	68	75	73	34	67
1957	Hommes	137	92	72	65	64	74	37	65
	Femmes	89	96	79	71	63	65	36	64
	Ensemble	127	93	73	66	64	72	36	64
1958	Hommes	120	94	78	65	68	72	52	67
	Femmes	80	85	76	67	67	68	48	63
	Ensemble	111	92	77	66	68	71	50	66
1959	Hommes	98	114	85	69	70	69	49	70
	Femmes	53	96	89	74	69	69	44	68
	Ensemble	89	111	85	70	71	69	46	69
1960	Hommes	96	105	86	70	66	68	44	69
	Femmes	63	85	88	71	64	65	42	64
	Ensemble	89	102	86	71	66	67	42	68
1961	Hommes	107	98	93	75	66	66	48	71
	Femmes	77	89	88	75	64	63	49	66
	Ensemble	100	97	92	75	66	66	47	69
1962	Hommes	125	104	88	71	61	57	53	68
	Femmes	77	87	90	76	67	58	55	65
	Ensemble	114	101	89	72	63	57	52	67

(1) Voir paragraphe final de l'introduction de ce tableau.

Les tableaux qui précèdent exposent la situation telle qu'elle ressort des chiffres que fournit l'observation. Mais les conclusions apparentes qui s'en dégagent sont quelque peu faussées par les variations dans la répartition par âge de la population.

Dans une population en voie de vieillissement comme la nôtre, les jeunes prennent une place de moins en moins grande. Les individus de 16 à 18 ans représentaient en 1930, 4,39% de la population de 16 ans et plus. En 1951 ce pourcentage passe à 3,46%. En revanche, pendant la même période, le pourcentage des individus de 70 ans et plus passe de 5,77% à 9%. Il est donc bien évident que même si la criminalité reste invariable, le nombre de jeunes criminels diminuera. Les pourcentages calculés dans le tableau B sont donc influencés à la fois par la criminalité et par les variations dans la répartition par âge de la population — un mouvement dans les pourcentages ne signifiera pas nécessairement une variation dans la criminalité. De même, le taux général de criminalité, exposé dans le tableau C, se présentera comme une moyenne pondérée par l'importance relative de chaque groupe de population dans la population totale, la pondération variant donc chaque année. Pour éviter ces perturbations, il suffira de travailler sur une population invariable, celle de la première année de la période étudiée. L'année 1930 convient assez bien comme année de base. En effet, la statistique criminelle ne s'intéressant qu'aux individus de 16 ans et plus, les perturbations causées par la guerre 1914-1918 en matière de natalité ne font sentir leurs effets qu'à partir de 1931 (1915 + 16 = 1931).

Ceci posé, nous calculerons d'abord, pour chaque année et dans chaque groupe, le nombre

de criminels tel qu'on l'aurait constaté si la population du groupe était restée la même qu'en 1930.

Pour ce faire, nous appliquerons les taux de criminalité que nous connaissons déjà (tableau C) à la population de l'année 1930. En d'autres termes, nous aurons la formule

$$\frac{c}{p} \times p^{30}$$

c étant le nombre de criminels effectivement constaté dans un groupe, pour l'année étudiée, p étant la population du groupe pour la même année, et p^{30} cette population pour 1930.

On voit que $\frac{c}{p}$ correspond au taux de criminalité donné par le tableau C.

Nous obtenons ainsi le tableau E. Il faut noter que ce tableau nous donne seulement les chiffres d'une population criminelle fictive, celle qui aurait été constatée si la population était restée la même dans chaque groupe depuis 1930. Les chiffres ne correspondent donc par eux-mêmes à rien de réel, et ne valent que par les comparaisons qu'ils permettent.

Nous en tirerons d'abord deux nouveaux tableaux de pourcentage des condamnés par groupe d'âge, les tableaux F et G. Le premier est établi sur la base du tableau E, comme le tableau B l'avait été sur la base du tableau A, en mettant en rapport, pour chaque année, le nombre de condamnés d'un groupe d'âge avec le nombre total de condamnés des deux sexes.

On voit que, grâce à la correction, l'importance du groupe des très jeunes dans la criminalité générale est devenue plus grande; en revanche, les plus âgés de 60 ans et plus ont un pourcentage sensiblement moins élevé.

TABLEAU E

Population criminelle fictive obtenue en appliquant, dans chaque groupe d'âge, le taux de criminalité des années étudiées à la population de l'année de base 1930.

ANNEES	SEXE	De 16 ans à — de 18 ans	De 18 ans à — de 21 ans	De 21 ans à — de 30 ans	De 30 ans à — de 40 ans	De 40 ans à — de 50 ans	De 50 ans à — de 60 ans	De 60 ans et plus	TOTAL
1930	Hommes	851	2 641	11 326	8 449	4 837	2 344	858	31 306
	Femmes	246	529	2 576	2 585	1 582	799	322	8 639
	Ensemble	1 097	3 170	13 902	11 304	6 419	3 143	1 180	39 945
1953	Hommes	616	1 635	7 408	6 186	3 623	1 952	596	22 016
	Femmes	146	482	2 143	1 955	1 043	540	159	6 468
	Ensemble	762	2 117	9 551	8 141	4 666	2 492	755	28 484
1954	Hommes	372	1 514	7 349	5 601	3 431	1 846	520	20 633
	Femmes	104	405	1 960	1 821	1 021	490	125	5 926
	Ensemble	476	1 919	9 309	7 422	4 452	2 336	645	26 559
1955	Hommes	554	1 446	7 068	5 626	3 514	1 770	468	20 446
	Femmes	127	448	1 991	1 802	1 080	522	113	6 083
	Ensemble	681	1 894	9 059	7 248	4 594	2 292	581	26 529
1956	Hommes	910	1 912	7 329	5 451	3 566	1 744	433	21 345
	Femmes	234	541	1 991	1 643	1 021	531	97	6 058
	Ensemble	1 144	2 453	9 320	7 094	4 587	2 275	530	27 403
1957	Hommes	1 050	1 964	7 290	5 203	3 032	1 757	393	20 689
	Femmes	199	491	1 871	1 726	957	472	113	5 829
	Ensemble	1 249	2 455	9 161	6 929	3 989	2 229	506	26 518
1958	Hommes	916	2 011	7 872	5 277	3 203	1 700	508	21 487
	Femmes	181	432	1 795	1 636	1 010	499	138	5 691
	Ensemble	1 097	2 443	9 667	6 913	4 213	2 199	646	27 178
1959	Hommes	751	2 430	8 532	5 557	3 322	1 621	455	22 668
	Femmes	119	488	2 105	1 796	1 037	504	124	6 173
	Ensemble	870	2 918	10 637	7 353	4 359	2 125	579	28 841
1960	Hommes	731	2 241	8 676	5 657	3 104	1 608	477	22 494
	Femmes	142	432	2 086	1 732	962	472	133	5 959
	Ensemble	873	2 673	10 762	7 389	4 066	2 080	610	28 453
1961	Hommes	818	2 085	9 395	6 024	3 094	1 569	418	23 403
	Femmes	173	451	2 099	1 827	968	463	124	6 108
	Ensemble	991	2 539	11 494	7 851	4 062	2 032	542	29 511
1962	Hommes	948	2 220	8 866	5 763	2 871	1 345	450	22 463
	Femmes	182	444	2 143	1 847	1 010	422	134	6 182
	Ensemble	1 130	2 664	11 009	7 610	3 881	1 767	584	28 645

TABLEAU F

Pourcentage de chaque groupe d'âge dans le total de la population criminelle fictive.

ANNEES	SEXE	De 16 ans à — de 18 ans	De 18 ans à — de 21 ans	De 21 ans à — de 30 ans	De 30 ans à — de 40 ans	De 40 ans à — de 50 ans	De 50 ans à — de 60 ans	De 60 ans et plus	TOTAL
1930	Hommes	2,13	6,61	28,35	21,15	12,11	5,87	2,15	78,37
	Femmes	0,62	1,32	6,45	6,47	3,96	2,00	0,81	21,63
	Ensemble	2,75	7,93	34,80	27,62	16,07	7,87	2,96	100,00
1953	Hommes	2,16	5,74	26,01	21,72	12,72	6,85	2,09	77,29
	Femmes	0,51	1,69	7,52	6,87	3,66	1,90	0,56	22,71
	Ensemble	2,67	7,43	33,53	28,59	16,38	8,75	2,65	100,00
1954	Hommes	1,40	5,70	27,67	21,09	12,92	6,95	1,96	77,69
	Femmes	0,39	1,53	7,38	6,86	3,84	1,84	0,47	22,31
	Ensemble	1,79	7,23	35,05	27,95	16,76	8,79	2,43	100,00
1955	Hommes	2,09	5,45	26,64	21,21	13,25	6,67	1,76	77,07
	Femmes	0,48	1,69	7,50	6,79	4,07	1,97	0,43	22,93
	Ensemble	2,57	7,14	34,14	28,00	17,32	8,64	2,19	100,00
1956	Hommes	3,32	6,98	26,75	19,89	13,01	6,36	1,58	77,89
	Femmes	0,85	1,97	7,27	6,00	3,73	1,94	0,35	22,11
	Ensemble	4,17	8,95	34,02	25,89	16,74	8,30	1,93	100,00
1957	Hommes	3,96	7,41	27,49	19,62	11,43	6,63	1,48	78,02
	Femmes	0,75	1,85	7,05	6,51	3,61	1,78	0,43	21,98
	Ensemble	4,71	9,26	34,54	26,13	15,04	8,41	1,91	100,00
1958	Hommes	3,37	7,40	28,96	19,42	11,79	6,25	1,87	79,06
	Femmes	0,67	1,59	6,60	6,02	3,72	1,83	0,51	20,94
	Ensemble	4,04	8,99	35,56	25,44	15,51	8,08	2,38	100,00
1959	Hommes	2,60	8,43	29,58	19,27	11,52	5,62	1,58	78,60
	Femmes	0,42	1,69	7,30	6,22	3,59	1,75	0,43	21,40
	Ensemble	3,02	10,12	36,88	25,49	15,11	7,37	2,01	100,00
1960	Hommes	2,57	7,88	30,49	19,88	10,91	5,66	1,68	79,06
	Femmes	0,50	1,52	7,33	6,09	3,38	1,65	0,46	20,94
	Ensemble	3,07	9,40	37,82	25,97	14,29	7,31	2,14	100,00
1961	Hommes	2,77	7,06	31,84	20,41	10,48	5,32	1,42	79,30
	Femmes	0,59	1,54	7,11	6,19	3,28	1,57	0,42	20,70
	Ensemble	3,36	8,60	38,95	26,60	13,76	6,89	1,84	100,00
1962	Hommes	3,31	7,75	30,95	20,12	10,02	4,70	1,57	78,42
	Femmes	0,63	1,55	7,48	6,45	3,53	1,47	0,47	21,58
	Ensemble	3,94	9,30	38,43	26,57	13,55	6,17	2,04	100,00

TABLEAU G.

Pourcentage de chaque groupe d'âge dans le total de la population criminelle fictive.

Sexes séparés.

ANNEES	SEXE	De 16 ans à 18 ans	De 18 ans à 21 ans	De 21 ans à 30 ans	De 30 ans à 40 ans	De 40 ans à 50 ans	De 50 ans à 60 ans	De 60 ans et plus	TOTAL
1930	Hommes	2,72	8,44	36,17	26,99	15,45	7,49	2,74	100,00
	Femmes	2,85	6,12	29,83	29,91	18,31	9,25	3,73	100,00
	Ensemble	2,75	7,93	34,80	27,62	16,07	7,87	2,95	100,00
1953	Hommes	2,80	7,43	33,65	28,10	16,45	8,86	2,71	100,00
	Femmes	2,26	7,45	33,13	30,22	16,13	8,35	2,46	100,00
	Ensemble	2,67	7,43	33,53	28,59	16,38	8,75	2,65	100,00
1954	Hommes	1,80	7,34	35,62	27,14	16,63	8,95	2,52	100,00
	Femmes	1,76	6,83	33,07	30,73	17,23	8,27	2,11	100,00
	Ensemble	1,79	7,23	35,05	27,95	16,76	8,79	2,43	100,00
1955	Hommes	2,71	7,07	34,57	27,51	17,19	8,66	2,29	100,00
	Femmes	2,09	7,37	32,73	29,62	17,75	8,58	1,86	100,00
	Ensemble	2,57	7,14	34,15	28,00	17,31	8,64	2,19	100,00
1956	Hommes	4,26	8,96	34,33	25,54	16,71	8,17	2,03	100,00
	Femmes	3,86	8,93	32,87	27,12	16,85	8,77	1,60	100,00
	Ensemble	4,17	8,95	34,02	25,89	16,74	8,30	1,93	100,00
1957	Hommes	5,08	9,49	35,24	25,15	14,65	8,49	1,90	100,00
	Femmes	3,41	8,42	32,10	29,61	16,42	8,10	1,94	100,00
	Ensemble	4,71	9,26	34,54	26,13	15,04	8,41	1,91	100,00
1958	Hommes	4,26	9,36	36,64	24,56	14,91	7,91	2,36	100,00
	Femmes	3,18	7,59	31,54	29,75	17,75	8,77	2,42	100,00
	Ensemble	4,04	8,99	35,57	25,44	15,50	8,08	2,38	100,00
1959	Hommes	3,31	10,72	37,64	24,51	14,66	7,15	2,01	100,00
	Femmes	1,93	7,91	34,10	29,09	16,80	8,16	2,01	100,00
	Ensemble	3,02	10,12	36,88	25,49	15,11	7,37	2,01	100,00
1960	Hommes	3,25	9,97	38,57	25,14	13,80	7,15	2,12	100,00
	Femmes	2,39	7,26	35,00	29,08	16,14	7,93	2,20	100,00
	Ensemble	3,07	9,40	37,82	25,97	14,29	7,31	2,14	100,00
1961	Hommes	3,50	8,91	40,14	25,74	13,22	6,70	1,79	100,00
	Femmes	2,83	7,43	34,37	29,91	15,85	7,58	2,03	100,00
	Ensemble	3,36	8,60	38,95	26,60	13,76	6,89	1,84	100,00
1962	Hommes	4,22	9,88	39,47	25,66	12,78	5,99	2,00	100,00
	Femmes	2,94	7,18	34,66	29,88	16,34	6,83	2,17	100,00
	Ensemble	3,94	9,30	38,43	26,57	13,55	6,17	2,04	100,00

Le tableau G est établi de la même façon, mais le calcul est fait séparément pour chaque sexe, le nombre de condamnés du sexe masculin, par exemple, étant mis en rapport, non plus avec le total des condamnés de l'année, mais avec le total des condamnés masculins seuls.

Les taux de criminalité donnés par le tableau C restent valables "pour chaque groupe". En effet, si nous voulons trouver un taux de criminalité en partant du tableau E, nous devons, pour chaque année et pour chaque groupe, mettre en rapport le nombre fictif de condamnés avec la population du groupe en 1930. Comme le nombre fictif est obtenu, nous l'avons vu, par la formule

$$\frac{c \times p^{30}}{p}$$

nous obtiendrons ce taux par la formule

$$\frac{c \times p^{30}}{p \times p^{30}}$$

c'est-à-dire, en dernière analyse par $\frac{c}{p}$. Or, $\frac{c}{p}$ est précisément la formule du taux de criminalité tel qu'il est calculé dans le tableau C.

En revanche, le taux "général" changera ; en effet, dans le tableau C il est obtenu par la formule

$$\frac{c_1 + c_2 + \dots + c^n}{p_1 + p_2 + \dots + p^n} \quad \text{c'est-à-dire } \frac{C}{P}$$

tandis qu'en le calculant sur la base des chiffres du tableau E, de façon à éliminer l'influence des variations dans la répartition de la population entre les groupes d'âge, nous aurons la formule

$$\frac{\frac{c^1 \times p^{1,30}}{p^1} + \frac{c^2 \times p^{2,30}}{p^2} + \dots + \frac{c^n \times p^{n,30}}{p^n}}{p^{1,30} + p^{2,30} + \dots + p^{n,30}}$$

En d'autres termes, nous divisons le nombre total de condamnés tel qu'il aurait été constaté chaque année si la répartition de la population était restée invariable, par la population totale de 1930, de façon à obtenir un "taux standard de criminalité" qui ne sera pas influencé par les variations dans la répartition par âge de la population.

Le tableau H ci-dessous nous donnera ce taux standard de criminalité, ainsi que l'indice correspondant

H. — TAUX STANDARD DE CRIMINALITE POUR 100.000 INDIVIDUS ET INDICE

		Taux standard de criminalité	Indice
1930	Hommes	1 039	1 000
	Femmes	278	1 000
	Ensemble	653	1 000
1953	Hommes	730	703
	Femmes	208	748
	Ensemble	465	712
1954	Hommes	684	658
	Femmes	191	692
	Ensemble	434	665
1955	Hommes	678	653
	Femmes	196	705
	Ensemble	433	663
1956	Hommes	708	681
	Femmes	195	701
	Ensemble	448	686
1957	Hommes	686	660
	Femmes	188	676
	Ensemble	433	663
1958	Hommes	713	686
	Femmes	183	658
	Ensemble	444	680
1959	Hommes	752	724
	Femmes	199	716
	Ensemble	471	721
1960	Hommes	746	718
	Femmes	192	691
	Ensemble	465	712
1961	Hommes	776	747
	Femmes	197	709
	Ensemble	482	738
1962	Hommes	745	717
	Femmes	199	716
	Ensemble	468	717

Le taux standard de criminalité est donc chaque année supérieur au taux brut, et l'écart avec ce taux brut s'accroît à mesure que l'on s'écarte de l'année de base, ce qui est normal, puisque la composition de la population s'éloigne de plus en plus de celle de 1930.

Un taux de criminalité étant un rapport entre le nombre de condamnés et le chiffre de la population, le taux standard de criminalité, qui n'est nullement influencé par les variations dans la répartition de la population par âge, nous donnerait un excellent moyen de mesure de la criminalité si la criminalité était seule cause des variations dans le nombre des condamnés.

Il n'en est malheureusement plus ainsi, par suite des bouleversements d'après guerre dans la compétence des tribunaux; les condamnés de conseils de guerre ne sont pas, en effet, ajoutés aux condamnés des tribunaux ordinaires, et il est difficile de le faire d'une façon assez précise, car le mode de relevé est différent pour les tribunaux militaires. Voilà donc une cause importante de perturbation, qu'il est impossible de déterminer avec exactitude. Cependant, si nous ne pouvons mesurer plus justement la criminalité totale, il nous est possible de la considérer comme constante, et de calculer comment la criminalité propre à un groupe d'âge évolue dans le temps, pour cette criminalité générale constante. Si nous

posons que n'importe quel nombre donné par le tableau E est égal à y

$$\text{(donc } y = \frac{c \times p_{30}}{p} \text{)}$$

et le total annuel fictif

$$y_1 + y_2 + \dots + y^n = \Gamma,$$

C^{30} étant d'autre part la somme totale réelle des condamnés en 1930, il nous suffira, pour éliminer l'influence de la criminalité générale de diviser chaque nombre y par le nombre Γ de l'année,

et de mettre ce quotient en rapport avec $\frac{c}{C^{30}}$ de l'année de base.

On voit tout de suite que la première partie de l'opération est déjà effectuée dans le tableau G qui nous donne le pourcentage des condamnés de chaque groupe. Il nous suffira donc de bâtir un indice sur ce pourcentage, en égalant à 100 les pourcentages de l'année de base 1930.

Le tableau I nous donne cet indice, qui rend donc compte, dans le temps, des variations dans la criminalité propre à chaque groupe d'âge, pour une population constante et pour une criminalité générale invariable.

TABEAU I
Indices représentant les variations de la criminalité propre à chaque groupe d'âge de la population criminelle fictive, pour une criminalité générale constante.

ANNEES	SEXE	De 16 ans à — de 18 ans	De 18 ans à — de 21 ans	De 21 ans à — de 30 ans	De 30 ans à — de 40 ans	De 40 ans à — de 50 ans	De 50 ans à — de 60 ans	De 60 ans et plus	TOTAL
1930	Hommes	100	100	100	100	100	100	100	100
	Femmes	100	100	100	100	100	100	100	100
	Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100
1953	Hommes	103	88	93	104	106	118	99	100
	Femmes	79	122	111	101	88	90	66	100
	Ensemble	97	94	96	104	102	111	90	100
1954	Hommes	66	87	98	101	108	119	92	100
	Femmes	62	112	111	103	94	89	57	100
	Ensemble	65	91	101	101	104	112	82	100
1955	Hommes	100	84	96	102	111	116	84	100
	Femmes	73	120	110	99	97	93	50	100
	Ensemble	93	90	98	101	108	110	74	100
1956	Hommes	157	106	95	95	108	109	74	100
	Femmes	135	146	110	91	92	95	43	100
	Ensemble	152	113	98	94	104	105	65	100
1957	Hommes	187	112	97	93	95	113	69	100
	Femmes	129	138	108	99	90	88	52	100
	Ensemble	171	117	99	95	94	107	65	100
1958	Hommes	157	111	101	91	97	106	86	100
	Femmes	112	124	106	96	97	95	65	100
	Ensemble	147	113	102	92	97	103	81	100
1959	Hommes	122	127	104	91	95	95	73	100
	Femmes	68	129	114	97	92	88	54	100
	Ensemble	110	128	106	92	94	94	68	100
1960	Hommes	119	118	107	93	89	95	77	100
	Femmes	84	119	117	97	88	86	59	100
	Ensemble	112	119	109	94	89	93	73	100
1961	Hommes	129	106	111	95	86	89	65	100
	Femmes	99	121	115	100	87	82	54	100
	Ensemble	122	108	112	96	86	88	62	100
1962	Hommes	155	117	109	95	83	80	73	100
	Femmes	103	117	116	99	89	71	58	100
	Ensemble	143	117	110	96	84	78	69	100

**SECTION V. — LOCALISATION DES CONDAMNÉS,
D'APRÈS L'ARRONDISSEMENT JUDICIAIRE
OU ILS ONT COMMIS LEUR INFRACTION (1).**

Le Relevé n° 6, établi dans la forme traditionnelle de l'ancien Tableau n° 35, fait la répartition des condamnés d'après l'arrondissement judiciaire où ils ont commis l'infraction, en tenant compte de la nature de celle-ci ainsi que du sexe et des antécédents judiciaires des condamnés.

Dans leur ensemble, ces renseignements constituent les données complètes d'une localisation par arrondissement du dernier délit dont les condamnés se sont rendus coupables dans l'année.

En confrontant les totaux de chaque arrondissement avec la population de ces derniers, il est possible d'établir, pour chacun des arrondissements considérés, le taux de la criminalité par 100.000 habitants.

Ces taux sont indiqués au bas du tableau, en regard de chaque arrondissement.

Pour le calcul de ces taux, il n'a pas été possible de faire abstraction des habitants de moins de 16 ans, afin de ne tenir compte que de la population ayant atteint l'âge de la majorité criminelle.

On ne peut donc rapprocher ces taux de ceux qui sont établis, en d'autres sections, à l'égard de la population de 16 ans et plus.

On trouvera dans le § 3 de l'Introduction générale, le relevé des arrondissements judiciaires, avec l'indication de leur étendue territoriale, de leur population au 31 décembre de l'année de compte et de la densité de cette population par kilomètre carré.

(1) On trouvera les éléments d'une localisation, sur d'autres bases d'ailleurs, des "faits" commis, dans la statistique des infractions (cfr. chapitre II).

Relevé n° 6. — REPARTITION DES CONDAMNES D'APRES ANNEE

Table with columns for NATURE DES INFRACTIONS, BRUXELLES, LOUVAIN, NIVELLES, and rows for various crimes like 'Atteinte à la sûreté de l'Etat', 'Faux en écritures', etc.

L'ARRONDISSEMENT OU ILS ONT COMMIS L'INFRACTION 1962

Table with columns for ANVERS, MALINES, TURNHOUT, MONS and rows for various crimes, including a summary row at the bottom with totals like '1 571 1 061 474 185 3 291'.

Relevé n° 6 — 1962 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	CHARLEROI					TOURNAI					GAND				
		HOMMES		FEMMES		Total	HOMMES		FEMMES		Total	HOMMES		FEMMES		Total
		Pri-maires	Ré-ci-divistes	Pri-maires	Ré-ci-divistes		Pri-maires	Ré-ci-divistes	Pri-maires	Ré-ci-divistes		Pri-maires	Ré-ci-divistes	Pri-maires	Ré-ci-divistes	
1	2	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	5	1	—	6
Faux en écritures	3	33	35	10	8	86	18	12	5	4	39	21	15	9	2	47
Faux témoignage ou serment	4	1	2	—	—	3	—	1	—	—	1	2	1	1	—	4
Usurpation de fonctions, titres ou noms	5	2	2	1	—	5	1	2	—	—	3	1	—	—	—	4
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	2	—	—	—	2	1	—	—	—	1	2	—	1	—	3
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	53	70	6	10	139	30	25	4	5	64	56	84	7	6	153
{ peines correctionnelles	8	28	31	1	3	63	7	3	2	—	12	1	1	1	—	15
{ peines de police	9	12	17	—	—	29	5	6	—	—	11	5	8	—	—	19
Infractions contre la sécurité publique	10	3	1	9	4	17	—	—	1	1	2	—	—	1	3	4
{ peines correctionnelles	11	3	5	1	2	11	2	—	2	—	4	1	—	2	3	6
{ peines de police	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement	13	1	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1
Exposition ou délaisement d'enfants	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction ou supposition d'état	15	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	16	6	13	12	10	41	—	1	6	5	12	1	8	4	2	15
Attentats à la pudeur et viols	17	59	35	3	1	98	22	6	1	—	29	30	13	—	—	43
{ peines criminelles	18	6	13	12	10	41	—	—	—	—	12	1	8	4	2	15
{ peines correctionnelles	19	38	15	6	1	60	32	8	17	5	62	17	11	9	1	38
{ peines de police	20	9	19	—	—	28	3	8	—	—	11	9	10	—	1	20
Corruption de la jeunesse et prostitution	21	207	123	168	45	543	28	32	32	12	104	81	62	75	17	235
Outrages publics aux mœurs	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère et bigamie	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Abandon de famille	24	81	108	11	7	207	25	55	5	3	88	82	97	15	11	205
Meurtre	25	186	193	80	55	514	72	53	17	9	151	6	7	3	3	19
{ peines criminelles	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
{ peines correctionnelles	27	—	3	—	—	3	—	—	—	—	2	3	—	—	—	5
{ peines de police	28	1	1	1	1	4	1	—	1	—	2	3	2	2	2	7
Lésions corporelles volontaires	29	2	1	5	2	10	—	1	2	—	3	—	—	—	—	—
{ peines criminelles	30	—	—	—	—	—	1	1	—	—	2	—	—	—	—	—
{ peines correctionnelles	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
{ peines de police	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnies et injures	34	1	1	—	—	2	—	—	—	—	2	3	—	—	—	5
{ peines criminelles	35	4	1	—	—	5	—	—	—	—	6	3	—	—	—	9
{ peines correctionnelles	36	2	1	5	2	10	—	—	—	—	3	—	—	—	—	3
{ peines de police	37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation de sépulture	38	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	39	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et autres communications	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages	42	1	1	—	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	2
{ peines criminelles	43	152	211	61	52	476	43	28	7	7	85	114	72	32	18	236
{ peines correctionnelles	44	23	24	28	2	77	8	5	6	2	21	1	1	—	—	2
{ peines de police	45	5	2	1	—	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute	46	35	45	17	6	103	13	11	1	2	27	34	30	9	11	84
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	47	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recel	48	11	15	6	6	38	1	—	1	1	3	14	7	4	1	26
Incendie	49	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
{ peines criminelles	50	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
{ peines correctionnelles	51	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
{ peines de police	52	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages	53	10	4	—	3	17	12	12	—	1	25	15	15	—	1	31
{ peines criminelles	54	14	14	2	1	31	6	4	—	—	10	—	2	—	—	2
{ peines correctionnelles	55	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
{ peines de police	56	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux		981	992	430	220	2 623	335	276	112	58	781	501	454	177	82	1 214

Taux de la criminalité par 100.000 habitants

438

261

218

AUDENARDE						TERMONDE					BRUGES					COURTRAI						
HOMMES		FEMMES		Total	Numéros de la nomenclature	HOMMES		FEMMES		Total	HOMMES		FEMMES		Total	HOMMES		FEMMES		Total	Numéros de la nomenclature	
Pri-maires	Ré-ci-divistes	Pri-maires	Ré-ci-divistes			Pri-maires	Ré-ci-divistes	Pri-maires	Ré-ci-divistes		Pri-maires	Ré-ci-divistes	Pri-maires	Ré-ci-divistes		Pri-maires	Ré-ci-divistes	Pri-maires	Ré-ci-divistes			Pri-maires
53	54	55	56	57		58	59	60	61	62		63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	2bas
—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
10	3	1	2	16	3	18	4	7	2	31	13	6	5	2	26	12	13	4	1	—	30	
1	—	—	—	1	4	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	3	1	1	—	—	—	
1	—	—	—	1	3	1	—	—	—	4	4	—	—	1	1	6	4	2	—	—	—	
2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	
30	38	5	2	75	31	46	5	6	88	54	54	9	2	119	46	44	9	5	104	6	7	
—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	2	
6	10	—	—	16	3	—	—	—	5	5	1	1	1	8	12	7	—	—	—	19	9	
1	2	—	—	4	—	—	—	—	8	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	2	
1	2	—	1	4	—	—	—	—	1	—	1	2	4	1	5	5	—	—	—	11	11	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
12	2	—	—	14	33	11	—	—	44	63	23	—	—	86	45	26	1	—	—	72	15	
1	—	2	2	5	—	—	—	—	8	4	3	12	3	22	—	3	6	4	—	13	16	
9	5	2	—	16	19	10	3	2	34	58	35	35	1	129	25	10	11	1	—	47	17	
18	12	9	7	46	30	26	31	8	95	56	55	48	16	175	44	27	40	7	—	118	19	
3	4	—	—	7	5	8	—	—	13	6	12	1	1	19	4	11	—	—	—	15	20	
—	1	—	—	1	1	—																

Le tableau ci-dessous indique le nombre de condamnés ayant commis leur infraction dans un canton judiciaire déterminé (détail du relevé n° 6), le nombre de condamnés qui y sont nés, ainsi que le nombre de ceux qui y sont domiciliés.

La mise en regard de ces chiffres avec ceux de la population permet de procéder à des comparaisons suggestives entre les diverses régions du pays.

Ces comparaisons n'étant pas faites dans la présente étude, on a reproduit pour la facilité des recherches les données démographiques dans le corps même du tableau au lieu de les publier dans l'introduction générale, avec les autres données démographiques.

**REPARTITION DES CONDAMNÉS PAR CANTON DE NAISSANCE, DE DOMICILE
ET DE LIEU OU LES FAITS ONT ÉTÉ COMMIS.
CHIFFRE DE LA POPULATION AU 31 DÉCEMBRE DE L'ANNÉE DE COMPTE.**

CANTONS	1962			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Bruxelles	169 211	614	1 012	2 189
Anderlecht	112 636	141	320	163
Asse	72 841	133	81	57
Hal	72 698	92	72	56
Ixelles	166 236	339	424	232
Molenbeek-Saint-Jean	131 292	164	360	207
Saint-Gilles	55 409	56	288	167
Saint-Josse-ten-Noode	167 641	272	444	256
Schaerbeek	177 301	192	516	268
Sint-Kwintens-Lennik	54 915	71	49	35
Uccle	125 025	229	330	176
Vilvorde	60 024	90	89	67
Wolvertem	65 426	61	65	51
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Louvain	141 959	251	239	247
Aarschot	39 753	68	47	51
Diest	46 904	80	43	50
Glabbeek	19 064	26	9	7
Haacht	41 504	50	39	36
Tirlemont	44 293	96	89	81
Léau	18 368	26	9	7
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Nivelles	81 123	174	223	233
Genappe	18 155	45	42	36
Jodoigne	28 851	57	67	55
Perwez	17 525	42	40	36
Wavre	64 395	144	153	156
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Anvers	297 443	1 203	1 676	2 380
Berchem	113 655	157	300	169
Boom	52 621	148	116	84

CANTONS	1962			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Borgerhout	157 127	344	536	301
Brecht	51 913	122	74	58
Ekeren	92 604	158	223	159
Kontich	60 459	82	100	68
Zandhoven	52 932	106	93	80
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Malines	97 187	263	248	247
Duffel	45 583	76	53	53
Heist-op-den-Berg	53 246	73	59	49
Lierre	42 880	129	88	81
Puurs	34 126	68	43	46
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Turnhout	62 438	149	130	124
Arendonk	30 315	48	36	44
Herentals	62 734	116	104	110
Hoogstraten	27 138	65	52	50
Mol	77 083	147	100	106
Westerlo	44 160	100	64	47
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Mons	85 229	286	353	420
Boussu	72 974	280	312	307
Chièvres	15 845	52	46	40
Dour	32 767	133	115	133
Enghien	13 527	41	35	34
La Louvière	54 833	192	286	284
Lens	27 737	46	61	63
Pâturages	41 823	152	142	112
Rœulx	38 359	138	156	165
Soignies	36 859	115	139	141
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Charleroi	148 829	675	853	993
Beaumont	11 647	43	39	59
Binche	67 945	245	257	236
Châtelet	76 593	320	367	335
Chimay	14 205	47	35	35
Fontaine-l'Évêque	60 536	192	212	187
Gosselies	51 482	151	172	147
Jumet	39 296	136	192	156
Marchienne-au-Pont	42 278	142	193	184
Merbes-le-Château	17 916	59	60	74
Seneffe	44 132	122	152	148
Thuin	24 359	66	78	69
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—

CANTONS	1962			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Tournai	49 881	165	166	173
Antoing	24 009	72	61	65
Ath	18 198	84	81	77
Celles	13 643	51	27	25
Flobecq	8 661	33	37	36
Frasnes-lez-Buissenal	10 032	36	31	33
Lessines	19 338	88	88	101
Leuze	18 928	28	29	32
Péruwelz	22 359	69	91	100
Quevaucamps	23 440	69	82	88
Templeuve	19 488	39	49	50
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Gand	177 848	677	728	724
Assenede	24 629	64	56	58
Deinze	26 940	33	16	8
Eeklo	41 515	76	52	55
Evergem	52 301	78	82	68
Kaprijke	15 804	26	12	8
Kruishoutem	19 829	34	15	12
Ledeberg	45 890	66	102	98
Lochristi	25 750	49	31	31
Nazareth	25 705	43	32	30
Nevele	19 821	50	33	26
Oosterzele	45 024	77	52	55
Waarschoot	14 761	16	9	11
Zomergem	21 979	45	28	23
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Audenarde	37 996	89	63	88
Grammont	32 864	121	93	96
Herzele	46 002	135	109	90
Nederbrakel	18 226	45	34	32
Ninove	47 495	180	168	169
Renaix	28 639	112	107	105
Sint-Maria-Horebeke	15 362	53	38	32
Zottegem	29 035	74	60	78
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Termonde	62 756	181	146	137
Alost	106 228	340	284	279
Beveren-Waas	30 708	135	91	54
Hamme	30 059	74	57	54
Lokeren	31 173	90	66	64
Sint-Gillis-Waas	33 310	102	76	64
Saint-Nicolas	58 107	133	114	119
Tarnise	37 270	116	64	52
Wetteren	39 275	99	71	62
Zele	34 052	81	66	62
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—

CANTONS	1962			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Bruges	202 478	692	679	831
Ardoise	15 831	44	27	30
Gistel	29 866	84	48	49
Ostende	73 186	251	372	404
Ruiselede	12 333	27	19	18
Tielt	19 206	51	27	22
Torhout	54 821	134	81	76
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Courtrai	106 292	315	296	349
Avelgem	15 718	49	34	28
Harelbeke	50 779	88	84	75
Izegem	33 740	89	72	62
Menin	59 787	177	204	239
Meulebeke	17 400	35	34	37
Moorsele	25 701	62	48	43
Mouscron	53 006	149	177	195
Oostrozebeke	20 211	42	28	22
Roulers	44 416	171	162	159
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Furnes	30 885	127	118	160
Dixmude	24 472	88	60	58
Haringe	13 724	47	40	35
Nieuport	21 958	57	70	93
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Ypres	47 274	188	171	180
Hoogdele	18 539	33	27	23
Messines	8 711	17	44	49
Passendale	18 725	48	37	36
Poperinge	15 764	59	42	37
Wervik	19 853	127	107	131
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Liège	153 133	692	1 094	1 340
Dalhem	21 373	46	55	77
Fexhe-Slins	46 355	73	92	86
Fléron	64 796	119	197	182
Grivegnée	61 570	119	217	152
Herstal	44 304	119	157	132
Hollogne-aux-Pierres	84 515	204	271	235
Louveigné	22 431	45	34	42
Saint-Nicolas	43 547	85	92	79
Seraing-sur-Meuse	69 482	258	365	348
Waremme	23 342	43	40	32
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—

CANTONS	1962			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Huy	59 665	180	202	214
Ferrières	4 220	14	11	10
Hannut	23 695	39	31	34
Jehay-Bodegnée	15 869	34	36	25
Landen	14 175	64	50	45
Nandrin	23 838	53	53	51
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Verviers	43 537	167	157	157
Aubel	17 359	56	40	41
Dison	19 252	35	65	64
Eupen	32 076	56	50	58
Herve	11 644	41	20	23
Limbourg	23 353	45	43	42
Malmédy	22 880	84	76	84
Saint-Vith	17 810	42	34	36
Spa	36 361	105	100	102
Stavelot	13 732	20	14	10
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Tongres	44 007	79	68	81
Bilzen	34 195	48	39	41
Borgloon (Looz)	32 172	40	42	40
Brée	25 749	32	17	16
Genk	62 019	77	113	132
Maaseik	32 253	48	49	44
Mechelen s/Meuse	44 548	79	95	100
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Hasselt	68 742	147	138	135
Beringen	74 692	111	131	141
Herck-la-Ville	32 691	47	33	42
Neerpelt	49 273	75	54	61
Peer	32 925	42	55	75
Saint-Trond	46 215	144	102	97
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Arlon	23 422	81	116	138
Etalle	14 532	45	40	29
Fauvillers	3 892	16	18	20
Florenville	10 547	27	24	29
Messancy	20 144	55	76	84
Virton	19 612	39	41	50
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—

CANTONS	1962			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Marche-en-Famenne	13 983	45	36	36
Durbuy	7 762	11	11	22
Erezée	5 409	13	6	10
Houffalize	8 037	28	18	17
La Roche	8 130	35	14	12
Nassogne	4 540	11	13	14
Vielsalm	7 835	17	11	6
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Neufchâteau	15 372	59	45	52
Bastogne	11 955	42	27	37
Bouillon	6 989	20	18	21
Paliseul	11 626	39	27	30
Saint-Hubert	10 596	35	17	15
Sibret	7 110	22	6	10
Wellin	5 482	30	29	23
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Namur	106 690	337	394	480
Andenne	20 121	73	70	57
Eghezée	19 886	44	39	30
Fosse	51 338	205	222	208
Gembloux	30 555	88	111	126
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—
Dinant	25 606	79	68	95
Beauraing	12 116	41	40	43
Ciney	22 414	81	57	57
Couvin	17 038	50	47	45
Florennes	13 272	40	44	62
Gedinne	9 799	23	15	16
Philippeville	10 254	29	39	32
Rochefort	14 449	50	40	46
Walcourt	17 332	48	51	43
Canton inconnu dans l'arrondissement	—	—	—	—

Récapitulation par arrondissement et par ressort de Cour d'Appel.

Arrondissements	1962			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Bruxelles	1 452 786	2 454	4 050	3 924
Louvain	351 845	597	475	479
Nivelles	210 049	462	525	516
Anvers	878 754	2 320	3 118	3 299
Malines	273 022	609	491	476
Turnhout	303 868	625	486	481
Mons	419 953	1 435	1 645	1 699
Charleroi	599 218	2 198	2 610	2 623
Tournai	227 977	734	742	780
Ressort de la Cour d'Appel de Bruxelles	4 717 472	11 434	14 142	14 277
Gand	557 796	1 334	1 248	1 213
Audenarde	255 619	809	672	690
Termonde	462 938	1 351	1 035	947
Bruges	407 721	1 283	1 253	1 430
Courtrai	427 050	1 177	1 139	1 209
Furmes	94 039	319	288	346
Ypres	147 139	502	428	456
Ressort de la Cour d'Appel de Gand	2 352 302	6 775	6 063	6 291
Liège	634 848	1 833	2 614	2 705
Huy	141 462	384	383	379
Verviers	238 004	651	599	617
Tongres	274 943	403	423	454
Hasselt	304 538	566	513	551
Arlon	92 149	263	315	350
Marche-en-Famenne	55 696	160	109	117
Neufchâteau	69 130	247	169	188
Namur	228 590	747	836	901
Dinant	142 280	441	401	439
Ressort de la Cour d'Appel de Liège	2 181 640	5 695	6 362	6 701
Totaux	9 251 414	23 904	26 567	27 269
A l'étranger		3 539	876	174
Inconnu		—	—	—
Totaux généraux	9 251 414	27 443	27 443	27 443

Section VI. — RECIDIVE GENERALE ET RECIDIVE SPECIALE.

Pour la rédaction du relevé n° 7 on compte comme degré de récidive toute condamnation encourue par le délinquant avant la date où il a commis sa dernière infraction. Ainsi que dans les autres relevés de la statistique criminelle, c'est d'après cette infraction que se fait le classement

des récidivistes. Ceux-ci sont rangés parmi les spécialistes si la majorité des infractions dont ils se sont rendus coupables dans le cours de leur carrière criminelle appartient au même groupe que la dernière infraction commise. La composition de ces groupes est exposée ci-dessous :

DENOMINATION DES GROUPES	N° d'ordre	N° D'ORDRE DES INFRACTIONS comprises dans la nomenclature de la statistique criminelle qui entrent dans chaque groupe
1	2	3
Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	1	1, 5, 6, 7, 8, 30, 33.
Crimes et délits contre la sécurité publique	2	9.
Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	3	2, 3, 4, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40.
Crimes et délits contre l'ordre des familles	4	10, 11, 12, 13, 19, 20.
Crimes et délits contre la moralité publique	5	14, 15, 16, 17, 18.
Meurtres ou lésions corporelles volontaires	6	21, 22, 23, 24, 25, 31.
Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	7	27.
Calomnies et injures	8	28, 29, 32.
Destructions, dégradations, dommages	9	41, 42, 43, 44, 45.

La forme adoptée pour le relevé n° 7 est la même que celle attribuée aux relevés n° 1 et 2, ce aux fins de permettre l'étude des récidivistes spécialistes par sexe, et dans leur ensemble.

Le tableau ci-dessous fournit un aperçu rétrospectif de la récidive depuis 1953. Il met en regard du nombre total de condamnés retenus chaque année par la statistique criminelle et répartis d'après le sexe, le nombre de récidivistes, spécialistes et non-spécialistes, et établit le taux de la récidive par 1.000 condamnés.

Les taux moyens relevés pour la période de

1930 à 1939 sont reproduits en tête du tableau A. Les taux annuels ont été publiés dans le volume consacré aux années 1944 et 1945 (p. 144).

Sur la base égale à 100 des taux moyens relevés de 1930 à 1939, un second tableau établit les chiffres indices atteints depuis 1953.

Tableau A. — TAUX DE LA RECIDIVE, PAR 1.000 CONDAMNES.

ANNEES	SEXE	Nombre de condamnés	Nombre de récidivistes			Taux de récidive par 1.000 condamnés		
			Spécialistes	Non spécialistes	Total	Spéciale	Générale	Total
Taux moyens pour la période 1930-1939.	Hommes	28 915	5 971	7 646	13 617	207	264	471
	Femmes	8 090	1 220	1 507	2 727	151	186	337
	Ensemble	37 005	7 191	9 153	16 344	194	247	441
1953	Hommes	22 063	4 772	5 214	9 986	216	236	452
	Femmes	6 470	924	1 161	2 085	143	179	322
	Ensemble	28 533	5 696	6 375	12 071	200	223	423
1954	Hommes	20 596	4 654	5 017	9 671	226	244	470
	Femmes	5 923	883	1 084	1 967	149	183	332
	Ensemble	26 519	5 537	6 101	11 638	209	230	439
1955	Hommes	20 604	4 639	4 928	9 567	225	239	464
	Femmes	6 086	919	1 058	1 977	151	174	325
	Ensemble	26 690	5 558	5 986	11 544	208	224	432
1956	Hommes	21 314	4 844	5 103	9 947	227	239	466
	Femmes	6 023	925	1 109	2 034	154	184	338
	Ensemble	27 337	5 769	6 212	11 981	211	227	438
1957	Hommes	20 512	4 378	4 999	9 377	213	244	457
	Femmes	5 793	897	1 045	1 942	155	180	335
	Ensemble	26 305	5 275	6 044	11 319	201	230	430
1958	Hommes	21 205	4 734	5 189	9 923	223	245	468
	Femmes	5 694	857	1 037	1 894	151	182	333
	Ensemble	26 899	5 591	6 226	11 817	208	231	439
1959	Hommes	22 090	4 840	5 344	10 184	219	242	461
	Femmes	6 117	927	1 144	2 071	152	187	339
	Ensemble	28 207	5 767	6 488	12 255	204	230	434
1960	Hommes	21 795	4 817	5 133	9 950	221	236	457
	Femmes	5 870	851	968	1 819	145	165	310
	Ensemble	27 665	5 668	6 101	11 769	205	220	425
1961	Hommes	22 446	4 993	5 288	10 281	222	236	458
	Femmes	5 981	849	972	1 821	142	162	304
	Ensemble	28 427	5 842	6 260	12 102	206	220	426
1962	Hommes	21 475	4 654	4 984	9 638	217	232	449
	Femmes	5 968	845	954	1 799	142	160	302
	Ensemble	27 443	5 499	5 938	11 437	200	216	416

Tableau B. — INDICES DU TAUX DE LA RECIDIVE DE 1953 A 1962

ANNEES	SEXE	Récidive		
		Spéciale	Générale	Total
Taux moyen de la récidive de 1930-1939 (par 1000 condamnés)	Hommes	207	264	471
	Femmes	151	186	337
	Ensemble	194	247	441
		100		
1953	Hommes	104	89	96
	Femmes	95	96	95
	Ensemble	103	90	96
1954	Hommes	109	92	100
	Femmes	99	98	99
	Ensemble	108	93	100
1955	Hommes	109	91	99
	Femmes	100	94	96
	Ensemble	107	91	98
1956	Hommes	110	91	99
	Femmes	102	99	100
	Ensemble	109	92	99
1957	Hommes	103	92	97
	Femmes	103	97	99
	Ensemble	104	93	98
1958	Hommes	108	93	99
	Femmes	100	98	100
	Ensemble	107	94	100
1959	Hommes	106	92	98
	Femmes	101	101	101
	Ensemble	105	93	99
1960	Hommes	107	89	97
	Femmes	96	89	92
	Ensemble	106	89	96
1961	Hommes	107	89	97
	Femmes	94	87	90
	Ensemble	106	89	97
1962	Hommes	105	88	95
	Femmes	94	86	90
	Ensemble	103	87	94

Section VII. — IVROGNERIE.

L'ivrognerie n'est pas retenue comme telle par la nomenclature des infractions de la statistique criminelle.

Il importe cependant de pouvoir mesurer et suivre l'influence de l'usage abusif de la boisson sur l'évolution de la criminalité.

Le relevé n° 8 ci-dessous réunit, à cet effet, dans un même cadre, les condamnés hommes et femmes d'une part, primaires et récidivistes d'autre part, auxquels un fait d'ivresse est imputé, soit avant, soit à l'occasion de l'infraction qui les fait figurer dans la statistique criminelle.

Sont relevés séparément, en regard du total (col. 4 et 5) :

1°) ceux qui étaient ivres au moment de l'infraction, mais n'ont pas encore été condamnés antérieurement pour ivresse publique (Col. 6 et 7) ;

2°) ceux qui, sans être ivres au moment de l'infraction, ont déjà été condamnés antérieurement pour ivresse publique. (Col. 8 et 9) ;

3°) ceux qui, ivres au moment de l'infraction, ont en outre déjà été condamnés antérieurement pour ivresse publique. (Col. 10 et 11).

Il est à remarquer que le relevé n° 8 ne constitue pas une statistique de l'ivresse publique. (A.L. du 14 novembre 1939) puisque dans ses éléments interviennent des faits d'ivresse non sanctionnés par la loi, aussi bien que des délits d'ivresse publique.

Il a été dit plus haut que les individus uniquement condamnés pour ivresse publique ne sont pas inclus dans la statistique criminelle.

Le nombre d'infractions aux art. 1 § 1, et 3 de l'A.L. du 14 novembre 1939 sur la répression de l'ivresse a cependant été relevé séparément : le compte en est fourni en un tableau faisant suite à la statistique des infractions (second chapitre du présent volume).

Relevé n° 8. — IVROGNERIE. — Année 1962

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	SEXE des condamnés	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson	
			Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	Hommes	—	1	—	—	—	—	—	1
		Femmes	—	1	—	—	—	—	—	—
Ensemble			—	2	—	—	—	1	—	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	Hommes	1	1	—	—	1	1	—	—
		Femmes	—	1	—	—	—	1	—	—
Ensemble			1	2	—	—	1	2	—	—
Faux en écritures	3	Hommes	17	40	—	—	15	36	2	4
		Femmes	2	2	—	—	2	2	—	—
Ensemble			19	42	—	—	17	38	2	4
Faux témoignage ou serment	4	Hommes	—	2	—	—	—	1	—	1
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble			—	2	—	—	—	1	—	1
Usurpation de fonction, titres ou nom	5	Hommes	3	3	—	—	3	—	—	3
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble			3	3	—	—	3	—	—	3
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	Hommes	1	—	—	—	1	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble			1	—	—	—	1	—	—	—
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	Hommes	301	547	3	2	42	191	256	354
		Femmes	23	37	—	—	7	17	16	20
Ensemble			324	584	3	2	49	208	272	374
Infractions contre la sécurité publique	9	Hommes	25	23	—	—	7	11	18	12
		Femmes	1	2	—	1	—	—	1	1
Ensemble			26	25	—	1	7	11	19	13
Avortement	10	Hommes	16	59	—	—	6	35	10	24
		Femmes	1	—	—	—	1	—	—	—
Ensemble			17	59	—	—	7	35	10	24
Exposition ou délaisement d'enfants	11	Hommes	7	12	—	—	7	11	—	1
		Femmes	—	3	—	—	—	3	—	—
Ensemble			7	15	—	—	7	14	—	1
Destruction ou supposition d'état	12	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble			—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble			—	—	—	—	—	—	—	—

Relevé n° 8 — 1962 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	SEXE des condamnés	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson	
			Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Attentats à la pudeur et viols	14	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble			—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption de la jeunesse et prostitution	15	Hommes	27	50	1	—	22	46	4	4
		Femmes	1	—	—	—	—	—	1	—
Ensemble			28	50	1	—	22	46	5	4
Outrages publics aux mœurs	16	Hommes	1	17	—	—	4	17	—	—
		Femmes	2	15	—	—	1	15	1	—
Ensemble			6	32	—	—	5	32	1	—
Adultère et bigamie	17	Hommes	27	71	—	—	17	56	10	15
		Femmes	5	6	—	—	4	3	1	3
Ensemble			32	77	—	—	21	59	11	18
Abandon de famille	18	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble			—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre	19	Hommes	72	167	—	—	70	165	2	2
		Femmes	14	14	—	—	14	14	—	—
Ensemble			86	181	—	—	84	179	2	2
Lésions corporelles volontaires	20	Hommes	9	27	—	—	9	27	—	—
		Femmes	—	1	—	—	—	1	—	—
Ensemble			9	28	—	—	9	28	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	21	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble			—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	22	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble			—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	23	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble			—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	24	Hommes	201	535	—	—	86	350	115	185
		Femmes	11	30	—	—	6	24	5	6
Ensemble			212	565	—	—	92	374	120	191
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	25	Hommes	99	225	—	—	36	162	63	63
		Femmes	7	20	—	—	5	15	2	5
Ensemble			106	245	—	—	41	177	65	68
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	Hommes	14	26	—	—	6	17	8	9
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble			14	26	—	—	6	17	8	9

Relevé n° 8 — 1962 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Nombres de la nomenclature	SEXE des condamnés	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson	
			Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Calomnies et injures	28	Hommes	3	13	—	—	2	8	1	5
		Femmes	—	5	—	—	—	2	—	3
		Ensemble	3	18			2	10	1	8
peines de pol.	29	Hommes	—	3	—	—	—	3	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble		3			3			
Violation de sépulture	30	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	1	—	—	—	1	—	—
		Ensemble		1			1			
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble								
Violation du secret professionnel	32	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble								
Violation du secret des lettres et autres communications	33	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble								
Vols et maraudages	34	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble								
peines crim.	35	Hommes	174	467	1	—	102	397	71	70
		Femmes	7	33	—	—	5	30	2	3
		Ensemble	181	500	1		107	427	73	73
peines de pol.	36	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble								
Banqueroute	37	Hommes	1	2	—	—	1	2	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	1	2			1	2		
peines crim.	38	Hommes	21	136	—	1	20	132	1	3
		Femmes	2	21	—	—	2	21	—	—
		Ensemble	23	157		1	22	153	1	3
peines de pol.	39	Hommes	—	1	—	—	—	1	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble		1			1			
Recel	40	Hommes	8	27	—	—	8	26	—	1
		Femmes	—	1	—	—	—	1	—	—
		Ensemble	8	28			8	27		1

Relevé n° 8 — 1962 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Nombres de la nomenclature	SEXE des condamnés	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson	
			Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Incendie	41	Hommes	—	1	—	—	—	—	1	—
		Femmes	—	1	—	—	—	—	—	1
		Ensemble		2				1		1
peines crim.	42	Hommes	1	3	—	—	—	1	3	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	1	3			1	3		
peines de pol.	43	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble								
Destructions et dommages	44	Hommes	54	90	—	1	15	13	0	46
		Femmes	2	4	—	—	1	2	—	1
		Ensemble	56	94		1	16	45	40	48
peines crim.	45	Hommes	15	34	—	—	5	21	10	10
		Femmes	1	1	—	—	1	1	—	—
		Ensemble	16	35			6	25	10	10
peines de pol.	45	Hommes	1102	2583	5	1	181	1771	613	810
		Femmes	79	200	—	1	19	135	30	44
		Ensemble	1181	2785	5	5	533	1926	643	854
Totaux généraux			3966		10		2459		1497	

Dans le tableau ci-dessous et qui couvre la période 1933-1962 on a relevé en regard du total des condamnés compris chaque année dans la statistique criminelle le nombre de ceux à qui un fait d'ivrognerie est imputé, soit avant, soit à

l'occasion de l'infraction.

Il est possible ainsi d'établir comparativement d'année en année le taux d'intervention de l'ivrognerie dans la criminalité.

ANNEES	NOMBRE TOTAL des individus retenus par la statistique criminelle	TOTAL DES INDIVIDUS auquel un fait d'ivrognerie est imputé, soit avant, soit à l'occasion de l'infraction	
		Chiffres absolus	%
1933	37 977	7 933	20,89
1934	39 653	7 835	19,76
1935	38 518	7 837	19,18
1936	36 966	7 545	20,41
1937	34 672	7 147	20,61
1938	33 978	6 570	19,34
1939	31 900	6 323	19,82
1940	33 256	5 561	16,72
1941	49 837	4 965	9,96
1942	56 332	4 487	7,96
1943	55 501	4 086	7,36
1944	32 868	2 310	7,02
1945	21 126	1 473	6,97
1946	30 021	3 038	10,11
1947	30 719	3 431	11,17
1948	37 118	4 132	11,13
1949	35 480	4 145	11,68
1950	30 545	4 430	14,50
1951	30 731	4 384	14,26
1952	32 279	4 387	13,59
1953	28 533	3 798	13,31
1954	26 519	3 714	14,00
1955	26 690	3 806	14,26
1956	27 337	3 833	14,02
1957	26 305	2 816	10,71
1958	26 899	4 188	15,57
1959	28 207	3 841	13,62
1960	27 665	3 935	14,22
1961	28 427	4 324	15,21
1962	27 443	3 966	14,45

CHAPITRE II

Statistique des infractions

Dans les tableaux de la statistique des condamnés, on fait surtout mention des infractions commises pour indiquer le domaine criminel propre à l'individu considéré : l'infraction classe le condamné sous une rubrique criminelle déterminée, mais, à travers tous les relevés et tableaux faisant l'objet du chapitre précédent, c'est l'individu condamné qui constitue l'objet des enquêtes et reste la seule unité statistique soumise à l'observation.

Dans la statistique des infractions, les crimes, délits et contraventions sont pris comme unités statistiques distinctes, et l'on y expose, non plus le nombre et le caractère des *délinquants* existant au sein de la population, mais le nombre des atteintes portées à la loi par l'ensemble de ces *délinquants*.

S'il est intéressant de connaître combien d'individus *différents* ont été frappés par la justice dans le cours de l'année, il ne l'est pas moins de mesurer l'importance de l'activité criminelle de ces *délinquants*, par la recherche du nombre de *faits* pour lesquels ils ont été condamnés et l'analyse de ces faits sous le rapport du lieu et du moment où ils ont été commis. Pour établir rigoureusement ce compte, il faudrait posséder une statistique des infractions proprement dites, c'est-à-dire une statistique où l'on relève le nombre des infractions, indépendamment de celui de leurs auteurs.

Mais faute d'un matériel statistique approprié, on ne peut dresser cette statistique en Belgique. On doit se contenter d'établir la somme des infractions individuelles commises.

Que trois individus enlèvent ensemble un objet dans une maison habitée : objectivement ils n'ont commis qu'un vol qualifié; subjectivement ils se sont rendus coupables chacun d'une telle infraction. Une statistique des infractions propre-

ment dites ne compterait qu'un vol : la statistique des infractions individuelles, la seule que l'on puisse établir dans l'impossibilité matérielle de tenir compte de la participation, en comptera trois.

C'est de cette dernière statistique qu'il sera question ci-après.

La statistique des infractions individuelles permet de comparer l'intensité respective de la criminalité chez les primaires et les récidivistes, d'établir le niveau relatif de la criminalité dans les grandes, moyennes et petites communes, de mesurer l'influence des saisons sur la criminalité et enfin, de mettre en relief l'importance quantitative exacte de chaque espèce d'infraction.

Quant à ce dernier point, il importe en effet de remarquer que dans la statistique des condamnés, les infractions les moins graves apparaissent comme moins nombreuses qu'elles ne le sont en réalité, parce que si un individu est condamné pour l'une d'elles en même temps que pour une autre, plus grave, on le classe à la rubrique de cette dernière infraction et il n'est fait aucune mention de l'infraction plus légère.

Qu'un individu soit condamné à un mois de prison pour rébellion, 26 francs d'amende pour outrage aux mœurs et 26 francs d'amende pour bris de clôture, comme il ne vaut que pour une unité dans la statistique des condamnés, on ne l'inscrit qu'une fois, à la rubrique rébellion (fait le plus grave) et on ne tient aucun compte de l'outrage aux mœurs et du bris de clôture. Dans la statistique des infractions individuelles, chaque rubrique contient le nombre exact des infractions qui ont donné lieu à une condamnation, chaque infraction individuelle étant comptée pour une unité statistique : dans l'exemple cité plus haut, on inscrira une rébellion, un outrage aux mœurs et un bris de clôture.

Le relevé n° 9 ci-dessous réparti par groupes de communes l'ensemble des infractions individuelles, commises en Belgique, dans un lieu déterminé, par l'ensemble des condamnés faisant l'objet des relevés du chapitre I.

Il distingue :

1°) les faits commis dans les communes ou agglomérations urbaines de 100.000 habitants et plus (Relevé A) ;

2°) les faits commis dans les communes de 25 à moins de 100.000 habitants (Relevé B) ;

3°) les faits commis dans les communes de 10 à moins de 25.000 habitants (Relevé C) ;

4°) les faits commis dans les communes de moins de 10.000 habitants (Relevé D) ;

et les classe :

1) par nature d'infraction ;

2) d'après la qualité de primaire ou récidiviste de leurs auteurs ;

3) d'après le mois dans lequel ils ont été commis ; dans les colonnes 27 à 30 sont comptés les faits qui n'ont pu être classés par mois, mais seulement par semestre.

Dans un tableau récapitulatif, l'ensemble des infractions commises en Belgique dans un lieu déterminé se trouve ventilé par mois et par groupe de communes.

Enfin un tableau rétrospectif donne le relevé absolu et proportionnel de ces infractions, réparties par mois.

Relevé n° 9. — NOMBRE DES INFRACTIONS INDIVIDUELLES JUGEES A. — COMMUNES OU AGGLOMERATIONS ANNEE

REPARTIES D'APRES LE MOIS DANS LEQUEL ELLES ONT ETE COMMISES. URBAINES DE 100.000 HABITANTS ET PLUS. 1962

Table with columns for 'NATURE DES INFRACTIONS', 'FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE' (Janvier to Mai), 'FAITS COMMIS DURANT LES MOIS DE' (Juin to Décembre), 'FAITS COMMIS à une époque inconnue ou indéterminée', and 'TOTAL'. Rows list various crimes like 'Atteinte à la sûreté de l'Etat', 'Faux en écritures', 'Meurtre', etc. Includes a 'Totaux' row at the bottom.

B. — COMMUNES DE 25.000 ANNEE

Relevé n° 9 — 1962 (suite)

Table with columns for NATURE DES INFRACTIONS (1), Numeros de la nomenclature (2), and FAITS COMMIS (3-12) for months Janvier through Mai. Includes categories like 'Atteinte à la sûreté de l'Etat' and 'Vols et maraudages'.

A MOINS DE 100.000 HABITANTS. 1962

Table with columns for DURANT LE MOIS DE (13-26) for months Juin through Décembre, FAITS COMMIS DURANT LES MOIS DE (27-30) for Oct-Mars and Avril-Septembre, FAITS COMMIS à une époque inconnue, and TOTAL (33-34). Includes columns for Numeros de la nomenclature (2bis).

D. — COMMUNES DE MOINS ANNEE

Relevé n° 9 — 1962 (suite)

Table with columns for NATURE DES INFRACTIONS (1-45), Numéros de la nomenclature (2), FAITS COMMIS (3-12) by month (Janvier-Mai), and Totaux (11-12). Rows include offenses like Atteinte à la sûreté de l'Etat, Faux en écritures, and Vols et maraudages.

DE 10.000 HABITANTS. 1962

Table with columns for DURANT LE MOIS DE (13-26) by month (Juin-Décembre), FAITS COMMIS DURANT LES MOIS DE (27-30) by quarter (Octobre-Mars, Avril-Septembre), FAITS COMMIS à une époque inconnue ou indéterminée (31-32), and TOTAL (33-34) by type (Primaires, Récidivistes). Rows continue from page 128.

Totaux

554

5 054

E. — RECAPITULATION (1).

ANNEE 1962

COMMUNES	FAITS COMMIS EN BELGIQUE DANS UN LIEU DETERMINE															à une époque inconnue ou indéterminée	Total
	durant le mois de																
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Octobre à mars	Avril à septembre			
+ 100 000 habitants	669	505	541	581	573	610	558	615	602	623	555	648	118	125	501	7 824	
25 000 — 100 000	387	287	296	341	313	317	342	370	341	334	311	356	45	43	389	4 472	
10 000 — 25 000	313	231	233	297	288	328	348	348	339	259	248	295	44	61	211	3 843	
— 10 000	889	653	789	806	970	1 021	1 193	1 166	1 079	892	800	892	99	113	862	12 224	
Total	2 258	1 676	1 859	2 025	2 144	2 276	2 441	2 499	2 361	2 108	1 914	2 191	306	342	1 963	28 363	

(1) Pour le détail de cette récapitulation, mais sans indication du lieu, voir relevé n° 10, col. 2 à 17.

APERÇU RETROSPECTIF.

ANNEES	FAITS COMMIS EN BELGIQUE DANS UN LIEU DETERMINE															à une époque inconnue ou indéterminée	Total
	durant le mois de																
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Octobre à mars	Avril à septembre			

1. — CHIFFRES ABSOLUS.

1953	2 707	1 924	2 306	2 470	2 573	2 827	2 924	2 653	2 590	2 504	2 202	2 402	478	262	2 157	32 979
1954	2 252	1 811	2 030	2 106	2 325	2 335	2 498	2 398	2 480	2 632	2 218	2 490	428	161	2 168	30 332
1955	2 283	1 727	2 074	2 318	2 378	2 411	2 659	2 500	2 388	2 461	2 098	2 190	375	125	2 072	30 059
1956	2 630	1 531	2 168	2 155	2 397	2 405	2 790	2 610	2 693	2 596	2 455	2 514	101	31	1 754	30 830
1957	2 499	1 949	2 164	2 186	2 316	2 410	2 825	2 460	2 458	2 281	2 055	2 357	92	36	1 874	29 962
1958	2 554	1 971	2 026	2 187	2 352	2 624	2 757	2 663	2 464	2 368	2 275	2 241	115	33	1 652	30 282
1959	2 684	2 100	2 380	2 365	2 540	2 396	2 630	2 715	2 508	2 377	2 394	2 574	158	55	1 882	31 758
1960	2 715	1 988	2 362	2 314	2 572	2 342	2 645	2 665	2 627	2 471	2 345	2 311	127	44	1 866	31 394
1961	2 667	1 743	1 948	1 952	2 038	2 146	2 407	2 410	2 215	2 211	2 019	2 311	830	510	2 422	29 829
1962	2 258	1 676	1 859	2 025	2 144	2 276	2 441	2 499	2 361	2 108	1 914	2 191	306	342	1 963	28 363

2. — POURCENTAGES.

1953	8,22	5,83	6,99	7,49	7,80	8,58	8,87	8,04	7,85	7,59	6,68	7,28	1,45	0,79	6,54	100
1954	7,42	5,97	6,69	6,94	7,67	7,70	8,24	7,90	8,18	8,68	7,31	8,21	1,41	0,53	7,15	
1955	7,59	5,75	6,90	7,71	7,91	8,02	8,84	8,32	7,94	8,19	6,98	7,29	1,25	0,42	6,89	
1956	8,53	4,97	7,03	6,99	7,77	7,80	9,05	8,47	8,73	8,42	7,96	8,15	0,33	0,10	5,70	
1957	8,34	6,51	7,22	7,30	7,73	8,04	9,43	8,21	8,20	7,61	6,86	7,87	0,31	0,12	6,25	
1958	8,43	6,51	6,69	7,22	7,77	8,67	9,10	8,79	8,14	7,82	7,51	7,40	0,38	0,11	5,46	
1959	8,45	6,61	7,49	7,45	8,00	7,54	8,28	8,55	7,90	7,48	7,54	8,11	0,50	0,17	5,93	
1960	8,65	6,33	7,52	7,37	8,19	7,46	8,43	8,49	8,37	7,87	7,47	7,36	0,41	0,14	5,94	
1961	8,94	5,84	6,53	6,54	6,83	7,20	8,07	8,08	7,43	7,41	6,77	7,75	2,78	1,71	8,12	
1962	7,96	5,91	6,55	7,14	7,56	8,03	8,61	8,81	8,32	7,43	6,75	7,72	1,08	1,21	6,92	

Le relevé n° 10 reproduit ci-contre donne un aperçu de toutes les infractions individuelles jugées, qu'elles soient commises en Belgique dans un lieu déterminé ou dans un lieu inconnu ou indéterminé, même à l'étranger.

Le total des infractions faisant l'objet de ce relevé est donc supérieur à celui du relevé précédent, qui ne se rapporte qu'aux faits commis en Belgique, dans un endroit connu. L'ensemble des infractions faisant l'objet du relevé n° 10 est réparti par nature d'infraction et d'après la qualité de primaire ou récidiviste de l'auteur.

Seuls les faits commis en Belgique, dans un lieu déterminé, sont en outre répartis d'après le mois où ils ont été commis.

IVRESSE.

Ainsi qu'il a été dit plus haut l'ivresse n'est pas un délit susceptible de faire figurer son auteur dans la statistique criminelle.

Elle constitue cependant une circonstance qui est de nature à influencer sensiblement la criminalité.

A ce titre elle fait l'objet de relevés spéciaux dans la statistique des condamnés (chap. I, section VII).

Indépendamment de l'observation de son influence directe ou indirecte sur l'activité criminelle, il peut être intéressant de relever les faits d'ivresse punis comme tels par l'A.L. du 14 novembre 1939 sur la répression de l'ivresse, que ces faits soient ou non connexes à un autre délit.

Relevé n° 11. — INFRACTIONS AUX ARTICLES 1^{er} § 1, ET 3, DE L'ARRETE-LOI DU 14 NOVEMBRE 1939 SUR LA REPRESSION DE L'IVRESSE

jugées pendant l'année et réparties d'après les mois de l'année où elles ont été commises.

ANNEE 1962

CATEGORIES DES CONTRAVENTIONS	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE												FAITS commis à une époque inconnue ou indéterminée	TOTALS
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Faits d'ivresse connexes à un délit	113	91	83	102	96	127	132	143	151	110	99	128	9	1 384
Faits d'ivresse commis isolément	999	869	941	1 006	998	1 147	1 107	1 085	1 135	1 144	1 018	863	32	12 344
Total des deux catégories	1 112	960	1 024	1 108	1 094	1 274	1 239	1 228	1 286	1 254	1 117	991	41	13 728

On trouvera ci-dessous l'aperçu rétrospectif établi depuis 1947, des infractions aux articles 1^{er} § 1, et 3, de l'arrêté-loi du 14 novembre 1939.

Années	FAITS D'IVRESSE			FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE													Epoque inconnue
	commis isolément	connexes à un délit	Au total	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre		
1947	4 892	1 023	5 915	350	300	398	411	503	700	755	710	673	404	398	300	13	
1948	5 897	1 723	7 620	590	523	651	653	585	697	706	700	663	650	590	598	14	
1949	6 183	1 845	8 028	657	552	526	659	748	740	795	766	820	695	560	498	12	
1950	7 447	2 209	9 656	678	668	818	828	837	903	971	854	844	791	717	735	12	
1951	8 861	2 236	11 097	835	824	847	897	999	1 097	1 271	995	1 043	892	777	611	9	
1952	9 307	2 139	11 446	776	714	893	1 037	992	1 030	1 082	1 065	986	1 012	943	910	6	
1953	9 090	1 923	11 013	749	692	915	965	1 070	1 090	1 133	1 054	914	905	740	700	20	
1954	9 761	1 981	11 742	751	797	985	889	1 073	1 064	1 099	1 151	1 027	1 034	886	982	4	
1955	10 729	2 038	12 767	887	787	956	1 050	1 224	1 135	1 270	1 155	1 139	1 151	984	1 020	9	
1956	11 802	2 025	13 827	1 156	698	1 145	1 178	1 212	1 361	1 469	1 153	1 199	1 168	1 059	1 025	4	
1957	12 495	1 850	14 345	1 019	1 046	1 210	1 255	1 233	1 215	1 402	1 249	1 379	1 188	962	1 164	23	
1958	11 834	1 984	13 818	1 017	952	991	1 144	1 264	1 185	1 250	1 342	1 289	1 183	1 147	1 049	5	
1959	11 606	1 879	13 485	977	885	1 076	1 147	1 250	1 270	1 284	1 285	1 122	1 111	1 034	1 037	7	
1960	12 281	1 938	14 219	1 038	954	1 244	1 228	1 278	1 194	1 415	1 261	1 128	1 155	1 078	1 245	1	
1961	12 729	1 637	14 366	1 109	963	1 073	1 260	1 214	1 278	1 413	1 298	1 230	1 303	1 045	1 169	11	
1962	12 344	1 384	13 728	1 112	960	1 024	1 108	1 094	1 274	1 239	1 228	1 286	1 254	1 117	991	41	

Table des Matières

INTRODUCTION GENERALE.

§ 1. Principes et exécution des enquêtes.

1. Généralités 9

2. Infractions prises en considération par la statistique criminelle 9

Nomenclature détaillée 10

3. Unités prises en considération par la statistique criminelle 13

4. Méthode d'élaboration de la statistique criminelle 13

Modèle de fiche 15

5. Organisation des travaux statistiques 16

§ 2. Traits principaux du droit criminel belge.

1. Economie générale du droit criminel 17

2. Notions de droit pénal : 17

1) Le droit pénal est un droit écrit 17

2) Infractions et peines principales 17

3) Peines accessoires et subsidiaires 17

4) Personnalité des peines 18

5) Non rétroactivité de la loi pénale 18

6) Tentative 18

7) Concours 18

8) Participation 18

9) Causes de justification 18

10) Causes d'excuse 18

11) Circonstances atténuantes 18

12) Récidive 19

13) Extinction de peine 19

14) Délais de prescription 19

15) Libération et condamnation conditionnelle 19

16) Majorité criminelle : régime de protection de l'enfance 19

17) Protection des anormaux, régime des récidivistes et délinquants d'habitude : loi de défense sociale du 9-4-1930 19

3. Notions de procédure pénale, d'organisation judiciaire et de compétence 20

1) Mission de la police judiciaire 20

2) Saisine des juridictions répressives 20

a) Actions publique et civile 20

b) Action publique devant les juridictions répressives 21

Les juridictions de jugement 21

1) Tribunaux de police 22

2) Tribunaux correctionnels 23

3) Cours d'appel 23

4) Cours d'assises 23

5) Cour de cassation 23

Extinction de l'action publique 23

4. Le droit et la statistique 24

1) Infractions et peines 24

2) Concours et participation 24

3) Récidive 24

§ 3. Données démographiques.

Tableaux :

1) Population ayant atteint l'âge de la majorité criminelle, répartie par sexe et âge 26

2) Etendue territoriale et densité de population par km2 par arrondissement judiciaire 27

STATISTIQUE CRIMINELLE

Chapitre I. — Statistique des condamnés

Section I. — Résultats généraux du dépouillement des fiches codifiées. Condamnés par sexe, nature d'infraction et antécédents judiciaires.

1. Introduction	29
2. Relevé n° 1 — Nombre des condamnations individuelles et des condamnés primaires et récidivistes par sexe et par nature d'infraction	30
3. Aperçus rétrospectifs :	
1° Le sexe des condamnés :	
Tableau A. — Nombre d'hommes et de femmes condamnés	33
Tableau B. — Pourcentages d'hommes et de femmes condamnés	33
Tableau C. — Taux de la criminalité par sexe. — Indices du taux de criminalité	33
2° Les antécédents judiciaires :	
Tableau D. — Nombre de primaires et de récidivistes condamnés	34
Tableau E. — Pourcentages de primaires et de récidivistes condamnés	34

Section II. — Etat civil et situation de famille.

1. Introduction	35
2. Relevé n° 2. — Etat civil des condamnés	36
3. Aperçus rétrospectifs :	
1. Etat civil des condamnés	43
Tableau A. — Nombre de condamnés d'après l'état civil, la situation de famille, les antécédents judiciaires et le sexe	44
Tableau B. — Pourcentage des condamnés d'après l'état civil, la situation de famille, les antécédents et le sexe	46
2. Situation de famille des condamnés	48
Tableau C. — Nombre de condamnés (mariés, veufs et divorcés) d'après la situation de famille	46
Tableau D. — Pourcentage des condamnés (mariés, veufs et divorcés) d'après la situation de famille	48
Tableau E. — Nombre de condamnés (toutes catégories) d'après la situation de famille	48
Tableau F. — Pourcentage des condamnés (toutes catégories) d'après la situation de famille	48

Section III. — Profession et état social des condamnés

1. Introduction	49
2. Relevé n° 3. — Condamnés répartis par profession, état social et groupe générique de l'infraction commise :	
A. Hommes	50
B. Femmes	55
C. Récapitulation par groupes professionnels principaux, des relevés n° 3 A et B	60
3. Aperçus rétrospectifs	
1. Profession des condamnés	61
Tableau A. — Nombre des condamnés, par groupe professionnel principal	62
Tableau B. — Pourcentage des condamnés par groupe professionnel principal	63
2. Etat social des condamnés	64
Tableau C. — Nombre de condamnés par état social	64
Tableau D. — Pourcentages des condamnés par état social	65

Section IV. — Age des condamnés

1. Introduction	66
2. Relevé n° 4 — Age des condamnés, en 7 catégories, par sexe et par nature d'infraction	67
Relevé n° 5. — Age des condamnés en 13 catégories, par primaires et récidivistes et par nature d'infractions :	
A. Hommes	68
B. Femmes	70
C. Total des deux sexes	72
3. Aperçus rétrospectifs	
Tableau A. — Nombre de condamnés par groupe d'âge	75
Tableau B. — Pourcentage des condamnés par groupe d'âge	76
Tableau C. — Taux de criminalité par 100.000 individus de chaque groupe d'âge	77
Tableau D. — Indices du taux de criminalité par 100.000 individus de chaque groupe d'âge	78
Tableau E. — Population criminelle fictive obtenue en appliquant, dans chaque groupe d'âge, le taux de criminalité des années étudiées à la population de l'année de base 1930	80
Tableau F. — Pourcentages de chaque groupe d'âge dans le total de la population criminelle fictive	81

Tableau G. — Pourcentages de chaque groupe d'âge dans le total de la population criminelle fictive. Sexes séparés	82
Tableau H. — Taux standard de criminalité pour 100.000 individus et indice	83
Tableau I. — Indices représentant les variations de la criminalité propre à chaque groupe d'âge de la population criminelle fictive, pour une criminalité générale constante	85

Section V. — Localisation des condamnés d'après l'arrondissement judiciaire où ils ont commis leur infraction.

1. Introduction	87
2. Relevé n° 6. — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis l'infraction	88
3. Répartition des condamnés par canton de naissance, de domicile et de lieu où les faits ont été commis : Chiffre de la population au 31 décembre de l'année de compte	96
Récapitulation par arrondissement et par ressort de Cour d'appel	102

Section VI. — Récidive générale et récidive spéciale.

1. Introduction. — Nomenclature générique restreinte	103
2. Relevé n° 7. — Récidivistes répartis en spécialistes et non spécialistes et d'après le nombre de condamnations qu'ils ont encourues	104
3. Aperçus récapitulatifs :	
Tableau A. — Taux de la récidive par 1.000 condamnés	110
Tableau B. — Indices du taux de la récidive	111

Section VII. — Ivrognerie.

1. Introduction	113
2. Relevé n° 8. — Ivrognerie	114
3. Aperçu récapitulatif. Pourcentage des condamnés auxquels un fait d'ivrognerie est imputé, soit avant, soit à l'occasion de l'infraction	118
Chapitre II. — Statistique des infractions.	
1. Introduction spéciale	119
2. Relevé n° 9. — Nombre des infractions individuelles jugées, réparties d'après le mois dans lequel elles ont été commises :	
A. Communes ou agglomérations urbaines de 100.000 habitants et plus	122
B. Communes de 25.000 à moins de 100.000 habitants	124
C. Communes de 10.000 à moins de 25.000 habitants	126
D. Communes de moins de 10.000 habitants	128
E. Récapitulation	130
3. Aperçu rétrospectif	130
4. Relevé n° 10. — Nombre des infractions individuelles commises en Belgique dans un lieu déterminé, des infractions commises en Belgique dans un lieu indéterminé et des infractions commises à l'étranger :	
A. par des condamnés primaires	132
B. par des condamnés récidivistes	134
C. par les condamnés primaires et récidivistes réunis	136
5. Ivresse	
Relevé n° 11. — Infractions aux art. 1 § 1, et 3 de l'arrêté-loi du 14-11-39 sur la répression de l'ivresse jugées pendant l'année et réparties d'après le mois de l'année où elles ont été commises. — Aperçu rétrospectif	138

STATISTIQUE DES CONDAMNATIONS PRONONCÉES

PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

ANNÉE 1962

La présente communication se rapporte à la statistique des condamnations individuelles prononcées par les tribunaux correctionnels.

Les renseignements ont été puisés à la source du casier judiciaire, transposés sur fiches codifiées par les soins du Ministère de la Justice et communiqués, sous cette forme, à l'Institut national de Statistique.

Les acquittés sont classés d'après l'infraction pour laquelle ils ont été poursuivis, les condamnés d'après celle pour laquelle ils ont été condamnés.

Le prévenu condamné pour plusieurs infractions en une même audience n'est compté qu'une fois, et ce pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte, même si ces condamnations font l'objet de jugements différents.

Est considéré comme étant sans antécédents judiciaires le condamné qui, au moment où il commettait le fait délictueux, n'avait pas encore encouru de peine correctionnelle ou des peines de police qui, cumulées atteignaient le niveau des peines correctionnelles.

Les inculpés jugés en appel par les tribunaux correctionnels font l'objet de comptes spéciaux.

ROYAUME DE BELGIQUE
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DE L'ÉNERGIE
INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE
44, rue de Louvain - BRUXELLES

STATISTIQUES JUDICIAIRES

ANNEE 1962

N. 1

Juin 1964

*La reproduction des données est subordonnée
à l'indication de la source*

STATISTIQUE DES CONDAMNATIONS PRONONCÉES

PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

ANNEE 1962

La présente communication se rapporte à la statistique des condamnations individuelles prononcées par les tribunaux correctionnels.

Les renseignements ont été puisés à la source du casier judiciaire, transposés sur fiches codifiées par les soins du Ministère de la Justice et communiqués, sous cette forme, à l'Institut national de Statistique.

Les acquittés sont classés d'après l'infraction pour laquelle ils ont été poursuivis, les condamnés d'après celle pour laquelle ils ont été condamnés.

Le prévenu condamné pour plusieurs infractions en une même audience n'est compté qu'une fois, et ce pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte, même si ces condamnations font l'objet de jugements différents.

Est considéré comme étant sans antécédents judiciaires le condamné qui, au moment où il commettait le fait délictueux, n'avait pas encore encouru de peine correctionnelle ou des peines de police qui, cumulées atteignaient le niveau des peines correctionnelles.

Les inculpés jugés en appel par les tribunaux correctionnels font l'objet de comptes spéciaux.

STATISTIQUE DES

CONDAMNATIONS PRONONCÉES

PAR LES

TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

EN 1962

TABLEAU I - PREVENUS JUGES, EN PREMIER RESSORT.
NATURE DES INFRACTIONS

EN 1962 PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS, CLASSES D'APRES LA
ET LE RESULTAT DES POURSUITES

NATURE DES INFRACTIONS	Prévenus acquittés	CONDAMNES										
		Total des con- damnés	En ordre principal à						Accessoirement			
			l'emprisonnement			l'amende			à l'inter- diction de droits civils et politiques	Mis à la disposition du gouvernement		à l'inter- diction de conduire
			condi- tionnel	sans condition			condi- tion- nelle	simple		Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de défense sociale du 9 avril 1930	
plus de 2 ans	plus de 6 mois à 2 ans	de 6 mois et moins		à l'inter- diction de conduire								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
INFRACTIONS PREVUES PAR LE CODE PENAL												
Crimes correctionnalisés												
Sûreté de l'Etat. Livraison de documents, renseignements, espionnage (art. 118, 120, 123 ter)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recel de condamnés (art. 121)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon d'effets publics (art. 173 à 176)	-	13	3	2	7	1	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon, altération ou émission de fausse monnaie (art. 160, 161, 168)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux en écritures (art. 194 à 197)	267	889	541	22	70	241	8	7	12	-	-	9
Détournement par un fonctionnaire public (art. 240 § 1)	1	7	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rebellion en bande (art. 272)	-	4	-	-	1	-	-	3	-	-	-	-
Avortement ayant causé la mort avec consentement de la femme (art. 352)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suppression, substitution ou supposition d'enfants (art. 363)	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enlèvement de mineur (art. 364)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attentat à la pudeur sans violences ni menaces :												
sur un enfant de moins de 16 ans (art. 372 § 1)	79	635	434	6	77	118	-	-	578	-	-	2
sur un enfant de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, etc (art. 372, § 1, 377, § 2)	7	13	6	1	6	-	-	-	13	-	-	-
par ascendant sur mineur non émancipé par le mariage (art. 372, § 2)	-	3	1	-	-	2	-	-	2	-	-	-
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces :												
sur mineur de plus de 16 ans (art. 373, § 2)	19	83	49	-	15	19	-	-	77	-	-	-
sur mineur de plus de 16 ans, par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 2, 377, § 4)	2	8	2	1	4	1	-	-	5	-	-	-
sur mineur de plus de 16 ans, par plusieurs s'entr'aidant (art. 373, § 2, 377, § 4). (L. 15.5.1912, 49 § 2, 52, § 4)	-	1	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-
sur mineur de moins de 16 ans (art. 373, § 3)	27	220	98	12	66	42	-	2	212	-	-	-
sur mineur de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 3, 377, § 4)	1	5	2	1	2	-	-	-	5	-	-	-
Viol :												
sur personne majeure (art. 375, § 1)	7	25	10	3	5	5	-	2	22	-	-	-
sur personne mineure de plus de 16 ans (art. 375, § 2)	6	20	11	1	4	4	-	-	16	-	-	-
sur personne mineure de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 375, § 2, 377, § 4)	1	3	-	2	1	-	-	-	1	-	-	-
sur personne majeure, par personne ayant autorité, etc. (art. 375, § 1, 377, § 5)	-	1	-	1	-	-	-	-	2	-	-	-
sur personne majeure, par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 1, 377, § 5)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur personne mineure de plus de 16 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 2, 377, § 4)	2	3	1	-	-	2	-	-	2	-	-	-
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans (art. 375, § 3)	3	18	10	1	4	3	-	-	15	-	-	-
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans par personne ayant autorité etc. (art. 375 ³ , 377 ⁶)	1	4	2	1	1	-	-	-	4	-	-	-
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 3, 377, § 6)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans (art. 375, § 4)	5	45	24	5	13	3	-	-	41	-	-	-
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par personne ayant autorité (art. 375, § 4, 377, § 6)	1	10	-	5	4	1	-	-	9	-	-	-
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 4, 377, § 6)	-	1	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Soustraction de mineur à la garde de ceux à qui il a été confié (art. 369 bis, art. 57, L. du 15.5.1912)	5	22	8	-	-	5	7	2	-	-	-	-
Enlèvement de fille de moins de 16 ans ayant consenti (art. 369)	-	4	3	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Enlèvement de fille de moins de 18 ans et de plus de 16 ans ayant consenti (art. 370, L. du 15.5.1912, art. 55)	1	12	8	-	1	3	-	-	1	-	-	-
<u>Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur personne majeure :</u>												
(art. 373, § 1, L. 15.5.1912, 49, § 1)	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
par personne ayant autorité, etc. (art. 373 § 1 et 377, § 3, L. 15.5.1912, 49 § 1, 52, § 3)	-	32	17	-	4	8	2	1	25	-	-	-
par plusieurs s'entraïdant (art. 373, § 1, 377, § 3, L. 15.5.1912, 49, § 1, 52 § 3)	-	1	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-
<u>Attentat aux moeurs :</u>												
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans (art. 379, § 1)	25	127	82	-	9	27	2	7	102	-	-	2
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 1, 381)	5	16	12	1	2	1	-	-	15	-	-	-
Excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité (art. 380)	4	14	9	-	2	2	-	1	11	-	-	-
Excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité par personne ayant autorité, etc. (art. 380, 381)	-	1	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-
Excitation à la débauche de majeur (art. 380 bis)	36	124	47	3	54	16	-	4	109	-	-	-
Excitation à la débauche de majeur par personne ayant autorité, etc. (art. 380 bis, 381)	-	4	1	-	2	1	-	-	3	-	-	-
Contrainte exercée en vue de la débauche (art. 380 ter)	1	27	11	-	2	12	-	2	3	-	1	-
Contrainte exercée en vue de la débauche par personne ayant autorité, etc. (art. 380 ter, 381)	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Provocation à la débauche (prostitution) (art. 380 quater)	19	51	22	-	1	26	1	1	4	-	-	-
Violation de l'interdiction d'exploiter un commerce prévu par l'art. 382	1	10	1	-	-	5	-	4	-	-	-	-
Ecrits ou images Vente, impression, annonces, etc. (art. 383 § § 1, 3, 4, art. 384)	4	46	18	-	-	6	1	21	3	-	-	-
Publication (L. du 11.4.1936, arrêté du 29 mai 1936)	3	5	1	-	-	1	-	3	-	-	-	-
Provocation à l'avortement ou propagande anticonceptionnelle (art. 383 § § 5, 9)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Paroles obscènes (art. 383, § 2, L. du 29.1.1905)	-	6	2	-	-	2	-	2	-	-	-	-
Outrage public aux moeurs (art. 385, § 1, 386)	109	998	544	-	3	172	137	142	40	-	-	1
Outrage public aux moeurs en présence de mineurs de moins de 16 ans (art. 385, § 2, L. du 15.5.1912, art. 53)	32	181	96	-	3	54	14	14	26	-	1	-
Outrage public aux moeurs : images, figures ou objets indécents (art. 386 bis)	-	3	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Adultère et complicité d'adultère (art. 387 à 389)	133	4.540	128	-	-	64	755	3.593	-	-	1	1
Abandon de famille (art. 391 bis)	91	375	103	-	2	226	24	20	-	-	-	-
Coups et blessures (art. 398, 399, 400 § 1 et 410 § 1er)	730	3.676	714	7	26	522	850	1.557	2	-	3	22
Coups et blessures à mineur de moins de 16 ans ou incapable (art. 398 à 400 § 1, 410 § 2)	3	10	7	-	-	3	-	-	-	-	-	-
Privation volontaire d'aliments et soins à un enfant de moins de 16 ans ou à un incapable (art. 398, 401 bis)	2	7	4	-	-	1	2	-	-	-	-	-
Administration volontaire de substances nuisibles (art. 402, 405)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Administration volontaire de substances nuisibles à des ascendants (art. 402, 405, 419)	-	3	2	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Homicide provoqué (art. 411, 414)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Homicide involontaire (art. 419)	133	572	407	-	21	69	27	48	-	-	-	179
Lésions corporelles involontaires (art. 420)	1.108	9.808	597	-	-	203	1.784	7.224	2	-	1	689
Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable (art. 420 bis)	2	17	11	-	-	5	-	1	-	-	-	1
Administration involontaire de substances nuisibles (art. 421)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Accident involontaire de chemin de fer (art. 422)	1	17	3	-	-	2	1	11	-	-	-	-
Refus d'aider une personne en danger (art. 422 bis)	2	14	2	-	-	3	5	4	-	-	-	-
Arrestation arbitraire par un particulier (art. 434, 435, 436)	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation de domicile par un particulier avec menaces et violences (art. 439)	9	91	24	-	-	31	9	27	-	-	-	1
Violation de domicile à l'aide d'un faux ordre de l'autorité (art. 440 - 441)	-	3	3	-	-	-	-	-	1	-	-	-
Violation de domicile : introduction furtive la nuit (art. 442)	-	13	8	-	-	2	-	3	-	-	-	-
Calomnie envers particulier (art. 444)	32	102	33	-	-	12	21	36	-	-	-	-
Dénonciation calomnieuse (art. 445)	12	24	12	-	-	5	6	1	-	-	-	-
Calomnie envers corps constitués (art. 446)	1	3	-	-	-	2	1	-	1	-	-	-
Injures par faits, écrits, images, emblèmes (art. 448)	2	3	-	-	-	-	1	2	-	-	-	-
Injures par paroles à personnes ayant un caractère public (art. 448, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Divulgation méchante (art. 449)	-	3	-	-	-	1	1	1	-	-	-	-
Violation de tombeaux ou de sépultures (art. 453)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mélange de substances nuisibles (art. 454 à 456)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Révélation de secrets professionnels (art. 458 et 459)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suppression ou violation de secret des lettres ou autres communications par un particulier (art. 460, 460 bis, L. 14.5.1930, art. 3 b et c, L. 13.10.1930, art. 17)	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-

TABEAU 1 - 1962 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Vol (art. 463 à 466)	400	4.388	1.855	7	113	1.902	412	790	20	-	1	78
Fabrication de fausses clefs (art. 488)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banqueroute simple (art. 489 § 1)	24	45	25	1	5	10	2	2	-	-	-	-
Fraude dans les faillites (art. 490)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus de confiance (art. 491)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus des faiblesses de l'emprunteur (art. 493 et 494)	143	546	218	4	17	246	18	43	4	-	-	2
Escroquerie (art. 496)	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fausse monnaie : monnaies auxquelles on a donné l'apparence d'une monnaie supérieure (art. 497, 497 bis)	74	264	81	6	24	117	16	20	1	-	-	-
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues (art. 498 et 499)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Falsification de denrées et boissons et détention volontaire de denrées et boissons falsifiées pour les revendre (art. 500 et 501)	20	48	12	-	-	4	5	27	-	-	-	-
Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit (art. 505)	3	47	2	-	-	-	12	33	-	-	-	-
Destruction ou détournement d'objets saisis (art. 507)	164	376	195	-	6	87	46	42	1	-	1	3
Cel frauduleux d'objets trouvés. Détournement d'un trésor (art. 508)	31	142	72	-	-	44	10	16	-	-	-	-
Grivèlerie (art. 508 bis, L. 23.3.1936)	14	161	43	-	-	37	37	44	-	-	-	1
Effets de commerce fictifs (art. 509)	38	156	9	-	3	115	3	26	-	-	1	-
Chèques sans provision (art. 509 bis)	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Incendie de lieux inhabités (art. 511, § 2, 512, § 2 et suivants, 514)	22	114	62	-	7	22	7	16	-	-	-	-
Incendie involontaire (art. 519)	-	2	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Destruction	7	27	6	-	-	4	10	7	-	-	-	-
de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques ou téléphones (art. 523, L. 13.10.30, art. 24)	1	3	1	-	-	1	-	1	-	-	-	-
de tombeaux, monuments, d'objets d'art (art. 526)	6	64	20	-	-	7	10	27	-	-	-	1
de titres publics ou privés (art. 527)	-	4	2	-	1	-	-	1	1	-	-	-
de propriétés mobilières à l'aide de violences ou de menaces (art. 528)	2	11	2	-	1	4	1	3	-	-	-	1
de marchandises ou de matières servant à la fabrication (art. 533)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
d'obstacles retenant bateaux ou voitures (art. 534)	-	1	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-
de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc... (art. 535 à 537)	2	16	3	-	-	1	7	5	-	-	-	-
d'animaux domestiques (art. 538, 540, 541)	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de poissons : empoisonnement (art. 539)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de clôtures (art. 545, 546)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inondation (art. 549, 550)	22	252	29	-	4	48	59	112	-	-	1	-
Maraudage avec circonstances aggravantes (art. 557, 6 ^e § 2, 463)	2	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
	2	25	3	-	1	2	8	11	-	-	-	-
<u>Contraventions de police</u>												
Vente, débit, exposition de comestibles, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (art. 561, 2 ^e et 3 ^e L. 4.8.1890 art. 5)	40	142	1	-	-	4	25	112	-	-	-	2
Autres contraventions	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
<u>INFRACTIONS PREVUES PAR LES LOIS SPECIALES</u>												
<u>1. - Ordre et sécurité publics</u>												
Infraction d'audience (Code d'instruction criminelle, art. 506)	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1
Témoins défaillants (Code d'instruction criminelle, art. 80, 157 et 189)	3	21	-	-	-	-	-	21	-	-	-	-
Assistance judiciaire et procédure gratuite, fausse déclaration (L. 29.6.1929, art. 49)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Port illicite du titre d'avocat (L. 30.8.1913)	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Règles relatives à l'exercice d'une profession : géomètre, huissier, greffier	-	2	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-
Mendicité et vagabondage (L. 15.5.1912, art. 63)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Offre ou provocation pour commettre des crimes ou délits (L. 7.7.1875, L. 25.3.1891, L. 28.7.1934)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Elections (lois électorales, art. 181 à 203, etc...)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Registres de la population (L. 2.6.1856, A.R. 30.12.1900, L. 6.2.1919, A.R. 14.10.1939)	-	25	-	-	-	1	1	23	-	-	-	1
Dépôt par notaire des actes de mariage (L. 15.12.1872, art. 13)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Règlement provinciaux	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-

1	
Règlements communaux	
Impôts (Lois et règlements)	
Infractions aux arrêtés financiers du 6 octobre 1964	
Monnaies métalliques. Trafic et refonte (L. 8.5.1924, art. 1 et 2)	
Rupture de ban d'expulsion d'un étranger (L. 12.2.1897)	
Police des étrangers - (A. L. du 28.9.1939)	
Recensement des étrangers (A. R. 11.8.1939)	
Régime des passeports (A. L. 4.12.1939)	
Emigrants (L. L. 14.12.1876 et 25.8.1920)	
Contrôle des voyageurs dans les maisons d'hébergement (arrêté du 31.1.1946)	
Organisme militaire	
Pigeons militaires (L. L. 24.7.1923 et 15.4.1940)	
Recel de déserteurs (loi du 12.12.1817)	
Milices privées interdites (loi du 29.7.1934)	
Dommages de guerre (A. 1.10.1947 et 1.8.1952)	
Fabrication, vente, etc... port d'armes prohibées (L. 3.1.1933, art. 4 et 17)	
Port d'armes de défense (L. 3.1.1933, art. 7 et 17)	
Armes à feu (Banc d'épreuve des) L. 24 mai 1888	
Armes de défense, de guerre, de chasse et de sport (L. 3.1.1933, sauf art. 4 et 7)	
Monuments et sites (loi du 7.8.1931)	
Assurance de la mortalité infantile (loi du 26.12.1906)	
Protection de l'enfance (loi du 28.5.1888)	
Protection de l'enfance (loi du 15 mai 1912, art. 62)	
Oeuvre nationale de l'enfance (loi du 5.3.1935)	
Enseignement primaire (art. 12)	
Protection des titres d'enseignement supérieur (loi du 21.11.1938)	
Protection des titres d'infirmier et d'infirmière (loi du 15.11.1946)	
Droit d'auteur (loi du 22.3.1886, art. 22 à 27)	
Presse (décret du 20.7.1831)	
Introduction, transport, etc., de publications interdites (A. R. 27.12.1939)	
Tracts interdits (A. R. du 30.1.1940)	
Jeux de hasard (loi du 24.10.1902, excepté art. 8)	
Collectes non autorisées (loi du 6 mars 1818; A. R. 22.9.1823)	
Accès salle de danse interdit aux moins de 18 ans (L. 15.7.1960)	
2. - Santé publique	
Art de guérir (lois et règlements)	
Loi sur l'hypnotisme (30.5.1892, art. 1 et 2)	
Régime des aliénés (loi du 18.6.1850, etc.)	
Ivresse (A. L. du 14.11.1939)	
Prohibition de l'alcool (loi du 29.8.1919, art. 1, 2, 12 et 14, etc. A. R. 3.4.1953)	
Régime de l'alcool. Clubs privés (A. L. 14.11.1939)	
Régime de l'alcool. Répression des débits illicites (A. L. du 14.11.1939)	
Trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiants, désinfectantes ou antiseptiques (loi du 24.2.1921) (A. R. 31.12.30)	
Sauf art. 23	
Seul art. 23	
Prostitution, prophylaxie des maladies vénériennes (loi du 7.9.1939; A. L. 24.1.1945)	

3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
8	-	-	-	1	-	7	-	-	-	-
2.717	92	2	65	86	14	2.458	-	-	-	2
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
34	2	-	1	27	-	4	-	-	-	-
238	17	-	4	128	23	66	-	-	-	2
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-
6	-	-	-	-	2	4	-	-	-	-
6	-	-	-	-	4	2	-	-	-	-
1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
8	5	-	-	-	-	3	-	-	-	-
2	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-
10	1	-	-	-	5	4	-	-	-	-
335	20	-	-	13	138	164	-	-	-	-
1	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-
9	-	-	-	1	4	4	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
3	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-
1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
18	-	-	-	-	2	16	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
121	5	-	-	5	21	90	-	-	-	-
8	-	-	-	-	6	2	-	-	-	-
814	24	-	-	10	237	543	-	-	-	1
2. - Santé publique										
34	4	-	-	1	5	24	-	-	-	-
1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-
1.659	337	-	2	580	131	609	4	-	1	977
390	1	-	-	9	2	378	1	-	-	-
12	-	-	-	-	-	12	-	-	-	-
5	-	-	-	-	-	5	-	-	-	-
13	2	-	-	3	5	3	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4	-	-	-	3	-	1	-	-	-	-

TABLEAU 1 - 1962 (suite)

1	
Falsification des denrées alimentaires (loi du 4 août 1890, sauf art. 4, 5 etc...)	
Beurres, margarines, graisses préparées (loi du 8.7.1935)	
Protection des eaux de boisson (loi du 14 août 1933, art. 5)	
Protection de l'appellation d'origine des vins et eaux de vie (A.R. 20.12.1934; A.R. 4.2.1936)	
Distribution de lait (A.R. du 7.7.1939)	
Salubrité publique	
3. - Commerce et industrie	
Commerce ambulant (A.R. 13.1.1935; A.R. 29.12.1936; A.R. 28.11.1939)	
Registre de commerce (A.R. 30.7.1940, 11.8.1940, 18.10.1940)	
Hausse anormale des prix des denrées (A.R. du 6.5.1935; A.L. 27.10.1939)	
Concurrence malhonnête (A.R. 6.5.1935)	
Recensement des stocks (A.R. 22.9.1939; 2.10.1939; 31.10.1939; 25.11.1939)	
Viande de boucherie (A.R. 4.12.1934)	
Abattages clandestins et commerce illicite de viande (Arrêtés 28.2.1947 et 10.3.1950)	
Poids et mesures (arrêté du 28.11.1939)	
Organisation de l'économie (A.L. 20.9.1948)	
Affichages des prix de vente (loi du 30.7.1923)	
Bourse de commerce et profession d'agent de change (A.R. 30.1.1935; A.R.20.6.1935, Code de commerce, Livre I, titre V)	
Sociétés commerciales (loi coordonnées du Code de commerce, Livre I, titre IX, art. 200 à 208)	
Interdiction à des condamnés et faillis (A.R. 27.10.1934)	
Vente de marchandises neuves (loi du 20.5.1846)	
Vente avec primes (A.R. des 13.1.1935, 18.3.1935, 30.3.1930)	
Vente à tempérament	
Contrefaçon de marques de fabrique et de commerce (loi du 1.4.1879)	
Vente en solde ou en liquidation (A.R. 2.3.1940)	
Réglementation des constructions privées (Arrêté 2.12.1946)	
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes (loi du 5.5.1888, etc...)	
Mines et extraction de toute nature (A.R. de coordination des lois du 15.9.1919 et arrêtés d'exécution)	
Matières explosives ou inflammables (loi du 15.10.1881; loi du 22.5.1886)	
4. - Agriculture, animaux, chasse, pêche	
Infractions rurales : écharbonnage, échenillage, etc... (Code rural, Loi du 7.10.1886)	
Importation, transit et exportation des oeufs (loi du 14.7.1930; loi du 5.4.1934)	
Fabrication, vente de farines, pains et autres produits alimentaires (A.R. 19.7.1926; A.R. 20.8.1926)	
Produits agricoles et horticoles (A.R. 26.2.1935, etc...)	
Art vétérinaire (loi du 4.4.1890, modifiée par la loi du 28.5.1906; loi du 23.5.1924)	
Police sanitaire des animaux domestiques et des insectes nuisibles (loi du 30.12.1882)	
Rage canine (A.R. 29.10.1908)	
Protection des animaux (loi du 22.3.1929)	
Protection des oiseaux insectivores, des goélands, mouettes, hirondelles de mer, cigognes et spatules (Loi du 28.2.1882, art. 31; A.R. 25.10.1929)	
Garde rurale (A.4.8.1941)	
Chasse (loi du 28.2.1882, modifiée par la loi du 4.4.1900, sauf art. 31)	
Permis de tenderie (loi du 30.7.1922)	
Pêche fluviale (loi du 19.1.1883; loi du 5.7.1899; A.R. 13.3.1936)	
Commerce des engrais, semences, plants, substances destinées à l'alimentation des animaux (loi du 15.7.1931, etc...)	

3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
6	-	-	-	-	-	6	-	-	-	-
85	3	-	-	-	36	48	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4	-	-	1	-	1	2	-	-	-	-
5	3	-	-	-	24	23	-	-	-	-
27	-	-	-	-	16	11	-	-	-	-
3. - Commerce et industrie										
479	6	-	-	40	126	307	-	-	-	-
104	2	-	-	-	25	77	-	-	-	-
1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
87	-	-	-	-	32	55	-	-	-	-
8	-	-	-	-	5	3	-	-	-	-
6	-	-	-	-	2	4	-	-	-	-
81	2	-	-	-	27	52	-	-	-	-
59	1	-	-	-	5	53	-	-	-	-
5	-	-	-	-	-	5	-	-	-	-
3	-	-	-	-	2	1	-	-	-	-
41	1	-	-	-	18	22	-	-	-	-
7	3	-	-	2	1	1	-	-	-	1
9	-	-	-	-	3	6	-	-	-	-
210	2	-	-	-	139	69	-	-	-	-
63	-	-	-	3	25	35	-	-	-	-
13	-	-	-	2	3	8	-	-	-	-
17	-	-	-	1	9	7	-	-	-	-
4. - Agriculture, animaux, chasse, pêche										
5	-	-	-	-	2	3	-	-	-	-
5	1	-	-	-	1	3	-	-	-	-
569	7	-	-	1	194	367	-	-	-	1
1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
89	10	-	-	3	22	54	-	-	-	-
41	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
480	28	-	-	23	192	237	-	-	-	-
15	1	-	-	-	4	10	-	-	-	-

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
5. - Travail et prévoyance												
Statut des commissions paritaires (A. L. 9. 6. 1945)	-	5	-	-	-	-	4	1	-	-	-	-
Liberté d'association (loi du 24. 5. 1921 garantissant la)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réparation des accidents de travail (loi du 24. 12. 1903, etc. . .)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Règlements d'atelier (loi du 15. 6. 1896; loi du 14. 6. 1921; A. R. 20. 6. 1936)	1	58	-	-	-	1	32	25	-	-	-	-
Contrat d'emploi (loi du 7. 8. 1922; loi du 2. 5. 1929; loi du 28. 9. 1932)	-	2	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-
Travail des femmes et des enfants (lois coordonnées par A. R. du 28. 2. 1919; loi du 14. 6. 1921; A. R. 27. 4. 1927; loi du 7. 4. 36)	3	39	2	-	-	1	18	18	-	-	-	-
Avoir admis au travail ou employé un enfant soumis à l'obligation scolaire (loi sur l'enseignement primaire, art. 11 § 9)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers (loi du 30. 4. 1909, A. R. 4. 7. 1925)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mesurage du travail (loi du 30. 7. 1901)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Interdiction de modification des salaires et traitements (arrêté du 6. 7. 1948)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiement des salaires (loi du 16. 8. 1887; L. L. des 15 et 17. 6. 1896; loi du 20. 7. 1934; loi du 7. 7. 1936)	8	3	-	-	-	-	1	2	-	-	-	-
Congés annuels payés (loi du 8. 7. 1930)	-	3	-	-	-	-	1	2	-	-	-	-
Documents dont la tenue est imposée par la législation sociale (L. 26. 1. 51)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Journée de huit heures et semaine de 48 heures (loi du 14. 6. 1921; arrêtés royaux d'exécution)	14	47	2	-	-	3	27	15	-	-	-	-
Repos dominical (loi du 17. 7. 1905; loi du 26. 5. 1914; loi du 14. 6. 1921; loi du 24. 7. 1927)	2	24	-	-	-	-	12	12	-	-	-	-
Fermeture magasin (A. R. 6. 12. 1960)	3	12	-	-	-	-	8	4	-	-	-	-
Santé et sécurité des ouvriers (A. R. 23. 12. 1937 coordonnant les L. L. 2. 7. 1899 et 25. 11. 1937; A. R. des 30 et 31. 3. 1905, etc.)	1	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Emploi de la céruse (loi du 20. 5. 1926)	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Travail des diamantaires (A. R. 30. 3. 1936; loi du 16. 5. 1938)	5	48	15	-	-	1	24	8	-	-	-	-
Travail à domicile (loi du 10. 2. 1934; arrêté du 21. 1. 1941)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travailleurs étrangers (A. R. 8. 12. 1934; A. R. de coordination du 31. 3. 1936)	24	150	1	-	-	6	57	86	-	-	-	-
Allocations familiales (loi de généralisation du 4. 8. 1930 et arrêtés royaux d'exécution)	1	4	1	-	-	-	1	2	-	-	-	-
Assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré (loi du 14. 7. 1930; loi du 23. 7. 1932; arrêtés royaux d'exécution; loi du 15. 12. 1937)	8	43	2	-	-	1	11	29	-	-	-	-
Chômage, subventions, indemnités ou allocations perçues indûment (A. R. 31. 5. 1933)	5	15	4	-	-	-	5	6	-	-	-	-
Arrêté organique du 26. 5. 1945 instituant le fonds de soutien des chômeurs involontaires	17	78	12	-	-	8	25	33	-	-	-	-
Chômage (infractions assimilées à l'art. 496)	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Chômage (infractions assimilées à l'art. 508)	1	3	1	-	-	-	-	2	-	-	-	-
Contrôle des entreprises d'assurance sur la vie (loi du 25. 6. 1930)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6. - Transport, voirie, communications												
Chemins de fer concédés ou vicinaux (loi du 12. 4. 1835; loi du 24. 6. 1855; loi du 25. 7. 1891, etc. . .)	-	9	-	-	-	1	5	3	-	-	-	-
Tramways (A. R. des 2. 12. 1902 et 27. 1. 1931)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voirie, roulage et messageries (réglementation)	142	552	39	-	2	37	115	359	-	-	-	69
Assurance obligatoire véhicules automoteurs (1. 7. 1956)	147	1. 409	258	-	1	181	208	761	-	-	1	456
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (Loi du 1. 8. 1924, art. 1 ^{er})	4	244	61	-	-	79	31	73	1	-	-	179
Avoir conduit un véhicule pendant la déchéance du droit de conduite (loi du 1. 8. 1924, art. 2)	1	7	2	-	-	3	-	2	-	-	-	6
Police maritime (réglementation)	8	146	9	-	-	6	25	106	-	-	-	-
Police des rivières et des polders	6	10	-	-	-	-	2	8	-	-	-	-
Inscriptions sur la voie publique (A. L. 29. 12. 1945)	24	119	-	-	-	-	50	69	-	-	-	-
Navigation aérienne (L. L. 16. 11. 1919 et 27. 6. 1937)	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Télégraphes et téléphones (loi du 1. 3. 1851, etc. . .)	1	6	-	-	-	-	3	3	-	-	-	-
Postes (réglementation)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RECAPITULATION DES INFRACTIONS JUGÉES EN PREMIER RESSORT												
Crimes correctionnalisés prévus par le Code pénal	580	3. 406	1. 788	116	550	921	12	19	1. 087	-	11	31
Délits prévus par le Code pénal	3. 727	30. 895	6. 413	35	352	4. 168	4. 798	15. 129	387	-	14	1. 058
Contraventions de police prévues par le Code pénal	40	143	1	-	-	4	25	113	-	-	-	2
Infractions prévues par des lois spéciales	1. 512	12. 089	992	2	77	1. 274	2. 188	7. 556	7	-	3	1. 695
TOTAUX :	5. 859	46. 533	9. 194	153	979	6. 367	7. 023	22. 817	1. 481	-	28	2. 786

TABEAU 2 - NOMBRE ET DUREE DES SURSIS ACCORDES PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS JUGEANT EN PREMIER RESSORT - 1962

ARRONDISSEMENTS	Durée des sursis								TOTAL
	6 mois et moins	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	7	8	
1	2	3	4	5	6	7	8		
Bruxelles	1	14	-	196	1	974	1.186		
Louvain	1	8	15	326	-	129	479		
Nivelles	3	9	-	103	-	164	279		
Anvers	3	20	2	1.603	-	142	1.770		
Malines	1	47	8	353	-	105	514		
Turnhout	1	23	-	709	-	3	736		
Mons	4	30	1	557	-	187	779		
Charleroi	2	25	1	749	-	501	1.278		
Tournai	2	21	2	15	-	408	448		
Gand	-	30	2	279	-	388	699		
Audenarde	1	34	-	662	-	37	734		
Termonde	1	66	-	657	-	217	941		
Bruges	-	9	-	838	-	60	907		
Courtrai	1	11	128	100	-	408	648		
Furnes	-	152	23	9	-	5	189		
Ypres	-	51	-	210	-	265	526		
Liège	16	13	74	987	-	265	1.355		
Huy	-	1	-	224	-	16	241		
Verviers	1	7	161	33	-	56	258		
Tongres	-	21	-	425	-	111	557		
Hasselt	-	1	-	476	-	14	491		
Arlon	4	2	210	37	-	31	284		
Marche-en-Famenne	-	2	7	65	1	17	92		
Neufchâteau	1	11	1	61	-	95	169		
Namur	3	2	1	298	-	18	322		
Dinant	34	1	-	256	-	40	331		
Total :	80	611	636	10.228	2	4.656	16.213		

TABLEAU 3 - PREVENUS JUGES, EN DEGRE D'APPEL, PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS CLASSES D'APRES LA NATURE DES INFRACTIONS ET LE RESULTAT DES POURSUITES - 1962

Récapitulation générale des prévenus jugés en premier ressort et en degré d'appel

NATURE DES INFRACTIONS	Total des prévenus 2	Prévenus acquittés 3	Total des condamnés 4	CONDAMNES			
				à l'emprisonnement		à l'amende	
				conditionnel 5	sans condition 6	conditionnelle 7	sans condition 8
<u>INFRACTIONS JUGES EN DEGRE D'APPEL</u>							
Délits prévus par le Code pénal	1.401	471	930	5	4	259	662
Contraventions de police prévues par le Code pénal	133	55	78	1	2	20	55
Infractions prévues par des lois spéciales	8.189	2.716	5.473	109	175	1.139	4.050
Totaux :	9.723	3.242	6.481	115	181	1.418	4.767
Totaux des infractions jugées en premier ressort :	52.392	5.859	46.533	9.194	7.499	7.023	22.817
Récapitulation générale							
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel :	62.115	9.101	53.014	9.309	7.680	8.441	27.584

TABLEAU 3 bis - APPELS DE POLICE - NOMBRE DES INTERDICTIONS DE CONDUIRE, PRONONCEES PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS - 1962

ARRONDISSEMENTS	Interdictions	ARRONDISSEMENTS	Interdictions	ARRONDISSEMENTS	Interdictions
Bruxelles	320	Gand	35	Verviers	10
Louvain	9	Audenarde	43	Tongres	10
Nivelles	3	Termonde	40	Hasselt	15
Anvers	81	Bruges	64	Arlon	13
Malines	-	Courtrai	17	Marche-en-Famenne	12
Turnhout	5	Furnes	1	Neufchâteau	3
Mons	9	Ypres	8	Namur	49
Charleroi	10	Liège	31	Dinant	11
Tournai	1	Huy	11	Total :	811

PREMIER RESSORT, PAR CHAQUE TRIBUNAL CORRECTIONNEL

NATURE DES INFRACTIONS	VERVIERS			TONGRES			HASSELT		
	Total des pré-venus	Acquittés	Condamnés	Total des pré-venus	Acquittés	Condamnés	Total des pré-venus	Acquittés	Condamnés
1 ^{er}	56	57	58	59	60	61	62	63	64
INFRACTIONS PREVUES									
Crimes									
Sûreté de l'Etat, Livraison de document, renseignements espionnage (art. 118, 120, 123 ter)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recel de condamnés (art. 121)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon d'effets publics (art. 173 à 176)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon, altération ou émission de fausse monnaie (art. 160, 161, 168)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux en écritures (art. 194 à 197)	30	5	25	25	16	9	18	2	16
Détournement par un dépositaire public (art. 240, § 1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rebellion en bande (art. 272)	1	-	1	-	-	-	1	-	1
Avortement du consentement de la femme ayant causé la mort (art. 352)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suppression, substitution ou supposition d'enfants (art. 363)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enlèvement de mineur (art. 364)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attentat à la pudeur sans violences ni menaces :									
sur un enfant de moins de 16 ans (art. 372, § 1)	21	1	20	13	1	12	10	2	8
sur un enfant de moins de 16 ans, par personne ayant autorité etc... (art. 372, § 1, 377, § 2)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
par ascendant sur mineur non émancipé par le mariage (art. 372, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces :									
sur mineur de plus de 16 ans (art. 373, § 2)	1	-	1	2	-	2	1	-	1
sur mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc... (art. 373, § 2, 377, § 4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur mineur de plus de 16 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 373, § 2, 377, § 4, L. 15.5.1912, 42 § 2, 52, § 4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur mineur de moins de 16 ans (art. 373, § 3)	1	-	1	7	-	7	1	-	1
sur mineur de moins de 16 ans par personne ayant autorité, etc... (art. 373, § 3, 377, § 4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Viol									
sur personne majeure (art. 375, § 1)	2	2	-	-	-	-	1	-	1
sur personne mineure de plus de 16 ans (art. 375, § 2)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
sur personne mineure de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc... (art. 375 § 2, 377 quater)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur personne majeure, par personne ayant autorité, etc... (art. 375, § 1, 377, § 5)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur personne majeure par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 1, 377, § 5)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur personne mineure de plus de 16 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 2, 377, § 4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans (art. 375, § 3)	-	-	-	1	-	1	-	-	-
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans par personne ayant autorité, etc... (art. 375, § 3, 377, § 6)	-	-	-	1	-	1	-	-	-
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans par plusieurs s'entr'aidant (375 § 3, 377, § 6)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans (art. 375, § 4)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par personne ayant autorité (art. 375, § 4, 377, § 6)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 377, § 6)	-	-	-	-	-	-	-	-	-

PENDANT L'ANNEE, CLASSES D'APRES LA NATURE DES INFRACTIONS ET LE RESULTAT DES POURSUITES - 1962

ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHATEAU			NAMUR			LIVANT					
Total des pré-venus	Acquittés	Condamnés	Total des pré-venus	Acquittés	Condamnés	Total des pré-venus	Acquittés	Condamnés	Total des pré-venus	Acquittés	Condamnés	Total des pré-venus	Acquittés	Condamnés			
65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79			
PAR LE CODE PENAL																	
correctionnalisés																	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
15	-	15	-	-	-	9	3	6	47	10	37	11	3	8			
-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-			
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1			
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
5	-	5	1	-	1	5	-	5	21	1	20	13	2	11			
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1			
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1			
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
5	1	4	-	-	-	-	-	-	4	1	3	4	-	4			
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
3	-	3	1	-	1	2	2	-	1	-	1	1	1	-			
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	2	-	2			
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			

TABEAU 4 - 1962 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Contrefaçon :									
Papier marqué d'un timbre contrefait (usage) coupons de transport, sceaux, timbres divers (contrefaçon, usage) (art. 183, 184)	3	-	3	-	-	-	-	-	-
Marques du bureau de garantie (Application frauduleuse), sceaux, timbres, poinçons nationaux ou étrangers (usage préjudiciable) (art. 182, 185, 187)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Timbres-poste et autres et coupons de transport (contrefaçon et usage) (art. 188, 189)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Timbres, coupons : enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi et usage de ces timbres, coupons (art. 190)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Apposition frauduleuse du nom d'un fabricant : objets marqués de noms supposés ou altérés (usage) (art. 181)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux et usage de faux (art. 198 à 207, 209)	16	-	16	4	1	3	3	-	3
Registre des aubergistes (art. 210)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux dans les dépêches télégraphiques (art. 211, 212)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fausse déclaration en matière criminelle (art. 217)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux témoignage en justice (art. 218, 220)	2	-	2	5	-	-	-	-	-
Fausse déclaration par interprète ou expert (art. 221)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Subordination de témoins, d'experts ou d'interprètes (art. 223)	1	1	-	-	-	-	1	-	1
Faux serment en matière civile (art. 226)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Usurpation de fonction (art. 227, 261 et 262)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Usurpation de nom ou de titre. Port illégal de décoration et de costume (art. 228 à 232)	3	-	3	-	-	-	-	-	-
Coalition de fonctionnaires (art. 233, 234, 236)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Empiètement des autorités (art. 237 à 239)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Détournement par un dépositaire public (art. 240, § 2)	2	-	2	-	-	-	-	-	-
Destruction de pièces dans un dépôt public (art. 242)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Concussion par un fonctionnaire public (art. 243 à 245)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corruption, offres agréées par un fonctionnaire (art. 246 et 247)	4	-	4	-	-	-	-	-	-
Corruption, offres agréées pour commettre crime ou délit (art. 248)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corruption d'arbitre ou de prud'hommes (art. 249, 251)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Menaces, promesses, offres pour corrompre un fonctionnaire (art. 252)	3	-	3	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité contre l'exécution d'une loi (art. 254)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité, Violences envers les personnes (art. 257)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Déni de justice (art. 258)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité. Refus d'agir (art. 259)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Infractions aux obligations concernant l'état civil (art. 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367, 192 du Code civil)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attaques contre les lois par un ministre des cultes (art. 268)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rébellion par une ou plusieurs personnes (art. 271 et 272)	106	6	100	12	-	12	7	-	7
Outrages envers député, ministre, magistrat (art. 275)	1	-	1	-	-	-	1	-	1
Outrages envers jurés ou témoins (art. 275, 282)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrages envers officier ministériel agent de l'autorité (art. 276)	248	9	239	21	-	21	37	3	34
Outrages envers corps constitués (art. 277)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures à un député, ministre, magistrat (art. 278, 279)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures à un officier ministériel ou agent de l'autorité (art. 280, 281)	74	1	73	2	-	2	-	-	-
Coups et blessures à des jurés ou témoins (art. 278, 279, 282)	1	-	1	-	-	-	-	-	-

ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI		
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	1	1	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
16	1	15	-	-	-	-	-	-	6	-	6	9	-	9	7	-	7
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
8	4	4	4	2	2	-	-	-	6	6	-	3	2	1	1	-	1
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5	1	4	-	-	-	1	1	-	1	-	1	2	1	1	2	-	2
5	1	4	2	-	2	2	-	2	2	-	2	3	-	3	1	-	1
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	1	1	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3	-	3	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
89	-	89	16	2	14	27	-	27	33	-	33	12	1	11	12	-	12
1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	3	-	3	-	-	-
203	1	202	26	1	25	46	1	45	101	4	97	104	4	100	68	-	68
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
40	-	40	3	-	3	1	-	1	5	-	5	21	-	21	2	-	2
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALLINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI			
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	
Bris de scellés (art. 283 à 287)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	
Bris de scellés par gardien ou fonctionnaire (art. 284, 286 et 287)	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	
Opposition à des travaux publics (art. 289 à 291)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Fourniture de l'armée (art. 294, 295, 297, 298)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Imprimés publiés ou distribués sans nom d'auteur ou d'imprimeur (art. 299)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Loteries non autorisées (art. 302, 303)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Jeux de hasard (art. 305)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Maisons de prêt sur gages (art. 306 à 308)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Communication de secrets de fabrique (art. 309)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Coalition de fonctionnaires. Hausse et baisse des marchandises (art. 311, 312)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Entrave à la liberté des enchères (art. 314)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Inhumations (infractions)(art. 315)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Epizootie (art. 319 à 321)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Associations de malfaiteurs (art. 323 § 2, 324)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1		
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes (art. 327 à 331)	27	1	26	2	1	1	-	-	7	5	-	5	1	-	1	7	1	6	11	1	10	23	1	22	5	-	5	
Evasion de détenus ; négligences ou connivences des gardiens (art. 333, 334, 336, 337)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evasion de détenus par aide d'autres personnes (art. 335 à 337)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Rupture de ban (art. 338)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Recèlement de criminels (art. 339)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Recel de cadavre d'une personne homicide (art. 340)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Mendicité et vagabondage (art. 342 à 347)	3	-	3	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	3	-	3	-	-	-	-	-	-	
Avortement sans le consentement (art. 348, § 2, 349)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	
Avortement avec le consentement (art. 350, 351)	36	2	34	1	1	-	-	-	-	25	1	24	1	-	1	3	-	3	9	1	8	24	5	19	2	-	2	
Exposition, délaissement, abandon d'enfants ou d'incapables (art. 354, 356 à 358)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Exposition, délaissement, abandon d'enfants ou d'incapables par parents ou gardiens (art. 355, 356, 357, 359)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Abandon d'enfants dans le besoin (art. 360 bis ; L. 15.5.1912, art. 60)	19	2	17	2	-	2	5	-	6	28	-	26	12	1	11	3	-	3	35	6	29	20	12	8	6	3	3	
Enlèvement de mineurs (art. 368)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Soustraction de mineur à la garde de ceux à qui il a été confié (art. 369 bis ; art. 57, L. 15.5.1912)	5	-	5	1	-	1	-	-	-	3	-	3	-	-	-	-	-	-	1	1	-	0	2	4	-	-	-	
Enlèvement de fille de moins de 16 ans ayant consenti (art. 369)	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	
Enlèvement de fille de moins de 18 ans et plus de 16 ans ayant consenti (art. 370 ; L. 15.5.1912, art. 55)	5	-	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	
<u>Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur personne majeure :</u>																												
(art. 373, § 1, L. 15.5.1912, 49, § 1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 1 et 377, § 3, L. 15.5.1912, 49, § 1, 52, § 3)	6	2	4	-	-	-	-	-	-	8	2	6	1	-	1	-	-	-	1	-	1	0	1	5	-	-	-	
par plusieurs s'entraïdant (art. 373, § 1, 377, § 3) L. 15.5.1912; 49, § 1, 52, § 3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
<u>Attentat aux mœurs :</u>																												
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans (art. 379, § 1)	44	8	36	2	-	2	3	-	3	35	3	32	2	1	1	-	-	-	10	3	7	3	6	5	-	-	5	
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 1, 381)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	2	1	1	-	-	-	2	-	2	

NATURE DES INFRACTIONS	GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIEGE			HUY		
	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
1 bis																											
Actes de scellés (art. 283 à 287)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actes de scellés par gardien ou fonctionnaire (art. 284, 286 et 287)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Opposition à des travaux publics (art. 289 à 291)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fourniture de l'armée (art. 294, 295, 297, 298)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Imprimés publiés ou distribués sans nom d'auteur ou d'imprimeur (art. 290)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loteries non autorisées (art. 302, 303)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Jeux de hasard (art. 305)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Maisons de prêt sur gages (art. 306 à 308)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Communication de secrets de fabrique (art. 309)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coalition de fonctionnaires. Hausse et baisse des marchandises (art. 311, 312)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrave à la liberté des enchères (art. 314)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inhumations (infractions)(art. 315)	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Epizoote (art. 319 à 321)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Associations de malfaiteurs (art. 323 § 2, 324)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes (art. 327 à 331)	13	1	12	19	3	16	7	2	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Evasion de détenus : négligences ou connivences des gardiens (art. 333, 334, 336, 337)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10	3	7	21	2	13	12	5	-	7	-	7	13	3	16	6	1	5
Evasion de détenus par aide d'autres personnes (art. 335 à 337)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rupture de ban (art. 338)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recèlement de criminels (art. 339)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recel de cadavre d'une personne homicide (art. 340)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mendicité et vagabondage (art. 342 à 347)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avortement sans le consentement (art. 348, § 2, 349)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avortement avec le consentement (art. 350, 351)	4	-	4	-	-	-	12	-	12	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Exposition, délaissement, abandon d'enfants ou d'incapables (art. 354, 356 à 358)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	4	1	3	2	1	1	10	-	10	-	-	-	-
Exposition, délaissement, abandon d'enfants ou d'incapables par parents ou gardiens (art. 355, 356, 357, 359)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abandon d'enfants dans le besoin (art. 360 bis ; L. 15.5.1912, art. 60)	7	1	6	5	1	4	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enlèvement de mineurs (art. 368)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	-	4	11	-	11	4	2	2	5	1	4	35	2	33	1	-	1
Soustraction de mineur à la garde de ceux à qui il a été confié (art. 369 bis ; art. 57, L. 15.5.1912)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enlèvement de fille de moins de 16 ans ayant consenti (art. 369)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	3	-	-	-	2	1	1	3	-	3	-	-	-	-
Enlèvement de fille de moins de 18 ans et plus de 16 ans ayant consenti (art. 370 ; L. 15.5.1912, art. 55)	3	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur personne majeure :																											
(art. 373, § 1, L. 15.5.1912, 49, § 1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 1 et 377, § 3, l. 15.5.1912, 49, § 1, 52, § 3)	1	-	1	2	-	2	2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
par plusieurs s'entr'aidant (art. 373, § 1, 377, § 3) l. 15.5.1912, 49, § 1, 52, § 3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	3	1	-	1	2	1	1	-	-	-	4	-	4	-	-	-
Attentat aux moeurs :																											
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans (art. 379, § 1)	4	-	4	1	-	1	8	2	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 1, 381)	3	2	1	1	-	1	-	-	-	10	1	9	3	-	3	-	-	-	-	-	-	5	1	4	-	-	-
personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 1, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-

NATURE DES INFRACTIONS	VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
1 ter																								
Bris de scellés (art. 283 à 287)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Bris de scellés par gardien ou fonctionnaire (art. 284, 286 et 287)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	1	1	1	-	1	-
Opposition à des travaux publics (art. 289 à 291)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-
Fourniture de l'armée (art. 294, 295, 297, 298)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Imprimés publiés ou distribués sans nom d'auteur ou d'imprimeur (art. 299)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loteries non autorisées (art. 302, 303)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Jeux de hasard (art. 305)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Maisons de prêt sur gages (art. 306 à 308)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Communication de secrets de fabrique (art. 309)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coalition de fonctionnaires. Hausse et baisse des marchandises (art. 311, 312)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrave à la liberté des enchères (art. 314)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inhumations (infractions) (art. 315)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Epizootie (art. 319 à 321)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Associations de malfaiteurs (art. 323 § 2, 324)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes (art. 327 à 331)	1	-	1	4	-	4	8	1	7	4	1	3	3	1	2	-	-	3	1	2	10	-	10	-
Evasion de détenus : négligences ou connivences des gardiens (art. 333, 334, 336, 337)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Evasion de détenus par aide d'autres personnes (art. 335 à 337)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rupture de ban (art. 338)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recèlement de criminels (art. 339)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recel de cadavre d'une personne homicide (art. 340)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mendicité et vagabondage (art. 342 à 347)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avortement sans le consentement (art. 348, § 2, 349)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avortement avec le consentement (art. 350, 351)	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9	4	5	-	-	-	-
Exposition, délaissement, abandon d'enfants ou d'incapables (art. 354, 356 à 358)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Exposition, délaissement, abandon d'enfants ou d'incapables par parents ou gardiens (art. 355, 356, 357, 359)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abandon d'enfants dans le besoin (art. 360 bis ; L. 15.5.1912, art. 60)	8	-	8	2	1	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	16	5	11	1	-	1	-
Enlèvement de mineurs (art. 368)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Soustraction de mineur à la garde de ceux à qui il a été confié (art. 369 bis ; art. 57, L. 15.5.1912)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	1	1	1	-	1	-
Enlèvement de fille de moins de 16 ans ayant consenti (art. 369)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enlèvement de fille de moins de 18 ans et plus de 16 ans ayant consenti (art. 370 ; L. 15.5.1912, art. 55)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<u>Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur personne majeure :</u>																								
(art. 373, § 1, L. 15.5.1912, 49, § 1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 1 et 377, § 3, L. 15.5.1912, 49, § 1, 52, § 3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
par plusieurs... s'entr'aidant (art. 373, § 1, 377, § 3) L. 15.5.1912, 49, § 1, 52, § 3)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<u>Attentat aux moeurs :</u>																								
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans (art. 379, § 1)	4	-	4	1	-	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	5	3	-	-	3	-
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 1, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Assurance de la mortalité infantile (L. 26.12.1906)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection de l'enfance (L. 28.5.1896)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection de l'enfance (L. 15.5.1912, art. 62)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Oeuvre nationale de l'enfance (L. 5.3.1935)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enseignement primaire (art. 12)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des titres d'enseignement supérieur (L. 21.11.1938)	1	1	-	-	-	-	-	-	-
Protection des titres d'infirmier et infirmière (L. 16.11.1946)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Droits d'auteur (L. 22.3.1886, art. 22 à 27)	3	1	2	-	-	-	-	-	-
Presse (décret du 20.7.1831)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Introduction, transport, etc. de publications interdites (A.R. 27.12.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tracts interdit (A.R. 30.1.1940)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Jeux de hasard (L. 24.10.1902, excepté art. 8)	24	2	22	7	3	4	-	-	-
Collectes non autorisées (L. 6.3.1918 ; A.R. 22.9.1923)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Accès salle de danse interdit aux moins de 18 ans (L. 15.7.60)	126	3	123	41	5	36	16	1	15

2. SANTE

Art de guérir (lois et règlements)	6	1	5	3	-	3	2	-	-
Loi sur l'hypnotisme (30.5.1892, art. 1 et 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime des aliénés (L. 18.6.1850, etc.)	-	-	-	-	-	2	-	-	-
Ivresse (A.L. 14.11.1939)	234	15	219	13	1	12	24	3	21
Prohibition de l'alcool (L. 29.8.1919, art. 1, 2, 12 et 14, etc. A.R. 3.4.1963)	79	4	75	-	-	-	5	-	5
Régime de l'alcool. Clubs privés (A.L. 14.11.1939)	1	-	1	1	-	1	-	-	-
Répresseur des débits illicites (A.L. 14.11.1939)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Traffics des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiants, désinfectants ou antiseptiques (L. 24.2.1921. A.R. 31.12.1930) :									
- sauf art. 23	-	-	-	-	-	-	3	-	3
- seul art. 23	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prostitution, Prophylaxie des maladies vénériennes (L. 7.9.1939 ; A.L. 24.1.1945)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Falsification des denrées alimentaires (L. 4.8.1890, sauf art. 4, 5, etc.)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Beurres, margarines, graisses préparées (L. 8.7.1935)	4	-	4	5	3	2	-	-	-
Protection des eaux de boisson (loi du 14.8.1933, art. 5 7.5.36)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection de l'appellation d'origine des vins et eaux de vie (A.R. 20.12.1934 ; A.R. 4.2.1935)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Distribution de lait (A.R. 7.7.1939)	-	-	-	4	-	4	-	-	-
Salubrité publique	1	-	1	-	-	-	-	-	-

ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI		
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
7	-	7	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	-	-	1	-	1
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	-	1	12	6	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-
1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7	-	7	-	-	-
94	4	90	43	3	40	51	-	51	43	3	40	25	7	18	20	4	16

PUBLIQUE

1	9	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
225	61	164	17	1	16	36	-	36	80	5	75	78	8	70	41	4	37
57	2	55	4	-	4	2	-	2	10	-	10	10	2	8	6	-	6
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
6	2	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
4	2	2	2	-	2	2	-	2	5	-	5	2	-	2	7	1	6
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	-	1	-	-	-	-	-	1	-	1	4	-	4	2	3	3	-

NATURE DES INFRACTIONS	GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIEGE			HUY		
	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
1 bis	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
Assurance de la mortalité infantile (L. 26.12.1906)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection de l'enfance (L. 28.5.1886)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection de l'enfance (L. 15.5.1912, art. 62)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Oeuvre nationale de l'enfance (L. 5.3.1935)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enseignement primaire (art. 12)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des titres d'enseignement supérieur (L. 21.11.1938)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des titres d'infirmier et infirmière (L. 15.11.1946)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Droits d'auteur (L. 22.3.1886, art. 22 à 27)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8	5	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Presse (décret du 20.7.1831)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Introduction, transport, etc. de publications interdites (A.R. 27.12.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tracts interdit (A.R. 30.1.1940)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Jeux de hasard (L. 24.10.1902, excepté art. 8)	12	5	7	6	1	5	6	-	6	1	-	1	50	1	49	2	1	1	13	-	13	4	1	3	-	-	-
Collectes non autorisées (L. 6.3.1918 ; A.R. 22.9.1923)	5	5	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Accès salle de danse interdit aux moins de 18 ans (L. 15.7.60)	37	7	30	34	1	33	17	-	17	115	15	100	31	1	30	16	1	15	10	-	10	43	2	41	10	1	9
2. SANTE																											
Art de guérir (Lois et règlements)	3	1	2	2	-	2	1	-	1	3	3	-	1	1	-	5	3	2	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Loi sur l'hypnotisme (30.5.1892, art. 1 et 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Régime des aliénés (L. 18.6.1850, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	162	31	131	180	13	167	25	3	22	40	1	39	165	8	157	15	1	14
Ivresse (A.L. 14.11.1939)	168	17	151	61	6	55	80	7	73	18	2	16	17	-	17	-	-	-	1	-	1	57	2	55	10	-	10
Prohibition de l'alcool (L. 29.8.1919, art. 1, 2, 12 et 14, etc. A.R. 3.4.1953)	35	1	34	4	-	4	6	-	6	2	-	2	2	-	2	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-
Régime de l'alcool Clubs privés (A.L. 14.11.1939)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Répression des débits illicites (A.L. 14.11.1939)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Traffics des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiants, désinfectantes ou antiseptiques (L. 24.2.1921. A.R. 31.12.1930) :																											
- sauf art. 23	1	-	1	2	-	2	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- seul art. 23	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prostitution, Prophylaxie des maladies vénériennes (L. 7.9.1939 ; A.L. 24.1.1945)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Falsification des denrées alimentaires (L. 4.8.1890, sauf art. 4, 5, etc.)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	13	-	13	1	-	1	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Beurres, margarines, graisses préparées (L. 8.7.1935)	8	1	7	2	-	2	28	-	28	-	-	-	-	-	-	1	-	1	4	-	4	1	-	1	-	-	-
Protection des eaux de boisson (loi du 14.8.1933, art. 5 7.5.36)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection de l'appellation d'origine des vins et eaux de vie (A.R. 20.12.1934 ; A.R. 4.2.1935)	-	-	-	2	-	2	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Distribution de lait (A.R. 7.7.1939)	3	-	3	12	-	12	11	5	6	2	-	2	4	-	4	1	-	1	2	-	2	1	-	1	2	-	2
Salubrité publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	24	1	23	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI			
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	
	3. COMMERCE										ET INDUSTRIE																	
Commerce ambulant (A.R. 13.1.1935 ; A.R. 29.12.1936 ; A.R. 28.11.1939)	28	-	28	4	-	4	5	-	-	62	2	60	11	9	2	30	3	27	28	7	21	24	3	21	25	1	24	
Registre du Commerce (A.A. 30.7.1940 ; 11.8.1940 ; 18.10.1940)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hausse anormale des prix des denrées (A.R. 6.5.1935 ; (A.L. 27.10.1939)	11	-	11	1	-	1	2	-	-	1	-	1	1	-	1	3	-	3	6	-	6	5	1	4	2	-	2	
Concurrence malhonête (A.R. 6.5.1935)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recensement des stocks (A.R. des 22.9.1939 ; 2.10.1939 ; 31.10.1939 ; 25.11.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Viande de boucherie (A.R. 4.12.1934)	1	-	1	4	-	4	-	-	-	-	-	4	-	4	2	-	2	2	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-
Abattages clandestins et commerce illégitime de viande (Arrêté du 28.2.1947 et du 10.3.1950)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	1	-	1	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-
Poids et mesures (arrêté du 26.11.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Organisation de l'économie (A.L. 20.9.1948)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Affichage des prix de vente (L. 30.7.1923)	4	-	4	1	-	1	1	-	-	1	-	1	2	-	2	1	-	1	6	-	6	-	-	-	1	-	1	
Bourses de commerce et profession d'agent de change (A.R. 30.1.1935 ; A.R. 20.6.1935 ; Code du commerce, Livre I, titre V)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés commerciales (lois coordonnées du Code de commerce, Livre I, titre IX, art. 200 à 208)	42	3	39	-	-	-	-	-	-	2	-	2	3	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Interdiction à des condamnés et faillis (A.R. 24.10.1934)	4	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Vente de marchandise neuve (L. 20.5.1946 ; 25.2.1935)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Vente avec primes (A.R. des 13.1.1935, 18.3.1935 ; 30.3.1936)	6	1	5	6	-	6	-	-	-	2	2	-	-	-	-	12	-	12	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vente à tempérament	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon de marque de fabrique et de commerce (L. 1.4.1879)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Vente en solde ou en liquidation (A.R. 2.3.1940)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Réglementation des constructions privées (Arrêté 2.12.1946)	11	2	9	10	2	8	-	-	-	38	6	32	12	4	8	29	3	26	-	-	-	5	-	5	-	-	-	-
Établissements dangereux, insalubres ou incommodes (L. 5.5.1888, etc.)	7	-	7	1	-	1	5	2	3	4	1	3	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	1	-	-	-	-	2
Mines et extractions de toute nature (A.R. de coordination des L.L. 15.9.1919 et arrêtés d'exécution)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	11	1	10	-	-	-	7	-	-	-
Matières explosives ou inflammables (L. 15.10.1881 ; L. 22.5.1886)	4	2	2	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	3	-	3	-	-	-	-	-	-	-
	4. AGRICULTURE										ANIMAUX, CHASSE, PECHE																	
Infractions rurales : écharbonnage, échenillage, etc. (Code rural) (L. 7.10.1886)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Importation, transit et exportation des oeufs (L. 14.7.1930 ; L. 5.4.1934)	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Fabrication, vente de farines, pains et autres produits alimentaires (A.R. des 19.7.1926 et 20.8.1926)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Produits agricoles et horticoles (A.R. 26.2.1935, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Art vétérinaire (L. 4.4.1890, modifiée par la loi du 28.5.1906 ; L. 23.5.1924)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Police sanitaire des animaux domestiques et des insectes nuisibles (L. 30.12.1882)	5	-	5	36	13	23	2	-	-
Rage canine (A.R. 29.10.1908)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des animaux (L. 22.3.1929)	3	-	3	3	-	3	1	-	-
Protection des oiseaux insectivores, des goélands, mouettes, hirondelles de mer, cigognes et spatules (L. 28.2.1882, art. 31 ; A.R. 25.10.1929)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Garde rurale (A. 4.8.1941)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chasse (L. 28.2.1882, modifiée par la loi du 4.4.1900, sauf art. 31)	14	3	11	13	4	9	30	10	20
Permis de tenderie (L. 30.7.1922)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pêche fluviale (L. 19.1.1883 ; L.5.7.1899 ; A.R. 13.3.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commerce des engrais, sèances, plants, substances destinées à l'alimentation des animaux (L. 15.7.1931, etc.)	2	-	2	-	-	-	-	-	-
5. TRAVAIL ET									
Statut des commissions paritaires (A.L. 9.6.1945)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liberté d'association (L. 24.5.1921 garantissant la)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réparation des accidents de travail (L. 24.12.1903, etc.)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Règlements d'atelier (L. 15.6.1896 ; L. 14.6.1921, A.R. 20.6.1936)	4	-	4	-	-	-	2	-	2
Contrat d'emploi (L. 7.8.1922 ; L. 2.5.1929 ; L. 28.9.1932)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail des femmes et des enfants (lois coordonnées par A.R. du 28.2.1919 ; L. 14.6.1921 ; A.R. 27.4.1927 ; L. 7.4.1936)	5	-	5	-	-	-	-	-	-
Avoir admis au travail ou employé un enfant soumis à l'obligation scolaire (loi sur l'enseignement primaire, art. 11, § 9)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers (L. 30.4.1909 ; A.R. 4.7.1925)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mesurage du travail (L. 30.7.1901)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Interdiction de modification des salaires et traitements (Arrêté du 6.7.1948)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiement des salaires (L. 16.8.1887 ; L.L. des 15 et 17.6.1896 ; L. 30.7.1934 ; L. 7.7.1936)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Congés annuels payés (L. 8.7.1936 ; L. 20.8.1938)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Documents dont la tenue est imposée par la législation sociale (L. 26.1.51)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Journée de huit heures et semaine de 48 heures (L. 14.6.1921 ; arrêtés royaux d'exécution)	10	2	8	2	-	2	-	-	-
Repos dominical (L. 17.7.1905 ; L. 26.5.1914 ; L. 14.6.1921 ; L. 24.7.1927)	6	-	6	1	-	1	-	-	-
Repos hebdomadaire dans l'artisanat et le commerce A.R.22.6.60	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Santé et sécurité des ouvriers (A.R.23.12.1937 coordonnant les lois des 2.7.1899 et 25.11.1937 ; A.R. des 30 et 31.3.1905, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emploi de la céruse (L. 20.5.1926)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail des diamantaires (A.R. 30.3.1936 ; L. 16.5.1938)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail à domicile (L. 10.2.1834 ; arrêté 21.1.1941)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail étrangers (A.R. 8.12.1934 ; A.R. de coordination du 31.3.1936)	8	-	8	8	-	8	9	-	9

ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI		
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
10	-	10	6	-	6	26	5	21	28	7	21	28	2	26	5	-	5
5	-	5	1	1	-	2	-	2	6	-	6	10	4	6	10	2	8
1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
17	1	16	15	4	11	48	11	37	46	11	35	20	4	16	33	4	29
1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PREVOYANCE																	
2	2	-	1	1	-	1	1	-	-	-	-	3	3	-	1	-	1
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	-	1	1	-	1	10	1	9	-	-	-	1	-	1	1	-	1
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2	-	2	1	1	-	7	-	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	-	1	-	-	-	16	1	15	1	-	1	2	1	1	-	-	-
1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5	1	4	13	3	10	34	1	33	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5	-	5	-	-	-	2	-	2	6	2	4	12	3	9	3	-	3

NATURE DES INFRACTIONS	GAND			AUDENARDE			TERMONDE		
	29	30	31	32	33	34	35	36	37
1 (bis)									
Police sanitaire des animaux domestiques et des insectes nuisibles (L. 30.12.1882)	35	4	31	28	1	27	56	29	27
Rage canine (A.R. 29.10.1908)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des animaux (L. 22.3.1929)	3	-	3	4	-	4	2	-	2
Protection des oiseaux insectivores, des goélands, mouettes, hirondelles de mer, cigognes et spatules (L. 28.2.1882, art. 31 ; A.R. 25.10.1929)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Garde rurale (A. 4.8.1941)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chasse (L. 28.2.1882, modifiée par la loi du 4.4.1900, sauf art. 31)	38	1	37	16	5	11	20	4	16
Fermis de tanderie (L. 30.7.1922)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pêche fluviale (L. 19.1.1883 ; L. 5.7.1899 ; A.R. 13.3.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commerce des engrais, sèmens, plants, substances destinées à l'alimentation des animaux (L. 15.7.1931, etc.)	40	39	1	2	-	2	6	4	2

5. TRAVAIL ET

Statut des commissions paritaires (A.L. 9.6.1945)	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Liberté d'association (L. 24.5.1921 garantissant la)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réparation des accidents de travail (L. 24.12.1903, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Règlements d'atelier (L. 15.6.1896 ; L. 14.6.1921, A.R. 20.6.1936)	-	-	-	9	-	9	1	-	1
Contrat d'emploi (L. 7.8.1922 ; L. 2.5.1929 ; L. 28.9.1932)	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Travail des femmes et des enfants (lois coordonnées par A.R. du 28.2.1919 ; L. 14.6.1921 ; A.R. 27.4.1927 ; L. 7.4.1936)	-	-	-	10	-	10	3	-	3
Avoir admis au travail ou employé un enfant soumis à l'obligation scolaire (loi sur l'enseignement primaire, art. 11, § 9)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers (L. 30.4.1909 ; A.R. 4.7.1925)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mesurage du travail (L. 30.7.1901)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Interdiction de modification des salaires et traitements (Arrêté du 6.7.1948)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiement des salaires (L. 16.8.1887 ; L.L. des 15 et 17.6.1896 ; L. 30.7.1934 ; L. 7.7.1936)	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Congés annuels payés (L. 8.7.1936 ; L. 20.8.1938)	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Documents dont la tenue est imposée par la législation sociale (L. 26.1.51)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Journée de huit heures et semaine de 48 heures (L. 14.6.1921 ; arrêtés royaux d'exécution)	-	-	-	2	-	2	9	6	3
Repos dominical (L. 17.7.1905 ; L. 26.5.1914 ; L. 14.6.1921 ; L. 24.7.1937)	-	-	-	2	-	2	3	1	2
Repos hebdomadaire dans l'artisanat et le commerce (A.R. 22.6.60)	-	-	-	6	2	4	3	1	2
Santé et sécurité des ouvriers (A.R. 23.12.1937 coordonnant les lois des 2.7.1899 et 25.11.1937 ; A.R. des 30 et 31.3.1905, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emploi de la céruse (L. 20.5.1926)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail des diamantaires (A.R. 30.3.1936 ; L. 16.5.1938)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Travail à domicile (L. 10.2.1934 ; arrêté 21.1.1941)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail étrangers (A.R. 8.12.1934 ; A.R. de coordination du 31.3.1936)	2	-	2	-	-	-	1	-	1

NATURE DES INFRACTIONS	BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIEGE			HUY		
	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
Police sanitaire des animaux domestiques et des insectes nuisibles (L. 30.12.1882)	108	17	91	98	10	88	19	3	16	47	7	40	3	-	3	14	1	13
Rage canine (A.R. 29.10.1908)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des animaux (L. 22.3.1929)	10	1	9	18	-	18	3	2	1	1	-	1	1	-	1	3	-	3
Protection des oiseaux insectivores, des goélands, mouettes, hirondelles de mer, cigognes et spatules (L. 28.2.1882, art. 31 ; A.R. 25.10.1929)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Garde rurale (A. 4.8.1941)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chasse (L. 28.2.1882, modifiée par la loi du 4.4.1900, sauf art. 31)	38	-	33	15	-	15	14	10	4	19	2	17	12	5	7	22	2	20
Fermis de tanderie (L. 30.7.1922)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pêche fluviale (L. 19.1.1883 ; L. 5.7.1899 ; A.R. 13.3.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commerce des engrais, sèmens, plants, substances destinées à l'alimentation des animaux (L. 15.7.1931, etc.)	1	-	1	4	4	1	1	1	-	3	1	2	1	-	1	-	-	-

PREVOYANCE

Statut des commissions paritaires (A.L. 9.6.1945)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-
Liberté d'association (L. 24.5.1921 garantissant la)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réparation des accidents de travail (L. 24.12.1903, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Règlements d'atelier (L. 15.6.1896 ; L. 14.6.1921, A.R. 20.6.1936)	1	-	1	5	-	5	-	-	-	14	-	14	4	-	4	1	-	1
Contrat d'emploi (L. 7.8.1922 ; L. 2.5.1929 ; L. 28.9.1932)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Travail des femmes et des enfants (lois coordonnées par A.R. du 28.2.1919 ; L. 14.6.1921 ; A.R. 27.4.1927 ; L. 7.4.1936)	1	-	1	1	-	1	-	-	-	2	-	2	6	-	6	-	-	-
Avoir admis au travail ou employé un enfant soumis à l'obligation scolaire (loi sur l'enseignement primaire, art. 11, § 9)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers (L. 30.4.1909 ; A.R. 4.7.1925)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mesurage du travail (L. 30.7.1901)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Interdiction de modification des salaires et traitements (Arrêté du 6.7.1948)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiement des salaires (L. 16.8.1887 ; L.L. des 15 et 17.6.1896 ; L. 30.7.1934 ; L. 7.7.1936)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Congés annuels payés (L. 8.7.1936 ; L. 20.8.1938)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Documents dont la tenue est imposée par la législation sociale (L. 26.1.51)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Journée de huit heures et semaine de 48 heures (L. 14.6.1921 ; arrêtés royaux d'exécution)	4	2	2	2	-	2	1	-	1	4	1	3	4	-	4	1	-	1
Repos dominical (L. 17.7.1905 ; L. 26.5.1914 ; L. 14.6.1921 ; L. 24.7.1937)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	10	1	9	-
Repos hebdomadaire dans l'artisanat et le commerce (A.R. 22.6.60)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	1	-	1	-
Santé et sécurité des ouvriers (A.R. 23.12.1937 coordonnant les lois des 2.7.1899 et 25.11.1937 ; A.R. des 30 et 31.3.1905, etc.)	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Emploi de la céruse (L. 20.5.1926)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail des diamantaires (A.R. 30.3.1936 ; L. 16.5.1938)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail à domicile (L. 10.2.1934 ; arrêté 21.1.1941)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail étrangers (A.R. 8.12.1934 ; A.R. de coordination du 31.3.1936)	2	-	2	-	-	-	1	-	-	5	-	5	43	2	41	1	-	1

NATURE DES INFRACTIONS	VERVIERS			TONGRES			HASSELT		
	56	57	58	59	60	61	62	63	64
1 (ter)	56	57	58	59	60	61	62	63	64
Police sanitaire des animaux domestiques et des insectes nuisibles (L. 30.12.1882)	6	-	6	9	2	7	31	7	24
Rage canine (A.R. 29.10.1908)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des animaux (L. 22.3.1929)	1	-	1	5	1	4	1	-	1
Protection des oiseaux insectivores, des goélands, mouettes, hirondelles de mer, cigognes et spatules (L. 28.2.1882, art. 31 ; A.R. 25.10.1929)	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Garde rurale (A. 4.8.1941)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chasse (L. 28.2.1882, modifiée par la loi du 4.4.1900, sauf art. 31)	17	1	16	41	14	27	38	14	24
Permis de tenderie (L. 30.7.1922)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pêche fluviale (L. 19.1.1883 ; L. 5.7.1899 ; A.R. 13.3.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commerce des engrais, sèminces, plants, substances destinées à l'alimentation des animaux (L. 15.7.1931, etc.)	-	-	-	-	-	-	1	1	-

5. TRAVAIL ET

Statut des commissions paritaires (A.L. 9.6.1945)	3	-	3	-	-	-	-	-	-
Liberté d'association (L. 24.5.1921 garantissant la)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réparation des accidents de travail (L. 24.12.1903, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Règlements d'atelier (L. 15.6.1896 ; L. 14.6.1921, A.R. 20.6.1936)	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Contrat d'emploi (L. 7.8.1922 ; L. 2.5.1929 ; L. 28.9.1932)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail des femmes et des enfants (lois coordonnées par A.R. du 28.2.1919 ; L. 14.6.1921 ; A.R. 27.4.1927 ; L. 7.4.1936)	3	2	1	-	-	-	-	-	-
Avoir admis au travail ou employé un enfant soumis à l'obligation scolaire (loi sur l'enseignement primaire, art. 11, § 9)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers (L. 30.4.1909 ; A.R. 4.7.1925)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mesurage du travail (L. 30.7.1901)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Interdiction de modification des salaires et traitements (Arrêté du 6.7.1948)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiement des salaires (L. 16.8.1887 ; L.L. des 15 et 17.6.1896 ; L. 30.7.1934 ; L. 7.7.1936)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Congés annuels payés (L. 8.7.1936 ; L. 20.8.1938)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Documents dont la tenue est imposée par la législation sociale (L. 26.1.51)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Journée de huit heures et semaine de 48 heures (L. 14.6.1921 ; arrêtés royaux d'exécution)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Repos dominical (L. 17.7.1905 ; L. 26.5.1914 ; L. 14.6.1921 ; L. 24.7.1927)	-	-	-	-1	-	-1	-	-	-
Repos hebdomadaire dans l'artisanat et le commerce A.R. 22.6.60	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Santé et sécurité des ouvriers (A.R. 23.12.1937 coordonnant les lois des 2.7.1899 et 25.11.1937 ; A.R. des 30 et 31.3.1905, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emploi de la céruse (L. 20.5.1926)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail des diamantaires (A.R. 30.3.1936 ; L. 16.5.1938)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail à domicile (L. 10.2.1934 ; arrêté 21.1.1941)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail étrangers (A.R. 8.12.1934 ; A.R. de coordination du 31.3.1936)	11	5	6	5	2	3	4	-	4

ARLON	MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHAteau			NAMUR			DINANT				
	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78
24	3	21	5	1	4	27	1	26	11	-	11	19	4	15
2	1	1	-	-	-	3	-	3	2	2	-	1	-	1
6	5	1	14	2	12	15	2	7	30	4	25	29	6	25
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-

PREVOYANCE

-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6	-	6	-	-	-	-	-	-	2	-	2	8	4	4	2

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
Allocations familiales (loi de généralisation du 4.8.1930 et arrêtés royaux d'exécution)										2		2									1		1	1		1	
Assurances en vue de la vieillesse et du décès prématuré (L. 14.7.1930 ; L. 23.7.1932 ; arrêtés royaux d'exécution du 15.12.1937)	7		7							4	1	3	1		1	6	1	5	1	1		3		3	1	1	
Chômage, subventions, indemnités ou allocations perçues indûment (A.R. 31.5.1933)	3		3	1		1						1		1	2		2	1		1							
Arrêté organique du 26.5.1945 instituant le fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires	5	1	4	4		4				7		7		7	7	2	5	2		2		1		1	2		
Chômage (infractions assimilées à l'art. 496)	1		1																								
Chômage (infractions assimilées à l'art. 508)																											
Contrôle des entreprises d'assurances sur la vie (L. 25.6.1930)																											

6. TRANSPORT, VOIRIE, COMMUNICATIONS

Chemins de fer concédés ou vicinaux (L. 12.4.1835, L. 24.6.1885, L. 25.7.1891, etc.)																2		2									
Tramways (A.R. des 2.12.1902 et 27.1.1931)	39	7	32	7		7	8	2	6	16	6	10	23	7	16	12	3	9	19	4	15	25	3	22	14	4	10
Voirie, roulage et messageries (réglementation)	132	4	128	60	12	48	43	4	39	126	10	116	20	2	18	47	10	37	118	6	12	174	15	169	28	3	35
Assurance obligatoire véhicules automoteurs (1.7.1956)																											
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (L. 1.8.1924, art. 3)	28		28	8		8	4		4	21		21	11	1	10	18		18	5		5	9		9	1		1
Avoir conduit un véhicule pendant la déchéance du droit de conduire (L. 1.8.1924, art. 2)																1		1							1		1
Police maritime (réglementation)							1	1		130	3	127															
Police des rivières et des polders										1		1															
Inscriptions sur la voie publique (A.L. 29.12.1945)	18	1	17				1		1	1	1		22	2	20	2	1	1				1		1			
Navigation aérienne (L.L. des 16.11.1919 et 27.6.1937)																											
Télégraphes et téléphones (L. 1.3.1851)	1		1	1	1														3		3	1		1			
Postes (réglementation)																											

RECAPITULATION DES

INFRACTIONS JUGEES EN PREMIER RESSORT

Crimes correctionnalisés prévus par le Code pénal	682	78	604	83	9	74	69	11	58	525	88	437	69	16	53	57	6	51	190	23	167	397	87	310	115	31	84
Délits prévus par le Code pénal	5.124	286	4.838	917	76	841	487	53	434	3.997	271	3.726	981	154	827	780	83	697	1.977	214	1.763	2.188	377	1.811	783	52	731
Contraventions de police prévues par le Code pénal	4	1	3				2		2	10	4	6	1		1	6	2	4	30	3	27	6	2	4	2		2
Infractions prévues par des lois spéciales	1.901	73	1.828	323	45	278	232	27	205	1.189	122	1.067	284	53	231	527	44	483	553	49	504	653	70	583	283	31	252
Totaux :	7.711	438	7.273	1323	130	1.193	790	91	699	5.721	485	5.236	1.335	223	1.112	1.370	135	1.235	2.750	289	2.461	3.244	536	2.708	1.183	114	1.069

NATURE DES INFRACTIONS	GAND			AUDENARDE			TERMONDE		
	29	30	31	32	33	34	35	36	37
1 bis									
Allocations familiales (loi de généralisation du 4.8.1930 et arrêtés royaux d'exécution)									
Assurances en vue de la vieillesse et du décès prématuré (L. 14.7.1930 ; L. 23.7.1932 ; arrêtés royaux d'exécution du 15.12.1937)							4	1	3
Chômage, subventions, indemnités ou allocations perçues indûment (A.R. 31.5.1933)				1		1			
Arrêté organique du 26.5.1945 instituant le fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires	5		5	3		3	2		2
Chômage (infractions assimilées à l'art. 496)									
Chômage (infractions assimilées à l'art. 508)									
Contrôle des entreprises d'assurances sur la vie (L.26.6.1930)									

6. TRANSPORT,

Chemins de fer concédés ou vicinaux (L. 12.4.1835, L. 24.6.1885, L. 25.7.1891, etc.)	1		1						
Tramways (A.R. des 2.12.1902 et 27.1.1931)									
Voie roulage et messageries (réglementation)	110	9	101	14	1	13	43	9	34
Assurance obligatoire véhicules automoteurs (1.7.1956)	87	13	74	26	6	20	14	1	13
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (L. 1.8.1924, art. 3)	20		20	8	1	7	4		4
Avoir conduit un véhicule pendant la déchéance du droit de conduire (L. 1.8.1924, art. 2)	1		1						
Police maritime (réglementation)									
Police des rivières et des polders							2	2	
Inscriptions sur la voie publique (A.L. 29.12.1945)	3		3	15	1	14	11	3	8
Navigation aérienne (L.L. des 16.11.1919 et 27.6.1937)				1		1			
Télégraphes et téléphones (L. 1.3.1851)									
Postes (réglementation)									

RECAPITULATION DES

Crimes correctionnalisés prévus par le Code pénal	180	28	152	57	7	50	146	12	134
Délits prévus par le Code pénal	2.082	210	1.872	338	134	1.204	1.432	150	1.282
Contraventions de police prévues par le Code pénal	9	1	8	7	1	6	7		7
Infractions prévues par des lois spéciales	853	123	730	392	32	360	493	92	401
Totaux :	3.124	362	2.762	794	174	1.820	2.078	254	1.824

BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIEGE			HUY		
38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
3	2	1	6		6	3		3	3		3	3	2	1	2		2
1		1	2		2	3		3	2	2		1	1				
12	2	10	3		3	12	9	3	9	1	8	1		1	2		2
						3	1	2									

VOIRIE, COMMUNICATIONS

			1		1									1			1			
33	3	30	40	10	30	16	3	13	24	7	17	71	16	55	7	3			4	
73	19	54	53	5	48	17	5	12	17	2	15	169	9	160	29	1			28	
14	1	13	39		39	2		2	5		5	18		18	3				3	
												2		2	2				2	
22	4	18							1		1									
									1		1	4		4	3	1			2	
13		13	15	1	14	11	8	3	1	1		17	4	13	1				1	

INFRACTIONS JUGEES EN PREMIER RESSORT

182	28	154	166	11	155	42	12	30	51	8	43	431	46	385	43				43
2.260	270	1.990	2.060	243	1.817	608	134	474	828	64	764	2.223	243	1.980	328	28			300
20	4	16	13	2	11	27	10	17	9		9	4	2	2					
885	129	756	876	74	802	247	85	482	316	38	278	1.196	68	1.128	216	12			204
3.347	431	2.916	3.115	330	2.785	924	241	683	1.204	110	1.094	3.854	359	3.495	587	40			547

NATURE DES INFRACTIONS	VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
Allocations familiales (loi de généralisation du 4.8.1930 et arrêtés royaux d'exécution)	1	1																						
Assurances en vue de la vieillesse et du décès prématuré (L. 14.7.1930 ; L. 23.7.1932 ; arrêtés royaux d'exécution du 15.12.1937)	1		1										1		1				2		2			
Chômage, subventions, indemnités ou allocations perçues indûment (A.R. 31.5.1933)																			2		2			
Arrêté organique du 26.5.1945 instituant le fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires	2	2		1		1	4		4	2		2			1		1	1			1			
Chômage (infractions assimilées à l'art. 496)																								
Chômage (infractions assimilées à l'art. 508)							1		1															
Contrôle des entreprises d'assurances sur la vie (L. 26.6.1930)																								

6. TRANSPORT,

VOIRIE, COMMUNICATIONS

Chemins de fer concédés ou vicinaux (L. 12.4.1835, L. 24.6.1885, L. 25.7.1891, etc.)				2		2									2		2							
Tramways (A.R. des 2.12.1902 et 27.1.1931)																								
Voirie, roulage et messageries (réglementation)	17	6	11	40	13	27	46	10	36	21	8	13	2	1	1	11	2	9	22	3	19	14	2	12
Assurance obligatoire véhicules automoteurs (1.7.1956)	44	5	39	50	5	45	40	3	37	17	7	16	14	1	19	28	1	27	87	3	84	33	1	32
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (L. 1.8.1924, art. 3)	4		4	3	1	2	13		13	3		3				1		1	5		5	1		1
Avoir conduit un véhicule pendant la déchéance du droit de conduire (L. 1.8.1924, art. 2)	1	1																						
Police maritime (réglementation)																								
Police des rivières et des polders	4	2	2																1	1				
Inscriptions sur la voie publique (A.L. 20.12.1945)	5	1	4				2		2															
Navigaton aérienne (L.L. des 16.11.1919 et 27.6.1937)																								
Télégraphes et téléphones (L. 1.3.1851)																								
Postes (réglementation)																								

RECAPITULATION DES

INFRACTIONS JUGEES EN PREMIER RESSORT

Crimes correctionnalisés prévus par le Code pénal	95	15	80	70	19	51	58	6	53	44	4	40	12	2	10	25	6	19	133	20	113	63	7	58
Délits prévus par le Code pénal	592	69	503	797	136	661	1.059	178	881	416	48	368	133	18	115	208	27	181	598	111	485	428	78	350
Contraventions de police prévues par le Code pénal	2		2	3	1	2	6	4	2	6	2	4	2		2	3	1					4		4
Infractions prévues par des lois spéciales	328	47	281	438	101	337	389	61	328	181	24	157	95	9	86	180	23	157	334	37	297	237	43	194
Totaux :	1.017	151	866	1.308	257	1.061	1.513	249	1.264	647	78	569	242	29	213	416	57	350	1.063	168	895	732	128	604

TABEAU 4 bis - PREVENUS JUGES EN DEGRE D'APPEL, PAR CHAQUE TRIBUNAL CORRECTIONNEL PENDANT
Récapitulation générale des prévenus

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1									
Infractions jugées en degré d'appel									
Délits prévus par le Code pénal	7	-	7	8	3	5	36	13	23
Contraventions de police prévues par le Code pénal	12	6	6	-	-	-	-	-	-
Infractions prévues par des lois spéciales	1.154	272	882	141	41	100	104	37	67
Totaux :	1.173	278	895	149	44	105	140	50	90
Totaux des infractions jugées en premier ressort	7.711	438	7.273	1.323	130	1.193	790	91	699
Récapitulation générale									
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	8.884	716	8.168	1.472	174	1.298	930	141	789

L'ANNEE ET CLASSES D'APRES LA NATURE DES INFRACTIONS ET LE RESULTAT DES POURSUITES - 1962
jugés par chaque tribunal en premier ressort et en degré d'appel

ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI		
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
27	-	23	4	-	4	21	5	16	61	21	4	140	68	72	53	15	38
18	4	14	1	-	1	3	-	3	7	5	-	7	4	3	3	2	1
837	250	587	111	43	68	106	30	70	266	101	165	347	158	189	107	32	75
882	258	624	116	43	73	130	35	95	334	127	207	494	230	264	163	49	114
721	485	5.236	1.335	223	1.112	1.370	135	1.235	2.750	289	2.461	3.244	536	2.708	1.183	114	1.069
603	743	5.860	1.451	265	1.185	1.500	170	1.330	3.084	416	2.668	3.738	766	2.972	1.346	163	1.183

NATURE DES INFRACTIONS	GAND			AUDENARDE			TERMONDE		
	29	30	31	32	33	34	35	36	37
1 bis									
Infractions jugées en degré d'appel									
Délits prévus par le Code pénal	1	-	1	3	-	3	1	1	-
Contraventions de police prévues par le Code pénal	8	7	1	1	1	-	9	4	5
Infractions prévues par des lois spéciales	608	211	397	289	95	194	483	160	323
Totaux :	617	218	399	293	96	197	493	165	328
Totaux des infractions jugées en premier ressort	3.124	362	2.762	1.794	174	1.620	2.078	254	1.824
Récapitulation générale									
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	3.741	580	3.161	2.087	270	1.817	2.571	419	2.152

BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIEGE			HUY		
38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
4	-	4	29	19	10	2	2	-	1	-	1	386	124	262	87	38	49
7	4	3	5	2	3	4	2	2	4	1	3	8	2	6	1	-	1
500	157	343	366	131	235	121	54	67	144	51	93	868	313	555	204	87	117
511	161	350	400	152	243	127	58	69	149	52	97	1.262	439	823	292	125	107
3.347	431	2.916	3.115	330	2.785	924	241	683	1.204	110	1.094	3.854	359	3.495	587	40	547
3.858	592	3.265	3.515	492	3.033	1.051	299	759	1.353	162	1.191	5.110	798	4.318	870	105	714

NATURE DES INFRACTIONS	VERVIERS			TONGRES			HASSELT		
	56	57	58	59	60	61	62	63	64
1 ter									
Infractions jugées en degré d'appel									
Délits prévus par le Code pénal	135	31	104	62	19	43	64	26	38
Contraventions de police prévues par le Code pénal	11	2	9	4	2	2	1	-	1
Infractions prévues par des lois spéciales	311	94	217	230	104	126	216	63	153
Totaux :	457	127	330	296	125	171	281	89	192
Totaux des infractions jugées en premier ressort	1.017	151	866	1.308	257	1.051	1.513	249	1.264
Récapitulation générale									
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	1.474	278	1.196	1.604	382	1.222	1.794	338	1.456

ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
22	10	12	23	5	18	37	9	28	113	44	79	64	14	50
4	1	3	2	1	1	1	1	-	2	5	5	2	2	3
85	20	65	51	16	35	72	36	43	284	100	189	172	60	112
111	31	80	76	22	54	117	45	71	419	145	273	241	70	165
647	78	569	242	29	213	415	57	359	1.063	168	805	732	128	601
758	109	649	318	51	267	633	103	430	1.482	314	1.168	973	264	769

TABEAU 5 - RESULTAT DETAILLE DES POURSUITES DEVANT LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

ARRONDISSEMENTS	Totaux des prévenus	Nombre des acquittés	Nombre des condamnés	CONDAMNES																					
				A L'EMPRISONNEMENT																					
				conditionnel de						simple de															
				6 mois à 2 ans	3 à 6 mois	1 à 3 mois	8 jours à 1 mois	moins de 8 jours	5 ans et plus	+ 2 à 5 ans	2 ans	6 mois à 2 ans	3 à 6 mois	1 à 3 mois	8 jours à 1 mois	moins de 8 jours	5 ans et plus	2 ans							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
Bruxelles			3.297	143	214	195	93	-	1	9	17	75	26	78	135	39	1	93	4	3.133	41	122	-	-	220
{ Primaires			3.297	143	214	195	93	-	1	9	17	75	26	78	135	39	1	93	4	3.133	41	122	-	-	220
{ Récidivistes			3.976	72	112	144	79	-	6	23	22	129	87	258	347	155	1	36	2	3.444	19	123	-	4	381
Total :	7.711	438	7.273	215	326	339	172	-	7	32	39	204	113	376	482	194	2	129	6	4.577	60	245	-	4	601
Louvain			692	14	33	117	70	2	-	4	-	2	-	-	9	4	-	110	3	254	40	20	-	-	26
{ Primaires			692	14	33	117	70	2	-	4	-	2	-	-	9	4	-	110	3	254	40	20	-	-	26
{ Récidivistes			501	9	17	39	23	1	1	2	4	5	3	19	51	20	-	39	2	256	10	16	-	-	25
Total :	1.323	130	1.193	23	50	156	93	3	1	6	4	7	3	19	60	24	-	149	5	540	50	36	-	-	51
Nivelles			375	13	18	65	15	-	-	1	2	1	1	2	11	-	-	92	2	141	11	18	-	-	23
{ Primaires			375	13	18	65	15	-	-	1	2	1	1	2	11	-	-	92	2	141	11	18	-	-	23
{ Récidivistes			324	2	5	28	13	-	1	-	1	4	3	11	33	22	-	25	1	171	4	15	-	-	17
Total :	790	91	699	15	23	93	28	-	1	1	3	5	4	13	44	22	-	117	3	312	15	33	-	-	40
Anvers			2.700	72	140	357	223	-	1	4	13	29	23	41	85	47	-	337	16	1.127	115	116	-	2	100
{ Primaires			2.700	72	140	357	223	-	1	4	13	29	23	41	85	47	-	337	16	1.127	115	116	-	2	100
{ Récidivistes			2.536	41	89	192	138	-	2	8	25	57	50	107	192	97	-	160	5	1.314	59	76	-	3	126
Total :	5.721	485	5.236	113	229	549	361	-	3	12	38	86	73	148	277	144	-	437	21	3.511	174	192	-	5	226
Malines			658	22	21	38	15	-	-	-	1	4	3	5	7	6	-	275	40	154	37	9	-	-	12
{ Primaires			658	22	21	38	15	-	-	-	1	4	3	5	7	6	-	275	40	154	37	9	-	-	12
{ Récidivistes			454	6	6	11	14	-	-	1	3	7	6	7	27	20	-	64	2	243	21	4	-	-	9
Total :	1.335	223	1.112	28	27	49	29	-	-	1	4	11	9	12	44	26	-	339	42	433	58	13	-	-	21
Turnhout			716	10	20	48	65	-	-	-	3	4	2	12	17	7	-	405	18	100	4	10	-	-	33
{ Primaires			716	10	20	48	65	-	-	-	3	4	2	12	17	7	-	405	18	100	4	10	-	-	33
{ Récidivistes			519	8	4	22	23	-	-	2	2	7	3	11	27	33	-	110	3	260	4	3	-	-	36
Total :	1.370	135	1.235	18	24	70	88	-	-	2	5	11	6	23	44	40	-	515	21	360	6	13	-	-	69
Mons			1.249	44	61	118	73	-	-	5	2	10	3	9	24	14	-	211	24	378	63	51	-	1	30
{ Primaires			1.249	44	61	118	73	-	-	5	2	10	3	9	24	14	-	211	24	378	63	51	-	1	30
{ Récidivistes			1.212	13	34	69	64	-	-	5	6	22	14	37	88	45	-	60	8	627	57	30	-	1	47
Total :	2.750	289	2.461	57	95	187	137	-	-	10	8	32	17	46	122	62	-	271	32	1.265	120	81	-	2	77
Charleroi			1.294	61	52	146	85	-	-	2	9	17	15	20	42	8	-	472	19	329	17	78	-	-	84
{ Primaires			1.294	61	52	146	85	-	-	2	9	17	15	20	42	8	-	472	19	329	17	78	-	-	84
{ Récidivistes			1.414	25	43	134	63	-	2	8	8	50	32	109	157	34	1	173	5	562	8	83	-	-	151
Total :	3.244	536	2.708	86	95	280	148	-	2	10	17	67	47	129	199	42	1	645	24	891	25	161	-	-	235
Tournai			570	24	40	94	73	8	-	1	1	3	2	9	6	3	-	13	4	216	72	36	-	-	53
{ Primaires			570	24	40	94	73	8	-	1	1	3	2	9	6	3	-	13	4	216	72	36	-	-	53
{ Récidivistes			499	12	36	77	51	6	1	-	-	10	2	12	45	19	-	4	6	173	42	14	-	-	44
Total :	1.183	114	1.069	36	76	171	124	14	1	1	1	13	4	21	55	22	-	17	10	389	114	50	-	-	97
Gand			1.366	37	83	119	72	-	-	2	9	13	5	14	31	17	-	150	21	702	91	29	-	-	65
{ Primaires			1.366	37	83	119	72	-	-	2	9	13	5	14	31	17	-	150	21	702	91	29	-	-	65
{ Récidivistes			1.396	14	35	62	52	-	2	4	7	25	13	65	130	89	-	52	2	739	56	21	-	1	123
Total :	3.124	362	2.762	51	118	181	124	-	2	6	16	38	18	79	161	106	-	202	23	1.491	146	50	-	1	188
Audenarde			907	9	28	53	31	-	-	-	1	4	3	2	18	11	-	455	29	245	14	10	-	1	25
{ Primaires			907	9	28	53	31	-	-	-	1	4	3	2	18	11	-	455	29	245	14	10	-	1	25
{ Récidivistes			713	5	3	17	14	-	-	1	1	12	3	14	68	55	-	45	5	417	13	6	-	-	24
Total :	1.794	174	1.620	14	31	70	45	-	-	2	2	16	6	16	86	66	-	540	34	665	27	16	-	1	49

JUGANT EN PREMIER RESSORT - PREVENUS CLASSES SUIVANT LEURS ANTECEDENTS JUDICIAIRES - 1962

ARRONDISSEMENTS	Totaux des prévenus	Nombre des acquittés	Nombre des condamnés	CONDAMNES																					
				A L'EMPRISONNEMENT												A L'AMENDE				ACCESSOIRES A					
				conditionnel de						simple de						conditionnelle de		simple de		l'interdiction	la mise à disposition du gouvernement		l'interdiction de conduire		
				6 mois à 2 ans	3 à 6 mois	1 à 3 mois	8 jours à 1 mois	moins de 8 jours	5 ans et plus	+ 2 à 5 ans	2 ans	6 mois à 2 ans	3 à 6 mois	1 à 3 mois	8 jours à 1 mois	moins de 8 jours	26 F et plus	moins de 26 F	26 F et plus		moins de 26 F	L. L. 27.11 1891 art 14.155 192 art. 37		L. 9.4 1930 art 25	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
Bruxelles			3.297	143	214	195	93	-	1	9	17	75	26	78	135	39	1	93	4	3.133	41	122	-	-	220
{ Primaires			3.297	143	214	195	93	-	1	9	17	75	26	78	135	39	1	93	4	3.133	41	122	-	-	220
{ Récidivistes			3.976	72	112	144	79	-	6	23	22	129	87	258	347	155	1	36	2	3.444	19	123	-	4	381
Total :	7.711	438	7.273	215	326	339	172	-	7	32	39	204	113	376	482	194	2	129	6	4.577	60	245	-	4	601
Louvain			692	14	33	117	70	2	-	4	-	2	-	-	9	4	-	110	3	254	40	20	-	-	26
{ Primaires			692	14	33	117	70	2	-	4	-	2	-	-	9	4	-	110	3	254	40	20	-	-	26
{ Récidivistes			501	9	17	39	23	1	1	2	4	5	3	19	51	20	-	39	2	256	10	16	-	-	25
Total :	1.323	130	1.193	23	50	156	93	3	1	6	4	7	3	19	60	24	-	149	5	540	50	36	-	-	51
Nivelles			375	13	18	65	15	-	-	1	2	1	1	2	11	-	-	92	2	141	11	18	-	-	23
{ Primaires			375	13	18																				

TABEAU 5 - RESULTAT DETAILLE DES POURSUITES DEVANT LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

ARRONDISSEMENTS	Totaux des prévenus	Nombre des acquittés	Nombre des condamnés	CONDAMNÉS																							
				A L'EMPRISONNEMENT																							
				conditionnel de									sim- ple de														
				6 mois à 2 ans	3 à 6 mois	1 à 3 mois	3 jours à 1 mois	moins de 8 jours	5 ans et plus	+ 2 à 5 ans	2 ans	10	11	12													
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26		
Termonde			927	14	30	120	41	-	-	-	3	1	7	6	4	24	19	-	45	4	113	8	30	-	-	34	
			(Récidivistes)	897	6	12	33	22	-	-	-	-	1	10	22	8	21	110	61	-	114	13	444	20	20	-	1
Total :	2.078	254	1.824	20	42	153	63	-	-	4	11	29	14	25	134	80	-	603	61	567	23	50	-	1	88		
Bruges			1.562	24	47	167	35	-	-	-	2	1	17	10	22	46	13	-	323	6	509	40	68	-	-	61	
			(Récidivistes)	1.354	9	19	101	44	-	-	1	-	-	7	26	21	39	92	52	-	130	2	766	16	35	6	-
Total :	3.347	431	2.916	33	66	268	79	-	1	2	8	41	31	61	138	65	-	453	8	1.603	56	103	6	-	-	132	
Courtrai			1.498	34	39	124	56	-	-	-	3	2	8	7	9	35	18	-	231	15	821	105	44	-	-	62	
			(Récidivistes)	1.287	18	21	61	20	-	-	-	-	3	5	7	11	32	89	57	-	35	1	371	43	38	-	1
Total :	3.115	330	2.785	52	60	185	76	-	-	6	7	15	18	47	124	71	-	466	16	1.695	149	83	-	-	1	142	
Furnes			380	4	12	19	7	-	-	-	-	1	-	-	1	10	7	-	75	17	201	25	10	-	-	3	
			(Récidivistes)	303	1	3	10	2	-	-	-	-	-	1	1	2	4	16	14	-	38	1	193	17	4	-	-
Total :	924	241	683	5	15	29	9	-	-	-	2	1	3	5	26	21	-	113	18	394	42	14	-	-	-	12	
Ypres			639	3	10	32	17	-	-	-	-	1	-	-	2	6	20	4	-	250	43	206	13	14	-	-	19
			(Récidivistes)	455	3	6	16	13	-	-	-	-	-	-	2	1	14	28	17	-	97	6	241	11	9	-	-
Total :	1.204	110	1.094	6	16	48	30	-	-	-	1	2	3	22	46	21	-	347	49	447	24	23	-	-	-	34	
Liège			1.672	64	99	233	216	-	1	8	4	36	26	60	126	47	-	-	208	9	523	14	92	-	1	94	
			(Récidivistes)	1.823	18	53	162	135	-	1	11	9	69	42	140	256	80	-	-	147	6	580	8	47	-	3	135
Total :	3.854	359	3.495	82	152	401	351	-	2	19	13	106	68	200	382	125	-	355	15	1.203	22	129	-	4	-	229	
Huy			229	5	6	23	38	-	-	-	1	2	2	-	4	9	6	-	77	1	53	2	9	-	-	26	
			(Récidivistes)	318	6	6	15	37	-	1	3	3	3	7	10	42	17	-	-	37	-	136	4	12	-	1	34
Total :	587	40	547	11	12	38	75	-	1	4	5	5	7	14	52	25	-	104	1	199	6	21	-	1	60		
Verviers			422	14	30	47	36	-	2	1	-	5	3	22	21	18	-	-	51	-	166	6	19	-	-	17	
			(Récidivistes)	444	5	11	31	24	-	-	-	3	4	11	4	31	58	41	-	9	-	204	9	13	-	-	25
Total :	1.017	151	866	19	41	78	60	-	2	4	4	16	7	53	79	59	-	60	-	370	14	32	-	-	-	42	
Tongres			657	20	31	70	99	-	1	-	-	3	5	20	25	25	-	-	182	11	164	19	21	-	-	64	
			(Récidivistes)	394	10	18	39	39	-	-	-	-	-	8	4	13	57	26	-	53	5	182	4	8	-	-	46
Total :	1.308	257	1.051	30	49	109	138	-	1	-	2	11	9	39	82	51	-	235	16	346	23	29	-	-	-	110	
Hasselt			725	9	18	48	98	-	-	-	1	-	5	4	9	25	9	-	157	-	321	21	7	-	-	63	
			(Récidivistes)	539	13	14	33	56	-	-	-	-	2	0	2	13	40	41	-	49	2	258	13	6	-	-	55
Total :	1.513	249	1.264	22	32	81	154	-	-	1	2	14	6	22	65	50	-	206	2	579	34	13	-	-	-	112	
Arlon			300	9	5	27	32	1	-	-	1	-	1	1	9	17	14	-	105	3	68	9	7	-	1	16	
			(Récidivistes)	269	3	6	13	20	-	-	-	-	1	1	6	3	16	32	15	-	59	1	86	6	7	-	1
Total :	647	78	569	12	11	40	52	1	-	2	1	7	4	25	47	29	-	164	4	152	15	14	-	-	2	41	

JUGEANT EN PREMIER RESSORT - PREVENUS CLASSES SUIVANT LEURS ANTECEDENTS JUDICIAIRES - 1962 (SUITE)

ARRONDISSEMENTS	Totaux des prévenus	Nombre des acquittés	Nombre des condamnés	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A																					
				A L'AMENDE																					
				conditionnelle de										simple de				l'interdic- tion de conduire	la mise à disposi- tion du gouvernemen- t L. 27.11.1891, art. 14, 15, 5. 1930, art. 25						
				10 jours à 2 ans	6 mois	3 à 6 mois	1 à 3 mois	15 jours à 1 mois	de 5 jours	25 F et plus de 26 F	25 F et plus de 26 F	10 jours	25 F et plus de 26 F	Interdiction	23	24	25								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
Termonde				14	30	120	41	-	-	3	1	7	6	4	24	19	-	48	4	113	8	30	-	-	34
				(Récidivistes)	6	12	33	22	-	-	1	10	22	8	21	110	61	-	114	13	444	20	20	-	1
Total :	2.078	254	1.824	20	42	153	63	-	-	4	11	29	14	25	134	80	-	603	61	567	23	50	-	1	88
Bruges				24	47	167	35	-	-	2	1	17	10	22	46	13	-	323	6	509	40	68	-	-	61
				(Récidivistes)	9	19	101	44	-	-	1	7	26	21	39	92	52	-	130	2	766	16	35	6	-
Total :	3.347	431	2.916	33	66	268	79	-	1	2	8	41	31	61	138	65	-	466	8	1.603	56	103	6	-	132
Courtrai				34	39	124	56	-	-	3	2	8	7	9	35	18	-	231	15	821	105	44	-	-	62
				(Récidivistes)	18	21	61	20	-	-	3	5	7	11	32	89	57	-	35	1	371	43	38	-	1
Total :	3.115	330	2.785	52	60	185	76	-	-	6	7	15	18	47	124	71	-	466	16	1.695	149	83	-	-	142
Furnes				4	12	19	7	-	-	-	1	-	-	1	10	7	-	75	17	201	25	10	-	-	3
				(Récidivistes)	1	3	10	2	-	-	-	-	1	1	1	2	4	16	14	-	38	1	193	17	4
Total :	924	241	683	5	15	29	9	-	-	-	2	1	3	5	26	21	-	113	18	394	42	14	-	-	12
Ypres				3	10	32	17	-	-	-	1	-	2	6	20	4	-	250	43	206	13	14	-	-	19
				(Récidivistes)	3	6	16	13	-	-	-	-	1	-	2	1	14	28	17	-	97	6	241	11	9
Total :	1.204	110	1.094	6	16	48	30	-	-	-	1	2	3	22	46	21	-	347	49	447	24	23	-	-	34
Liège				64	99	233	216	-	1	8	4	36	26	60	126	47	-	208	9	523	14	92	-	1	94
				(Récidivistes)	18	53	162	135	-	1	11	9	69	42	140	256	80	-	147	6	580	8	47	-	3
Total :	3.854	359	3.495	82	152	401	351	-	2	19	13	106	68	200	382	125	-	355	15	1.203	22	129	-	4	229
Huy				5	6	23	38	-	-	1	2	2	-	4	9	6	-	77	1	53	2	9	-	-	26
				(Récidivistes)	6	6	15	37	-	1	3	3	7	10	42	17	-	37	-	136	4	136	4	12	-
Total :	587	40	547	11	12	38	75	-	1	4	5	5	7	14	52	25	-								

TABEAU 5 - RESULTATS DETAILLE DES POURSUITES DEVANT LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

ARRONDISSEMENTS	Totaux des prévenus	Nombre des acquittés	Nombre des condamnés	CONDAMNÉS											CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A											
				A L'EMPRISONNEMENT								A L'AMENDE			CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A											
				conditionnel de				simple				de			conditionnelle de		simple de	l'insertion	la mise à disposition du gouvernement		l'interdiction de conduire					
				6 mois à 2 ans	3 à 6 mois	1 à 3 mois	8 jours à 1 mois	moins de 8 jours	5 ans et plus	+ 2 à 5 ans	2 ans	+ 6 mois à 2 ans	6 mois	3 à 6 mois	1 à 3 mois	8 jours à 1 mois	de 8 jours		26 F et plus	moins de 25 F		26 F et plus	moins de 25 F	l. l. 27.11.891 art. 14, 15, 5. 1912 art. 37	L. 9.4.1930. art. 25	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	
Marche-en-Famenne (Primaires / Récidivistes)			96	7	11	16	19	-	-	-	-	-	1	1	1	2	5	6	-	7	-	18	3	-	-	9
Total :	242	29	213	9	14	25	29	-	-	-	-	1	3	2	6	22	15	-	15	-	63	4	5	-	-	17
Neufchâteau (Primaires / Récidivistes)			165	4	1	10	32	-	-	-	-	2	1	1	-	2	2	-	56	7	39	9	1	-	-	3
Total :	416	57	359	4	4	22	51	-	-	-	-	2	1	5	8	7	17	-	77	11	133	17	1	-	-	17
Namur (Primaires / Récidivistes)			436	16	15	50	76	-	-	-	-	3	10	6	11	33	11	-	44	1	147	13	21	-	-	17
Total :	1.063	168	859	20	20	79	133	-	1	-	-	10	22	14	36	77	57	-	67	3	336	18	37	-	-	34
Dinant (Primaires / Récidivistes)			292	10	14	54	66	1	1	-	-	-	1	6	7	21	12	-	47	19	29	4	13	-	-	25
Total :	732	128	604	15	21	83	97	1	3	-	-	3	6	7	12	73	59	-	83	31	97	13	27	-	-	53
Le Royaume (Primaires / Récidivistes)			23.824	686	1.078	2.390	1.683	12	8	49	77	258	163	380	314	366	2	4.918	360	9.767	727	85	-	-	6	1.189
Total :	52.392	5.859	46.533	996	1.649	3.784	2.746	19	28	125	209	770	443	1.456	2.912	1.476	5	6.567	456	21.556	1.261	1.47	6	22	2.726	

JUGEANT EN PREMIER RESSORT - PREVENUS CLASSES SELVANT LES ANTECEDENTS JUDICIAIRES - 1962 (SUITE)

ARRONDISSEMENTS	Totaux des prévenus	Nombre des acquittés	Nombre des condamnés	CONDAMNÉS											CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A											
				A L'EMPRISONNEMENT								A L'AMENDE			CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A											
				conditionnel de				simple				de			conditionnelle de		simple de	l'insertion	la mise à disposition du gouvernement		l'interdiction de conduire					
				6 mois à 2 ans	3 à 6 mois	1 à 3 mois	8 jours à 1 mois	moins de 8 jours	5 ans et plus	+ 2 à 5 ans	2 ans	+ 6 mois à 2 ans	6 mois	3 à 6 mois	1 à 3 mois	8 jours à 1 mois	de 8 jours		26 F et plus	moins de 25 F		26 F et plus	moins de 25 F	l. l. 27.11.891 art. 14, 15, 5. 1912 art. 37	L. 9.4.1930. art. 25	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	
Marche-en-Famenne (Primaires / Récidivistes)			96	7	11	16	19	-	-	-	-	-	1	1	1	2	5	6	-	7	-	18	3	-	-	9
Total :	242	29	213	9	14	25	29	-	-	-	-	1	3	2	6	22	15	-	15	-	63	4	5	-	-	17
Neufchâteau (Primaires / Récidivistes)			165	4	1	10	32	-	-	-	-	2	1	1	-	2	2	-	56	7	39	9	1	-	-	3
Total :	416	57	359	4	4	22	51	-	-	-	-	2	1	5	8	7	17	-	77	11	133	17	1	-	-	17
Namur (Primaires / Récidivistes)			436	16	15	50	76	-	-	-	-	3	10	6	11	33	11	-	44	1	147	13	21	-	-	17
Total :	1.063	168	859	20	20	79	133	-	1	-	-	10	22	14	36	77	57	-	67	3	336	18	37	-	-	34
Dinant (Primaires / Récidivistes)			292	10	14	54	66	1	1	-	-	-	1	6	7	21	12	-	47	19	29	4	13	-	-	25
Total :	732	128	604	15	21	83	97	1	3	-	-	3	6	7	12	73	59	-	83	31	97	13	27	-	-	53
Le Royaume (Primaires / Récidivistes)			23.824	686	1.078	2.390	1.683	12	8	49	77	258	163	380	314	366	2	4.918	360	9.767	727	85	-	-	6	1.189
Total :	52.392	5.859	46.533	996	1.649	3.784	2.746	19	28	125	209	770	443	1.456	2.912	1.476	5	6.567	456	21.556	1.261	1.47	6	22	2.726	

Récapitulation des condamnés

à l'emprisonnement

- conditionnel
- sans condition

à l'amende

- conditionnelle
- simple

condamnés jugés en premier ressort en 1962

- plus de 2 ans : 153
- plus de 6 mois à 2 ans : 573
- de 6 mois et moins : 6.367
- à l'amende : 7.023
- à l'emprisonnement : 22.817
- Total des condamnés : 46.533

TABEAU 6 - RECHUTES APRES UNE CONDAMNATION CONDITIONNELLE - 1962

PEINE NOUVELLE ENCOURUE Correctionnelle (ou criminelle)	Durée du sursis qui avait été accordé							Total
	6 mois	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	8	
1	2	3	4	5	6	7	8	
Empisonnement de :								
plus d'un mois à moins de 6 mois	2	14	7	306	-	362	691	
6 mois à moins de 3 ans	1	10	3	132	-	134	280	
3 ans et plus	-	1	-	7	-	13	21	
TOTAL :	3	25	10	445	-	509	992	

TABLEAU 7. - CONSEILS DE GUERRE ET COUR MILITAIRE - CONdamnations DEFINITIVES D'APRES LA NATURE DES INFRACTIONS - 1962

NATURE DES INFRACTIONS	Nombre des acquittements	Nombre des condamnations	PEINES PRINCIPALES						PEINES ACCESSOIRES					
			Mort	Peines privatives de liberté			Peines d'amendes		Déchéance	Destitution	Interdiction	Disposition du Gouvernement	Loi de la Défense sociale	
				de 5 ans à perpétuité	de plus de 2 ans à moins de 5 ans	de 2 ans et moins	conditionnelles	simples						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
CRIMES														
Faux en écriture (art. 194 à 197)	-	4	-	-	-	3	1	-	-	-	-	-	-	-
Attentat à la pudeur sans violence ni menaces sur mineur de moins de 16 ans (art. 372, § 1)	2	15	-	-	-	11	4	-	-	-	-	14	-	-
Attentat à la pudeur avec violence ou menaces sur mineur de plus de 16 ans (art. 373, § 2)	5	3	-	-	-	3	-	-	-	-	-	3	-	-
Attentat à la pudeur avec violence ou menaces sur mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité (art. 373, § 2, 377)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attentat à la pudeur avec violence ou menaces sur mineur de plus de 16 ans par plusieurs s'entraïdant (art. 373, § 3, 377, § 4, L. 15. 5. 1959)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attentat à la pudeur avec violence ou menaces sur mineur de moins de 16 ans (art. 373, § 3)	1	23	-	-	1	17	5	-	-	-	-	23	-	-
Viol (art. 375, 377, § 5, 6, 7)	-	5	-	-	2	2	1	-	-	-	-	5	-	-
Bigamie (art. 391)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Meurtre (art. 393, 394)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Homicide (art. 392)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures avec préméditation ayant causé maladie incurable (art. 400, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures ayant causé la mort (art. 401)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

TABLEAU 7. - 1962 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Nombre des acquittements	Nombre des condamnations	PEINES PRINCIPALES						PEINES ACCESSOIRES					
			Mort	Peines privatives de liberté			Peines d'amendes		Déchéance	Destitution	Interdiction	Disposition du Gouvernement	Loi de la Défense sociale	
				de 5 ans à perpétuité	de plus de 2 ans à moins de 5 ans	de 2 ans et moins	conditionnelles	simples						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
DELITS														
Vol à l'aide d'effraction, escalade, violence ou menaces (art. 467 à 470)	-	63	-	-	1	29	32	1	-	-	-	-	-	-
Vol à l'aide de violence ou menaces dans maison habitée ou chemin public (art. 471, 472)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recel de choses obtenues par crime ou délit (art. 505, 506)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Incendie de lieux habités (art. 510)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Destruction de construction (art. 521)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
DELITS														
Atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat (art. 118 bis, 119, 120, 120 bis, 120 ter, 123 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ouverture, suppression de lettres ou autres communications par fonctionnaire (art. 149 L. 13.10.1930, art. 18)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon et usage de papier timbré, coupons, sceaux (art. 183, 184)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon de timbres, coupons, enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi (et usage) (art. 190)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux et usage de faux (art. 196 à 207, 209, 210)	1	15	-	-	-	5	9	1	1	-	-	-	-	-
Faux témoignage en justice (art. 213 à 220)	1	2	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-
Usurpation de nom ou de titre, pour illégal de décoration, costume, etc. (art. 228 à 232)	-	3	-	-	-	-	1	2	-	-	-	-	-	-
Détournement par un dépositaire public (art. 240, § 2)	-	5	-	-	-	5	-	-	-	-	-	-	-	-
Concussion (art. 243 à 245)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corruption : offres agréées par un fonctionnaire (art. 246, 247)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corruption d'arbitre ou de prud'homme (art. 248 - 251)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Essais de complot fonctionnaire, arbitre (art. 252)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation du secret des dépêches télégraphiques et communications téléphoniques (L. 13.10.1930)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rébellion (art. 271, 272)	-	2	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrages envers député, ministre, magistrat (art. 275)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrages envers officier ministériel, agents de l'autorité (art. 276)	-	7	-	-	-	4	2	-	1	-	-	-	-	-
Coups et blessures à des jurés ou témoins (art. 278, 279, 282)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures à un officier ministériel ou agent de l'autorité (art. 280, 281)	-	6	-	-	-	1	1	-	4	-	-	-	-	-
Bris de scellés 288, 285 à 287	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entraves à la liberté des enchères (art. 314)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

TABLEAU 7. - 1962 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
III. - COMMERCE ET INDUSTRIE														
Réglementation des constructions privées (A. 2.12.1946)														
IV. - AGRICULTURE, ANIMAUX, CHASSE, PECHE														
Chasse L. 28.2.1882, modifiée par L. 4.4.1900, sauf article 31		4				4								
Police sanitaire des animaux domestiques; insectes nuisibles (L. 30.12.1882)														
Protection des animaux (L. 22.3.1929)														
V. - TRANSPORTS, VOIRIE, COMMUNICATIONS														
Chemins de fer concédés ou vicinaux (L. 12.4.1835; L. 24.6.1885; L. 25.7.1891, etc.)														
Avoir pris la fuite après avoir causé ou occasionné un accident (L. 1.8.1924, art. 3)	4													
Voie, roulage et messagerie (26.8.25)	26	309				25	10	66	208		1			
Navigation aérienne (L. L. 16.11.1919 et 27.6.1937)														
Télégraphe et téléphone (L. 1.3.1851, etc.)														
Assurance obligatoire véhicules automoteurs (L. 1.7.56)														
VI. - CODE PENAL MILITAIRE														
Porté les armes contre la Belgique et ses alliés		4		4								2		
Dénonciation		1			1							1		
Désertion	5	264				72	191							
Abandon de poste	2	43				10	33		1					
Insubordination	3	140				20	120							
Refus d'obéissance		22				5	17							
Outrages envers supérieur	1	25				6	19							
Violences envers un supérieur	2	36				11	24		1					
Violences envers une sentinelle														
Vente ou reproduction d'effets militaires	1	6				1	5							
Vol au préjudice de l'Etat ou de militaire	6	64				30	26	6	2					

Tableau 7 - 1962 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Détournement au préjudice de l'Etat ou de militaires														
Vol qualifié d'effets militaires		7				5	2							
Révolte														
Crimes	8	113			4	65	43	1				45		
Délits	74	867				216	204	216	231			2		
Contraventions		6						2	4					
Lois spéciales	51	496			1	93	36	92	274		1			
Code pénal militaire	20	612			4	160	437	6	4			3		
TOTAL GENERAL :	153	2.094		4	6	534	720	317	513		1	50		

TABEAU 8 - CONdamnATIONS DEFINITIVES CLASSES PAR CONSEILS DE GUERRE ET COUR MILITAIRE - 1962

CONSEILS DE GUERRE	Nombre des condamnations définitives	PEINES PRINCIPALES										PEINES ACCESSOIRES				
		Mort	Peines privatives de liberté				Peines d'amende		Déchéance	Destitution	Interdiction	Disposition du Gouvernement	Loi de la Défense sociale			
			de 5 ans à perpétuité	de plus de 2 ans à moins de 5 ans	de 2 ans et moins		conditionnelles	simples						conditionnelles	simples	
					conditionnelles	simples										
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14			
Bruxelles	458	-	-	2	138	202	49	67	-	-	12	-	-			
Gand	230	-	-	1	39	68	62	60	-	-	6	-	-			
Liège	311	-	-	-	79	127	63	42	-	-	8	-	-			
En Campagne	932	-	-	1	214	261	127	329	-	1	7	-	-			
Total	1.931	-	-	4	470	658	301	498	-	1	33	-	-			
Cour militaire :	163	-	4	2	64	62	16	15	-	-	17	-	-			
Total général :	2.094	-	4	6	534	720	317	513	-	1	50	-	-			

ROYAUME DU QUÉBEC
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES
INSTITUT DE LA STATISTIQUE
49, rue de la Couronne, Québec, P. Q. G1R 2H5
TÉLÉPHONE 681-1111

STATISTIQUES JUDICIAIRES

ANNÉE 1963

N° 2

La reproduction des données est subordonnée à l'indication de la source.

STATISTIQUE DE L'ACTIVITE

DES

COURS ET TRIBUNAUX

ANNEE 1962

SOMMAIRE

	Pages
Activité des Cours et Tribunaux	1
Grâces et libérations conditionnelles	57
Défense sociale	63
Actes notariés	71
Déchéance du droit de conduire un véhicule	77
Adoptions	83

STATISTIQUE DE L'ACTIVITE

DES

COURS ET TRIBUNAUX

ANNEE 1962

S O M M A I R E

	Pages
Activité des Cours et Tribunaux	1
Grâces et libérations conditionnelles	57
Défense sociale	63
Actes notariés	71
Déchéance du droit de conduire un véhicule	77
Adoptions	83

RAPPORT STATISTIQUE SUR L'ACTIVITE DES COURS ET TRIBUNAUX

Année 1962

A - Affaires pénales

1° Police judiciaire et instruction

Tableau n° 1 - ETAT DES TRAVAUX DES PARQUETS (1962)

ARRONDISSEMENTS	Nombre total des plaintes dénonciations et procès verbaux entrés au parquet pendant l'année	DIRECTION DONNEE AUX PLAINTES, DENONCIATION ET PROCES-VERBAUX							
		Nombre des Affaires							
		communiquées au juge d'instruction	portées à l'audience du tribunal correctionnel par citation directe			renvoyées devant une autre juridiction	lâssées sans poursuite		terminées par transactions acceptées (1)
du ministère public	de la partie civile		d'une administration	parce que les auteurs étaient inconnus	pour tous autres motifs				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
X Bruxelles	83.259	3.269	4.808	134	1.253	5.748	13.558	50.986	2.427
X Louvain	15.209	514	914	35	71	604	3.227	8.487	765
X Nivelles	9.624	294	557	9	81	1.723	2.315	4.218	337
X Anvers	64.616	1.978	3.694	131	446	2.891	35.283	18.783	1.044
X Malines	12.424	304	1.161	20	42	1.829	3.708	4.503	658
X Turnhout	13.374	328	1.002	7	38	1.929	1.726	7.914	341
X Mons	24.747	1.028	1.693	7	129	3.193	4.738	13.252	435
X Charleroi	30.563	4.901	1.471	174	291	4.049	5.299	14.930	318
X Tournai	11.004	557	794	12	34	1.402	1.281	6.610	297
X Gand	33.239	1.374	3.091	92	184	3.182	8.197	17.465	1.404
X Audenarde	8.658	464	1.152	48	24	1.412	1.933	3.497	157
X Termonde	20.235	818	2.734	23	69	3.442	4.643	9.677	896
X Bruges	28.100	964	2.959	137	114	3.710	12.228	5.132	1.867
X Courtrai	18.198	1.028	2.925	55	106	2.955	2.332	8.179	1.186
X Furnes	6.841	294	675	4	9	1.290	2.004	2.292	195
X Ypres	7.123	224	1.047	35	15	410	1.203	4.132	153
X Liège	32.767	3.207	2.292	13	617	6.918	12.553	6.730	442
X Huy	7.605	217	502	6	79	1.470	1.393	3.760	68
X Verviers	10.507	709	599	12	115	4.167	1.396	3.298	72
X Tongres	12.750	432	837	1	55	2.796	2.130	6.246	189
X Hasselt	12.723	380	1.458	10	56	2.652	2.284	5.153	608
X Arlon	5.689	289	487	-	50	1.562	573	2.718	21
X Marche-en-Famenne	3.779	447	181	3	34	1.297	339	1.154	28
X Neufchâteau	4.151	195	309	-	25	819	359	2.418	54
X Namur	13.477	719	1.006	5	108	3.026	3.463	4.746	169
X Dinant	8.878	382	759	5	50	2.906	940	3.684	106
Totaux	499.540	25.376	39.105	978	4.104	67.372	129.103	219.964	14.313

(1) Voir aussi tableau 1 bis.

(2) Dont 1 probation.

Tableau n° 1 bis - PARQUETS TRANSACTIONS (1962)

ARRONDISSEMENTS	Nombre de transactions proposées	Nombre de transactions acceptées (1)	Sommes perçues en francs
Bruxelles	2.686	2.427	3.008.718
Louvain	819	765	509.200
Nivelles	354	337	217.500
Anvers	1.064	1.044	349.400
Malines	689	658	317.360
Turnhout	349	341	122.800
Mons	447	435	189.000
Charleroi	346	318	253.680
Tournai	297	297	214.950
Gand	1.432	1.404	614.527
Audenarde	160	157	99.680
Termonde	1.102	996	994.190
Bruges	1.912	1.867	937.579
Courtrai	1.231	1.186	724.150
Furnes	220	195	127.519
Ypres	153	153	57.800
Liège	500	442	257.710
Huy	62	56	32.200
Verviers	72	72	49.800
Tongres	222	189	69.800
Hasselt	662	608	288.500
Arlon	21	21	5.200
Marche-en-Famenne	26	26	15.650
Neufchâteau	64	54	25.227
Namur	168	159	83.950
Dinant	120	106	30.700
Totaux	15.178	14.313	9.596.790

(1) Voir tableau n° 1, col. 10

Tableau n° 2 - JUGES D'INSTRUCTION ET CHAMBRES DU CONSEIL
AFFAIRES TERMINEES - RESULTATS DE L'INSTRUCTION (1962)

ARRONDISSEMENTS	NOMBRE DES AFFAIRES										
	AYANT FAIT L'OBJET D'ORDONNANCES										
	de renvoi devant						d'internement	de non-lieu à poursuivre	renvoyées à d'autres juges	évoquées par la cour d'appel	TOTAL
	la chambre des mises en accusation	le tribunal correctionnel	le tribunal de police		une autre juridiction						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
Bruxelles	5	2.387	120	1	9	41	629	17	-	3.209	
Louvain	-	325	18	-	11	19	162	1	-	536	
Nivelles	-	198	387	-	4	15	82	4	-	690	
Anvers	1	1.457	1.096	1	20	95	517	20	-	3.207	
Malines	-	193	144	3	1	13	125	14	-	493	
Turnhout	-	198	394	-	7	18	116	21	-	754	
Mons	1	619	749	6	1	13	285	131	-	1.805	
Charleroi	3	1.680	2.641	17	16	36	528	120	-	5.041	
Tournai	-	306	511	8	16	5	218	-	-	1.063	
Gand	4	727	1	-	6	18	382	228	-	1.366	
Audenarde	1	353	3	5	26	10	164	-	-	562	
Termonde	1	368	-	1	4	14	227	210	-	825	
Bruges	-	651	5	-	-	18	234	11	-	919	
Courtrai	2	735	449	1	4	18	281	11	-	1.501	
Furnes	-	150	20	1	15	1	133	4	-	324	
Ypres	1	161	4	-	-	1	70	-	-	237	
Liège	6	1.696	3.763	153	1	43	342	956	-	6.960	
Huy	1	152	511	2	2	2	71	-	-	741	
Verviers	-	409	992	82	3	4	224	-	-	1.714	
Tongres	-	235	854	29	1	4	62	8	-	1.193	
Hasselt	-	218	333	8	12	2	125	13	-	711	
Arlon	-	170	342	43	6	3	70	3	-	637	
Marche-en-Famenne	7	122	219	-	-	1	63	50	-	462	
Neufchâteau	-	89	176	7	5	6	87	3	-	373	
Namur	1	358	1.199	52	1	11	227	28	-	1.877	
Dinant	1	227	532	26	9	6	95	-	-	896	
Totaux	35	14.183	15.463	446	180	417	5.519	1.853	-	38.096	

Tableau n° 3 - CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION
NOMBRE ET RESULTATS DES ARRETS (1962)

NOMBRE DES ARRETS	Cours d'appel			Total
	Bruxelles	Gand	Liège	
1	2	3	4	5
Décrétant qu'il n'y a lieu à suivre contre aucun des inculpés	11	11	25	47
(aux assises)	7	7	15	29
Portant renvoi (au tribunal correctionnel)	13	8	24	45
(au tribunal de police)	-	-	3	3
Portant décision d'internement (loi du 9 avril 1930)	-	-	3	3
Prévenu désisté	31	14	19	64
Totaux	62	40	89	191
Statuant sur des demandes en réhabilitation	1.669	719	491	2.879
	72	40	167	279
Totaux	1.741	759	658	3.158

Tableau n° 4 - ORDONNANCES DE LA CHAMBRE DU CONSEIL QUI ONT
ETE SOUMISES A LA CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION (1962)

NATURE DES ORDONNANCES	Ordonnances confirmées entièrement	ORDONNANCES INFIRMEES EN TOUT OU EN PARTIE					TOTAL
		pour avoir déclaré		pour fausse qualifi- cation des faits	pour vice-de forme	pour autres motifs	
		qu'il n'y avait lieu à suivre	qu'il y avait lieu à suivre				
1	2	3	4	5	6	7	8
1° Ordonnances préparatoires et d'instruction (mise en liberté sous caution, questions préjudicielles)	687	102	45	1	-	103	938
(auxquelles il a été formé opposition)	12	4	13	-	-	2	31
(ou dont il a été interjeté appel)	73	10	-	-	-	3	86
2° Ordonnances rendues sur le fond des affaires	11	1	-	-	-	2	14
(dont la chambre d'accusation a été saisie en vertu de l'article 133 du Code d'instruction criminelle)	-	-	-	-	-	-	-
(dont la chambre d'accusation a été saisie en vertu de l'article 133 du Code d'instruction criminelle)	7	1	-	-	1	-	9
Cour d'appel (Bruxelles)	401	77	28	-	-	21	527
(Gand)	184	41	30	1	1	9	266
(Liège)	205	-	-	-	-	80	285
Totaux	790	118	58	1	1	110	1.078

Ordonnances du juge d'instruction attaquées par voie d'opposition

Bruxelles 0 - Gand 6 - Liège 3

Tableau n° 5 - ACCUSES DE CRIMES OU DE DELITS ORDINAIRES JUGES
CONTRADICTOIREMENT PAR LES COURS D'ASSISES (1962)

PROVINCES	Nom- bre total des accusés	Nombre des accusés arrêtés préven- tive- ment	DUREE DE LA DETENTION PREVENTIVE									
			Moins de 1 mois	De 1 à moins de 2 mois	De 2 à moins de 3 mois	De 3 à moins de 4 mois	De 4 à moins de 5 mois	De 5 à moins de 6 mois	De 6 à moins de 9 mois	De 9 mois à moins de 1 an	1 an et plus	Durée in- connue
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Brabant	5	5	-	-	-	-	-	-	-	-	5	-
Anvers	4	4	-	-	-	-	-	-	-	1	3	-
Hainaut	4	4	-	-	-	-	-	-	-	-	4	-
Flandre orientale	4	4	-	-	-	-	-	-	-	1	3	-
Flandre occidentale	4	4	-	-	-	-	-	-	-	-	4	-
Liège	14	14	-	-	-	-	-	5	1	5	3	-
Limbourg	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Luxembourg	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Namur	4	4	-	-	-	-	-	-	2	1	1	-
Nombre des condam- nés	26	26	-	-	-	-	-	-	3	6	17	-
Nombre des acquittés	14	14	-	-	-	-	-	5	-	2	7	-
Nombre des internés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Totaux	40	40	-	-	-	-	-	5	3	8	24	-

Tableau n° 6 - PREVENUS ACQUITTES EN APPEL (1962)

COURS D'APPEL	TOTAL	DUREE DE LA DETENTION PREVENTIVE			
		Moins d'un mois	De 1 mois à moins de 2 mois	De 2 mois à moins de 3 mois	3 mois et plus
1	2	3	4	5	6
Bruxelles	12	8	4	-	-
Gand	9	1	6	1	1
Liège	1	-	-	-	1
Totaux	22	9	10	1	2

Tableau n° 7 - INCULPES DECHARGES DES POURSUITES PAR LES CHAMBRES
DES MISES EN ACCUSATION (1962)

COURS D'APPEL	TOTAL	DUREE DE LA DETENTION PREVENTIVE			
		Moins d'un mois	De 1 mois à moins de 2 mois	De 2 mois à moins de 3 mois	3 mois et plus
1	2	3	4	5	6
Bruxelles					
Gand					
Liège					
Totaux					

Tableau n° 8 - DUREE DE LA DETENTION PREVENTIVE DES INCULPES DECHARGES DES POURSUITES PAR LES CHAMBRES DU CONSEIL ET DES PREVENUS JUGES PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS (1962)

ARRONDISSEMENTS	INCULPES				PREVENUS				PREVENUS				PREVENUS				PREVENUS					
	déchargés des poursuites par les chambres du conseil				jugés par les tribunaux correctionnels condamnés à l'emprisonnement				jugés par les tribunaux correctionnels condamnés à des peines pécuniaires				jugés par les tribunaux correctionnels acquittés				jugés par les tribunaux correctionnels					
	DUREE de la détention préventive				DUREE de la détention préventive				DUREE de la détention préventive				DUREE de la détention préventive				DUREE de la détention préventive					
	Moins de 1 mois	De 1 à 2 mois	De 2 à 3 mois	De 3 à 6 mois et +	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 mois et +	Moins de 1 mois	De 1 à 2 mois	De 2 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 mois et +	Moins de 1 mois	De 1 à 2 mois	De 2 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 mois et +				
	Total				Total				Total				Total				Total					
1	2	3	4	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Bruxelles	9	6	-	-	642	403	149	47	31	17	-	-	-	-	-	-	10	9	1	-	-	-
Louvain	-	-	-	-	41	-	4	3	14	20	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nivelles	-	-	-	-	19	7	6	2	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Auver	8	8	-	-	244	101	92	28	19	4	1	-	-	-	-	-	4	-	1	4	-	-
Malines	9	8	-	-	25	4	14	5	2	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Turnhout	5	5	-	-	26	6	16	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mons	-	-	-	-	153	77	49	14	11	2	2	-	-	-	-	-	3	2	-	-	-	-
Charleroi	-	-	-	-	191	138	38	15	-	-	-	-	-	-	-	-	2	1	-	-	-	-
Tournai	1	1	-	-	37	2	20	4	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Gand	5	5	-	-	158	56	79	13	10	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Antwerpen	-	-	-	-	59	42	11	6	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Termonde	-	-	-	-	117	56	31	14	15	1	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Brugge	-	-	-	-	208	51	108	27	21	1	-	-	-	-	-	-	3	1	1	1	-	-
Courtrai	3	3	-	-	202	94	78	14	12	4	1	-	-	-	-	-	4	3	1	1	-	-
Puurs	1	1	-	-	25	9	15	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Tyres	2	2	-	-	47	21	22	-	3	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Algr	7	6	1	-	396	92	214	47	40	3	1	-	-	-	-	-	6	3	-	-	-	-
Wervet	-	-	-	-	43	24	15	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Services	-	-	-	-	104	5	27	15	32	25	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Trignies	-	-	-	-	70	20	36	11	2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Perwez	-	-	-	-	43	1	-	6	9	27	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Wanlet	-	-	-	-	67	27	26	10	3	1	1	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-
Aden	1	-	-	-	13	-	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Marche-en-famenne	-	-	-	-	10	4	6	-	-	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Marche-aux-Carreaux	-	-	-	-	78	10	38	20	8	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Neufmesures	-	-	-	-	61	14	31	5	9	2	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-
Dinant	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Totaux	51	45	2	3	3.079	1.264	1.142	315	246	112	20	16	4	-	-	-	43	22	16	5	-	-

Tableau n° 9 - TRANSACTIONS PROPOSEES PAR LES OFFICIERS DU MINISTERE PUBLIC PRES LES TRIBUNAUX DE POLICE (1962)

TRIBUNAUX	Nombre des transactions proposées	Nombre des propositions acceptées et suivies de paiement	Total des sommes perçues	TRIBUNAUX	Nombre des transactions proposées	Nombre des propositions acceptées et suivies de paiement	Total des sommes perçues
1	2	3	4	1	2	3	4
Bruxelles	62.200	55.669	14.997.808	Turnhout	3.632	3.116	786.250
Aars	2.500	2.413	574.720	Arendonk	1.156	820	170.400
Hal	5.789	5.487	1.613.600	Herentals	2.240	2.076	545.350
Sint-Kwintens-Lennik	1.022	929	215.750	Hoogstraten	801	578	121.600
Vilvorde	3.433	3.248	821.900	Mol	3.350	3.020	661.250
Wolvertem	3.105	2.979	806.000	Westerloo	1.011	960	209.000
Totaux	78.049	70.725	19.029.778	Totaux	12.190	10.576	2.499.850
Louvain	11.125	10.691	3.310.763	Mons	5.913	5.408	1.393.800
Aarschot	1.342	1.282	313.070	Boussu	1.558	1.439	414.250
Diest	2.019	1.771	427.750	Chièvres	470	371	87.700
Glabbeek	731	688	153.350	Dour	1.392	1.282	328.650
Haacht	709	664	150.400	Enghien	834	768	275.460
Tirlemont	2.391	2.218	574.700	La Louvière	3.570	3.330	887.710
Léau	1.048	889	230.680	Lens	672	609	158.850
Totaux	19.365	18.203	5.160.713	Pâturages	845	734	185.600
Nivelles	5.400	5.262	1.845.700	Roeulx	4.291	3.999	917.300
Genappe	1.090	1.059	365.400	Soignies	2.128	2.052	569.050
Jodoigne	1.428	1.211	369.500	Totaux	21.073	19.992	5.218.970
Perwez	370	324	64.350	Charleroi	9.000	7.458	2.443.500
Wavre	2.879	2.696	1.041.800	Beaumont	722	658	170.160
Totaux	11.167	10.552	3.676.750	Binche	2.466	2.313	594.620
Anvers	44.000	38.998	11.420.900	Châtelet	2.800	2.582	748.730
Boom	2.022	1.766	537.550	Chinay	562	427	124.900
Brecht	2.500	2.153	502.800	Fontaine-Évêque	2.519	1.719	626.960
Kortich	2.960	2.677	677.150	Gosselies	3.923	2.813	1.305.328
Zandhoven	2.320	2.061	453.300	Merbes-le-Château	531	459	117.610
Totaux	53.802	47.555	13.591.700	Senefte	1.628	1.251	290.620
Malines	3.700	3.563	845.850	Thuin	714	606	179.500
Duffel	1.135	1.091	305.000	Totaux	24.864	20.286	6.810.928
Heist-op-den-Berg	1.241	1.142	283.975				
Lierre	1.700	1.536	500.000				
Puurs	1.443	1.336	358.100				
Totaux	9.219	8.668	2.272.725				

Tableau n° 9 (suite)

1	2	3	4	1	2	3	4
Tournai	2.300	2.130	663.914	Bruges	16.600	15.702	3.814.100
Antoing	614	543	113.400	Ardoise	936	896	219.000
Ath	1.020	941	257.600	Gistel	1.241	1.156	289.750
Celles	330	289	61.400	Ostende	2.800	2.589	722.990
Flobecq	264	233	49.250	Ruislede	661	638	154.290
Frasnes	428	391	89.000	Tielt	1.000	947	280.090
Lessines	1.178	1.112	269.650	Torhout	2.257	2.159	497.500
Leuze	3.040	2.748	940.745	Totaux	25.495	24.087	5.977.720
Péruwelz	845	802	203.973	Courtrai	3.420	3.029	1.045.700
Quevaucamps	1.522	1.260	321.000	Avelgem	660	638	177.760
Templeuve	1.260	1.169	301.700	Harelbeke	2.916	2.798	829.475
Totaux	12.801	11.618	3.271.632	Izegem	962	900	239.350
Gand	18.525	16.653	4.548.093	Menin	3.111	3.010	638.900
Assenede	1.407	1.241	289.585	Meulebeke	316	307	71.705
Deinze	3.440	3.308	904.910	Mouscron	2.392	2.100	569.150
Eeklo	3.150	2.991	834.840	Moorsele	400	385	88.500
Kaprijke	629	573	124.400	Oostrozebeke	828	790	213.120
Kruishoutem	858	792	221.640	Roulers	1.500	1.326	393.600
Lochristi	2.125	2.063	517.200	Totaux	16.505	15.283	4.267.260
Nazareth	1.453	1.418	175.150	Furnes	3.166	3.072	574.395
Nevele	1.513	1.363	348.420	Dixmude	490	448	100.750
Oosterzele	1.920	1.831	546.289	Haringe	732	711	172.000
Waarschoot	567	531	138.450	Nieuport	1.845	1.797	427.390
Zomergem	775	740	184.625	Totaux	6.233	6.028	1.274.535
Totaux	36.362	33.504	8.833.602	Ypres	2.114	2.015	569.140
Audenarde	1.350	1.169	279.220	Hooglede	460	450	110.300
Grammont	1.174	959	269.000	Messines	758	656	169.775
Herzele	1.211	1.104	248.900	Pasendale	586	568	151.700
Nederbrakel	811	762	192.600	Poperinge	726	705	196.775
Ninove	1.500	1.209	377.350	Wervik	1.284	1.169	336.535
Renaix	1.185	1.089	318.270	Totaux	5.928	5.963	1.524.225
Horebeke-Ste-Marie	409	335	79.500	Liège	19.347	16.317	4.480.170
Zottegem	843	776	203.825	Dalhem	1.000	796	224.150
Totaux	8.483	7.403	1.968.665	Fexhe-Slins	955	866	243.050
Termonde	1.425	1.152	403.095	Fléron	2.100	1.621	468.175
Alost	3.710	3.437	1.275.455	Hollogne-aux-			
Beveren	1.849	1.523	558.691	Pierres	2.500	2.221	555.850
Hamme	1.065	990	340.040	Louveigné	720	598	243.565
Lokeren	1.503	1.348	398.635	Seraing	2.387	2.133	582.500
Sint-Gillis-Waas	1.400	1.220	320.940	Waremme	2.188	1.938	555.784
Saint-Nicolas	4.400	4.138	1.170.250	Totaux	31.197	26.490	7.352.644
Tamise	1.420	1.242	409.500				
Werteren	1.742	1.588	467.300				
Zele	977	865	278.890				
Totaux	19.491	17.503	5.622.796				

Tableau n° 9 (suite)

1	2	3	4	1	2	3	4
Huy	2.513	2.184	577.986	Marche-en-			
Ferrèrès	189	169	44.340	Famenne	304	273	59.750
Hannut	650	544	127.550	Durbuy	225	202	47.450
Jehay-Bodegné-	611	414	116.310	Erezée	174	143	36.400
Landen	431	369	96.710	Houffalize	256	220	55.140
Nandrin	1.102	612	220.500	Laroche	432	353	92.100
Totaux	5.396	4.592	1.176.201	Nassogne	120	106	26.200
Verviers	1.560	1.440	556.420	Vielsalm	105	99	22.060
Aubel	656	620	141.170	Totaux	1.616	1.401	343.100
Dison	317	290	72.060	Neufchâteau	348	294	66.640
Eupen	1.313	991	337.630	Sastogne	1.066	1.005	281.570
Herve	526	441	124.866	Soulfont	413	359	61.675
Limbourg	389	357	94.530	Paliseul	270	237	60.150
Malmédy	909	841	231.910	Saint-Hubert	269	236	61.670
St-Vith	761	719	179.840	Sibret	336	306	67.110
Spa	914	839	225.130	Wellin	190	182	47.165
Stavelot	381	300	109.520	Totaux	2.392	2.619	673.290
Totaux	7.726	6.798	1.922.956	Namur	5.226	4.466	1.158.750
Tongres	3.000	2.213	491.050	Andenne	1.104	953	268.850
Bilzen	1.202	938	206.570	Eghezée	980	852	256.770
Looz	1.434	1.012	210.300	Wozes	1.200	1.155	431.990
Bree	641	460	110.350	Gemboux	2.720	2.318	310.500
Genk	1.461	904	205.400	Totaux	11.530	9.744	2.952.710
Maaseik	970	545	129.000	Dinant	1.112	992	274.920
Mechelen	2.310	1.622	332.651	Beaufort	234	125	31.700
Totaux	11.074	7.598	1.710.721	Ciney	1.285	1.150	363.238
Hasselt	4.688	4.542	1.130.592	Convin	591	505	123.253
Berlingen	3.684	3.203	691.820	Florennes	802	648	150.930
Herck-la-Ville	852	652	150.500	Gedinne	308	265	67.300
Neerpelt	1.576	1.434	293.250	Philippeville	246	216	60.201
Peer	1.885	1.569	352.050	Rochefont	1.200	1.086	343.433
Saint-Trond	2.123	1.912	474.620	Walcourt	390	333	61.210
Totaux	14.808	13.164	3.122.992	Totaux	6.169	5.327	1.443.766
Arion	939	720	192.900	TOTAL GENERAL:	457.167	407.537	12.200.750
Etalle	406	372	121.900				
Fauvillers	235	202	51.250				
Florenville	203	178	50.850				
Messancy	513	411	149.100				
Virton	534	382	109.900				
Totaux	2.833	2.271	679.800				

Tableau n° 10 - ETAT DES AFFAIRES ET DES INCULPES JUGES PAR LES TRIBUNAUX DE POLICE - ANNEE 1962

TRIBUNAUX	Nombre total des jugements		Jugements au fond en matière répressive		Inculpés jugés en matière de police										Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (L. 27.11.1891)				Individus jugés en matière de lois électorales (Absence au vote)			
					Total	Acquittés ou renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent					condamnés					Total	Acquittés	Mis à la disposition du gouvernement	Total	Acquittés	Condamnés	
						à l'emprisonnement		à l'amende														
	2	3	4	5		6	7	8	9	10	11	12	13	14	15							
Bruxelles	19.503	19.283	20.243	1.212	7	55	822	18.147	218	20	198	2	13	15								
Ame	753	747	821	189	3	-	122	507	6	-	6	-	-	2								
Hal	831	820	902	57	1	13	41	790	11	2	9	-	-	-								
Sint-Kwintens-Lennik	326	324	451	24	11	12	71	333	2	-	2	-	-	-								
Vilvoorde	563	848	1.115	80	-	3	70	962	15	1	14	-	-	-								
Wolverem	1.215	1.207	1.277	134	-	-	7	1.136	8	-	8	-	-	-								
Totaux	23.491	23.229	24.809	1.696	22	83	1.133	21.875	260	23	237	2	-	2								
Louvain	1.684	1.664	2.196	108	8	4	928	1.148	20	-	20	-	-	-								
Aerschot	252	250	291	30	-	-	87	174	2	-	2	-	-	-								
Diest	453	451	451	41	-	-	192	308	2	-	2	-	-	-								
Glabbeek	75	75	109	13	-	-	40	58	-	-	-	-	-	-								
Brecht	183	183	190	18	2	1	26	143	-	-	-	-	-	-								
Tielmont	419	411	551	40	-	4	274	233	8	-	8	-	-	-								
Léau	316	316	403	105	-	-	108	190	-	-	-	-	-	-								
Totaux	3.382	3.350	4.191	255	10	9	1.565	2.252	32	-	32	-	-	-								

Tableau n° 10 (suite)

TRIBUNAUX	Nombre total des jugements		Jugements au fond en matière répressive		Inculpés jugés en matière de police										Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (L. 27.11.1891)				Individus jugés en matière de lois électorales (Absence au vote)			
					Total	Acquittés ou renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent					condamnés					Total	Acquittés	Mis à la disposition du gouvernement	Total	Acquittés	Condamnés	
						à l'emprisonnement		à l'amende														
	2	3	4	5		6	7	8	9	10	11	12	13	14	15							
Bruxelles	933	924	1.244	188	2	1	252	801	9	-	9	-	-	-								
Ganshupp	172	171	240	28	3	4	37	168	1	-	1	-	-	-								
Bellegoigne	392	392	453	46	-	-	135	272	-	-	-	-	-	-								
Perwez	247	247	272	41	-	-	119	112	-	-	-	-	-	-								
Wavre	513	507	566	84	-	-	123	359	6	-	6	-	-	-								
Totaux	2.257	2.241	2.775	387	5	5	666	1.712	16	-	16	-	-	-								
Aarschot	19.261	19.051	20.753	2.204	11	110	3.386	15.042	210	10	200	-	-	-								
Beorn	887	880	1.246	336	-	-	300	610	7	-	7	-	-	-								
Brecht	821	814	1.101	156	-	2	258	685	7	-	7	-	-	-								
Kontich	935	932	1.005	127	-	3	292	583	3	-	3	-	-	-								
Zandhoven	756	751	1.100	212	-	5	79	804	5	-	5	-	-	-								
Totaux	22.660	22.428	25.205	3.035	11	120	4.315	17.724	232	10	222	-	-	-								
Mélines	1.156	1.129	1.507	144	2	12	450	899	27	1	26	-	-	-								
Duffel	313	313	325	51	1	-	84	189	-	-	-	-	-	-								
Heist-op-den-Berg	293	292	402	171	-	-	41	190	1	-	1	-	-	-								
Léon	648	646	688	123	-	-	217	346	2	-	2	-	-	-								
Puurs	396	396	415	55	-	1	137	222	-	-	-	-	-	-								
Totaux	2.806	2.776	3.337	544	3	13	929	1.848	30	1	29	-	-	-								
Turnhout	1.117	1.063	1.107	149	4	13	428	513	54	-	54	-	-	-								
Arendonk	501	500	693	108	1	10	315	259	1	-	1	-	-	-								
Herentals	639	633	654	83	-	4	258	309	6	-	6	-	-	-								
Hoogerstraten	717	563	709	128	-	3	348	230	149	-	149	-	-	-								
Mol	824	817	843	77	1	2	425	338	7	-	7	-	-	-								
Westerlo	339	339	458	56	13	-	153	236	-	-	-	-	-	-								
Totaux	4.137	3.920	4.464	601	19	32	1.927	1.885	217	-	217	-	-	-								

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Mons	1.277	1.269	1.677	170	1	4	22	1.480	8	2	6	-	-	-
Beaumont	674	672	825	185	-	-	9	631	2	-	2	-	-	-
Catèvres	81	80	97	23	2	-	9	63	1	-	1	-	-	-
Dour	430	428	539	84	-	-	3	452	2	-	2	-	-	-
Englign	243	238	259	42	1	3	86	127	5	-	5	-	-	-
La Louvrière	773	762	900	176	-	7	198	519	11	-	11	-	-	-
Leu	256	256	285	43	9	2	48	183	-	-	-	-	-	-
Piturgés	428	424	476	82	-	-	14	380	4	-	4	-	-	-
Roelix	711	704	947	177	-	-	262	508	7	-	7	-	-	-
Soignies	588	574	633	117	1	-	118	397	14	-	14	-	-	-
Totaux	5.461	5.407	6.638	1.099	14	16	769	4.740	54	2	52	-	-	-
Charleroi	7.372	7.317	9.527	1.180	18	7	1.722	6.600	55	-	55	-	-	-
Beaumont	368	367	408	77	-	-	47	284	1	-	1	-	-	-
Binche	926	916	1.180	313	-	-	51	816	4	1	3	-	-	-
Châtelet	1.221	1.217	1.386	184	-	2	30	1.170	4	-	4	-	-	-
Chimay	343	343	425	157	-	-	79	189	-	-	-	-	-	-
Ponasse-l'Évêque	914	911	1.027	163	-	3	139	722	3	1	2	-	-	-
Gomelles	1.463	1.462	1.597	237	1	1	95	1.263	1	-	1	-	-	-
Marbas-le-Château	477	471	499	49	-	-	145	305	6	-	6	-	-	-
Sesife	623	620	706	110	-	1	207	388	3	-	3	-	-	-
Thulin	466	481	672	96	-	-	196	380	5	1	4	-	-	-
Totaux	14.167	14.105	17.427	2.566	19	14	2.711	12.117	82	3	79	-	-	-

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Tournai	570	549	784	148	1	3	70	562	21	1	20	-	-	-
Amoug	183	182	219	31	-	-	70	118	1	-	1	-	-	-
Ath	261	254	300	54	-	4	108	134	7	-	7	-	-	-
Cellis	109	107	127	31	-	-	6	90	2	-	2	-	-	-
Flobecq	83	83	91	21	-	-	29	41	-	-	-	-	-	-
Franses	100	99	110	31	1	1	14	63	-	-	-	-	-	-
Leslignes	226	225	325	38	-	-	103	184	1	-	1	-	-	-
Leuze	601	599	644	90	1	3	205	345	2	-	2	-	-	-
Mirvalx	208	205	232	47	-	5	70	110	3	-	3	-	-	-
Quavaucamps	453	450	619	67	-	-	148	404	3	1	2	-	-	-
Templeuve	219	210	320	33	-	-	114	173	9	-	9	-	-	-
Totaux	3.013	2.963	3.771	591	3	16	937	2.224	50	2	48	-	-	-
Gand	5.126	5.050	5.617	396	-	95	997	4.129	78	1	77	-	-	-
Assenede	207	205	251	5	-	1	72	173	2	-	2	-	-	-
Delnze	212	210	221	38	-	-	69	114	2	-	2	-	-	-
Eeklo	541	539	693	106	-	4	183	400	2	-	2	-	-	-
Kaprijke	77	77	121	29	-	-	22	70	-	-	-	-	-	-
Kruiboutem	122	122	137	12	-	-	42	83	-	-	-	-	-	-
Lochrini	137	137	161	16	-	-	73	72	-	-	-	-	-	-
Nazareth	282	282	402	107	2	4	35	254	-	-	-	-	-	-
Nevele	312	312	330	25	1	-	84	220	-	-	-	-	-	-
Oosterzele	447	446	463	52	1	2	3	405	1	-	1	-	-	-
Waarschoot	81	81	121	36	-	-	38	47	-	-	-	-	-	-
Zomergem	134	134	194	33	-	2	103	56	-	-	-	-	-	-
Totaux	7.680	7.595	8.711	855	4	108	1.721	6.023	85	1	84	-	-	-

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Aenderde	360	351	504	134	-	22	92	256	9	-	9	-	-	-
Gansmunt	248	247	280	60	9	3	84	124	1	-	1	-	-	-
Reucels	1.020	1.015	1.338	207	10	15	467	639	5	-	5	-	-	-
Wuolstralel	119	118	166	43	5	2	5	111	1	-	1	-	-	-
Wuove	617	613	864	167	22	20	62	593	4	-	4	-	-	-
Wuonix	329	329	444	47	26	10	170	191	-	-	-	-	-	-
Wu-Maria-Herebeke	111	110	145	36	-	5	34	70	1	-	1	-	-	-
Zuusgem	210	210	287	45	1	11	54	176	-	-	-	-	-	-
Totaux	3.014	2.993	4.028	739	73	88	968	2.160	21	-	21	-	-	-
Termonde	717	706	853	27	-	-	311	515	11	-	11	-	-	-
Alost	1.610	1.592	1.829	164	-	11	679	975	18	1	17	-	-	-
Bavren	589	583	597	88	-	2	172	335	6	-	6	-	-	-
Hamme	273	271	308	30	-	10	51	217	2	-	2	-	-	-
Lehenen	492	484	543	52	-	1	156	334	8	-	8	-	-	-
Wu-Gillis-Waas	328	326	354	42	-	-	119	193	2	-	2	-	-	-
Wu-Nicolas	1.303	1.200	1.327	122	-	2	299	904	3	-	3	-	-	-
Wuonix	347	345	382	24	-	2	161	145	2	-	2	-	-	-
Wuonix	441	440	456	74	-	1	125	256	1	-	1	-	-	-
Zuho	374	372	395	30	-	-	85	280	2	-	2	-	-	-
Totaux	6.374	6.319	6.994	653	-	29	2.158	4.154	55	1	54	-	-	-

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruges	2.341	2.320	2.522	308	134	151	465	1.464	21	2	18	-	-	-
Artoels	187	187	175	15	1	7	66	86	-	-	-	-	-	-
Ghisl	226	226	299	56	17	8	93	125	-	-	-	-	-	-
Ouvende	799	785	908	156	52	18	375	807	14	2	12	-	-	-
Ruibeled	118	118	133	12	7	-	25	39	-	-	-	-	-	-
Tielt	124	122	140	25	1	-	30	84	2	-	2	-	-	-
Torbout	497	492	565	90	41	6	225	203	5	-	5	-	-	-
Totaux	4.262	4.220	4.742	662	253	190	1.219	2.359	42	4	38	-	-	-
Courtsi	1.879	1.867	2.704	291	-	25	215	1.573	12	-	12	-	-	-
Avelgem	148	148	175	30	-	-	40	105	-	-	-	-	-	-
Harebeke	809	807	896	101	2	5	205	553	2	-	2	-	-	-
Izegem	458	456	506	53	-	-	121	267	-	-	-	-	-	-
Menin	761	752	877	112	-	3	350	425	0	1	5	-	-	-
Meulebeke	146	145	235	18	1	2	125	39	1	-	1	-	-	-
Mouscron	771	753	863	124	4	6	212	507	12	4	14	-	-	-
Moorslele	155	154	260	53	-	-	35	139	1	-	1	-	-	-
Oostrozebeke	246	243	360	36	1	1	143	150	3	-	3	-	-	-
Roulers	710	703	754	75	-	6	212	458	7	-	7	-	-	-
Totaux	6.153	6.100	7.730	557	8	53	2.383	4.397	53	5	43	-	-	-
Fumes	495	470	693	175	-	5	41	472	7	-	7	16	3	15
Dixmude	262	260	250	46	-	-	20	214	2	-	2	-	-	-
Haringe	87	87	115	18	-	1	5	91	-	-	-	-	-	-
Nieuport	385	364	438	96	-	-	63	279	5	-	5	16	5	11
Totaux	1.229	1.181	1.526	335	-	6	129	1.056	14	-	14	34	8	26
Ypres	594	590	708	50	-	6	148	504	4	-	4	-	-	-
Hooghele	156	158	237	34	-	-	20	183	-	-	-	-	-	-
Messines	378	375	385	14	-	-	52	319	3	-	3	-	-	-
Pasmendale	104	104	126	23	-	-	16	87	-	-	-	-	-	-
Poperinge	136	137	159	24	-	-	37	98	1	-	1	-	-	-
Wervik	322	317	413	47	-	2	97	267	5	-	5	-	-	-
Totaux	4.664	4.632	5.623	552	-	9	370	1.452	13	-	13	-	-	-

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12			
Lige	6.986	6.888	9.309	2.177	66	111	1.819	5.136	56	7	49	32	6	26
Dalhem	862	661	857	191	-	-	65	601	1	-	1	-	-	-
Berbe-Élins	804	804	962	222	8	6	367	369	-	-	-	-	-	-
Fléron	1.546	1.541	2.400	626	3	3	603	1.165	5	-	5	-	-	-
Hollogne-aux-Pierres	1.403	1.402	2.227	166	-	-	21	2.040	1	-	1	-	-	-
Louveigné	690	688	890	257	-	-	160	473	2	-	2	-	-	-
Seraing	1.458	1.455	2.151	315	15	11	480	1.330	3	1	2	-	-	-
Waremmé	448	447	614	133	4	2	43	432	1	-	1	-	-	-
Totaux	13.997	13.886	19.410	4.087	96	133	3.548	11.546	69	8	61	32	6	26
Huy	1.254	1.241	1.637	400	28	33	439	747	9	-	9	4	2	2
Ferrèbes	70	70	107	33	-	-	32	42	-	-	-	-	-	-
Hannut	234	233	330	38	-	-	101	191	1	-	1	-	-	-
Jehay-Bodegnée	240	240	313	49	-	-	77	187	-	-	-	-	-	-
Landen	189	189	272	27	-	-	92	153	-	-	-	-	-	-
Nandrin	492	491	596	130	3	3	190	270	1	-	1	-	-	-
Totaux	2.479	2.464	3.255	677	31	36	921	1.590	11	-	11	4	2	2
Verviers	739	737	978	176	-	18	-	784	2	-	2	-	-	-
Aubel	313	313	423	84	-	-	65	274	-	-	-	-	-	-
Dison	249	248	282	35	-	4	22	221	1	-	1	-	-	-
Eupen	363	354	367	56	2	20	50	239	9	-	9	-	-	-
Herve	259	258	315	35	-	10	7	263	1	-	1	-	-	-
Limbouurg	384	383	600	145	-	2	54	399	1	-	1	-	-	-
Malmédy	332	330	477	81	5	16	152	223	2	-	2	-	-	-
St-Vith	298	298	379	75	1	3	37	263	-	-	-	-	-	-
Spa	353	353	453	152	-	9	22	270	-	-	-	-	-	-
Stavelot	169	169	223	42	-	-	16	165	-	-	-	-	-	-
Totaux	3.459	3.443	4.497	881	8	82	425	3.101	16	-	16	-	-	-

Tableau n° 10 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Tongres	1.779	1.765	1.982	354	1	57	912	658	14	1	13	-	-	-
Blijsses	955	954	1.188	206	10	9	480	483	1	-	1	-	-	-
Loos	731	729	1.024	123	-	-	581	320	2	-	2	-	-	-
Bree	392	392	440	82	-	-	265	93	-	-	-	-	-	-
Genk	1.130	1.127	1.311	145	11	15	479	661	3	-	3	-	-	-
Masseik	686	683	832	33	6	13	603	177	3	-	3	-	-	-
Mechelen	861	858	1.028	102	-	-	111	815	5	-	5	-	-	-
Totaux	6.534	6.506	7.805	1.045	28	94	3.431	3.207	28	1	27	-	-	-
Hasselt	1.269	1.267	1.660	158	1	-	465	1.036	2	-	2	-	-	-
Beringen	1.202	1.201	1.611	207	-	-	165	1.239	1	-	1	-	-	-
Herk-la-Ville	384	384	558	105	-	-	191	262	-	-	-	-	-	-
Neerpelt	491	491	666	52	-	-	22	592	-	-	-	-	-	-
Peer	641	639	970	101	3	-	104	762	2	-	2	-	-	-
Saint-Trond	819	819	1.216	73	-	2	301	840	-	-	-	-	-	-
Totaux	4.806	4.801	6.681	696	4	2	1.248	4.731	5	-	5	-	-	-
Arlon	801	796	786	72	1	10	223	480	5	-	5	-	-	-
Eracle	188	188	194	9	4	12	70	99	-	-	-	-	-	-
Fauvillers	215	214	249	54	1	3	72	119	1	-	1	-	-	-
Florenville	122	120	129	9	-	2	71	47	2	-	2	-	-	-
Messaucy	549	547	688	73	7	1	327	280	2	-	2	-	-	-
Virton	359	358	390	97	-	4	122	167	1	1	-	-	-	-
Totaux	2.234	2.223	2.436	314	13	32	885	1.192	11	1	10	-	-	-
Marche-en-Famenne	236	236	363	60	8	12	33	250	-	-	-	-	-	-
Durbuy	123	123	165	29	-	-	51	85	-	-	-	-	-	-
Erezée	64	64	86	13	-	2	16	57	-	-	-	-	-	-
Houffalize	140	139	186	26	-	-	66	94	1	-	1	-	-	-
Laroche	102	102	142	34	-	4	56	48	-	-	-	-	-	-
Nasogne	90	89	133	28	12	3	31	59	1	-	1	-	-	-
Vielsalm	51	51	66	9	3	-	20	34	-	-	-	-	-	-
Totaux	806	804	1.143	199	23	21	273	627	2	-	2	-	-	-

Tableau n° 10 (suite)

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Neufchâteau		335	335	364	35	1		209	119						
Waroigne		243	241	346	57	5	2	158	124	2					
Bouillon		178	175	209	37	2		88	73	3		3			
Pailleul		165	165	192	36	2		77	77						
Saint-Hubert		129	127	174	45			68	61	2	1	1			
Sibret		76	76	118	22	2		46	48						
Wellin		86	86	139	32			38	69						
Totaux		1.212	1.205	1.533	264	12	2	684	571	7	3	4			
Namur		2.117	2.070	2.494	494	83	41	616	1.260	47	6	41			
Andenne		341	341	424	68	9	24	56	267						
Esneffe		349	348	398	110	3		45	240						
Poivy		1.261	1.261	1.785	411	31	20	490	883						
Gemboux		916	914	1.105	234	6	4	298	563	2		2			
Totaux		4.974	4.925	6.306	1.317	132	89	1.505	3.163	49	6	43			
Blanc		713	699	788	134	3	5	264	392	14	1	13			
Prevaux		173	170	320	26			102	92	2		2			
Chy		361	361	1.129	107		10	199	813						
Cherain		349	347	390	81	1	2	86	240	2		2			
Châteaux		483	413	473	103		3	95	272	9	2	7			
Chimay		168	168	213	36			86	91	1		1			
Chimayville		181	181	205	46		2	56	101						
Châtelet		400	400	523	86	2	4	135	296						
Châtelet		245	243	286	71			83	132	2		2			
Totaux		3.532	3.502	4.227	690	6	26	1.076	2.429	30	3	27			
TOTAUX GENERAUX		155.833	154.277	185.569	25.367	797	1.307	17.958	120.140	1.484	74	1.410	72	16	56

Tableau n° 11 - TRIBUNAUX DE POLICE - RESULTAT DES POURSUITES D'APRES LA NATURE DES INFRACTIONS, EN MATIERE DE POLICE - ANNEE 1962

NATURE DES INFRACTIONS	Code pénal	Nombre des inculpés	Acquittés	Renvoyés par une déclaration d'incapacité	CONDAMNES				
					à l'emprisonnement		à l'amende		
					conditionnel	sans condition		conditionnelle	sans condition
						de 8 jours et +	de 1 à 7 jours		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	
Délits renvoyés aux tribunaux de police par les chambres du conseil (L. 4.10.1867)	Code pénal	17.658	3.612	18	47	2	44	5.249	8.615
	Lois spéciales	331	50	2			1	69	209
Infractions de la compétence directe des tribunaux de police	Code pénal	5.667	1.498	16	10	5	27	1.122	2.089
	Règlements communaux et provinciaux	4.497	388	20	16	2	9	661	3.421
	Lois spéciales et règlements généraux	157.483	19.450	332	724	1.103	114	30.857	104.806
Totaux		185.589	24.978	388	797	1.112	195	37.958	120.140

Tableau n° 12 - APPELS DE POLICE - NOMBRE DES APPELS JUGES PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS - 1962

ARRONDISSEMENTS	Appels					ARRONDISSEMENTS	Appels				
	Restant à juger au commencement de l'année	Portés devant le tribunal pendant l'année	Jugés pendant l'année	Rayés du rôle	Restant à juger à la fin de l'année		Restant à juger au commencement de l'année	Portés devant le tribunal pendant l'année	Jugés pendant l'année	Rayés du rôle	Restant à juger à la fin de l'année
Bruxelles	196	1.226	1.059		363	Furnes	24	92	101	5	10
Louvain	34	178	151		61	Ypres	48	100	108		40
Nivelles	20	148	124		44	Liège	608	947	774	7	774
Anvers	48	820	772		98	Huy	72	224	212		84
Malines	53	115	99		69	Verviers	123	321	274	14	156
Turnhout	28	120	97		51	Tongres	37	238	197		78
Mons	6	323	292		37	Hasselt	44	259	189	2	119
Charleroi	118	532	414		236	Arlon	11	86	87		10
Tournai	19	113	120		12	Marche-en-Famenne	32	90	79		43
Gand	110	807	794	6	117	Neufchâteau	20	81	83		18
Audenarde	37	222	215	1	43	Namur	198	334	330		202
Termonde	11	421	423		9	Dinant	72	165	166		71
Bruges	56	464	473		47	Totaux	2.082	8.704	7.923	36	2.828
Courtrai	57	278	290		45						

Tableau n° 13 a - LOIS COORDONNÉES SUR L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ARTICLES 9, 10, 11 et 11^{bis} (obligation scolaire) - CHEFS DE FAMILLE POURSUIVIS DEVANT LE JUGE DE PAIX

(Chiffres par arrondissement judiciaire)

ANNEE 1962

ARRONDISSEMENTS	LOI DU 18.10.1921 RENFORCANT L'OBLIGATION SCOLAIRE (Arrêté royal du 25.10.1921 portant texte de la loi organique de l'enseignement primaire)					
	Nombre de chefs de famille poursuivis	Nombre de chefs de famille				
		acquittés	condamnés à l'amende		condamnés à l'emprisonnement	
			avec sursis	sans sursis	avec sursis	sans sursis
1	2	3	4	5	6	7
Bruxelles	-	-	-	-	-	-
Louvain	7	-	1	6	-	-
Nivelles	7	1	2	3	-	-
Anvers	1	-	-	1	-	1
Malines	2	-	-	2	-	-
Turnhout	15	-	2	9	-	-
Mons	-	-	-	-	-	4
Charleroi	41	11	2	28	-	-
Tournai	8	1	1	6	-	-
Gand	-	-	-	-	-	-
Audenarde	-	-	-	-	-	-
Termonde	27	-	-	27	-	-
Bruges	4	-	2	2	-	-
Courtrai	-	-	-	-	-	-
Furnes	17	4	1	12	-	-
Ypres	6	1	2	3	-	-
Liège	-	-	-	-	-	-
Huy	-	-	-	-	-	-
Verviers	4	1	-	3	-	-
Tongres	16	-	-	16	-	-
Hasselt	17	4	2	11	-	-
Arlon	2	-	1	1	-	-
Marche-en-Famenne	1	-	1	-	-	-
Neufchâteau	-	-	-	-	-	-
Namur	91	8	7	72	2	-
Dinant	12	1	-	11	-	2
Totaux	278	32	24	213	2	7

Tableau n° 13^b - LOIS COORDONNÉES SUR L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, CHEFS DE FAMILLE POURSUIVIS DEVANT LES JUGES DES ENFANTS - 1962

ARRONDISSEMENTS	LOI DU 18.10.1921 RENFORCANT L'OBLIGATION SCOLAIRE (Arrêté royal du 25.10.1921 portant texte de la loi organique de l'enseignement primaire)					
	Nombre de chefs de famille poursuivis	Nombre de chefs de famille				
		Acquittés	condamnés à l'amende		condamnés à l'emprisonnement	
			avec sursis	sans sursis	avec sursis	sans sursis
1	2	3	4	5	6	7
Bruxelles	1	-	-	1	-	-
Louvain	3	-	-	3	-	-
Nivelles	2	-	-	2	-	-
Anvers	1	-	-	1	-	-
Malines	1	-	-	1	-	-
Turnhout	-	-	-	-	-	-
Mons	29	8	-	21	-	-
Charleroi	12	2	2	8	-	-
Tournai	12	1	1	9	1	-
Gand	6 ^a	2	1	2	-	-
Audenarde	8	-	5	3	-	-
Termonde	-	-	-	-	-	-
Bruges	1	-	-	-	1	-
Courtrai	19	-	-	17	1	1
Furnes	1	1	-	-	-	-
Ypres	3 (1)	-	-	-	-	-
Liège	28 (2)	15	-	-	-	-
Huy	5	1	-	4	-	-
Verviers	25 (3)	1	-	3	-	-
Tongres	1	-	1	-	-	-
Hasselt	-	-	-	-	-	-
Arlon	5	-	4	1	-	-
Marche-en-Famenne	1	-	1	-	-	-
Neufchâteau	-	-	-	-	-	-
Namur	11	1	1	7	1	-
Dinant	1	1	-	-	-	-
Totaux	175	33	16	83	4	1

(a) Dont 1 ajournement indéterminé.

(1) 3 affaires non classées, pour complément d'enquête.

(2) 13 affaires classées sans suite, dont 6 dossiers sans direction.

(3) 21 affaires classées sans suite.

3° - Tribunaux correctionnels

Tableau n° 14 - NOMBRE DES AFFAIRES DONT LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS ONT EU A S'OCcuper - 1962

ARRONDIS- SEMENTS	AFFAIRES INTRODUITES PENDANT L'ANNEE										AFFAIRES TERMINEES						
	portées devant le tribunal par			renvoyées devant le tribunal par			Total des affaires à juger				par jugement			Total des affaires terminées			
	citation directe de la partie civile		une administration publique	la chambre du conseil	la chambre des mises en accusation	la Cour de Cassation	Total		Total des affaires à juger		au fond			par radiation du rôle			
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles	1.106	4.806	134	1.253	2.387	2	1	8.583	9.689	6.188	1.524	541	8.253	3	-	8.256	1.433
Louvain	91	914	35	71	325	-	-	1.345	1.436	1.096	227	38	1.361	-	-	1.361	75
Nivelles	220	557	9	81	198	2	9	856	1.076	691	206	33	839	-	-	839	237
Anvers	278	3.894	131	446	1.457	4	-	5.732	6.010	4.317	1.107	186	5.610	8	65	5.683	327
Malines	609	1.161	20	42	193	-	-	1.416	2.025	1.241	183	29	1.453	-	12	1.485	560
Turnhout	148	1.002	7	38	198	-	-	1.245	1.393	1.038	230	30	1.298	-	1	1.301	92
Mons	339	1.693	7	129	619	-	-	2.448	2.787	1.865	479	94	2.438	1	-	2.439	348
Charleroi	1.441	1.471	174	291	1.680	-	3	3.619	5.060	2.731	718	175	3.624	3	-	3.627	1.433
Tournai	138	784	12	34	305	-	-	1.145	1.283	1.096	139	29	1.264	-	2	1.266	17
Gand	1.086	3.091	92	184	727	-	-	4.094	5.180	2.870	545	139	3.554	1	3	3.558	1.022
Audenarde	533	1.152	48	24	353	-	-	1.577	2.110	1.387	189	138	1.694	-	35	1.729	381
Termonde	707	2.365	23	69	368	-	3	2.828	3.535	2.003	326	119	2.448	2	11	2.461	1.074
Bruges	2.170	2.308	137	114	651	-	-	3.210	5.380	2.953	703	102	3.758	27	17	3.802	1.578
Coutrai	661	2.925	55	106	735	-	4	3.825	4.486	2.426	491	141	3.058	3	20	3.081	1.405
Fumes	259	675	4	9	150	-	-	838	1.097	679	132	40	851	1	9	861	236
Ypres	640	1.047	35	15	161	-	12	1.270	1.910	1.063	123	59	1.245	-	1	1.246	664
Liège	5.013	2.292	13	617	1.686	-	4	4.622	9.635	3.355	910	241	4.506	7	-	4.513	5.122
Huy	103	502	6	79	152	-	3	742	845	465	134	13	612	-	9	621	224
Vervien	310	599	12	115	409	10	2	1.147	1.457	1.008	210	55	1.273	-	22	1.295	162

Tableau n° 14 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Tongres	1.002	337	1	55	235	-	-	1.126	2.136	910	185	63	1.159	-	-	1.159	977
Hasselt	610	1.453	10	56	215	1	-	1.743	2.353	1.299	259	76	1.634	1	3	1.643	710
Arlon	187	437	-	50	170	-	-	707	644	616	169	21	746	-	-	746	38
Marche-en-Famenne	32	181	2	34	122	-	-	340	433	205	47	10	262	7	-	269	164
Neufchâteau	46	303	-	25	33	1	-	424	470	307	105	19	431	1	6	436	32
Namur	394	1.006	5	108	398	3	2	1.432	1.576	1.081	285	59	1.425	6	-	1.431	445
Dinant	349	759	5	59	227	1	6	1.057	1.405	752	169	43	370	4	3	377	429
Totaux	18.426	38.035	973	4.104	14.133	24	46	57.423	75.912	43.598	9.735	2.493	55.766	77	224	56.067	19.845

Tableau n° 15 - TRIBUNAUX CORRECTIONNELS.
AFFAIRES JUGÉES PAR UNE CHAMBRE A TROIS JUGES, PAR UN JUGE UNIQUE - 1962

ARRONDISSEMENTS	Total des affaires terminées par un jugement au fond	Nombre des affaires jugées au fond par une chambre à trois juges	Nombre des affaires jugées au fond par un juge unique
1	2	3	4
Bruxelles	8.253	1.695	6.558
Louvain	1.361	70	1.291
Nivelles	839	189	650
Anvers	5.610	1.848	3.762
Malines	1.453	310	1.143
Turnhout	1.298	292	1.006
Mons	2.438	228	2.210
Charleroi	3.624	1.586	2.038
Tournai	1.264	433	831
Gand	3.554	1.759	1.795
Audenarde	1.694	611	1.083
Termonde	2.448	1.824	624
Bruges	3.758	2.018	1.740
Courtrai	3.058	1.380	1.678
Furnes	851	583	268
Ypres	1.245	423	822
Liège	4.506	2.097	2.409
Huy	612	109	503
Verviers	1.273	605	668
Tongres	1.159	127	1.032
Hasselt	1.634	446	1.188
Arlon	746	223	523
Marche-en-Famenne	262	68	194
Neufchâteau	431	78	353
Namur	1.425	706	719
Dinant	970	655	315
Totaux	55.766	20.363	35.403

4° - Cours d'appel

Tableau n° 16 - AFFAIRES CORRECTIONNELLES PORTÉES DEVANT LES COURS D'APPEL.
NOMBRE ET NATURE DES ARRÊTS RENDUS

1962

COURS D'APPEL	NOMBRE DES AFFAIRES						NOMBRE DES ARRÊTS			ARRÊTS			Nombre des prévenus jugés										
	a juger			terminées			restant à juger à la fin de l'année			condamnations				infirmatifs en tout ou en partie									
	pendantes au 1er janvier	portées devant la cour durant l'année	Total	per arces	rayées du rôle disparues par jonction etc.	Total	par défaut	condamnations à l'égard de certains prévenus par défaut à l'égard des autres	Total	confirmatifs	infirmatifs en tout ou en partie	13		14	15								
1																							
Bruxelles	295	2.245	2.540	2.136	107	2.243	297	1.952	107	36	2.135	1.102	1.033	2.527									
Gand	571	1.748	2.319	1.699	20	1.719	600	1.473	116	110	1.699	957	742	2.575									
Liège	159	1.555	1.714	1.664	-	1.664	50	1.441	104	119	1.664	551	1.113	2.734									
Totaux	1.025	5.548	6.573	5.499	127	5.626	947	4.946	327	265	5.498	2.610	2.888	7.536									

Tableau n° 17 - APERCU GENERAL DES TRAVAUX DES COURS D'ASSISES

1° Nombre et nature des affaires jugées ; nombre des individus poursuivis - 1962

PROVINCES	Nombre total des affaires	AFFAIRES CRIMINELLES		DELITS POLITIQUES ET DE PRESSE		Nombre total des individus poursuivis
		jugées contradictoirement	jugées par contumace	jugés contradictoirement	jugés par contumace	
1	2	3	4	5	6	7
Brabant	5	5	-	-	-	5
Anvers	4	4	-	-	-	4
Hainaut	1	1	-	-	-	4
Flandre orientale	4	4	-	-	-	4
Flandre occidentale	3	3	-	-	-	4
Liège	10	9	1	-	-	15
Limbourg	1	1	-	-	-	1
Luxembourg	-	-	-	-	-	-
Namur	4	4	-	-	-	4
Le Royaume	32	31	1	-	-	41

2° Nombre, par province, des accusés et des prévenus acquittés ou condamnés - 1962

PROVINCES	AFFAIRES CRIMINELLES												DELITS POLITIQUES ET DE PRESSE									
	Accusés jugés contradictoirement												Accusés jugés par contumace				Condamnés		Acquittés			
1	Total des poursuivis		Nombre total		Acquittés		Internés		de mort		à perpétuité		des travaux forcés		de la détention		de la réclusion		de l'emprisonnement		de l'amende	
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23
Brabant	5	5	1	-	1	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Anvers	4	4	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hainaut	4	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Flandre orientale	4	4	-	-	1	1	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Flandre occident.	4	4	-	-	1	3	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liège	15	14	9	-	-	1	1	1	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Limbourg	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Luxembourg	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Namur	4	4	1	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Le Royaume	41	40	14	-	3	7	3	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	-

Tableau n° 18 - AFFAIRES CRIMINELLES JUGEES CONTRADICTOIREMENT

1° Accusés classés d'après la nature des infractions pour lesquelles ils ont été poursuivis avec indication des acquittements et des peines qui ont été prononcées - 1962

NATURE DES INFRACTIONS D'APRES L'ACTE D'ACCUSATION	Total des accusés	Acquittés	Injures	Total des condamnés	CONDAMNES A LA PEINE												Condamnés à la peine accessoire			
					des travaux forcés			de la détention		de la réclusion		de l'emprisonnement				de l'interdiction	de la mise à la disposition du gouvernement			
					à perpétuité	de 15 ans et plus	de 10 ans à moins de 15 ans	perpétuelle	à temps		de 10 ans et plus	de 5 ans à moins de 10 ans	de 3 ans et plus	de 6 mois à moins de 3 ans	de moins de 6 mois			de l'amende		
									extraordinaire	ordinaire										
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	
INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES																				
Meurtre, Art. 392, 393	13	2	-	11	1	2	5	1	-	-	-	-	2	-	-	-	-	11	-	-
Assassinat, Art. 394	10	3	-	7	2	2	2	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	7	-	-
Empoisonnement Art. 397	8	5	-	3	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	2	-	-
Attentat à la pudeur et viol																				
Art. 372, 373, 375, 375	2	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	2	-	-
CRIMES ET DELITS CONTRE LES PROPRIETES																				
Vol à l'aide de violences	5	1	-	4	-	-	-	2	-	-	-	-	1	-	-	-	-	3	-	-
Art. 461, 468, 475																				
Inceste volontaire Art. 510, 511, 513	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAUX	50	14	-	35	3	5	7	3	-	-	-	-	5	3	-	-	-	25	-	-

Tableau n° 18 (suite) - 2° Accusés classés d'après la nature des faits dont ils

ont été reconnus coupables, leurs antécédents judiciaires et les peines qui leur ont été infligées-1962

NATURE DES FAITS D'APRES L'ARRET DE LA COUR	ACCUSES SANS ANTECEDENTS JUDICIAIRES												ACCUSES CONDAMNES PRECEDEMMENT																												
	soit à l'amende correctionnelle, prisonnement correctionnel de moins de 6 mois												à un emprisonnement de six mois et plus						à une peine criminelle																						
	Condamnés à la peine						Condamnés à la peine accessoire						Condamnés à la peine			Condamnés à la peine accessoire			Condamnés à la peine			Condamnés à la peine accessoire																			
	Total général des condamnés		Total des condamnés de mort		des travaux forcés		à la détention		de la réclusion		de l'emprisonnement		de l'interdiction		de la mise à la disposition du gouvernement		Total des condamnés		de mort		des travaux forcés		à la détention		de la réclusion		de l'emprisonnement		de l'interdiction		de la mise à la disposition du gouvernement										
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42
Meurtre art. 392, 393	11	3	-	-	2	-	-	1	-	3	-	5	1	1	2	-	-	1	5	-	2	-	1	1	-	-	-	-	2	-	1	-	-	1	-	-	-	1	-		
Assassinat art. 394	7	4	1	1	2	-	-	-	-	4	-	2	1	-	-	-	1	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-		
Empoisonnement art. 397	2	2	-	1	-	-	-	-	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Attentat à la pudeur et viol art. 372, 373, 375 et 378	2	1	-	-	-	-	-	1	-	1	-	1	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Vol à l'aide de violences art. 461, 468 et 475	4	3	-	-	2	-	-	-	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Totaux	26	13	1	2	6	-	-	2	2	12	-	8	2	1	2	-	1	2	8	-	3	-	1	1	-	-	1	-	3	-	2	-	1	1	-	-	-	2	-		

Tableau n° 19 - AFFAIRES JUGEES PAR CONTUMACE - 1962

NATURE DES CRIMES	Total des accusés	Acquittés	CONDAMNES A LA PEINE												
			de mort	des travaux forcés			de la détention		de la réclusion	de l'emprisonnement	de l'amende	Condamnés accessoirement à l'interdiction	Mis à la disposition du Gouvernement		
				à perpétuité	de 15 ans et plus	de 10 ans à moins de 15 ans	perpétuelle	à temps							
								extraordinaire						ordinaire	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	
Assassinat art. 394	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-
TOTAL :	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-

Tableau n° 20 - DELITS POLITIQUES ET DE PRESSE - 1962

NATURE DES INFRACTIONS	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés à un emprisonnement				Condamnés à l'amende	Condamnés accessoirement à l'interdiction	Mis à la disposition du Gouvernement
			de 3 ans ou plus	de 6 mois à moins de 3 ans	de moins de 6 mois	conditionnel			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
NEANT									

Tableau n° 21 - AFFAIRES PENALES (2ème chambre) - 1962

NATURE DES ARRETS	Nombre des arrêts	RESULTANTS DES POURVOIS OU DEMANDES DES FORMES PAR		Pourvois ou demandes restant à juger						
		le ministère public, le gouverneur de province etc...	les parties							
1	2	3	4	5						
Arêts statuant au fond rendus en matière	criminelle	cassation	-	-	-					
		rejet	6	-	6					
	correctionnelle	cassation	-	139	-					
		rejet	673	-	805					
	cour militaire	cassation	-	2	-					
		rejet	7	-	7					
	de défense sociale	cassation	-	1	-					
		rejet	8	-	9					
	de milice	cassation	-	4	-					
		rejet	32	-	36					
	électorale	cassation	-	-	-					
		rejet	-	-	-					
Arêts statuant sur des pourvois en matière disciplinaire	fiscale	cassation	-	32	-					
		rejet	120	-	152					
	ordre des médecins	cassation	-	-	-					
		rejet	4	-	4					
	ordre des pharmaciens	cassation	-	-	-					
		rejet	3	-	3					
	ordre des avocats	cassation	-	-	-					
		rejet	2	-	2					
	Totaux		855	178	9	1.024	783			
	Arêts statuant sur des demandes	en règlement de juges	admission	-	14	-	14	-	-	2
			rejet	-	-	-	-	-	-	-
		de cassation dans l'intérêt de la loi en matière correctionnelle	admission	-	1	-	1	-	-	-
		rejet	-	-	-	-	-	-	-	
en renvoi pour cause de suspicion légitime		admission	-	-	-	-	-	-	-	
		rejet	3	-	-	3	-	-	-	
en réhabilitation		admission	-	-	-	-	-	-	1	
		rejet	-	-	-	-	-	-	-	
d'opposition à un arrêt		admission	-	9	-	9	-	-	5	
		rejet	-	-	-	-	-	-	-	
en révision		admission	-	2	-	2	-	4	3	
		rejet	2	-	-	-	-	-	-	
Totaux		5	26	24	7	11	7	11		
Total général		860	204	33	1.031	794				

B. - Affaires civiles et commerciales

1^o Justice de paix

Tableau n° 22 - ETAT, PAR CANTON, DES TRAVAUX DES JUGES DE PAIX (1962)

CANTONS	Affaires pendantes au début de l'année	Affaires introduites pendant l'année				Affaires terminées			Affaires restant à juger à la fin de l'année	Jugements rendus avant de statuer au fond
		par citation	par procès verbal de comparution volontaire	par requête	Total	par jugement au fond	par radiation, jonction, etc...	Total		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles 1er canton	97	2.711	19	17	2.747	2.365	273	2.638	206	114
" 2e canton	581	3.126	52	-	3.178	2.727	249	2.976	783	134
" 3e canton	163	3.575	47	28	3.650	3.308	289	3.597	216	268
" 4e canton	179	2.120	64	50	2.234	1.981	269	2.244	169	121
Anderlecht	218	3.860	53	97	4.010	3.543	466	4.009	219	133
Ase	84	724	4	-	728	579	66	645	167	91
Hal	46	978	34	40	1.052	892	140	1.032	66	96
Ixelles 1er canton	67	3.624	95	48	3.767	3.487	253	3.740	94	176
" 2e canton	10	2.749	30	61	2.840	2.527	390	2.847	3	173
Molenbeek-St-Jean	127	3.662	37	58	3.757	3.386	355	3.741	143	139
Saint-Gilles	91	2.223	22	37	2.282	2.040	230	2.270	103	106
St-Josse-ten-Noode	153	4.171	29	127	4.327	3.841	395	4.236	244	290
Schaerbeek 1er canton	117	2.197	28	41	2.266	1.950	290	2.240	143	98
" 2e canton	189	2.277	28	40	2.345	2.054	251	2.305	229	106
St-Kwintens-Lennik	23	397	5	104	506	468	39	507	22	179
Uccle	177	3.437	94	63	3.594	3.160	404	3.564	207	109
Vilvorde	104	1.173	21	1	1.195	1.121	136	1.257	42	72
Wolvetem	151	876	21	38	935	805	140	945	141	52
Totaux	2.577	43.880	683	850	45.413	40.234	4.559	44.793	3.197	2.457
Louvain 1er canton	94	935	3	48	986	848	80	928	152	49
" 2e canton	92	1.243	5	141	1.389	1.121	95	1.216	265	54
Aarschot	15	550	-	-	550	439	94	533	32	5
Diest	38	919	-	14	933	875	18	893	78	93
Glabbeek	12	128	3	3	134	118	7	125	21	21
Haacht	28	507	9	18	534	477	30	507	55	-
Tirlemont	33	745	12	36	793	703	87	790	36	63
Léau	48	351	10	4	365	308	16	324	89	27
Totaux	360	5.378	42	264	5.684	4.889	437	5.316	728	312
Nivelles	281	1.380	57	34	1.471	1.283	201	1.484	268	38
Genappe	36	350	6	7	363	314	19	333	66	8
Jodoigne	59	368	7	-	375	313	41	354	80	41
Perwez	40	249	6	4	259	230	43	282	17	12
Wavre	48	1.435	37	42	1.514	1.279	222	1.501	61	145
Totaux	464	3.782	113	87	3.982	3.498	526	3.984	492	244

Tableau n° 22 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Anvers 1er canton	127	1.884	17	55	1.956	1.686	196	1.882	201	232
Anvers 2e	273	3.085	44	39	3.163	2.679	359	3.038	403	106
Anvers 3e	97	2.814	59	102	2.975	2.680	342	2.902	170	192
Anvers 4e	360	2.068	169	95	2.321	1.673	236	2.258	423	317
Berchem	512	2.138	27	66	2.231	1.754	244	1.998	745	156
Boom	61	684	29	23	736	624	72	696	101	69
Borgerhout	311	3.309	45	160	3.514	3.095	303	3.458	367	185
Brecht	92	622	14	8	644	537	108	645	91	15
Ekeren	147	1.540	14	72	1.649	1.442	182	1.624	172	820
Kontich	27	913	13	30	956	836	78	914	69	96
Zandhoven	64	664	12	5	681	566	82	648	97	43
Totaux	2.071	19.730	442	659	20.831	17.751	2.312	20.063	2.839	2.231
Malines (Nord)	112	761	11	22	794	700	62	762	144	39
" (Sud)	99	1.040	19	33	1.097	1.002	76	1.078	118	234
Duffel	104	500	7	13	550	468	49	517	137	35
Heist-op-den-Berg	36	423	-	-	423	380	49	409	50	9
Lierre	135	595	23	27	650	562	61	623	162	44
Puurs	41	381	13	-	394	316	43	359	76	20
Totaux	527	3.730	73	100	3.908	2.408	340	3.748	687	381
Turnhout	106	763	13	14	810	620	168	788	128	96
Arendonk	51	379	23	1	403	298	114	410	44	202
Herenthals	69	755	18	23	790	631	134	765	103	100
Hoogstraten	26	283	3	2	293	238	67	305	9	28
Mol	86	842	10	-	873	800	35	835	124	135
Westerlo	34	394	6	3	407	339	36	375	68	28
Totaux	372	3.422	107	53	3.580	2.924	554	3.478	474	589
Mons	134	2.182	23	24	2.259	2.013	99	2.112	281	76
Bousu	103	1.362	14	69	1.444	1.245	149	1.394	163	71
Chièvres	25	324	10	13	348	316	19	335	36	15
Dour	43	472	4	17	493	445	36	481	55	31
Enghien	13	159	3	-	182	126	30	156	10	25
La Louvière	69	1.231	14	36	1.371	1.130	117	1.247	193	104
Lens	48	584	19	9	606	541	45	586	67	24
Pâturages	58	765	10	21	796	671	104	775	79	68
Roelux	129	673	7	20	703	576	73	649	185	63
Solignies	47	804	21	16	841	753	63	816	72	61
Totaux	669	8.611	195	216	9.022	7.918	735	8.551	1.140	536
Charleroi (Nord)	119	1.939	9	89	1.997	1.742	115	1.858	198	144
Charleroi (Sud)	193	1.959	105	85	2.149	1.952	205	2.057	285	110
Beaumont	25	275	2	11	298	252	22	274	39	14
Binche	84	1.134	13	39	1.186	1.056	49	1.105	165	70
Châtelet	55	1.167	17	36	1.220	1.041	160	1.201	74	62
Chimay	31	310	5	12	327	282	20	312	15	18
Fontaine-l'Évêque	149	927	16	13	966	834	105	1.039	75	46
Godinne	49	886	13	26	925	815	100	915	59	63

* Chiffre motifs.

Tableau n° 22 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Jumet	49	567	20	33	620	559	48	607	62	46
Marchienne-au-Pont	29	688	76	19	783	697	66	723	89	139
Merbes-le-Château	67	423	6	4	433	399	11	410	90	19
Seneffe	148	735	38	-	773	714	67	781	140	40
Thuin	4	534	-	10	544	473	35	508	40	12
Totaux	971	11.444	330	376	12.150	10.787	1.003	11.790	1.331	777
Tournai	44	814	33	20	867	792	51	843	68	39
Antoing	95	310	10	3	323	275	18	293	125	8
Ath	82	350	-	6	356	297	43	330	108	18
Celles	5	127	5	6	138	122	8	130	13	3
Flobecq	29	147	6	1	154	143	15	158	25	15
Frasnes	32	98	15	2	115	93	8	101	46	18
Lessines	27	271	8	6	285	211	28	239	73	7
Leuze	47	370	51	-	421	351	35	386	82	22
Peruwelz	103	412	7	13	432	356	36	392	143	23
Quevaucamps	13	496	9	7	512	470	23	493	32	11
Templeuve	24	275	5	4	284	256	13	269	39	11
Totaux	501	3.670	149	68	3.887	3.356	278	3.634	754	175
Gand 1er canton	125	1.195	40	38	1.273	1.050	158	1.208	190	44
Gand 2e "	214	1.304	20	54	1.378	1.131	154	1.285	307	39
Gand 3e "	98	1.110	26	58	1.194	1.023	130	1.153	139	58
Assenede	53	201	-	-	201	159	50	209	45	2
Deinze	42	222	15	6	243	183	22	205	80	11
Eeklo	49	334	1	-	335	303	42	345	39	17
Evergem	34	550	4	23	577	504	61	565	46	23
Kaprijke	13	118	2	1	121	100	5	105	29	4
Kruishoutem	35	130	4	5	139	134	16	150	24	17
Ledeberg	73	611	16	27	654	563	60	623	104	14
Lochristi	31	210	9	1	220	197	26	223	28	10
Nazareth	58	200	7	4	211	172	28	200	69	20
Nevele	51	111	7	2	120	102	17	119	52	17
Oosterzele	35	424	11	14	449	355	62	417	67	20
Waarschoot	5	48	1	6	55	38	2	40	20	-
Zomergem	20	156	1	7	164	133	14	147	37	8
Totaux	936	6.924	164	246	7.334	6.147	847	6.994	1.276	304
Audenarde	95	440	14	9	463	372	39	411	147	17
Grammont	44	251	9	11	271	241	37	278	37	31
Herzele	21	350	32	25	407	344	40	384	44	55
Nederbrakel	10	200	9	4	213	181	11	192	31	23
Ninove	142	590	16	14	620	495	63	558	204	51
Renaix	52	559	15	3	577	451	77	528	101	41
St-Maria-Horebeke	33	160	5	3	168	139	15	145	56	14
Zottegem	12	233	1	17	251	175	56	231	32	20
Totaux	409	2.783	101	86	2.970	2.389	338	2.727	652	252

Tableau n° 22 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Vermonde	66	840	-	147	987	939	65	1.004	49	23
Alost	380	1.424	32	38	1.494	1.106	274	1.380	494	83
Beveren	51	303	9	19	331	254	59	313	69	27
Hammé	7	308	12	8	328	280	33	313	22	16
Lokeren	27	413	6	11	430	358	38	396	61	14
Sint-Gillis-Waas	44	338	4	-	342	275	28	303	83	29
Saint-Nicolas	54	1.195	24	-	1.219	1.153	104	1.257	16	16
Tamse	43	431	24	14	463	376	81	457	55	60
Wetteren	75	329	14	39	392	332	31	363	94	8
Zele	11	281	9	6	296	250	34	284	23	12
Totaux	758	5.862	134	282	6.278	5.323	747	6.070	966	288
Bruges 1er canton	39	751	28	15	794	722	85	807	26	834
Bruges 2e "	161	1.123	25	65	1.228	1.004	119	1.123	266	36
Bruges 3e "	151	953	30	9	1.052	937	77	1.014	189	64
Ardodie	27	113	9	2	129	127	10	137	19	14
Gistel	68	367	8	18	393	320	36	356	105	19
Ostende	134	1.423	18	-	1.441	1.179	172	1.351	224	110
Ruisseledé	5	52	1	2	55	49	6	55	5	1
Tielt	20	141	2	1	144	131	13	144	20	9
Torhout	57	492	10	11	513	421	81	502	68	28
Totaux	662	5.435	191	123	5.749	4.890	599	5.489	922	1.115
Courtrai 1er canton	116	703	-	7	710	611	69	680	146	18
Courtrai 2e "	138	1.218	-	21	1.239	1.172	88	1.260	117	21
Avelgem	21	144	4	1	149	130	23	153	17	3
Harelbeke	43	719	28	6	750	629	104	733	60	7
Izegem	29	422	23	8	433	379	71	450	32	22
Menin	277	722	11	19	752	646	65	711	318	28
Meulebeke	28	252	5	-	257	192	23	215	70	11
Mouscron	646	731	7	23	761	632	96	728	679	35
Moorsele	38	351	9	4	364	307	37	344	58	7
Oostrozebeke	25	257	7	-	264	221	13	234	55	9
Roulers	14	747	54	18	819	699	109	808	25	33
Totaux	1.375	6.266	146	106	6.519	5.618	693	6.316	1.577	192
Furnes	69	546	-	-	546	339	57	446	169	17
Dixmude	30	194	6	4	204	164	24	188	46	12
Haringe	5	76	2	1	79	55	6	61	23	2
Nieuport	68	366	4	12	382	301	41	342	108	30
Totaux	172	1.182	12	17	1.211	909	128	1.037	346	61
Ypres 1er canton	16	176	-	10	186	156	27	183	19	11
Ypres 2e "	22	213	8	6	227	135	43	228	21	3
Hooglede	31	154	4	-	158	130	21	151	38	13
Messines	9	112	5	-	117	101	11	112	14	3
Passendale	16	81	3	5	89	77	10	87	18	7
Poperinge	38	169	4	5	178	150	20	170	46	12
Wervik	13	249	4	4	257	220	28	248	22	9
Totaux	145	1.154	28	30	1.212	1.019	160	1.179	178	63

Tableau n° 22 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Liège 1er canton	529	3.315	4	60	3.379	3.009	294	3.303	605	274
Liège 2e "	86	4.457	33	56	4.546	4.133	418	4.551	81	140
Dalhem	36	322	2	-	324	272	26	296	62	13
Fexhe-Slins	98	566	23	13	602	545	55	600	100	74
Fléron	115	1.307	52	71	1.430	1.286	110	1.396	149	117
Grivegnée	82	1.279	29	57	1.365	1.241	96	1.337	110	123
Herstal	190	965	23	37	1.025	828	134	962	253	173
Hollogne-aux-Pierres	37	1.619	59	87	1.765	1.675	80	1.755	47	81
Louveigné	100	560	-	-	560	489	79	568	92	35
Saint-Nicolas	112	804	25	39	868	762	95	857	123	121
Seraing	32	1.628	110	77	1.815	1.623	113	1.736	111	72
Waremmes	17	399	8	15	422	350	37	387	52	47
Totaux	1.434	17.221	368	512	18.101	16.213	1.537	17.750	1.785	1.275
Huy	171	1.345	54	46	1.445	1.252	110	1.362	254	123
Ferrières	17	78	1	-	79	66	12	78	18	5
Hannut	63	247	30	-	277	227	28	255	85	15
Jehay-Bodegnée	25	254	5	-	259	230	18	248	36	14
Landen	29	246	2	9	257	221	29	250	36	23
Nandrin	58	459	19	7	485	421	55	476	67	20
Totaux	363	2.629	111	62	2.802	2.417	252	2.669	496	200
Verviers	49	1.182	18	27	1.227	1.043	128	1.171	105	30
Aubel	-	209	8	-	217	171	46	217	-	10
Dison	18	303	27	-	330	267	26	293	55	166
Eupen	28	367	13	14	394	306	61	367	55	40
Herve	21	183	5	1	199	166	18	184	36	63
Limbourg	18	172	10	4	186	173	14	187	17	75
Malmédy	23	405	5	-	410	348	34	382	51	18
Saint-Vith	55	215	3	-	218	173	37	210	63	29
Spa	30	530	16	-	546	470	37	507	69	66
Stavelot	7	120	4	-	124	117	6	123	8	10
Totaux	249	3.696	109	46	3.851	3.234	407	3.641	459	507
Tongres	27	682	18	50	750	711	41	752	25	63
Bilzen	41	540	7	2	549	479	53	432	58	30
Borgloon (Looz)	16	268	2	-	270	218	14	232	54	15
Brée	6	228	1	-	229	189	26	215	20	21
Genk	12	1.259	-	24	1.283	1.091	145	1.236	59	52
Maaseik	7	436	-	-	436	374	31	405	38	10
Mechelen	11	621	11	19	651	620	28	648	14	21
Totaux	120	4.034	39	95	4.168	3.682	338	4.020	268	212
Hasselt	20	866	14	19	899	817	80	897	22	25
Beringen	39	739	-	-	739	667	64	731	47	37
Herck-la-ville	42	272	10	-	282	241	33	274	50	23
Neerpelt	58	274	14	5	293	308	10	318	33	28

Tableau n° 22 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Pect	12	233	9	-	242	217	25	242	12	26
Saint-Trond	39	811	5	26	842	738	74	812	69	50
Totaux	210	3.195	52	50	3.297	2.988	286	3.274	233	189
Arlon	45	521	36	22	579	315	189	504	120	55
Etalle	16	120	4	9	133	120	17	137	12	19
Fauvillers	17	70	6	7	83	43	11	54	46	11
Florenville	44	170	4	12	132	111	5	118	60	12
Messancy	20	425	8	5	438	385	8	393	65	41
Vinton	65	352	5	57	414	294	83	377	102	47
Totaux	207	1.598	63	119	1.779	1.268	313	1.581	405	186
Marche-en-Famenne	70	301	4	-	305	278	31	309	66	32
Durbuy	32	119	1	17	137	121	15	136	33	19
Erezée	6	56	2	12	70	55	13	68	8	5
Houffalize	24	85	1	-	86	77	10	87	23	1
Laroche	40	82	3	-	85	76	5	81	44	8
Nassogne	5	59	1	3	66	53	8	61	10	4
Vielsalm	10	76	7	-	83	83	3	86	7	2
Totaux	187	778	19	35	832	743	85	828	191	71
Neufchâteau	140	223	10	3	244	205	69	274	110	21
Bastogne	33	192	4	1	197	172	32	204	26	9
Bouillon	35	71	3	4	78	62	9	71	42	15
Paliseul	51	178	7	6	191	163	14	177	65	28
Saint-Hubert	41	142	6	12	160	124	19	143	67	14
Sibret	14	65	-	5	70	52	17	69	15	7
Wellin	13	67	2	3	72	60	12	72	13	4
Totaux	327	943	32	36	1.011	838	172	1.010	328	93
Namur 1er canton (N.)	97	1.294	51	40	1.386	1.237	113	1.350	132	73
" 2e " (S.)	37	1.123	16	30	1.169	1.027	99	1.116	90	35
Andenne	71	353	10	13	376	335	78	377	70	36
Eghezée	28	441	5	7	453	399	23	421	60	27
Fosses	142	883	76	72	1.034	831	94	975	201	65
Gembloux	362	597	12	24	633	577	124	701	234	23
Totaux	677	4.994	170	186	5.350	4.709	531	5.240	787	263
Dinant	17	461	80	13	551	534	18	552	19	22
Beauraing	16	155	7	-	162	137	41	178	-	9
Ciney	16	553	12	21	583	484	74	558	46	36
Couvin	27	239	8	21	268	228	16	244	51	25
Florennes	18	207	27	9	243	209	21	230	31	27
Gedinne	22	102	20	2	124	109	6	115	31	20
Philippeville	17	164	15	-	179	162	25	187	9	2
Rochefort	20	346	17	11	374	342	28	370	24	33
Walcourt	43	329	9	3	341	324	14	338	46	20
Totaux	196	2.558	195	80	2.933	2.529	243	2.772	267	177
LE ROYAUME	16.939	174.899	4.073	4.731	183.753	159.509	18.415	177.924	22.768	13.174

Tableau n° 22 B - ETAT, PAR CANTON, DES AFFAIRES EN CONCILIATION (1962)

CANTONS	Affaires terminées à l'amiable pendant l'année	Affaires restées sans suite	CANTONS	Affaires terminées à l'amiable pendant l'année	Affaires restées sans suite
1	2	3	1	2	3
Bruxelles 1er canton	153	211	Brecht	57	66
Bruxelles 2e "	146	270	Ekeren	53	134
Bruxelles 3e "	124	290	Kontich	95	147
Bruxelles 4e "	70	232	Zandhoven	49	68
Anderlecht	190	402			
Asse	184	628	Totaux	1.096	2.167
Hai	30	134	Malines (Nord)	44	93
Ixelles 1er canton	130	371	Malines (Sud)	54	142
Ixelles 2e "	112	398	Duffel	50	176
Molenbeek	262	472	Helst-op-den-Berg	19	43
Saint-Gilles	188	422	Lierre	88	119
St-Josse-ten-Noode	189	512	Puurs	12	32
Schaerbeek 1er canton	136	220			
Schaerbeek 2e "	170	256	Totaux	267	605
Sint-Kwintens-Lennik	70	218	Turnhout	103	114
Uccle	96	433	Arendonk	104	152
Vilvorde	214	206	Harenthals	29	122
Wolvenraem	105	223	Hoogstraten	20	22
			Mol	57	90
Totaux	2.579	5.907	Westerlo	88	89
Louvain 1er canton	210	676			
Louvain 2e "	344	994	Totaux	401	589
Aarschot	285	248	Mons	308	399
Diest	374	187	Boussu	131	261
Glabbeek	77	141	Chièvres	160	117
Haacht	144	370	Dour	111	148
Tirlemont	537	804	Enghien	54	20
Léau	70	203	La Louvière	754	119
			Lens	72	201
Totaux	2.041	3.623	Pitragues	145	260
Nivelles	194	402	Roeulx	116	233
Gnappe	22	72	Soignies	412	363
Jodoigne	172	217			
Perwez	115	125	Totaux	2.263	2.121
Wavre	231	798	Charleroi (Nord)	195	936
			Charleroi (Sud)	375	589
Totaux	734	1.614	Beaumont	80	233
Anvers 1er canton	153	137	Binche	236	687
Anvers 2e "	133	258	Châtelet	577	547
Anvers 3e "	88	249	Chimay	249	420
Anvers 4e "	109	280	Fontaine-l'Évêque	864	412
Berchem	84	255	Gosselies	274	414
Boom	55	153	Jumet	174	321
Borgerhout	220	420			

Tableau n° 22 B (suite)

1	2	3	1	2	3
Marchienne-au-Pont	294	362	Termonde	267	125
Merbes-le-Château	94	187	Alost	165	550
Senefte	189	437	Beveren	122	110
Thuin	176	201	Hamme	127	165
			Lokeren	95	97
Totaux	3.777	5.716	Sint-Gillis-Waas	91	198
Tournai	411	158	Saint-Nicolas	195	391
Antoing	53	127	Tamise	72	157
Ath	174	160	Wetteren	84	165
Celles	112	80	Zelev	142	233
Flabecq	43	151			
Frasnes	151	163	Totaux	1.360	2.191
Lessines	74	266	Bruges 1er canton	471	720
Leuze	165	212	Bruges 2e "	166	661
Péruwelz	117	240	Bruges 3e "	223	1.030
Quevaucamps	101	159	A. doole	48	139
Templeuve	136	114	Gistel	80	270
			Ostende	412	888
Totaux	1.537	1.830	Ruiselede	50	55
Gand 1er canton	420	763	Tielt	68	149
Gand 2e "	364	950	Torhout	77	304
Gand 3e "	252	641			
Assenede	262	231	Totaux	1.595	4.216
Deinze	78	261	Courtrai 1er canton	61	205
Beklo	264	159	Courtrai 2e "	143	288
Evergem	221	409	Avelgem	13	42
Kaprijke	58	102	Harelbeke	92	122
Kruishoutem	65	178	Izegem	52	225
Ledeberg	219	637	Menin	374	590
Lochristi	167	188	Meulebeke	82	38
Nazareth	96	123	Mouscron	223	335
Nevele	73	132	Moosele	46	86
Oosterzele	315	249	Oostrozebeke	45	26
Waarschoot	36	72	Soulers	299	310
Zomergem	46	144			
			Totaux	1.430	2.267
Totaux	2.936	5.429	Furnes	83	238
Audenarde	92	278	Dixmude	40	103
Grammont	116	274	Haringh	17	49
Herzele	142	493	Nieuport	103	183
Nederbrakel	50	102			
Ninove	62	172	Totaux	243	572
Renaix	175	237	Ypres 1er canton	85	240
Sint-Maria-Horebeke	80	69	Ypres 2e "	130	265
Zottegem	91	123	Hooglede	134	121
			Messines	84	161
Totaux	808	1.748	Passendale	64	81
			Poperinge	161	229
			Wervik	115	411
			Totaux	773	1.508

- 44 -
Tableau n° 22 B (suite)

1	2	3	1	2	3
Mège 1er canton	582	1.057	Arlon	148	461
Liège 2e "	385	736	Etalle	36	53
Dalhem	73	126	Fauvillers	43	79
Fexhe-Stins	159	459	Florenville	48	143
Fléron	247	234	Messancy	80	127
Grivegnée	335	332	Virton	120	299
Herstal	145	244			
Hollogne-aux-Picres	110	455			
Louvetigné	57	181			
Saint-Nicolas	71	153			
Seraing	167	643			
Wareme	123	172			
Totaux	2.454	4.792	Totaux	475	1.162
Huy	225	488	Marche-en-Famenne	142	447
Ferrières	25	33	Durbuy	58	260
Hannut	71	180	Erezée	30	120
Jehay-Bodegnée	51	78	Houffalize	75	169
Landen	98	214	Laroche	70	204
Nandrin	55	229	Nassogne	51	79
			Vielsalm	220	80
Totaux	525	1.222	Totaux	646	1.359
Verviers	16	66	Neufchâteau	248	249
Aubel	28	171	Bastogne	91	287
Dison	169	143	Bouillon	49	132
Eupen	89	96	Paliseul	160	239
Herve	10	46	Saint-Hubert	101	199
Limbourg	208	106	Sibret	58	101
Malmédy	198	155	Wellin	99	15
Saint-Vith	62	135			
Spa	200	732			
Stavelot	162	215			
Totaux	1.052	1.865	Totaux	806	1.222
Tongres	485	911	Namur 1er canton (N.)	512	1.115
Bilsen	206	286	Namur 2e " (S.)	105	836
Borgloon	183	294	Andenne	141	322
Bree	78	130	Eghezée	47	437
Genk	399	158	Fosses	878	1.375
Maaseik	61	208	Gembloux	252	548
Mechelen S/Meuse	141	641			
Totaux	1.553	2.628	Totaux	1.935	4.633
Hamelt	390	875	Dinant	699	753
Beringen	196	1.036	Beauraing	230	298
Herck-la-Ville	108	280	Ciney	64	302
Neerpelt	157	440	Couvin	125	312
Peer	78	387	Florennes	178	428
Saint-Trond	325	640	Gedinne	17	360
Totaux	1.254	3.638	Philippeville	104	200
			Rochefort	239	419
			Walcourt	149	479
			Totaux	1.806	3.551
			LE ROYAUME	36.346	68.175

La statistique à partir l'année 1948, fait la distinction entre les affaires de nature civile et les affaires de nature commerciale dont les juges de paix avaient à connaître en vertu des dispositions nouvelles de l'arrêté royal du 13 janvier 1935.

Dans le total des affaires introduites devant les juges de paix, pour le Royaume, les affaires commerciales tiennent les proportions ci-dessous :

ANNEES	Total des affaires à juger	Affaires commerciales à juger	Proportion %
1	2	3	4
1948	165.259	6.791	4,1
1949	179.916	9.312	5,1
1950	193.618	9.972	5,1
1951	143.061	9.674	6,8
1952	126.225	8.871	6,5
1953	140.017	9.766	6,9
1954	137.457	9.155	6,7
1955	142.284	13.430	9,4
1956	129.809	13.146	9,4
1957	143.532	13.999	10,3
1958	143.844	14.522	9,9
1959	154.303	11.775	7,6
1960	148.353	11.895	8,0
1961	160.200	12.162	7,6
1962	200.662	14.015	7,0

Tableau n° 23 - CERTAINES ACTIVITES DE JURIDICTION GRACIEUSE
DES JUGES DE PAIX

ANNEES	Nombre de conseils de famille présidés	Actes d'émancipation reçus	Actes de notoriété reçus	Nombre de levées de scellés	Réception de déclaration d'accident de travail
1	2	3	4	5	6
1948	19.435	3.212	20.208	806	129.526
1949	18.926	3.759	26.425	872	122.130
1950	18.019	3.363	29.746	751	120.122
1951	17.222	3.478	31.420	762	140.785
1952	16.344	3.262	34.478	812	152.901
1953	16.559	3.153	34.312	753	157.611
1954	15.761	3.210	32.717	777	159.601
1955	16.260	2.998	32.606	844	179.669
1956	16.197	2.933	32.361	784	186.812
1957	16.124	3.104	32.156	800	186.288
1958	15.767	3.100	32.788	885	179.177
1959	15.384	3.293	31.041	763	178.257
1960	15.159	3.163	26.606	794	180.017
1961	15.750	3.327	30.280	756	192.604
1962	16.175	3.545	16.823	785	182.059

Tableau n° 24 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Marche-en-famenne	388	-	1	116	505	48	48	96	7	103	402	67	29	96	-	9
Neufchâteau	265	-	-	143	408	57	51	108	28	136	272	98	10	108	-	10
Namur	950	4	-	620	1.483	258	232	490	28	512	965	381	109	401	89	349
Dinant	453	-	13	370	836	286	171	457	92	549	287	366	91	457	-	97
Resort de la Cour d'appel de :																
Bruxelles	21.329	427	375	18.548	40.679	8.720	5.678	14.398	4.149	18.547	22.132	11.733	2.665	7.969	6.429	10.390
Gand	6.833	66	50	5.266	12.215	2.562	1.505	4.067	309	4.876	7.339	2.970	1.097	3.556	511	1.605
Liège	6.591	117	78	5.740	12.526	2.856	2.134	4.990	639	5.629	6.897	4.008	982	3.787	1.203	2.768
Le Royaume :	34.753	610	503	29.554	65.420	14.138	9.317	23.455	5.597	29.052	36.368	18.711	4.744	15.312	8.143	14.763

Tableau n° 25 - JUGEMENTS RENDUS AVANT DE STATUER AU FOND
AFFAIRES SUR REQUETE - REFERES (1962)

ARRONDISSEMENTS	Nombre des jugements rendus avant de statuer au fond	AFFAIRES SUR REQUETE				Nombre des jugements statuant sur des demandes de pro deo (1)	REFERES JUGES
		Affaires accordées	Affaires rejetées	Affaires sans suite	Total des affaires		
1	2	3	4	5	6	7	8
Bruxelles	1.531	4.819	47	-	4.866	1.310	1.027
Louvain	130	503	14	5	522	91	156
Nivelles	120	393	16	-	409	56	99
Anvers	649	2.614	60	21	2.695	729	885
Malines	137	416	9	-	425	64	115
Turnhout	95	324	4	-	328	93	34
Mons	494	1.547	30	13	1.590	601	365
Charleroi	380	1.525	4	-	1.529	25	479
Tournai	153	570	24	3	597	126	98
Gand	389	1.649	23	11	1.682	581	562
Audenarde	86	281	5	-	286	60	44
Termonde	176	458	18	-	478	112	120
Bruges	169	567	54	-	621	139	287
Courtrai	145	515	8	2	523	80	138
Fumes	65	152	4	-	156	38	51
Ypres	63	252	0	-	258	18	50
Liège	676	2.143	58	57	2.258	362	678
Huy	77	324	5	-	329	83	33
Verviers	124	539	6	1	545	100	123
Tongres	152	401	3	5	409	81	55
Hasselt	206	519	5	-	524	83	87
Arlon	116	409	3	-	412	53	48
Marche-en-Famenne	24	239	-	1	240	12	19
Neufchâteau	39	461	1	1	463	12	20
Namur	186	684	4	-	688	115	114
Dinant	76	573	3	-	576	30	33
Ressort de la Cour d'appel de :							
Bruxelles	3.689	12.711	206	42	12.961	3.085	3.258
Gand	1.093	3.874	115	15	4.004	1.028	1.252
Liège	1.676	6.292	87	65	6.444	931	1.270
LE ROYAUME	6.458	22.877	410	122	23.409	5.044	5.780

(1) Les chiffres de cette colonne indiquant par arrondissement le nombre de jugements statuant sur les demandes de "pro Deo" sont déjà compris dans les chiffres des colonnes 3 à 6 où sont comptées toutes les affaires sur requête.

3^e Tribunaux de Commerce

Tableau n° 26 - APERCU GENERAL DES CAUSES COMMERCIALES INTRODUITES, TERMINEES ET RESTANT A JUGER - ANNEE 1962

TRIBUNAUX		NATURE DES CAUSES													Causes restant à juger	Total des causes terminées	Causes rendus avant de statuer au fond
		Causes à juger						Causes terminées									
		anciennes			nouvelles introduites pendant l'année			par jugement		par décret- sion, tran- saction, abandon, jonction ou radiation et jugements d'incompé- tence		Total des causes terminées					
pendantes au commencement de l'année	réinscrites après avoir été rayées comme terminées	poursuivies sur opposition à des jugements par défaut	Nouvelles introduites pendant l'année	Total des causes à juger	contra-dictoires	par défaut	Total	par décret- sion, tran- saction, abandon, jonction ou radiation et jugements d'incompé- tence	Total des causes terminées	Causes restant à juger	Causes rendus avant de statuer au fond						
1	2	3	4	5	6	7	8	9				10	11	12	13	14	
CIVILS																	
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14				
Nivelles	Bruxelles	4.192	981	710	20.287	26.170	5.347	12.489	17.836	3.655	21.491	4.679	470				
	Louvain	804	5	38	1.368	2.215	387	662	1.049	243	1.892	923	148				
	Anvers	382	9	31	821	1.243	258	461	719	105	824	419	72				
	Malines	4.498	6	243	10.795	15.542	3.121	5.938	9.059	2.077	11.136	4.406	701				
	Turnhout	1.008	6	23	1.022	2.059	283	599	882	69	951	1.108	85				
		545	4	8	994	1.551	428	524	952	47	999	552	62				
	Mons	1.331	7	41	1.922	3.901	740	1.109	1.849	302	2.151	1.750	132				
	Charleroi	931	49	43	2.471	3.494	702	1.428	2.130	347	2.477	1.017	45				
		177	-	9	986	1.172	479	442	921	53	974	198	221				
	Tournai	1.320	6	60	3.607	4.993	1.317	1.717	3.034	567	3.601	1.392	636				
	Gand	231	7	5	444	687	102	266	368	58	426	261	28				
	Audenarde	512	11	9	1.642	2.174	642	709	1.351	278	1.629	545	291				
	Saint-Nicolas	327	2	17	876	1.222	350	411	761	139	900	322	120				
		354	4	14	512	884	150	285	435	33	468	416	74				
	Bruges	756	1	14	1.155	1.926	437	545	982	176	1.158	768	193				
	Ostende	355	4	20	874	1.253	318	409	727	154	881	372	130				
	Courtrai	595	13	7	2.033	2.648	516	1.027	1.543	415	1.958	690	241				
		181	-	-	349	530	140	167	307	52	359	171	25				
	Furnes	232	1	1	304	538	120	132	252	68	320	218	21				
	Tyres	1.592	72	134	5.867	7.665	1.738	3.284	5.022	510	5.532	2.133	232				
		326	14	11	561	312	168	273	441	46	487	425	45				
	Huy	446	-	-	1.148	1.594	677	627	1.304	-	1.304	290	81				

Tableau n° 26 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Tongres		448	3	22	808	1.278	252	361	623	164	787	489	38
Hasselt		392	6	13	1.204	1.615	442	665	1.113	124	1.237	378	104
Arlon		202	-	2	227	498	80	100	255	22	292	206	40
Marche-en-													
Famenne.		275	-	3	207	545	53	122	185	13	198	345	
Neufchâteau		190	-	-	243	438	20	140	220	14	234	204	35
	Namur	485	5	15	1.279	1.721	418	672	1.030	167	1.257	524	175
Dinant		320	-	11	722	1.083	186	431	617	105	722	331	73
Ressort de la	Bruxelles	14.468	1.067	1.146	40.660	57.347	11.745	23.552	35.397	6.828	42.295	15.052	1.966
Cour d'Appel	Gand	4.833	43	147	11.786	16.935	4.092	5.668	9.760	1.940	11.700	5.155	1.759
de	Liège	4.659	100	222	12.384	17.375	4.119	6.751	10.870	1.180	12.050	5.325	804
TRIBUNAUX	civils	6.910	103	194	11.014	17.321	3.459	6.030	9.499	1.282	10.781	6.540	748
	de commerce	17.990	1.113	1.321	53.832	74.256	15.487	30.041	46.528	8.736	55.264	18.992	3.751
	Totaux	24.000	1.216	1.515	64.846	91.577	19.956	36.071	56.027	10.018	66.045	25.532	4.499

4^e Cours d'appel

Tableau n° 27 - AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES - CAUSES INTRODUITES
TERMINEES ET RESTANT A JUGER - 1962

COURS D'APPEL (avec indication des jurisdic- tions qui ont rendu les décisions attaquées)	CAUSES A JUGER			CAUSES TERMINEES					Causas restant à juger	Arrêts rendus avant de statuer au fond
	pendan- tes au commen- cement de l'année	intro- duites pendant l'année	Total	par arrêts au fond		Total des arrêts	par tran- saction, abandon ou autres motifs	Total général des causes termi- nées		
				contra- dictoires	par défaut					
2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
COUR D'APPEL DE BRUXELLES										
Tribunaux de première instance en matière civile	2.301	1.617	3.918	1.080	122	1.202	267	1.469	2.449	136
Tribunaux de première instance en matière commerciale	118	39	157	37	3	40	11	51	106	32
Tribunaux de commerce	980	564	1.544	331	18	349	160	509	1.035	
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	17	8	25	8	-	8	-	8	17	
Conseil de discipline de l'ordre des avocats	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Appels de jugements d'arbitres	5	6	11	2	-	2	1	3	8	
Référés	279	340	619	190	6	196	75	271	348	
Affaires portées directement devant la Cour	-	9	9	5	-	5	-	5	4	
COUR D'APPEL DE GAND										
Tribunaux de première instance en matière civile	464	479	943	430	33	463	93	556	387	46
Tribunaux de première instance en matière commerciale	27	40	67	30	-	30	3	33	34	8
Tribunaux de commerce	180	161	341	139	10	149	20	169	172	
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	5	6	11	5	-	5	-	5	6	
Conseils de discipline de l'ordre des avocats	1	3	4	4	-	4	-	4	-	
Appels de jugements d'arbitres	1	1	2	1	-	1	-	1	1	
Référés	1	-	1	-	-	1	1	1	-	
COUR D'APPEL DE LIEGE										
Tribunaux de première instance en matière civile	530	626	1.156	352	22	374	66	440	716	143
Tribunaux de première instance en matière commerciale	54	59	113	40	3	43	4	47	66	37
Tribunaux de commerce	134	146	280	100	5	105	13	118	162	
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	9	11	20	7	-	7	1	8	12	
Conseils de discipline de l'ordre des avocats	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Appels de jugements d'arbitres	1	1	2	-	-	-	-	-	2	
Référés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	

Tableau n° 27 (suite)

TOTAUX POUR LES TROIS COURS D'APPEL

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Tribunaux de première instance en matière civile		3.295	2.722	6.017	1.862	177	2.039	426	2.465	3.552	325
Tribunaux de première instance en matière commerciale		199	138	337	107	6	113	18	131	206	77
Tribunaux de commerce		1.294	871	2.165	570	33	603	193	796	1.369	
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)		31	25	56	20	-	20	1	21	35	
Conseils de discipline de l'ordre des avocats		1	3	4	4	-	4	-	4	-	
Appels de jugements d'arbitres		7	8	15	3	-	3	1	4	11	
Référés		280	340	620	190	6	196	76	272	348	
Affaires portées directement devant la Cour		-	9	9	5	-	5	-	5	4	
Totaux par ressort :											
Bruxelles		3.700	2.583	6.283	1.653	149	1.802	514	2.316	3.967	168
Gand		679	690	1.369	609	43	652	117	769	600	54
Liège		728	843	1.571	499	30	529	84	613	958	180
Totaux généraux		5.107	4.116	9.223	2.761	222	2.983	715	3.698	5.525	402

Tableau n° 28 - COURS D'APPEL - AFFAIRES FISCALES (1962)

COUR D'APPEL DE	AFFAIRES A JUGER			Arrêts inter- locu- toires	AFFAIRES TERMINEES			Affaires restant à juger
	pendantes au commen- cement de l'année	intro- duites pendant l'année	Total		par arrêt au fond	par radiation transac- tion etc...	Total	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Bruxelles	2.245	476	2.721	25	699	288	987	1.734
Gand	481	102	583	10	259	6	265	318
Liège	323	146	469	26	170	3	173	206
Le Royaume	3.049	724	3.773	61	1.128	297	1.425	2.258
Tableau n° 29 - COURS D'APPEL - AFFAIRES ELECTORALES (1962)								
Bruxelles	-	2	2	2	-	2	-	-
Gand	-	-	-	-	-	-	-	-
Liège	-	-	-	-	-	-	-	-
Le Royaume	-	2	2	2	-	2	-	-

Aux termes des articles 19 et 29 de la loi du 25 mars 1876, la compétence de la Cour de Cassation est réglée comme suit :

Art. 19 - La Cour de Cassation connaît :

1^o Des demandes en cassation contre les arrêts et les jugements rendus en dernier ressort ;

2^o Des réglemens de juges, des demandes en renvoi d'un tribunal à un autre et de prises à partie.

Art. 20 - Les arrêts et les jugements rendus en dernier ressort pourront être déférés à la Cour de Cassation pour contravention à la loi ou pour violation des formes, soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité.

La Cour de Cassation prononce aussi sur les demandes en cassation contre les décisions rendues en dernier ressort en matière civile et commerciale par les tribunaux de première instance et par les Cours d'Appel du Congo.

Un décret détermine, dans les limites de la compétence de la Cour de Cassation de Belgique, les autres demandes dont elle aura à connaître. (Loi du 15 avril 1924, art. 1er).

Le ministère public est entendu dans toutes les affaires. (Loi du 4 août 1832, art. 28).

La Cour de Cassation ne connaît pas du fond des affaires. Elle renvoie le fond du procès cassé à la Cour ou au tribunal qui doit en connaître.

Tableau n° 30 - COUR DE CASSATION (1^{ère} Chambre)
POURVOIS EN MATIÈRE CIVILE (ANNEE 1962)

COURS ET TRIBUNAUX qui ont rendus les décisions attaquées	CAUSES A JUGER			ARRETS					Causés restant à juger	
	Pendantes au commen- cement de l'année	Intro- duites pendant l'année	Total	au fond		décrétant				Total des arrêts
				Cassa- tion	Rejet	la dé- chéance	le désis- tement	la jonc- tion		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Conseil d'Etat	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Cours d'Appel										
a) Jugeant en matière civile :										
Bruxelles	61	30	91	19	49	-	1	-	69	22
Gand	6	18	24	3	3	-	-	-	6	18
Liège	39	15	54	12	17	-	-	-	29	25
Léopoldville	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Elisabethville	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ruanda-Urundi	1	-	1	1	-	-	-	-	1	-
Totaux	107	63	170	35	69	-	1	-	105	65
b) Jugeant en matière commerciale :										
Bruxelles	60	23	83	6	15	-	-	-	21	62
Gand	4	4	8	2	1	-	-	-	3	5
Liège	15	6	21	3	2	-	-	-	5	16
Léopoldville	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Elisabethville	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Totaux	79	33	112	11	18	-	-	-	29	83

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Tribunaux de première instance											
a) Jugeant en premier degré :											
Bruxelles		6	-	6	-	-	-	-	-	-	6
Louvain		1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Nivelles		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Anvers		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Malines		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Turnhout		1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Mons		1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Charleroi		2	-	2	-	-	-	-	-	-	2
Tournai		1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Gand		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Audenarde		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Termonde		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bruges		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Courtrai		1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Furnes		1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Ypres		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liège		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Huy		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Verviers		3	-	3	-	-	-	-	-	-	3
Tongres		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hasselt		-	1	1	-	-	-	-	-	-	1
Arlon		1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Marche-en-Famenne		1	1	2	-	-	-	-	-	-	2
Neufchâteau		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Namur		2	-	2	-	-	-	-	-	-	2
Dinant		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Totaux :		21	2	23	-	-	-	-	-	-	31
b) Jugeant en degré d'appel :											
Bruxelles		3	23	26	1	7	-	-	-	9	13
Louvain		6	2	8	3	-	-	-	-	3	6
Nivelles		1	2	3	1	1	-	-	-	2	1
Anvers		-	9	9	2	2	-	-	-	4	-
Malines		1	-	1	-	1	-	-	-	1	-
Turnhout		3	1	4	1	-	-	-	-	1	3
Mons		5	1	6	2	3	-	-	-	5	2
Charleroi		7	1	8	2	4	-	-	-	6	2
Tournai		1	2	3	1	1	-	-	-	2	1
Gand		4	5	9	3	1	-	-	-	4	5
Audenarde		2	1	3	1	2	-	-	-	3	1
Termonde		3	5	8	1	1	-	-	-	2	3
Bruges		-	2	2	-	-	-	-	-	-	2
Courtrai		2	-	2	1	1	-	-	-	1	2
Furnes		-	2	2	2	-	-	-	-	2	-
Ypres		3	-	3	-	-	-	-	-	-	3
Liège		5	3	8	1	2	-	1	-	4	4
Huy		2	-	2	2	-	-	-	-	2	-
Verviers		-	7	7	2	-	-	-	-	2	7

Tableau n° 30 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Tongres	-	1	1	-	-	-	-	-	-	1
Hasselt	3	-	3	1	2	-	-	-	3	-
Arlon	4	1	5	2	1	-	-	-	3	2
Marche-en-Famenne	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Neufchâteau	1	1	2	1	-	-	-	-	1	1
Namur	3	4	7	3	1	-	-	-	4	3
Dinant	2	4	6	-	2	-	-	-	2	4
Totaux	62	77	139	33	32	-	1	-	66	73
Tribunaux de commerce	5	7	12	3	1	-	-	-	4	8
Justice de paix	7	4	11	6	3	-	-	-	9	2
Conseils de prud'hommes	32	34	66	13	14	-	-	-	27	39
Conseil supérieur d'arbitrage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres : (1)	4	-	4	-	-	-	-	-	-	4
Totaux généraux :	318	220	538	101	137	-	2	-	240	298

(1) Autres (1 Règlementation d'attribution de juge
 (1 Demande en intervention
 (2 Demandes en restitution

STATISTIQUE DES GRACES

ET DE LA

LIBERATION CONDITIONNELLE

ANNEE 1962

STATISTIQUE DES GRACES ET DE LA LIBERATION
CONDITIONNELLE

1962

PATRONAGE DES DETENUS

1. GRACES : REQUETES SOUMISES, REJETEES ET ACCUEILLIES

ANNEES	Requêtes soumises au Roi après examen par le Ministère de la Justice	Requêtes rejetées		Requêtes accueillies totalement ou partiellement	
		Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
1938	8.275	5.468	66,08	2.807	33,92
1939	8.842	5.634	63,72	3.208	36,28
1940	5.957	3.561	57,77	2.456	41,23
1941	9.300	4.240	45,59	5.060	54,41
1942	11.783	4.392	37,27	7.391	62,73
1943	12.892	6.055	46,97	6.837	53,03
1944	10.342	5.106	49,38	5.236	50,62
1945	15.867	6.617	41,70	9.250	58,30
1946	18.654	6.706	35,94	11.948	64,06
1947	16.517	6.559	39,71	9.958	60,29
1948	18.882	7.141	37,81	11.741	62,19
1949	11.171	5.011	44,85	6.160	55,15
1950	10.715	4.885	45,59	5.830	54,41
1951	8.231	3.889	47,24	4.342	52,76
1952	11.230	3.934	35,03	7.296	64,97
1953	7.408	3.471	46,85	3.937	53,15
1954	6.389	2.931	45,90	3.458	54,10
1955	6.985	3.521	50,41	3.464	49,59
1956	7.910	3.927	49,65	3.983	50,35
1957	7.394	4.007	54,20	3.387	45,80
1958	6.819	4.236	62,12	2.583	37,88
1959	7.012	4.203	59,94	2.809	40,06
1960	6.208	4.046	65,19	2.162	34,81
1961	6.852	4.490	65,53	2.362	34,47
1962	6.506	4.213	64,76	2.293	35,24

LIBERATIONS CONDITIONNELLES

ANNEES	Sexe		Age							Etat civil		
	Hommes	Femmes	Moins de 20 ans	de 20 à - de 25 ans	de 25 à - de 30 ans	de 30 à - de 40 ans	de 40 à - de 50 ans	de 50 à - de 60 ans	60 ans et plus	Célibataires	Mariés	Veuf
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
1959 (1)	672	78	24	130	140	199	131	101	25	241	426	
1959 (2)	37	1	-	-	1	6	13	13	5	9	34	
1960 (1)	576	49	20	90	121	177	120	74	23	202	351	
1960 (2)	18	1	-	-	-	3	8	4	4	4	11	
1961 (1)	592	67	18	98	112	195	119	82	35	214	358	
1961 (2)	32	2	-	-	-	8	19	3	4	9	18	
1962 (1)	805	84	46	150	172	218	157	106	40	308	479	
1962 (2)	39	1	-	-	-	4	21	12	3	8	24	

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX LIBERES

	Antécédents			Nature de l'infraction dont ils purgeaient la peine									
	Précédés	Sans	Une condamnation antérieure	Plusieurs condamnations antérieures	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vol, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile	Calomnies et injures	Destructions dégradations dommages
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	
	48	361	148	241	1	20	382	25	228	86	-	3	5
	4	27	9	2	38	-	-	-	-	-	-	-	-
	55	274	113	238	-	9	326	20	213	43	8	-	6
	2	7	4	8	19	-	-	-	-	-	-	-	-
	63	307	121	231	-	28	285	22	216	94	-	3	11
	4	21	5	8	34	-	-	-	-	-	-	-	-
	70	348	199	342	-	37	416	31	313	74	-	4	14
	6	23	6	11	40	-	-	-	-	-	-	-	-

3. LIBERATIONS CONDITIONNELLES

ANNEES	Durée de la peine									
	Prononcée							Restant		
	Moins de 1 an	de 1 à - de 2 ans	de 2 à - de 5 ans	de 5 à - de 10 ans	de 10 à - de 20 ans	de 20 ans et plus	à perpétuité	moins de 3 mois	de 3 à - de 6 mois	de 6 mois à - de 1 an
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1959 (1)	167	246	250	41	27	6	13	205	187	175
1959 (2)	-	-	-	4	20	2	12	-	-	1
1960 (1)	118	196	230	41	27	7	6	154	163	167
1960 (2)	-	-	-	1	5	4	9	-	-	-
1961 (1)	105	260	210	30	25	8	21	178	185	168
1961 (2)	1	-	-	-	6	3	24	1	-	-
1962 (1)	189	297	293	42	41	14	13	231	227	218
1962 (2)	-	-	-	1	4	-	35	-	-	-

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX LIBERATIONS ACCORDEES

	Durée du temps d'épreuve										
	à subir					à subir					
	à 1 an	de 2 à - de 3 ans	de 3 à - de 5 ans	de 5 à - de 10 ans	durée indéfinie	2 ans	de plus de 2 à - de 5 ans	de 5 à - de 10 ans	de 10 à - de 20 ans	20 ans et plus	à perpétuité
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	
	112	16	24	16	15	478	137	103	17	2	13
	1	1	4	11	20	1	2	5	9	9	12
	82	15	18	15	11	410	112	77	16	4	6
	1	-	2	3	13	-	1	1	4	3	10
	63	11	12	16	26	447	85	84	17	5	21
	-	1	1	5	26	1	-	2	5	2	24
	114	24	24	31	26	698	91	86	14	-	-
	-	-	1	3	36	-	1	35	3	1	-

(1) = Les prisons ou droit commun
 (2) = Les centres d'internement ou locatives.

4. - SUITE DES LIBERATIONS CONDITIONNELLES

ANNEES	Libérations conditionnelles révoquées						Libérations devenues définitives par expiration du temps d'épreuve
	moins de 1 an après l'octroi	de 1 à - de 2 ans après l'octroi	de 2 à - de 5 ans après l'octroi	de 5 à - de 10 ans après l'octroi	10 et plus de 10 ans après l'octroi	Total des révocations	
1	2	3	4	5	6	7	8
1959 (1)	32	31	31	7	4	105	710
1959 (2)	-	-	2	5	-	7	20
1960 (1)	26	25	27	8	1	87	830
1960 (2)	-	-	-	5	-	5	10
1961 (1)	24	31	33	4	1	98	783
1961 (2)	-	1	-	2	-	3	19
1962 (1)	36	36	25	7	2	106	611
1962 (2)	-	-	-	-	-	-	20

STATISTIQUE DE L'APPLICATION DE LA LOI

DE

DEFENSE SOCIALE DU 9 AVRIL 1930

5. - PATRONAGE DES DETENUS

ANNEES	Nombre de prévenus visités		Nombre de condamnés visités		Nombre de visites faites aux détenus		Nombre de visites faites aux condamnés	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	à des hommes	à des femmes	à des hommes	à des femmes
1	2	3	4	5	6	7	8	9
1959 (1)	784	164	3.362	1.000	207	89	2.635	377
1959 (2)	-	-	352	2	-	-	223	2
1960 (1)	662	148	3.103	950	146	70	1.779	318
1960 (2)	-	-	328	2	-	-	221	2
1961 (1)	464	190	3.043	784	187	74	1.822	345
1961 (2)	-	-	512	2	-	-	175	2
1962 (1)	513	100	3.430	1.028	202	26	1.897	413
1962 (2)	-	-	215	1	-	-	143	3

(1) = Les prisons ou droit commun.

(2) = Les centres d'internement ou inciviques.

ANNEE 1962

STATISTIQUE SUR L'APPLICATION DE LA LOI DE DEFENSE SOCIALE DU 9 AVRIL 1930

ANNEE 1962

La méthode employée pour l'établissement des tableaux ci-après est greffée sur la tenue du casier judiciaire.

En ce qui concerne l'internement, des bulletins individuels spéciaux sont adressés au casier par le greffier de la juridiction compétente pour chaque cas.

En ce qui concerne la mise à la disposition du gouvernement, chaque mesure est annotée comme peine accessoire sur le bulletin de condamnation correspondant, adressé au casier judiciaire.

Le dépouillement des bulletins spéciaux et des peines accessoires portées aux bulletins de condamnation a permis de confectionner les tableaux suivants :

Un tableau I dénombrant, par sexe et par terme d'internement, les inculpés en état de démence, de déséquilibre mental ou de débilité mentale avec indication de la nature de l'infraction commise;

Un tableau II qui relève les décisions prises par les commissions instituées auprès des annexes psychiatriques;

Un tableau III dénombrant, par sexe et par terme de mise à la disposition du gouvernement, les récidivistes ou délinquants d'habitude, avec indication de la nature de l'infraction faisant l'objet de la dernière condamnation;

Un tableau IV répartissant d'après les juridictions, qui les ont ordonnées, les mesures prises en vertu de la loi de défense sociale.

Tableau 1 - DECISIONS D'INTERNEMENT D'INCUPLÉS EN ETAT DE DEMENCE, DE DESEQUILIBRE MENTAL OU DE DEBILITE MENTALE (1962)

Nature de l'infraction commise	Inculpés internés par application de l'article 7								
	pendant 5 ans		pendant 10 ans		pendant 15 ans		Totaux		
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Ensemble
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Juridictions d'instruction									
Crimes contre :									
La vie et l'intégrité corporelle	-	1*	7	2	7	2	14	4	19
Les mœurs	55	1	37	-	-	-	92	1	93
La famille (avortement)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Les biens :									
Incendie	-	-	7	-	-	-	7	-	7
Faux en écritures	19	1	-	-	-	-	19	1	20
Vols qualifiés	50	2	3	-	-	-	53	2	55
Autres crimes*	1	-	1	1	-	-	2	1	3
Délits contre :									
L'intégrité corporelle	34	2	-	-	-	-	34	2	36
Les mœurs	64	6	-	-	-	-	64	6	70
La famille (avortement)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Les biens :									
Vols	40	7	-	-	-	-	40	7	47
Escroqueries	9	2	-	-	-	-	9	2	11
Abus de confiance	4	-	-	-	-	-	4	-	4
L'autorité	6	-	-	-	-	-	6	-	6
Autres délits	28	-	-	-	-	-	28	-	28
Total :	310	22	55	3	7	2	372	27	399
Juridictions de jugement									
Crimes contre :									
La vie et l'intégrité corporelle	-	-	1	-	-	-	1	-	1
Les mœurs	10	-	6	-	-	-	16	-	16
Les biens :									
Incendie	-	-	1	-	-	-	1	-	1
Faux en écritures	4	-	-	-	-	-	4	-	4
Vols qualifiés	6	1	-	-	-	-	6	1	7
Autres crimes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Délits contre :									
L'intégrité corporelle	2	-	-	-	-	-	2	-	2
Les mœurs	4	-	-	-	-	-	4	-	4
Les biens :									
Vols	2	1	-	-	-	-	2	1	3
Escroqueries	1	-	-	-	-	-	1	-	1
Abus de confiance	-	-	-	-	-	-	-	-	-
L'autorité	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres délits	8	-	-	-	-	-	8	-	8
Total :	37	2	8	-	-	-	45	2	47
Le Royaume :	347	24	63	3	7	2	417	29	446

* 1 Infanticide.

Tableau 2 - DECISIONS PRISES PAR LES COMMISSIONS INSTITUTEES AUPRES DES ANNEXES PSYCHIATRIQUES (1962)

ANNEES	Nombre de libérations définitives (art. 20)	Nombre de libérations à l'essai (art. 21)	Nombre de révo-cations (art. 14 et 21)	Nombre de prolon-gations d'interne-ment (art. 22)
1	2	3	4	5
1951	24	118	32	8
1952	25	80	38	12
1953	27	105	41	8
1954	22	366	43	20
1955	45	118	49	14
1956	82	244	91	21
1957	85	198	107	15
1958	66	272	92	9
1959	95	247	81	16
1960	100	388	105	16
1961	97	345	121	21
1962	93	294	93	23

Tableau 3 - RECIDIVISTES OU DELINQUANTS D'HABITUDE MIS A LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT (1962)

NATURE DES INFRAC-TIONS DONT CONDAMNATION	En vertu de l'article 25		En vertu de l'article 24		En vertu de l'article 23				Totaux				
	pendant 5 ans		pendant 10 ans		pendant 20 ans		cfr note 1 a					cfr note 1 b	
	Hom.	Fem.	Hom.	Fem.	Hom.	Fem.	Hom.	Fem.	Hom.	Fem.	Hom.	Fem.	Ensem-ble
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Crimes contre :													
La vie et l'intégrité cor-porelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Les moeurs	1	-	2	-	-	-	-	-	-	-	3	-	3
Les biens : Vols qualifiés	3	-	4	-	-	-	-	-	-	-	7	-	7
Faux en écritures	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Incendie	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Délits contre : -													
L'intégrité corporelle	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Coups	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Les moeurs	3	-	-	-	-	-	1	-	-	-	4	-	4
La famille : (avortement)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Les biens : Vols	2	-	1	-	-	-	1	-	-	-	4	-	4
Escroqueries	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	2	-	2
Abus de confiance	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
L'autorité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres délits	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Le Royaume :	10	-	10	-	-	-	3	-	-	-	23	-	23

(1) a) l'exécution des peines est poursuivie dans un établissement de défense sociale
b) l'exécution des peines est poursuivie dans une prison.

Tableau 4 - REPARTITION DES MESURES D'INTERNEMENT ET DE MISES A LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT, D'APRES LES JURIDICTIONS QUI LES ONT ORDONNEES (1962)

SIEGE	Internements			Mises à la disposition du gouvernement	Ensemble des mesures en vertu de la loi
	Juridictions d'instructions	Juridictions de jugement	Total		
1	2	3	4	5	6
COURS D'ASSISES					
COURS MILITAIRES					
COURS D'APPEL					
Bruxelles	27	6	33	5	38
Gand	10	4	14	3	17
Liège	14	3	17	2	19
Total :	51	13	64	10	74
TRIBUNAUX CORRECTIONNELS					
Bruxelles	23	4	27	-	27
Louvain	14	1	15	-	15
Nivelles	8	-	8	-	8
Anvers	99	10	109	2	111
Malines	-	-	12	-	12
Turnhout	18	-	18	-	18
Mons	10	-	10	1	11
Charleroi	23	-	23	-	23
Tournai	12	-	12	-	12
Gand	12	-	12	-	12
Audenarde	2	-	2	-	2
Termonde	15	-	15	3	18
Bruges	12	-	12	-	12
Courtrai	14	1	15	1	16
Furnes	-	-	-	-	-
Ypres	-	-	-	-	-
Liège	31	1	32	2	34
Huy	2	-	2	-	2
Verviers	3	-	3	-	3
Tongres	4	-	4	-	4
Hasselt	5	-	5	-	5
Arlon	3	-	3	1	4
Marche-en-Famenne	1	-	1	-	1
Neufchâteau	3	-	3	-	3
Namur	6	3	9	-	9
Dinant	6	-	6	-	6
Total :	338	20	358	10	368
CONSEILS DE GUERRE					
	-	9	9	-	9
Total général :	389	47	436	20	456

STATISTIQUE

DES

ACTES NOTARIES

ANNEE 1962

ANNEE 1962

On trouvera ci-dessous, par canton et par arrondissement, le relevé des actes notariés, avec l'indication du montant des droits d'enregistrement qui ont été perçus.

RELEVÉ DES ACTES NOTARIES ET DES DROITS D'ENREGISTREMENT PERÇUS, PAR
CANTON ET PAR ARRONDISSEMENT ANNEE 1962

CANTONS	1962		CANTONS	1962	
	Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistrement perçus		Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistrement perçus
Bruxelles (4 cantons)	28.177	502.552.407	Malines (2 cantons)	5.734	42.667.721
Anderlecht	6.780	64.812.603	Duffel	1.986	11.552.585
Asse	3.249	19.347.333	Heist-op-den-Berg	3.003	12.885.582
Hal	3.206	22.575.060	Lierre	1.987	16.446.089
Ixelles (2 cantons)	8.456	96.338.922	Puurs	1.566	6.288.565
Molenbeek-Saint-Jean	4.486	40.080.463	Arrond. jud. de Malines :	14.276	89.840.542
Saint-Gilles	2.173	22.979.865	Turnhout	3.262	24.138.914
Saint-Josse-ten-Noode	7.360	79.893.179	Arendonk	1.522	7.791.260
Schaerbeek (2 cantons)	7.782	80.474.728	Herentals	3.813	21.070.218
Sint-Kwintens-Lennik	3.046	13.133.897	Hoogstraten	1.503	11.143.563
Uccle	6.451	59.951.428	Mol	4.046	22.588.724
Vilvoorde	3.027	18.028.440	Westerlo	1.901	7.895.601
Wolvertem	3.454	23.432.138	Arrond. jud. de Turnhout :	16.047	94.628.480
Arrond. jud. de Bruxelles :	87.647	1.043.600.464	Mons	4.978	30.869.934
Louvain (2 cantons)	9.238	61.411.151	Bousu	2.570	9.007.729
Aarschot	2.020	7.764.422	Chièvres	793	4.170.244
Diest	2.123	12.345.459	Dour	2.013	6.520.744
Glabbeek	922	4.021.831	Enghien	914	5.175.073
Haacht	2.455	22.283.321	La Louvière	3.252	16.740.465
Tirlemont	2.433	13.995.802	Lens	1.888	8.467.504
Léau	899	4.176.588	Pâturages	2.397	10.570.291
Arrond. jud. de Louvain :	20.090	126.214.572	Roeulx	1.574	7.749.093
Nivelles	5.414	37.788.460	Sofignies	1.929	11.900.036
Genappe	1.393	8.311.977	Arrond. jud. de Mons :	22.308	111.171.113
Jodoigne	1.766	10.654.939	Charleroi (2 cantons)	8.206	52.865.405
Perwez	1.304	6.891.703	Beaumont	733	3.913.639
Wavre	4.986	44.100.091	Sinthe	2.900	12.738.268
Arrond. jud. de Nivelles :	14.862	107.727.170	Châtelet	3.599	15.897.374
Anvers (4 cantons)	28.239	289.640.676	Chimay	1.226	6.632.130
Berchem	2.404	15.531.551	Fontaine-l'Évêque	2.390	11.717.596
Bozin	1.706	8.255.353	Gosselies	2.495	13.861.076
Borgerhout	5.551	38.899.453	Jumet	2.400	10.354.106
Brecht	2.863	17.094.051	Marchienne-au-Pont	1.711	10.186.184
Ekeren	3.380	26.929.088	Mesbrès-le-Château	856	4.966.699
Kontich	2.334	21.037.934	Seneffe	2.110	8.862.429
Zandhoven	2.044	15.519.814	Thuin	1.755	9.527.989
Arrond. jud. d'Anvers	48.621	432.694.926	Arrond. jud. de Charleroi :	30.381	161.822.893

CANTONS	1962		CANTONS	1962	
	Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistrement perçus		Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistrement perçus
Tournai	2.629	21.354.220	Bruges (3 cantons)	10.655	111.504.861
Antoing	1.067	4.599.874	Ardoisie	691	3.734.419
Ath	1.018	5.226.454	Gistel	1.482	10.328.142
Celles	548	3.910.053	Ostende	3.563	41.485.909
Fiebecq	529	2.296.840	Ruiselede	495	3.550.693
Frasnes	958	5.262.067	Tielt	816	5.421.523
Lessines	1.392	6.684.685	Torhout	2.928	17.541.711
Leuze	1.146	7.803.091	Arrond. jud. de Bruges	20.630	193.567.258
Péruwelz	1.284	5.986.556	Courtrai (2 cantons)	4.791	44.490.514
Quevaucamps	1.057	3.916.258	Avelgem	750	4.417.012
Templeuve	872	3.868.824	Harelbeke	2.384	19.877.840
Arrond. jud. de Tournai :	12.500	70.908.922	Izegem	1.833	13.212.120
Gand (3 cantons)	8.803	172.828.711	Menin	2.518	16.024.503
Amsenede	850	6.100.028	Meulebeke	1.180	7.182.102
Deinze	1.156	9.392.328	Mouscron	2.718	13.678.580
Eeklo	1.770	10.006.336	Moorsele	1.246	7.425.089
Evergem	2.991	22.943.607	Oostrozebeke	621	4.738.869
Kaprijke	584	3.057.289	Roulers	2.191	17.062.011
Kruishoutem	980	7.927.337	Arrond. jud. de Courtrai	20.232	148.088.640
Ledeberg	1.603	28.965.003	Furnes	1.581	17.363.840
Lochristi	1.067	8.995.730	Dixmude	1.095	6.908.044
Nazareth	1.114	10.200.902	Haringe	707	4.284.320
Nevele	783	5.335.605	Nieuport	1.654	20.392.661
Oosterzele	1.537	12.039.871	Arrond. jud. de Furnes :	5.037	48.948.865
Waarschoot	764	6.746.326	Ypres (2 cantons)	1.488	13.867.610
Zomerem	959	10.274.259	Hooglede	724	5.551.177
Arrond. jud. de Gand :	24.961	314.813.132	Messines	768	6.784.524
Audenarde	1.904	13.463.833	Passendale	991	8.146.905
Grammont	1.289	9.469.721	Poperinge	884	6.859.821
Herzele	2.637	15.387.528	Wervik	976	6.902.518
Nederbrakel	1.049	4.871.262	Arrond. jud. d'Ypres :	5.831	48.112.555
Ninove	3.180	18.977.457	Liège (2 cantons)	11.461	122.437.457
Renaix	1.518	13.622.389	Dalhem	961	6.193.200
Sint-Maria-Horebeke	482	3.602.004	Fexhe-Slins	2.235	11.945.253
Zottegem	1.270	9.445.310	Fléron	2.578	11.985.612
Arrond. jud. d'Audenarde	13.329	88.839.504	Grivegnée	2.519	17.557.376
Termonde	2.283	14.212.955	Herstal	2.189	11.952.039
Alost	4.457	29.754.303	Hollogne-aux-Pierres	2.589	11.798.610
Beveren	1.472	10.418.308	Louveigné	1.244	6.840.894
Bomme	1.599	8.516.101	Saint-Nicolas	2.301	12.550.764
Lokeren	1.506	9.729.535	Seraing	3.597	17.455.880
Sint-Gillis-Waas	2.625	13.498.111	Waremmé	1.404	7.214.431
Saint-Nicolas	2.765	17.410.800	Arrond. jud. de Liège :	33.058	237.931.316
Tamise	1.673	8.704.863			
Wattevaux	1.708	10.343.370			
Zele	1.324	6.807.862			
Arrond. jud. de Termonde	21.412	129.396.208			

CANTONS	1962		CANTONS	1962	
	Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistrement perçus		Actes notariés Nombre :	Droits d'enregistrement perçus
Huy	3.694	19.867.432	Marche-en-Famenne	922	5.191.884
Ferrières	945	4.270.196	Durbuy	879	7.626.928
Hannur	1.175	6.125.087	Erezée	415	2.564.384
Jehay-Bodegnée	1.812	9.117.539	Houffalize	610	3.637.512
Landen	1.299	4.454.522	Laroche	677	4.646.707
Nandrin	1.246	7.204.351	Nassogne	668	5.218.210
Arrond. jud. de Huy :	10.171	51.039.127	Vielsalm	613	3.443.762
Verviers	2.869	16.896.150	Arrond. jud. de Marche-en-Famenne :	4.784	32.329.387
Aubel	864	5.476.090	Neufchâteau	934	4.201.931
Dison	911	4.752.493	Bastogne	1.016	6.671.113
Eupen	1.323	11.770.619	Bouillon	462	2.620.675
Herve	792	4.896.690	Paliseul	691	3.808.310
Limbourg	919	4.787.414	Saint-Hubert	676	3.627.949
Malmédy	1.624	6.535.592	Sibret	403	3.344.150
Saint-Vith	1.159	3.860.155	Weilun	419	1.985.916
Spa	2.139	12.844.760	Arrond. jud. de Neufchâteau :	4.601	28.260.044
Stavelot	1.240	6.023.766	Namur (2 cantons)	6.232	47.519.323
Arrond. jud. de Verviers	13.840	77.246.729	Andenne	1.296	8.559.002
Tongres	2.907	14.805.733	Eghezée	1.031	5.771.430
Bilzen	1.545	5.794.956	Fosse	2.855	10.483.036
Borgloon (Looz)	1.571	8.132.592	Cembloux	2.093	11.817.373
Brée	1.160	5.429.932	Arrond. jud. de Namur :	13.307	34.155.204
Genk	1.729	13.644.469	Dinant	1.694	9.851.303
Maaseik	1.470	5.592.263	Beaufort	769	3.739.225
Mechelen s/Meuse	2.434	9.706.742	Ciney	1.518	10.430.273
Arrond. jud. de Tongres :	12.716	63.116.743	Couvin	1.355	4.703.332
Hasselt	4.698	30.185.078	Florennes	586	2.196.313
Beringen	3.549	13.533.298	Cedinne	717	5.083.843
Herck-la-Ville	1.642	6.735.844	Philippeville	899	4.472.146
Neerpelt	2.514	12.222.259	Rochefort	989	5.023.232
Peer	1.581	6.358.377	Walcourt	1.165	5.908.073
Saint-Trond	2.457	16.516.916	Arrond. jud. de Dinant :	9.692	50.511.220
Arrond. jud. de Hasselt :	16.441	85.554.772	TOTAL GENERAL :	501.268	3.943.993.099
Arlon	1.203	7.527.708			
Etalle	841	2.443.351			
Fauvillers	171	642.971			
Florenville	666	2.723.973			
Messancy	1.128	5.967.673			
Virton	1.185	5.561.583			
Arrond. jud. d'Arlon :	5.194	24.973.259			

STATISTIQUE DE LA DECHEANCE
DU DROIT DE CONDUIRE
UN VEHICULE

ANNEE 1962

DECHEANCE DU DROIT DE

I. TABLEAU GENERAL

ARRONDIS- SEMENTS	Cause et durée de															de plus de 6 mois à 20 ans et plus après condamnation pour			
	De 8 jours à 1 mois après condamnation pour							de + d'un mois à 6 mois après condamnation pour							Total				
	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défaut d'assurance	Autres motifs	Total	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique			Délit de fuite	Défaut d'assurance	Autres motifs
Bruxelles	10	145	402	9	4	301	22	407	1.300	30	86	514	9	1	71	42	11	764	12
Louvain	-	4	44	-	-	15	-	15	67	1	8	53	3	-	8	-	2	75	-
Nivelles	-	10	47	1	1	4	-	5	68	6	6	21	-	-	2	-	-	35	3
Anvers	4	13	576	6	-	187	30	111	927	5	3	208	6	-	15	13	7	257	1
Malines	-	-	64	-	-	6	-	-	70	-	-	25	-	-	4	-	-	29	1
Turnhout	1	8	93	1	-	19	-	1	123	1	4	38	-	-	3	-	-	46	1
Mons	-	5	106	-	-	19	2	2	134	-	7	40	2	-	1	3	-	53	-
Charleroi	-	22	162	3	-	23	90	47	347	1	15	109	5	1	20	34	14	199	1
Tournai	-	35	64	-	-	19	9	3	130	-	20	18	1	-	2	5	1	47	-
Gand	1	21	364	8	-	87	10	61	552	5	21	149	3	-	21	11	3	213	3
Audenarde	-	5	86	3	-	30	-	21	145	-	1	24	1	-	4	-	-	30	1
Termonde	-	11	238	21	1	92	-	105	468	1	4	68	3	-	8	-	4	88	2
Bruges	1	14	268	1	-	54	2	13	353	3	13	132	1	-	8	2	-	159	1
Courtrai	1	17	222	1	-	62	-	30	333	1	2	72	1	-	9	-	-	85	1
Furnes	-	-	27	1	-	4	-	2	34	-	-	16	-	-	1	-	2	19	-
Ypres	-	3	58	-	-	12	2	4	79	-	2	26	-	-	6	1	-	35	-
Liège	5	20	93	2	-	38	7	1	166	16	36	268	5	1	40	10	5	381	14
Huy	-	5	12	2	-	18	8	5	50	1	-	32	6	-	7	15	1	62	1
Verviers	1	-	19	-	-	7	-	-	27	-	4	94	1	-	6	1	-	106	-
Tongres	1	2	47	-	-	9	14	-	73	1	15	48	3	-	5	9	2	83	3
Hasselt	1	1	97	1	-	8	16	6	130	2	14	50	1	-	14	14	1	96	1
Arlon	-	1	28	-	-	7	-	2	38	-	2	32	-	2	6	9	2	53	2
Marche-en-Famenne	-	-	14	-	-	-	-	2	16	-	-	25	-	-	-	2	-	27	-
Neufchâteau	-	-	29	-	-	2	1	2	34	-	3	8	-	-	1	-	-	12	-
Namur	-	2	40	1	-	31	2	2	78	-	2	86	2	1	12	-	1	104	-
Dinant	-	1	31	4	-	5	11	17	69	1	4	38	2	-	3	8	1	57	1
LE ROYAUME	26	345	3.231	65	6	1.050	226	853	5.811	75	272	2.194	55	6	277	177	59	3.115	49

CONDUIRE UN VEHICULE

ANNEE 1962

ARRONDIS- SEMENTS	la déchéance															de plus de 6 mois à 20 ans et plus après condamnation pour	de plus de 6 mois à 20 ans et plus après condamnation pour							
	de 6 mois à 20 ans et plus après condamnation pour							définitive après condamnation pour							Récapitulation									
	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défaut d'assurance	Autres motifs	Total	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défaut d'assurance	Autres motifs	Total			Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défaut d'assurance
Bruxelles	4	4	1	13	13	139	2	-	4	3	2	2	3	19	54	243	1.004	25	8	387	80	421	2.222	
Louvain	2	-	3	-	-	11	-	-	-	-	-	-	-	-	1	18	99	3	-	26	-	6	153	
Nivelles	4	-	-	1	-	13	-	-	-	-	-	-	-	-	9	17	72	5	1	6	-	1	5	116
Anvers	1	5	2	3	35	2	3	8	1	-	-	-	-	14	12	22	813	18	-	204	46	18	1.233	
Malines	1	1	1	-	3	2	-	-	4	-	-	-	-	-	1	-	89	1	-	11	-	-	102	
Turnhout	2	2	1	-	4	1	-	-	3	-	-	-	-	1	3	12	131	3	-	23	-	2	174	
Mons	3	-	-	1	14	1	-	-	30	1	-	3	-	8	1	12	160	4	3	20	6	3	209	
Charleroi	6	2	4	3	30	1	-	-	3	-	-	-	-	4	2	41	290	10	2	47	127	61	580	
Tournai	6	-	-	-	9	-	-	-	9	-	-	-	-	2	2	58	88	2	-	22	14	4	188	
Gand	6	2	4	3	32	-	-	-	4	-	-	-	-	7	9	48	531	14	-	114	24	64	804	
Audenarde	4	-	-	-	5	-	-	-	4	-	-	-	-	5	1	7	117	4	1	34	-	21	185	
Termonde	1	1	-	-	4	-	-	-	4	-	-	-	-	-	3	15	307	25	1	100	-	109	560	
Bruges	7	1	-	-	10	-	-	-	1	-	-	-	-	3	5	28	410	3	-	62	4	13	525	
Courtrai	1	1	-	-	2	-	-	-	2	-	-	-	-	5	3	19	300	2	-	71	-	30	425	
Furnes	2	-	-	-	2	-	-	-	2	-	-	-	-	3	-	47	1	-	5	-	5	58		
Ypres	1	-	-	-	2	-	-	-	2	-	-	-	-	2	-	5	86	1	1	18	3	4	118	
Liège	4	3	6	8	107	1	-	-	7	-	2	-	-	11	36	67	432	10	3	84	26	7	665	
Huy	3	-	-	-	12	-	-	-	3	-	-	-	-	2	2	5	54	11	-	25	23	6	126	
Verviers	3	-	-	3	14	-	-	-	1	-	-	-	-	1	1	5	123	2	-	13	4	-	148	
Tongres	1	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	2	5	23	108	5	-	15	28	3	187	
Hasselt	2	-	-	-	7	2	-	-	1	-	-	-	-	6	6	17	153	2	-	23	31	7	239	
Arlon	-	-	-	-	1	-	-	-	10	-	-	-	-	2	2	4	67	-	3	13	10	4	103	
Marche-en-Famenne	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	40	-	-	-	-	4	44	
Neufchâteau	-	-	-	-	-	-	-	-	6	1	-	-	-	-	3	1	39	2	-	3	2	3	54	
Namur	4	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	2	-	4	132	9	1	43	3	4	196	
Dinant	2	-	-	-	1	-	-	-	15	-	-	-	-	2	2	5	78	8	1	9	21	19	143	
LE ROYAUME	39	1	36	47	3	527	9	6	46	11	12	6	3	8	104	169	673	5.770	170	25	1.378	453	923	9.557

II. APERCUS

ANNEES	Cause et durée de												la déchéance																																
	De 8 jours à 1 mois après condamnation pour						de + d'un mois à 6 mois après condamnation pour						de plus de 6 après			mois à 20 ans et + condamnation pour			définitive après condamnation pour						Récapitulation																				
	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défait d'assurance	Autres motifs	Total	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défait d'assurance	Autres motifs	Total	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défait d'assurance	Autres motifs	Total	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défait d'assurance	Autres motifs	Total									
	A. Nombre																																												
1954	2	88	2 139	37	10	333	10	2.619	40	133	1.182	52	12	328	6	1.753	36	2	7	49	-	1	-	95	9	6	5	8	5	1	-	34	87	229	3.333	146	27	663	16	4.501					
1955	8	110	2 445	25	3	376	6	2.973	54	129	1.473	92	14	349	11	2.122	48	1	6	41	1	5	1	102	12	4	4	8	3	1	-	33	122	244	3.927	168	21	731	19	5.230					
1956	4	148	2 882	31		560		3.625	58	202	1.856	93		345		2.354	68	2	8	28		7		113	11	4	13	10	2		40	141	356	4.559	162		914		6.132						
1957	13	132	3 379	28	1	492	7	4.057	53	180	1.894	97	3	281	3	2.293	82	8	13	27	-	9	11	131	15	5	6	11	-	8	-	49	143	325	5.096	163	4	789	21	6.530					
1958	4	127	3 427	34	12	708	57	4.383	77	228	1.801	91	8	308	101	2.625	73	12	32	26	3	8	22	176	11	3	18	1	2	1	1	40	165	370	5.278	152	25	1.026	181	27	7.224				
1959	11	161	3 265	44	4	690	91	4.282	71	211	1.775	89	26	234	195	2.611	76	7	31	20	2	8	38	2 184	8	8	17	4	3	2	-	5	166	387	5.088	157	35	934	324	33	7.124				
1960	21	175	3 476	24	7	774	186	5.445	76	152	1.873	70	6	244	127	2.593	63	25	224	28	3	12	42	2 399	19	7	22	11	3	5	2	1	70	179	359	5.595	133	21	1.033	357	830	8.057			
1961	15	272	3 727	47	3	1.071	210	6.815	98	229	2.064	81	8	247	207	3.005	76	37	274	53	4	43	26	3 516	12	7	30	15	7	1	1	3	76	201	545	6.095	196	22	1.362	444	1.547	10.412			
1962	26	345	3 231	65	6	1.059	226	5.811	75	272	2.194	55	6	277	177	3.115	49	59	299	39	1	36	47	3 527	9	9	46	11	12	6	3	8	104	159	679	5.770	170	25	1.378	453	923	9.557			
	B. Pourcentages																																												
1954	0,1	3,4	81,6	1,4	0,4	2,7	0,4	100	2,3	7,6	67,4	3,0	0,7	18,7	0,3	100	37,9	2,1	7,4	2,6	-	1,0	-	100	26,6	17,6	14,7	23,5	14,7	2,9	-	100	1,9	5,1	74,1	3,2	0,6	14,7	0,4	100					
1955	0,3	3,7	82,2	0,8	0,1	2,7	0,2	100	2,6	6,1	69,4	4,3	0,7	16,4	0,5	100	47,0	1,0	4,9	0,2	1,0	4,9	1,0	100	36,4	12,1	12,1	24,3	9,1	3,-	3,0	100	2,3	4,6	75,1	3,2	0,4	14,0	0,4	100					
1956	0,1	4,1	79,5	0,9		15,4		100	2,5	8,6	70,3	4,0		14,6		100	60,2	1,7	7,1	4,8		6,2		100	27,5	10,0	32,5	25,0		5,-		100	2,3	5,8	74,3	2,7		14,9		100					
1957	0,3	3,2	83,4	0,7	-	12,1	0,2	0,1	100	2,3	7,8	74,0	4,2	0,1	11,4	0,1	0,1	100	47,3	6,1	9,9	30,6	-	6,9	8,4	0,8	100	30,6	10,2	20,4	22,5	-	16,3	-	100	2,2	5,-	78,0	2,5	0,1	11,8	0,3	0,1	100	
1958	0,1	2,9	78,2	0,8	0,3	16,1	1,3	0,3	100	2,9	8,7	68,6	3,5	0,3	11,7	3,9	0,4	100	41,5	6,8	18,2	4,8	1,7	4,5	12,5	-	100	27,5	7,5	45,0	2,5	5,0	2,5	2,5	7,5	100	2,3	5,1	73,1	2,1	0,3	14,2	2,5	0,4	100
1959	0,3	3,8	76,2	1,0	0,1	16,1	2,1	0,4	100	2,7	8,1	68,0	3,4	1,0	8,9	7,5	0,4	100	41,3	3,8	16,4	0,9	1,1	4,3	20,7	1,1	100	17,0	17,0	36,2	8,5	16,4	4,3	-	10,6	100	2,3	5,4	71,4	2,2	0,5	13,1	4,6	0,5	100
1960	0,4	3,2	63,8	0,5	0,1	14,2	3,4	14,4	100	2,9	5,9	72,2	2,7	0,2	9,4	4,9	1,8	100	15,8	6,3	56,1	7,0	0,8	3,0	10,5	0,5	100	27,1	10,0	31,4	15,7	4,3	7,2	2,9	1,4	100	2,1	4,2	65,8	1,6	0,2	12,1	4,2	9,8	100
1961	0,2	4,0	54,7	0,7	-	15,7	3,1	21,6	100	3,3	7,6	68,7	2,7	0,2	8,2	6,9	2,4	100	14,7	7,2	53,1	0,3	0,8	8,3	5,0	0,6	100	15,8	9,2	39,5	19,7	9,2	1,3	1,3	4,0	100	1,9	5,2	58,5	1,9	0,2	13,1	4,3	4,9	100
1962	0,4	6,0	55,6	1,1	0,1	18,2	3,9	14,7	100	2,4	8,7	70,4	1,8	0,2	8,9	5,7	1,9	100	9,3	10,1	56,7	7,4	0,2	6,8	8,9	0,6	100	8,7	8,7	44,2	10,5	11,5	5,8	2,9	7,7	100	1,7	7,1	60,4	1,8	0,3	14,4	4,7	9,6	100

La statistique de 1962 ne présente pas de caractère très tranché. Le total des déchéances est en légère régression : 9.557 contre 10.412. En ce qui concerne la répartition, nous pouvons signaler que les affaires "autres motifs" retrouvent une allure plus normale. Notons encore que se poursuit le mouvement dans le sens d'une plus grande gravité des mesures.

RETROSPECTIFS

ANNEES	Cause et durée de												la déchéance																																
	De 8 jours à 1 mois après condamnation pour						de + d'un mois à 6 mois après condamnation pour						de plus de 6 après			mois à 20 ans et + condamnation pour			définitive après condamnation pour						Récapitulation																				
	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défait d'assurance	Autres motifs	Total	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défait d'assurance	Autres motifs	Total	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défait d'assurance	Autres motifs	Total	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défait d'assurance	Autres motifs	Total									
	A. Nombre absolus																																												
1954	2	88	2 139	37	10	333	10	2.619	40	133	1.182	52	12	328	6	1.753	36	2	7	49	-	1	-	95	9	6	5	8	5	1	-	34	87	229	3.333	146	27	663	16	4.501					
1955	8	110	2 445	25	3	376	6	2.973	54	129	1.473	92	14	349	11	2.122	48	1	6	41	1	5	1	102	12	4	4	8	3	1	-	33	122	244	3.927	168	21	731	19	5.230					
1956	4	148	2 882	31		560		3.625	58	202	1.856	93		345		2.354	68	2	8	28		7		113	11	4	13	10	2		40	141	356	4.559	162		914		6.132						
1957	13	132	3 379	28	1	492	7	4.057	53	180	1.894	97	3	281	3	2.293	82	8	13	27	-	9	11	131	15	5	6	11	-	8	-	49	143	325	5.096	163	4	789	21	6.530					
1958	4	127	3 427	34	12	708	57	4.383	77	228	1.801	91	8	308	101	2.625	73	12	32	26	3	8	22	176	11	3	18	1	2	1	1	40	165	370	5.278	152	25	1.026	181	27	7.224				
1959	11	161	3 265	44	4	690	91	4.282	71	211	1.775	89	26	234	195	2.611	76	7	31	20	2	8	38	2 184	8	8	17	4	3	2	-	5	166	387	5.088	157	35	934	324	33	7.124				
1960	21	175	3 476	24	7	774	186	5.445	76	152	1.873	70	6	244	127	2.593	63	25	224	28	3	12	42	2 399	19	7	22	11	3	5	2	1	70	179	359	5.595	133	21	1.033	357	830	8.057			
1961	15	272	3 727	47	3	1.071	210	6.815	98	229	2.064	81	8	247	207	3.005	76	37	274	53	4	43	26	3 516	12	7	30	15	7	1	1	3	76	201	545	6.095	196	22	1.362	444	1.547	10.412			
1962	26	345	3 231	65	6	1.059	226	5.811	75	272	2.194	55	6	277	177	3.115	49	59	299	39	1	36	47	3 527	9	9	46	11	12	6	3	8	104	159	679	5.770	170	25	1.378	453	923	9.557			
	B. Pourcentages																																												
1954	0,1	3,4	81,6	1,4	0,4	2,7	0,4	100	2,3	7,6	67,4	3,0	0,7	18,7	0,3	100	37,9	2,1	7,4	2,6	-	1,0	-	100	26,6	17,6	14,7	23,5	14,7	2,9	-	100	1,9	5,1	74,1	3,2	0,6	14,7	0,4	100					
1955	0,3	3,7	82,2	0,8	0,1	2,7	0,2	100	2,6	6,1	69,4	4,3	0,7	16,4	0,5	100	47,0	1,0	4,9	0,2	1,0	4,9	1,0	100	36,4	12,1	12,1	24,3	9,1	3,-	3,0	100	2,3	4,6	75,1	3,2	0,4	14,0	0,4	100					
1956	0,1	4,1	79,5	0,9		15,4		100	2,5	8,6	70,3	4,0		14,6		100	60,2	1,7	7,1	4,8		6,2		100	27,5	10,0	32,5	25,0		5,-		100	2,3	5,8	74,3	2,7		14,9		100					
1957	0,3	3,2	83,4	0,7	-	12,1	0,2	0,1	100	2,3	7,8	74,0	4,2	0,1	11,4	0,1	0,1	100	47,3	6,1	9,9	30,6	-	6,9	8,4	0,8	100	30,6	10,2	20,4	22,5	-	16,3	-	100	2,2	5,-	78,0	2,5	0,1	11,8	0,3	0,1	100	
1958	0,1	2,9	78,2	0,8	0,3	16,1	1,3	0,3	100	2,9	8,7	68,6	3,5	0,3	11,7	3,9	0,4	100	41,5	6,8	18,2	4,8	1,7	4,5	12,5	-	100	27,5	7,5	45,0	2,5	5,0	2,5	2,5	7,5	100	2,3	5,1	73,1	2,1	0,3	14,2	2,5	0,4	100

STATISTIQUE

DES

ADOPTIONS

ANNEE 1962

ADOPTIONS HOMOLOGUEES PAR LES TRIBUNAUX DE PREMIERE INSTANCE - ANNEE 1962

ARRONDIS- SEMENTS	Adoptants				Adoptés												
	Hommes seuls	Femmes seules	Epoux	Au Total	de moins de 5 ans		de 5 ans à moins de 10 ans		de 10 ans à moins de 16 ans		de 16 ans à moins de 21 ans		plus de 21 ans		Total des adoptés		
					Garçons	Fillles	Garçons	Fillles	Garçons	Fillles	Garçons	Fillles	Hommes	Femmes	du sexe masculin	du sexe féminin	des deux sexes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Bruxelles	33	49	174	253	43	49	44	34	39	31	22	17	24	25	172	156	328
Louvain	4	12	11	27	8	1	-	-	1	1	1	3	5	11	15	15	31
Nivelles	3	2	20	25	9	2	1	1	3	1	2	1	2	3	17	8	25
Anvers	19	18	86	123	27	32	13	20	12	12	11	5	8	6	71	75	146
Malines	2	1	18	21	4	7	1	3	4	3	-	2	-	-	9	15	24
Turohout	-	2	6	8	-	2	3	-	-	-	1	1	1	1	5	4	9
Mons	21	7	38	66	13	15	8	23	11	22	7	7	3	5	42	72	114
Charleroi	14	8	55	77	19	10	20	18	10	15	3	6	7	2	59	51	110
Tournai	10	5	14	29	5	6	5	4	3	4	3	4	5	5	21	23	44
Gand	1	7	38	46	3	8	7	4	5	4	2	3	2	3	19	22	41
Audenarde	3	2	4	9	1	2	-	4	1	5	-	-	-	3	2	14	16
Termonde	6	4	21	31	5	8	3	4	6	4	2	3	2	2	18	21	39
Bruges	4	7	13	24	5	4	4	2	4	3	1	-	3	4	17	13	30
Courtrai	6	5	19	30	4	4	4	5	2	6	1	2	5	5	16	22	38
Furnes	3	-	8	11	4	1	3	-	2	3	2	-	1	3	12	7	19
Ypres	3	5	-	8	1	1	1	-	-	-	1	1	3	4	6	6	12
Liège	18	27	89	134	18	21	13	11	24	17	15	10	20	10	90	69	159
Huy	4	12	15	31	1	4	4	4	5	6	2	4	9	6	21	24	45
Verviers	7	7	20	34	6	9	2	2	5	5	7	3	2	4	22	23	45
Tongres	7	1	1	9	-	3	1	-	2	1	2	-	-	3	5	7	12
Hasselt	4	1	14	19	4	5	4	2	1	1	1	2	1	1	11	11	22
Arlon	1	3	3	7	1	2	2	1	2	3	1	-	-	-	6	6	12
Marche-en-Famenne	2	1	2	5	-	-	1	1	1	-	-	1	1	-	3	2	5
Neufchâteau	-	3	3	6	-	1	1	1	-	-	-	-	1	2	2	4	6
Namur	5	9	17	31	5	3	3	4	4	-	-	-	-	4	17	17	34
Dinant	5	2	11	18	4	3	2	1	-	1	2	2	2	1	10	8	18
Par ressort de Cour d'appel de :																	
Bruxelles	106	104	422	632	128	124	95	103	83	89	50	46	55	58	411	420	831
Gand	26	3	103	159	23	28	22	19	20	25	9	9	16	24	90	105	195
Liège	53	66	175	294	39	51	33	27	44	40	35	22	36	31	187	171	358
Le Royaume	185	200	700	1.085	190	208	150	149	147	154	94	77	107	113	698	696	1.394
RECAPITULATION																	
Totaux pour le Royaume en :																	
1961	229	214	636	1.079	193	167	133	138	133	145	72	70	127	133	658	653	1.311
1960	231	196	629	1.056	182	149	138	130	154	12	66	71	93	112	643	647	1.290
1959	271	217	716	1.204	175	205	168	176	205	199	64	53	120	134	732	767	1.499
1958	251	200	397	848	140	154	124	118	121	102	38	36	92	125	515	535	1.050
1957	319	232	197	748	111	87	90	73	110	95	38	37	122	131	471	423	894
1956	298	246	234	773	108	121	107	107	81	87	40	37	126	135	462	486	948
1955	241	184	195	620	74	77	91	80	67	80	30	44	107	120	369	401	770
1954	267	268	173	683	80	77	118	83	55	61	39	35	123	121	415	377	792
1953	288	197	298	683	73	84	101	88	55	58	39	41	125	143	393	412	805

ROYAUME DE BELGIQUE
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES
INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE
Rue des Loges, 10 - BRUXELLES

STATISTIQUES JUDICIAIRES

ANNÉE 1962

N. 3

1962-1963

SOMMAIRE

	Pages
Divorces et séparations de corps	1
Protection de l'Enfance	.
Vagabondage et mendicité	.
Juridiction du travail	50
Conseil d'Etat	58
Concordats et faillites	64

Tableau 3. - SEPARATIONS DE CORPS - COMPTE

SPECIFICATIONS	Bruxelles	Louvain	Nivelles	Anvers	Mallines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai	Gand	Audenarde
Nombre total de demandes :	38	4	3	16	3	6	18	20	19	12	8
1. Répartition des demandes d'après la suite réservée :											
a) Demandes accueillies	33	3	3	15	3	5	15	20	13	11	7
b) Demandes rejetées	5	1	-	1	-	1	1	-	2	1	1
c) Demandes abandonnées	-	-	-	-	-	-	2	-	4	-	-
2. Répartition des demandes d'après les motifs invoqués et la suite réservée :											
a) excès, sévices ou injures graves	27	3	1	12	3	4	13	13	15	9	5
1. Demandes accueillies	22	2	1	11	3	3	10	13	9	8	4
2. Demandes rejetées et abandonnées	5	1	-	1	-	1	3	-	6	1	1
b) Adultère du mari :	9	1	2	4	-	1	3	5	4	2	2
1. Demandes accueillies	9	1	2	4	-	1	3	5	4	2	2
2. Demandes rejetées et abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
c) Adultère de la femme :	2	-	-	-	-	1	2	2	-	1	1
1. Demandes accueillies	2	-	-	-	-	1	2	2	-	1	1
2. Demandes rejetées et abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Répartition des demandes d'après l'auteur :											
a) Demandes form. par le mari	6	-	1	2	-	1	11	4	2	3	1
b) Demandes form. par la femme	32	4	2	14	3	5	7	16	17	9	7

DES DEMANDES INTRODUITES (ANNEE 1962)

Termonde	Bruges	Courtrai	Furnes	Ypres	Liège	Huy	Verviers	Tongres	Haselt	Arlon	Marche	Neufchâteau	Namur	Dinant	Le Royaume
9	9	21	2	1	32	8	17	2	5	4	2	1	24	7	291
7	7	8	1	1	23	7	12	1	4	4	2	1	14	4	224
2	2	2	1	-	9	1	2	1	1	-	-	-	5	3	42
-	-	11	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-	5	-	25
6	6	19	2	-	26	4	17	1	4	4	1	1	17	7	220
5	4	7	1	-	17	3	12	-	3	4	1	1	7	4	155
1	2	12	1	-	9	1	5	1	1	-	-	-	10	3	65
2	2	2	-	1	6	3	-	-	1	-	1	-	4	-	55
1	2	1	-	1	6	3	-	-	1	-	1	-	4	-	53
1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
1	1	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	3	-	16
1	1	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	3	-	16
2	2	4	2	-	4	2	2	1	-	-	-	-	5	2	57
7	7	17	-	1	28	6	15	1	5	4	2	1	19	5	234

Tableau 4. - SEPARATION DE CORPS

SPECIFICATIONS	Bruxelles	Louvain	N. velles	Anvers	Malines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai	Gand	Audenarde
1. Nombre de ménages en instance :											
1. Total des demandes	38	4	3	16	3	6	18	20	19	12	8
2. Demandes doubles à décompter	1	-	-	1	-	1	1	5	-	-	-
3. Nombre de ménages en instance	37	4	3	15	3	5	17	15	19	12	8
2. Répartition des ménages d'après la situation de famille											
a) Pas ou plus d'enfants	17	1	-	4	-	-	5	3	6	3	1
b) 1 enfant	3	2	-	2	1	2	6	7	5	3	1
c) 2 enfants	6	-	1	7	2	-	2	3	6	2	3
d) 3 enfants	3	-	2	-	-	1	2	-	1	1	1
e) 4 enfants	1	-	-	1	-	-	1	1	-	-	1
f) 5 enfants	-	-	-	1	-	-	1	1	-	-	1
g) 6 enfants et plus	1	-	-	-	-	-	1	1	-	2	-
h) Situation inconnue	-	1	-	-	-	-	1	-	1	1	1
3. Répartition des ménages d'après la durée du mariage :											
a) Moins d'un an	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) De 1 à moins de 5 ans	3	-	-	2	-	1	1	2	1	1	2
c) De 5 à moins de 10 ans	5	-	-	2	1	-	4	1	4	1	-
d) De 10 à moins de 20 ans	9	2	2	3	1	3	7	9	7	6	3
e) De 20 à moins de 30 ans	10	1	1	6	1	-	5	2	3	1	2
f) De 30 à moins de 40 ans	2	1	-	2	-	1	-	1	3	3	1
g) De 40 à moins de 50 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-
h) 50 ans et plus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
i) Durée inconnue	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

MENAGES EN INSTANCE (ANNEE 1962)

Termonde	Bruges	Courtrai	Furnes	Ypres	Liège	Huy	Verviers	Tongres	Hasselt	Arlon	Marche	Neufchâteau	Namur	Dinant	Le Royaume
9	9	21	2	1	32	8	17	2	5	4	2	1	24	7	291
2	1	-	-	-	2	1	-	-	-	-	-	-	-	-	15
7	8	21	2	1	30	7	17	2	5	4	2	1	24	7	276
4	2	4	1	-	17	1	-	-	-	-	-	-	6	4	86
-	2	7	1	1	5	3	4	-	1	1	-	-	5	1	70
1	1	6	-	-	5	1	4	1	-	1	-	1	7	-	60
-	1	1	-	-	2	-	-	-	1	2	2	-	1	2	23
1	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	2	-	10
-	-	2	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	10
1	1	1	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-	1	-	11
-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	2	-	9
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	1	-	-	4	-	-	-	-	-	-	-	2	1	24
-	2	8	1	-	6	2	5	-	-	2	-	-	4	-	51
3	3	2	1	1	9	3	2	1	3	1	1	-	10	5	98
1	1	6	-	-	7	2	5	-	-	-	-	1	4	-	59
3	1	4	-	-	4	-	-	1	1	1	1	-	3	-	39
-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1
-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	2

STATISTIQUE

de la

PROTECTION DE L'ENFANCE

ANNEE 1962

PROTECTION DE L'ENFANCE - ANNEE 1952

Chapitre premier

DECHEANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE

TABLEAU 1. - NOMBRE ET SEXE DES INDIVIDUS DECLARES DECHUS DE LA PUISSANCE PATERNELLE

- ARTICLE 1er, 3 et 4 -

ARRONDISSEMENTS	Déchéance de droit (Article 1er)		Déchéance facultative (Art. 3 et 4)				Total (Art. 1, 3 et 4)		Réquisition du ministre public non suivies de déchéance (Art. 3 et 4)
			En tout		En partie				
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
A. Première instance									
Bruxelles	10	4	48	49	10	17	68	70	1
Louvain	-	-	1	1	-	-	1	1	-
Nivelles	1	1	5	1	-	1	6	3	2
Anvers	14	5	15	9	5	1	34	15	-
Malines	-	-	13	8	-	-	13	8	3
Turnhout	2	-	3	6	-	-	5	6	2
Mons	3	4	14	13	-	-	17	17	1
Charleroi	11	4	19	19	9	5	39	28	1
Tournai	2	3	6	4	1	1	9	8	-
Gand	10	2	17	14	-	-	27	16	1
Audenarde	-	-	10	7	1	-	11	7	2
Termonde	3	-	19	12	-	-	22	12	6
Bruges	2	-	24	21	-	-	28	21	1
Courtrai	1	1	10	11	2	1	13	13	2
Fumes	1	-	7	4	-	-	8	4	2
Ypres	-	-	4	1	4	1	8	2	2
Liège	7	-	28	21	6	6	41	27	2
Huy	2	-	3	7	-	-	5	7	-
Verviers	-	-	9	7	5	7	14	14	2
Tongres	3	-	1	-	-	-	4	-	-
Hasselt	1	-	4	4	1	-	6	4	2
Arlon	-	-	3	2	-	-	3	2	-
Marche-en-Famenne	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Neufchâteau	-	-	2	1	-	-	2	1	-
Namur	4	1	8	4	-	-	12	5	-
Dinant	3	-	4	3	-	1	7	4	-
Totaux :	80	25	277	229	44	41	401	295	32
B. Appel									
Bruxelles	-	-	5	6	1	-	6	6	-
Gand	-	-	2	3	-	-	2	3	-
Liège	-	-	2	2	-	-	2	2	2
Totaux :	-	-	9	11	1	-	10	11	2

TABLEAU 2. - NOMBRE ET SEXE DES INDIVIDUS REINTEGRES DANS LES DROITS DE LA PUISSANCE PATERNELLE

ARTICLE 7

ARRONDISSEMENTS	Demandes en réintégrations accueillies						Demandes en réintégration rejetées	
	Déchéance de droit (Art. 1er)		Déchéance facultative (Art. 3 et 4)		Total (Art. 1, 3 et 4)		Hommes	Femmes
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes		
1	2	3	4	5	6	7	8	9
A. Première instance								
Bruxelles	-	-	-	-	-	-	-	-
Louvain	-	-	-	-	-	-	-	-
Nivelles	-	-	1	1	1	1	-	-
Anvers	-	-	-	-	-	-	-	-
Malines	-	-	-	-	-	-	-	-
Turnhout	-	-	-	1	-	1	-	1
Mons	-	-	2	-	2	-	-	-
Charleroi	-	1	1	-	1	1	-	-
Tournai	-	-	-	-	-	-	-	-
Gand	-	-	2	-	2	-	-	1
Audenarde	-	-	-	-	-	-	-	-
Termonde	-	-	-	-	-	-	-	-
Bruges	-	-	-	-	-	-	-	-
Courtrai	-	-	-	-	-	-	-	-
Fumes	-	-	1	1	1	1	1	1
Ypres	-	-	-	-	-	-	-	-
Liège	-	-	-	2	-	2	-	1
Huy	-	-	-	-	-	-	-	-
Verviers	1	-	-	-	1	-	-	-
Tongres	-	-	-	-	-	-	-	-
Hasselt	-	-	1	1	1	1	-	-
Arlon	-	-	-	-	-	-	-	-
Marche-en-Fam.	-	-	-	-	-	-	-	-
Neufchâteau	-	-	-	-	-	-	-	-
Namur	-	-	-	-	-	-	-	1
Dinant	-	-	-	-	-	-	-	-
Totaux :	1	1	8	6	9	7	1	5
B. Appel								
Bruxelles	1	1	-	-	1	1	-	-
Gand	-	-	-	-	-	-	-	-
Liège	-	-	1	1	1	1	-	-
Totaux :	1	1	1	1	2	2	-	-

TABLEAU 3. - DECHEANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE - MESURES PRISES A L'EGARD DES ENFANTS.

NATURE DES DECISIONS - NOMBRE DES ENFANTS - ARTICLES 5 et 6

NATURE DES DECISIONS	Enfants confiés à la mère	Enfants confiés à une personne autre que la mère, une société ou une institution de charité ou d'enseignement publique ou privée	Total
	2	3	4
I. Mesure de garde	87	788	875
II. Décisions définitives :			
A. Du conseil de famille	517	1,488	2,005
B. Du tribunal	113	1,095	1,208
TOTAUX	717	3,371	4,088

Tableau 4 - ENFANTS DE PARENTS DECHUS DE LA PUISSANCE PATERNELLE - MOUVEMENT DE LA
DANS LES ETABLISSEMENTS D'EDUCATION ET

POPULATION PENDANT L'ANNEE - SITUATION AU 31 DECEMBRE, DES PLACEMENTS FAMILIAUX
SPECIAUX PRIVES, ET DANS LES ETABLISSEMENTS DE L'ETAT

NATURE DU PLACEMENT	Entrés			Sortis							Restant au 31 décembre, la mesure ayant à cette date une durée de													
	Présents au 1er janvier	Entrés pendant l'année	Total	Mineurs qui ont été soumis à une autre mesure ou rendus à leurs parents	Evadés	Décédés	Alliés	Entrés à l'année	Rapatriés	Par expiration de terme	Transférés dans un autre établissement de l'Etat	Total des sortis	Moins de 1 an	1 an à moins de 2 ans	2 ans à moins de 3 ans	3 ans à moins de 4 ans	4 ans à moins de 5 ans	5 ans à moins de 6 ans	6 ans à moins de 7 ans	7 ans à moins de 8 ans	8 ans à moins de 9 ans	9 ans à moins de 10 ans	10 ans et plus	Total des mineurs restés au 31 décembre
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Placements familiaux																								
Garçons	862	238	1.100	88	-	2	-	11	-	40	-	141	219	171	120	116	73	61	60	47	28	14	50	959
Filles	905	227	1.132	124	-	-	1	-	-	26	-	151	198	184	116	114	85	68	73	45	29	20	49	981
Ensemble :	1.767	465	2.232	212	-	2	1	11	-	66	-	292	417	355	236	230	158	129	133	92	57	34	99	1.940
Placem. au trav. chez un part.																								
Garçons	151	64	215	34	-	-	-	10	-	24	-	68	55	31	27	12	9	9	4	-	-	-	-	147
Filles	319	182	501	93	-	-	1	-	-	58	-	152	151	98	46	22	12	14	2	2	1	-	1	349
Ensemble :	470	246	716	127	-	-	1	10	-	82	-	220	206	129	73	34	21	23	6	2	1	-	1	496
Etablissements d'éducation privés :																								
Garçons	2.532	677	3.209	258	1	5	-	29	2	35	-	330	623	511	384	306	253	205	160	131	105	84	117	2.879
Filles	2.578	706	3.284	435	-	4	-	-	2	29	-	470	697	497	327	277	231	182	150	130	81	84	158	2.814
Ensemble :	5.110	1.383	6.493	693	1	9	-	29	4	64	-	800	1.320	1.008	711	583	484	387	310	261	186	168	275	5.693
Etablissements spéciaux privés :																								
Garçons	441	146	587	73	-	3	1	3	-	12	-	92	114	76	88	52	40	28	14	22	20	15	26	495
Filles	456	111	567	79	-	1	5	-	-	14	-	99	91	67	82	46	35	32	23	21	22	12	37	468
Ensemble :	897	257	1.154	152	-	4	6	3	-	26	-	191	205	143	170	98	75	60	37	43	42	27	63	963
Etablissements d'éducation de l'Etat :																								
Garçons	12	14	26	15	-	-	-	-	-	1	-	17	6	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	9
Filles	14	19	33	13	2	1	-	-	-	-	-	16	12	2	2	1	-	-	-	-	-	-	-	17
Ensemble :	26	33	59	28	2	1	-	-	-	1	-	33	18	3	3	2	-	-	-	-	-	-	-	26
Etablissements spéciaux de l'Etat :																								
Garçons	5	38	43	18	3	-	6	3	-	-	-	37	5	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6
Filles	7	21	28	11	-	-	2	-	-	-	-	19	8	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9
Ensemble :	12	59	71	29	3	-	8	3	-	-	-	56	13	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15
Total :																								
Garçons	4.003	1.177	5.545	486	4	10	7	56	2	112	-	685	1.022	791	620	487	375	303	238	200	153	113	193	4.495
Filles	4.279	1.266	5.180	755	2	6	9	-	2	127	-	907	1.157	849	573	460	363	296	246	198	133	116	245	4.638
Ensemble :	8.282	2.443	10.725	1.241	6	16	16	56	4	239	-	1.592	2.179	1.640	1.193	947	738	599	486	398	286	229	438	9.133

TABLEAU 5 - ENFANTS DE PARENTS DECHUS DE LA PUISSANCE PATERNELLE (non compris ceux confiés à la mère), MORALEMENT ABANDONNES OU MARTYRS ET ADULTERINS DE GUERRE - SITUATION PAR ARRONDISSEMENT AU 31 DECEMBRE

ARRONDISSEMENTS (Autorités ou comités dont les enfants dépendent)	Confiés à un particulier			Confiés à une société ou à un établissement privé			Confiés à un établissement spécial privé			Placés dans un établissement de l'Etat			Total	Enfants moral. abandonnés rec. par les comités de patronage et les sociétés protectrices des enfants martyrs	Enfants adultes
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	spécial	éducation	Total			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Bruxelles	325	155	480	566	44	610	163	17	180	3	3	6	1,276	162	-
Louvain	4	16	20	115	-	115	24	-	24	-	-	-	159	-	-
Nivelles	30	28	58	108	3	111	41	1	42	1	1	2	213	11	-
Anvers	33	120	153	434	13	447	45	13	58	-	-	-	658	25	1
Malines	46	61	107	198	5	203	23	4	27	1	3	4	341	22	3
Turnhout	9	15	24	82	-	82	4	-	4	-	-	-	110	-	-
Mons	40	36	76	364	9	373	63	2	65	2	-	2	510	8	-
Charleroi	118	125	243	780	17	797	58	13	71	2	6	8	1,119	76	-
Tournai	19	25	44	158	9	167	32	2	34	-	3	3	248	70	-
Gand	46	49	95	222	10	232	27	5	32	-	-	-	365	9	-
Audenarde	12	43	55	190	4	194	20	3	23	-	-	-	272	31	-
Termonde	15	48	63	274	17	291	27	5	32	-	1	1	387	-	-
Bruges	18	77	95	262	13	275	31	5	36	-	2	2	408	-	-
Courmai	37	55	92	173	24	197	68	12	80	-	-	-	369	8	-
Furnes	78	22	40	127	6	133	19	-	19	-	-	-	192	-	-
Ypres	11	23	32	91	15	106	23	-	23	-	1	1	184	38	-
Liège	154	176	330	605	10	615	91	2	93	6	4	10	1,048	10	-
Huy	17	17	34	88	2	90	8	1	9	-	-	-	133	37	-
Verviers	45	35	80	145	4	149	28	1	29	-	-	-	258	5	-
Tongres	13	6	19	49	-	49	13	-	13	-	-	-	81	-	-
Hasselt	5	21	26	49	1	50	5	-	5	-	-	-	81	-	-
Arlon	13	6	19	42	-	42	11	4	15	-	-	-	76	1	-
Marche-en-Famenne	26	11	37	8	-	8	-	-	-	-	-	-	45	3	-
Neufchâteau	5	9	14	21	-	21	7	-	7	-	-	-	42	-	-
Namur	114	45	159	199	6	205	36	3	39	-	2	2	405	9	-
Dinant	4	35	39	123	2	125	3	-	3	-	-	-	167	10	1
Totaux	1,177	1,259	2,436	5,479	214	5,693	870	93	963	15	26	41	9,133	540	12

TABLEAU 6 - MINEURS SIGNALES AUX PARQUETS - ARTICLE 12

ARRONDISSEMENTS	Implicés dans les affaires entrées au parquet pendant l'année pour			Implicés dans les affaires entrées au parquet pendant l'année pour			Total			Total des mineurs dont les parquets ont eu à s'occuper							
	s'affaires entrées au parquet avant le 1er janvier			mendicité et vagabondage (Art. 13)			incapacité, indiscipline (Art. 14)			prostitution, débauche, jeu, occupation et trafics dangereux (Art. 15)			Faits qualifiés infractions art. 16 Loi scolaire - Pré-observation morale de la jeunesse (15.7.60)			Garçons	Filles
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15			
Bruxelles	188	8	196	4	13	17	5	13	656	186	731	277	740	5,038			
Louvain	9	19	28	19	20	39	1	14	624	109	692	162	711	285			
Nivelles	170	34	204	3	130	133	-	75	3,100	657	3,496	865	3,666	171			
Anvers	117	67	184	3	43	46	-	-	823	279	891	322	1,008	899			
Malines	43	8	51	1	10	11	-	1	1,945	720	1,952	732	1,995	389			
Turnhout	52	15	67	43	10	53	-	1	1,472	451	1,543	505	1,596	740			
Mons	26	15	41	18	78	96	25	30	1,290	555	1,460	681	1,486	520			
Charleroi	12	8	20	6	17	23	-	-	466	156	519	179	531	696			
Tournai	90	40	130	50	61	111	31	58	1,649	587	1,826	756	1,916	187			
Gand	11	8	19	1	17	18	2	8	727	184	756	210	767	736			
Audenarde	94	122	216	32	27	59	34	68	882	915	954	1,010	1,048	218			
Termonde	87	32	119	44	42	86	50	57	1,588	687	1,739	818	1,826	850			
Bruges	97	21	118	42	27	69	-	-	1,250	504	1,314	551	1,411	572			
Courmai	4	5	9	19	20	39	-	4	406	144	425	168	429	173			
Furnes	43	22	65	8	6	14	-	-	454	162	462	168	505	190			
Ypres	119	21	140	56	46	102	54	138	1,650	370	1,866	619	1,935	640			
Liège	17	8	25	6	1	7	1	-	408	80	456	100	473	108			
Huy	26	8	34	48	24	72	-	5	441	113	490	144	516	152			
Verviers	103	27	130	41	27	68	-	2	1,187	392	1,230	424	1,333	451			
Tongres	48	19	67	53	42	95	-	2	1,595	733	1,648	777	1,696	796			
Hasselt	60	6	66	7	2	9	-	1	197	57	205	68	265	74			
Arlon	18	4	22	9	8	17	-	-	137	30	146	38	164	42			
Marche-en-Famenne	6	7	13	2	1	3	-	-	203	59	206	62	212	69			
Neufchâteau	32	10	42	26	24	50	3	17	623	146	704	221	736	231			
Namur	8	8	16	31	19	50	-	-	323	62	362	81	362	81			
Dinant	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
(1) Totaux :	1,303	524	1,827	1,244	756	2,000	206	494	24,096	8,346	26,073	9,938	27,375	10,462			
(2) Totaux :	2,015	847	2,862	700	32,444	40,655	42,876										

* Détail pour Bruxelles non communiqué
(1) Chiffres de Bruxelles non compris
(2) Chiffres de Bruxelles compris

TABLEAU 7. - AFFAIRES TRANCHEES PAR LE PARQUET - ARTICLE 12.

ARRONDISSEMENTS	Mineurs impliqués dans les affaires laissées sans suite par le parquet		Mineurs déferés au juge d'instruction		Mineurs déferés au juge des enfants		Mineurs impliqués dans des affaires restant au parquet au 31 cembre		Total	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles *	572	216	45	14	93	33	30	22	740	285
Louvain	632	135	-	-	40	27	39	9	711	171
Anvers	3.254	701	-	1	235	157	127	40	3.666	899
Malines	850	313	1	-	55	41	102	35	1.003	189
Turnhout	1.916	704	2	5	56	14	21	17	1.995	740
Mons	1.362	391	-	-	179	104	54	25	1.555	520
Charleroi	1.295	552	-	1	168	131	23	12	1.486	696
Tournai	461	146	3	1	43	36	24	4	531	187
Gand	1.613	646	3	-	259	126	41	24	1.916	796
Audenarde	648	153	-	-	106	56	13	9	767	218
Termonde	700	396	2	-	195	153	113	83	1.048	1.132
Bruges	1.554	714	-	-	142	64	130	72	1.826	850
Courtrai	1.108	469	2	1	234	60	67	42	1.411	572
Furnes	370	154	2	2	37	11	20	6	429	173
Ypres	442	145	-	-	43	28	20	17	505	190
Liège	1.623	493	4	1	322	130	36	11	1.935	640
Huy	298	63	-	-	146	35	29	5	473	108
Verviers	354	70	3	-	109	60	50	22	516	152
Tongres	1.119	405	-	-	92	22	122	24	1.333	451
Hasselt	1.510	700	1	-	122	81	63	15	1.696	796
Arlon	209	48	2	-	17	15	37	11	265	74
Marche-en-Famenne	103	26	4	1	34	4	23	11	164	42
Neufchâteau	197	62	3	-	4	2	8	5	212	69
Namur	569	163	2	2	125	57	40	9	736	231
Dinant	182	40	5	3	175	38	-	-	362	81
(1) Totaux :	22.974	8.415	54	32	3.081	1.405	1.237	-	27.376	10.462
(2) Totaux :	35.155		116		5.439		2.166		42.676	

* Détail pour Bruxelles non communiqué.

(1) Chiffres de Bruxelles non compris.

(2) Chiffres de Bruxelles compris.

TABLEAU 8. - MINEURS DONT LES JUGES D'INSTRUCTION ONT EU A S'OCCUPER

RESULTATS. - ARTICLE 12.

ARRONDISSEMENTS	Mineurs déferés aux juges d'instruction						Mineurs renvoyés des poursuites par le juge d'instruction		Mineurs déferés au juge des enfants par le juge d'instruction		Mineurs au sujet desquels le juge d'instruction n'avait pas encore statué au 31 décembre	
	Avant le 1er janvier		Pendant l'année		Total		Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Bruxelles	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-
Louvain	3	-	45	14	48	14	18	5	16	7	14	2
Nivelles	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-
Anvers	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	1
Malines	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	1	-
Turnhout	1	-	2	5	3	5	1	-	1	4	1	1
Mons	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Charleroi	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	-
Tournai	-	-	3	1	3	1	1	1	2	-	-	-
Gand	2	-	3	-	5	-	2	-	3	-	-	-
Audenarde	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Termonde	-	-	2	-	2	-	-	-	1	-	1	-
Bruges	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Courtrai	-	-	2	1	2	1	-	-	2	1	-	-
Furnes	-	-	2	2	2	2	-	-	2	2	-	-
Ypres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liège	-	-	4	1	4	1	-	-	4	1	-	-
Huy	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Verviers	-	-	3	-	3	-	1	-	2	-	-	-
Tongres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hasselt	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	-	-
Arlon	-	5	2	-	2	5	-	-	-	-	2	5
Marche-en-Famenne	-	-	4	1	4	1	-	-	-	-	4	1
Neufchâteau	-	-	3	-	3	-	1	-	2	-	-	-
Namur	-	-	2	2	2	2	-	-	2	2	-	-
Dinant	-	-	5	3	5	3	-	-	5	3	-	-
Totaux :	7	6	84	32	91	38	25	7	43	21	23	10

TABLEAU 10 - MINEURS JUGÉS - RESULTATS DES POURSUITES PAR ARRONDISSEMENT

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison des faits distincts ne sont comptés qu'une seule fois

ARRONDISSEMENTS	Total des mineurs jugés		Renvoyés des poursuites		Réprimandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15, 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15, 17)		Confiés à té ou une de charité gnement ou privée (Art. 13, 14, 15, 17)	une socié- institution ou d'ensei- publique (Art. 13, 14, 15, 17)	Confiés à un établissement de l'Etat (Art. 13, 14, 15, 17, 22, 23, 37)					Placés dans un asile ou dans un établisse- ment officiel ou pri- vé approprié à leur état (Art. 21 § 2)		Total des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure (Colonnes 6 à 17)		Mis à la disposition du gouvernement après condamnation * (Art. 37)		
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons		Filles	conditionnellement (liberté surveillée)		non conditionnellement			Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
												Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21		
Première instance																						
Bruxelles	406	219	1	-	123	69	9	5	107	83	135	43	31	19	-	-	405	219				
Louvain	89	29	-	-	50	19	-	2	22	4	12	4	5	-	-	89	29					
Nivelles	32	22	3	2	9	4	2	-	3	6	13	6	2	4	-	-	29	20				
Anvers	261	120	1	1	46	30	-	3	38	29	166	56	10	1	-	-	260	119				
Malines	35	15	2	2	16	5	-	1	1	1	16	6	-	-	-	-	33	13				
Turnhout	35	9	-	-	19	3	-	-	4	1	12	4	-	1	-	-	35	9				
Mons	131	77	-	-	26	15	-	2	10	22	86	38	9	-	-	131	77					
Charleroi	104	72	10	2	8	4	14	4	59	56	1	-	12	6	-	-	94	70				
Toumai	49	32	-	-	13	6	-	1	14	11	20	11	2	3	-	-	49	32				
Gand	170	91	15	6	57	23	1	9	45	36	45	15	7	2	-	-	155	85				
Audenarde	93	56	-	1	69	44	2	4	9	5	13	2	-	-	-	-	93	55				
Termonde	17	11	-	-	-	-	1	1	5	6	5	-	6	4	-	-	17	11				
Bruges	123	76	30	11	51	23	4	-	6	11	26	29	6	2	-	-	93	65				
Courtrai	225	63	17	1	136	19	1	1	10	14	52	22	9	6	-	-	208	62				
Furnes	7	1	-	-	6	-	-	-	1	-	-	-	-	1	-	-	7	1				
Ypres	27	12	-	-	11	2	-	-	9	6	3	3	4	1	-	-	27	12				
Liège	72	37	-	1	20	8	1	1	9	6	22	12	20	9	-	-	72	36				
Huy	71	37	1	-	37	18	3	-	4	10	18	7	8	2	-	-	70	37				
Verviers	22	10	-	-	4	-	-	-	1	2	14	4	3	4	-	-	22	10				
Tongres	81	22	-	-	44	3	-	1	7	7	23	10	7	1	-	-	81	22				
Hasselt	11	10	-	-	1	-	-	-	4	7	2	2	5	-	-	-	11	10				
Arlon	18	7	-	-	16	5	-	1	-	7	-	-	2	-	-	-	18	7				
Marche-en-Famenne	2	12	-	-	2	12	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	2	12				
Neufchâteau	3	1	1	1	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	2	-				
Namur	55	21	8	1	21	2	-	-	10	9	11	7	5	2	-	-	47	20				
Dinant	3	1	1	-	-	-	-	-	-	1	2	-	-	-	-	-	2	1				
Totaux :	2.142	1.063	90	29	784	315	38	36	380	334	697	281	153	68	-	-	2.052	1.034				
Appel																						
Bruxelles	4	10	-	-	-	2	-	-	2	4	-	1	2	3	-	-	4	10				
Gand	3	1	1	-	1	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	2	1				
Liège	-	3	-	1	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	2				
Totaux :	7	14	1	1	1	2	-	-	3	7	-	1	2	3	-	-	6	13				

* Chiffres non communiqués.

ARTICLES 13 à 19, 21 § 2, 22, 23 et 37

d'après le jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.

TABLEAU 11. - MINEURS JUGES. - RESULTATS DES POURSUITES EN RAPPORT AVEC L'AGE. - ARTICLES 13 A 19, 21 § 2, 22, 23 et 37

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne sont compris qu'une seule fois, d'après le jugement qui a prononcé la mesure la plus grave

AGE AU MOMENT OU LES FAITS ONT ETE COMMIS	Total des mineurs jugés		Renvoyés des poursuites		Réprimandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (Liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une institution de charité ou d'enseignement publique ou privée (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à un établissement de l'Etat (Art. 13, 14, 15, 17, 22 et 23)				Placés dans un asile ou officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21 § 2)		Total des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	18
Moins de 10 ans	153	34	16	3	73	11	-	-	41	11	21	8	2	1	-	-	137	31
De 10 à moins de 11 ans	120	21	6	2	62	9	2	-	37	8	11	2	2	-	-	-	114	19
De 11 à moins de 12 ans	121	67	7	-	57	27	2	1	32	28	18	11	5	-	-	-	114	67
De 12 à moins de 13 ans	174	70	9	-	83	24	1	1	39	25	33	19	9	1	-	-	165	70
De 13 à moins de 14 ans	290	142	13	4	120	33	3	6	58	56	84	40	12	3	-	-	277	138
De 14 à moins de 15 ans	385	218	12	7	134	68	12	9	58	63	133	63	36	8	-	-	373	211
De 15 à moins de 16 ans	430	269	9	8	156	81	11	11	54	72	160	76	40	21	-	-	421	261
De 16 à moins de 17 ans	285	147	9	4	60	43	4	5	37	37	147	36	28	22	-	-	276	143
De 17 à moins de 18 ans	184	95	9	1	39	19	3	3	24	34	90	26	19	12	-	-	175	94
Totaux	2,142	1,063	90	29	784	315	38	36	380	334	697	281	153	68	-	-	2,052	1,034

TABLEAU 12. - MINEURS JUGES - RESULTATS DES POURSUITES EN RAPPORT AVEC LES FAITS COMMIS

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne sont compris qu'une seule fois, d'après le jugement qui a prononcé la mesure la plus grave

NATURE DES FAITS COMMIS	Total des mineurs jugés		Renvoyés des poursuites		Réprimandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (Liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une institution de charité ou d'enseignement publique ou privée (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à un établissement de l'Etat (Art. 13, 14, 15, 17, 22, 23 et 37)				Placés dans un asile ou dans un établissement officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21, § 2)		Total des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	18
Vagabondage ou mendicité	137	107	7	1	45	34	6	4	31	36	33	19	15	13	-	-	130	106
Inconduite	538	284	19	8	7	3	14	15	133	134	295	86	70	38	-	-	519	276
Prostitution, débauche, jeux, trafics ou occupations qui exposent à la prostitution ou au vagabondage, à la mendicité ou à la criminalité	23	130	2	6	7	33	2	8	4	34	6	45	2	4	-	-	21	124
Faits qualifiés infractions : contre l'autorité	8	3	-	-	2	2	-	-	-	-	6	1	-	-	-	-	8	3
contre les moeurs	230	195	5	5	86	51	5	5	35	55	91	71	8	8	-	-	225	190
contre les personnes (crimes)	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	1	1
contre les personnes (délinquances)	81	11	8	-	55	7	-	-	4	2	13	2	1	-	-	-	73	11
contre les (incendies)	81	2	4	-	57	2	-	-	11	-	7	-	2	-	-	-	77	2
propriétés (vol)	802	153	42	6	356	70	11	2	121	37	220	36	52	2	-	-	760	147
(escroqueries)	17	3	-	-	13	2	-	-	2	1	2	-	-	-	-	-	17	3
d'autre nature	134	109	1	3	119	90	-	1	5	8	8	5	1	2	-	-	133	106
Infraction à la loi scolaire	90	65	2	-	37	21	-	1	34	27	16	16	1	-	-	-	88	65
Totaux	2,142	1,063	90	29	784	315	38	36	380	334	697	281	153	68	-	-	2,052	1,034

TABLEAU 13. - RESULTATS DEFINITIFS DES AFFAIRES TERMINEES

NATURE ET POURCENTAGE DES DECISIONS INTERVENUES

NATURE DES DECISIONS 1	Nombre 2	Pourcentage 3
Affaires laissées sans suite par les parquets et par les juges	35.306	91,96
Mineurs réprimandés (liberté surveillée)	1.099	2,86
Mineurs placés chez un particulier	74	0,20
Mineurs placés dans une institution privée	714	1,86
Mineurs placés conditionnellement dans un établissement de l'Etat (liberté surveillée)	978	2,55
Mineurs placés dans un établissement de l'Etat	221	0,57
Mineurs placés dans un établissement approprié à leur état	-	-
TOTAUX :	38.392	100,00

TABLEAU 14. - ORDONNANCES ET JUGEMENTS MODIFICATIFS, REVISIONS TRIENNALES RENDUS A L'EGARD DES MINEURS - NATURE DE LA DECISION NOUVELLE, ARTICLE 31

ARRONDISSEMENTS 1	Maintenant la situation		Ordonnant la mise en liberté pure et simple		Ordonnant la liberté surveillée		Plaçant chez un particulier		Plaçant dans une société ou une institution privée		Plaçant dans un établissement de l'Etat		Plaçant dans un établissement spécial		Total	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
Bruxelles	82	54	30	38	179	99	27	23	104	57	52	26	54	19	528	316
Louvain	9	1	4	2	4	6	4	8	9	5	6	2	3	4	39	28
Nivelles	4	-	22	9	12	8	1	2	6	4	15	-	10	-	70	23
Arven	20	29	16	9	90	45	16	18	38	29	54	13	9	2	243	145
Malines	3	2	14	9	6	6	-	2	1	7	2	1	1	-	30	27
Turbhout	1	1	-	1	8	5	2	1	4	1	1	2	1	1	17	12
Mons	13	9	253	103	52	25	5	13	23	31	31	3	4	3	381	187
Charleroi	90	54	18	33	41	31	52	54	41	59	23	23	27	20	301	265
Tournai	6	4	21	16	24	16	2	5	17	7	4	4	12	1	87	52
Gand	10	24	3	2	65	40	22	62	34	46	17	17	6	6	160	197
Audenarde	1	1	-	-	11	8	3	6	1	3	2	2	-	1	18	21
Termonde	-	2	-	3	15	8	2	4	1	3	1	1	2	1	23	23
Brege	4	6	-	2	26	15	3	11	11	11	6	6	1	1	52	62
Courrai	1	-	1	1	26	11	10	8	8	6	3	3	14	2	72	31
Fernes	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Ypres	1	1	-	-	1	7	4	4	2	4	1	1	3	3	15	20
Liège	6	5	1	2	40	29	10	14	27	16	12	12	14	8	128	96
Huy	4	1	-	2	14	7	5	4	5	1	4	4	2	-	40	19
Verviers	-	-	-	-	11	10	-	2	5	5	6	4	-	2	17	23
Tongres	1	-	-	-	14	6	-	4	7	1	4	4	-	1	26	16
Hasselt	1	-	50	18	7	17	-	12	1	3	3	3	1	1	62	53
Arlon	-	-	1	-	5	2	2	3	13	2	2	2	1	1	28	10
Marche-en-Famenne	-	-	-	-	1	-	1	1	-	-	-	-	-	-	2	1
Neufchâteau	-	-	2	1	4	1	2	-	-	-	-	-	-	-	11	2
Namur	2	1	1	4	16	8	3	11	15	8	5	5	3	2	57	39
Dinant	-	-	-	-	10	3	5	9	7	13	6	-	2	-	30	25
Totaux :	259	195	437	255	686	412	181	281	375	313	328	138	172	78	2.438	1.672

TABEAU 15. - MOUVEMENT DE LA POPULATION DANS LES ETABLISSEMENTS D'OBSERVATION - SITUATION AU 31 DECEMBRE

ETABLISSEMENTS 1	ENTRES			SORTES						RESTANT au 31 décembre, l'observation ayant à cette date une durée de													
	Présents au 1er janvier 2	Entrés pendant l'année 3	Total des mineurs observés 4	à la suite d'une décision du juge des enfants					Total 10	Evadés 11	Décédés 12	Aliénés 13	Entrés à l'armée 14	Rapatriés 15	Total des sorties 16	Moins de 15 jours 17	15 jours à - de 1 mois 18	1 mois à - de 2 mois 19	2 mois à - de 3 mois 20	3 mois à - de 6 mois 21	6 mois à - de 1 an 22	1 an et plus 23	Total 24
				Rendus à leurs parents 5	Confiés à un particulier 6	Confiés à une société ou à une institution 7	Placés dans un établissement de l'Etat 8	Placés dans un établissement spécial approprié à leur état 9															
Privés																							
Woluwé Saint-Pierre : poste d'observation de l'Institut du Bon Pasteur (Filles)	6	54	60	4	2	40	2	-	48	-	-	-	-	-	4	3	5	4	-	-	-	-	12
Anvers : quartier d'observation de l'Institut Sainte-Marguerite de Cortone (Filles)	90	117	207	31	15	24	6	2	78	11	-	-	-	1	30	7	5	10	27	29	33	6	117
Malaise Centre d'Accueil et d'orientation	52	132	184	26	17	68	1	19	131	1	-	-	-	-	132	9	21	7	15	-	-	-	52
Totaux :	148	303	451	61	34	132	9	21	257	12	-	-	-	1	270	19	31	21	42	29	33	6	121
D'Etat																							
Moll (Garçons)	85	575	660	181	14	103	142	76	516	14	-	3	19	5	557	20	19	27	15	19	2	-	103
Namur (Filles)	62	201	263	41	11	15	30	8	155	22	-	-	-	-	177	6	3	14	13	21	23	3	88
Wauthier-Braine (Garçons)	58	151	209	18	2	13	91	3	127	36	-	-	-	-	163	1	8	7	3	21	1	-	46
Totaux :	205	927	1.132	240	27	131	313	87	798	72	-	3	19	5	897	27	30	48	40	61	26	3	235

TABLEAU 16. - MOUVEMENT DE LA POPULATION PENDANT L'ANNEE

Liberté surveillée - Placements familiaux - Etablissements d'éducation privés -
Etablissements d'éducation de l'Etat -

SITUATION AU 31 DECEMBRE

Etablissements spéciaux privés -
Etablissements de l'Etat.

NATURE DE LA MESURE	ENTRES			SOR -							TIS		RESTANT au 31 décembre, la mesure ayant à cette date une durée de											
	Présents au 1er janvier	Entrés pendant l'année	Total	Mineurs qui par décision du juge des enfants ont été soumis à une autre mesure ou rendus à la liberté pure et simple	Evadés	Décédés	Alliés	Entrés à l'armée	Repatriés	Expiration de terme	Transférés dans un autre établissement de l'Etat	Total des sortis	Total des mineurs restant au 31 décembre	Moins de 1 an	1 an à - de 2 ans	2 ans à - de 3 ans	3 ans à - de 4 ans	4 ans à - de 5 ans	5 ans à - de 6 ans	6 ans à - de 7 ans	7 ans à - de 8 ans	8 ans à - de 9 ans	9 ans à - de 10 ans	10 ans et plus
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Liberté surveillée (Garçons)	8.200	1.976	10.176	724	-	-	-	70	-	1.002	-	1.796	8.380	1.865	1.692	1.359	993	776	544	449	273	201	95	143
Liberté surveillée (Filles)	2.925	928	3.853	520	-	-	-	-	-	407	-	927	2.926	796	627	511	342	229	175	97	62	41	19	27
Placements familiaux (Garçons)	132	81	213	61	1	-	-	3	-	16	-	81	132	52	41	14	11	6	8	-	-	-	-	-
Placements familiaux (Filles)	84	66	150	47	-	-	-	-	-	16	-	63	87	36	19	17	4	4	4	2	1	-	-	-
Placement au travail chez un particulier (Garçons)	223	143	366	137	-	-	-	15	-	16	-	168	198	92	51	30	8	8	7	2	-	-	-	-
Placement au travail chez un particulier (Filles)	322	287	609	231	4	-	1	-	-	36	-	272	337	176	73	54	19	10	5	-	-	-	-	-
Etablissements d'éducation privés (Garçons)	1.035	682	1.720	520	9	-	-	36	1	25	-	591	1.129	530	221	168	92	46	22	22	8	7	4	3
Etablissements d'éducation privés (Filles)	897	670	1.567	524	12	1	3	-	2	38	-	580	987	481	224	131	64	37	24	11	7	5	1	2
Etablissements spéciaux privés (Garçons)	301	274	575	203	-	-	2	-	-	2	-	208	367	166	93	44	22	20	7	4	2	2	1	1
Etablissements spéciaux privés (Filles)	138	106	244	99	-	-	2	-	-	3	-	104	140	70	20	21	9	4	6	5	1	3	-	1
Etablissements d'éducation de l'Etat Ruysselede-Wynghene (garçons)	154	124	278	96	6	-	-	14	-	2	13	131	147	93	37	9	3	1	2	2	-	-	-	-
Moll (garçons)	64	342	406	303	7	-	8	12	-	-	15	345	61	58	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Saint-Servais (filles)	72	107	179	97	13	-	-	-	-	1	3	114	65	49	14	2	-	-	-	-	-	-	-	-
Bruges (filles)	37	66	103	48	16	-	4	-	-	4	-	72	31	29	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Jumet, Home scolaire (garçons)	48	76	124	92	-	-	-	-	-	-	11	103	21	15	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Wauthier-Braine (garçons)	28	120	148	61	14	-	-	-	-	-	25	108	49	43	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements spéciaux de l'Etat : Moll (établissement pour anormaux avec colonie familiale pour garçons)	18	76	94	47	8	-	1	2	-	1	14	73	21	16	1	2	1	1	-	-	-	-	-	-
Totaux : (Garçons)	10.207	3.894	14.101	2.244	46	-	11	152	1	1.064	78	3.596	10.505	2.330	2.155	1.627	1.126	858	590	479	283	210	100	147
Totaux : (Filles)	4.475	2.230	6.705	1.566	45	1	10	-	2	505	3	2.132	4.573	1.637	978	737	435	284	214	115	71	49	20	30
Totaux : (Total)	14.682	6.124	20.806	3.810	91	1	21	152	3	1.569	81	5.728	15.078	4.567	3.133	2.364	1.564	1.142	804	594	354	259	120	177

N. B. - Pour le calcul de la durée, les placements successifs dans les établissements de même espèce sont cumulés. Les transferts provisoires, visites aux parents, envois à l'hôpital, mises à la disposition d'un magistrat, visites pour incorporation, etc. ne sont comptés ni à la sortie, ni à la rentrée.

STATISTIQUE

du

VAGABONDAGE et de la MENDICITE

ANNEE 1962

STATISTIQUE DU VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITE EN 1962

La statistique du vagabondage et de la mendicité relate les mouvements de la population des établissements destinés aux vagabonds et mendiants adultes.

Les vagabonds et les mendiants sont envoyés soit aux dépôts de mendicité, soit aux maisons de refuge. Les premiers établissements sont destinés, d'après la loi, aux individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession et aux individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage. Les seconds hospitalisent les mendiants et vagabonds plutôt malheureux que coupables.

x

x x

La répression du vagabondage et de la mendicité est réglée en ce qui concerne les individus âgés de 18 ans et plus par la loi du 27 novembre 1891 (1). En voici les principales dispositions :

Article 1er - Le gouvernement organisera, pour la répression du vagabondage et de la mendicité, des établissements de correction sous la dénomination de dépôts de mendicité, des maisons de refuge et des écoles de bienfaisance.

Article 2 . - Les établissements de correction dont il est fait mention à l'article précédent seront affectés exclusivement à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour être enfermés dans un dépôt de mendicité.

Les maisons de refuge, dont il est fait mention au même article, seront exclusivement affectées à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour y être internés et des individus dont l'internement dans une maison de refuge sera requis par l'autorité communale.

Article 3 . - Les individus âgés de plus de 16 ans accomplis, dont l'internement dans une maison de refuge sera demandé par l'autorité communale, y seront admis lorsqu'ils s'y présenteront volontairement, munis de l'expédition de l'arrêté d'un collège des bourgmestres et échevins autorisant leur admission.

Article 4 . - Lorsque l'internement dans une maison de refuge aura été demandé par une administration communale, les frais d'entretien seront à charge de la Commission d'Assistance publique, sans préjudice des subvendes de la commune en cas d'insuffisance des ressources de cette administration.

Article 5 . - Les individus âgés de moins de 21 ans accomplis qui seront internés dans les dépôts de mendicité y seront entièrement séparés des reclus ayant dépassé cet âge.

Article 6 . - Les individus valides internés dans un dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge seront astreints aux travaux prescrits dans l'établissement.

Ils recevront, sauf retrait par mesure disciplinaire, un salaire journalier sur lequel une retenue sera opérée pour former leur masse de sortie.

Le Ministre de la Justice fixera, pour les diverses catégories dans lesquelles les reclus seront rangés et d'après les travaux auxquels ils seront employés, le taux du salaire et le montant de la retenue.

Les masses de sortie seront délivrées aux intéressés, partie en espèces, partie en vêtements et outils.

Article 7 . - Le régime intérieur et la discipline des établissements seront réglés par arrêté royal. Les détenus peuvent être soumis au régime de la séparation.

Article 8 . - Tout individu trouvé en état de vagabondage sera arrêté et traduit devant le tribunal de police.

Article 9 . - Tout individu trouvé mendiant pourra être arrêté et traduit devant le tribunal de police.

(1) Les mineurs âgés de moins de 16 ans accomplis qui sont trouvés mendiant ou vagabondant ou se livrant habituellement à la mendicité ou au vagabondage sont en vertu de la loi du 15 mai 1912, déférés au juge des enfants institué par la dite loi.

Article 12. - Les juges de paix vérifient l'identité, l'âge, l'état physique, l'état mental et le genre de vie des individus traduits devant le tribunal de police du chef de vagabondage ou de mendicité.

Article 13. - Ils mettent à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant deux ans au moins et sept ans au plus, les individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession et les individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage.

Article 14. - Les tribunaux correctionnels pourront mettre à la disposition du gouvernement pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant un an au moins et sept ans au plus, après leur peine subie, les vagabonds et mendiants qu'ils condamneront à un emprisonnement de moins d'un an du chef d'une infraction prévue par la législation pénale.

Article 15. - Le Ministre de la Justice fera mettre en liberté les individus enfermés dans un dépôt de mendicité, dont il jugera inutile de prolonger l'internement jusqu'au terme fixé par le tribunal.

Article 16. - Les juges de paix pourront même à la disposition du gouvernement, pour être internés dans une maison de refuge, les individus trouvés en état de vagabondage ou mendiant sans aucune des circonstances ci-dessus mentionnées à l'article 13.

Article 17. - Les individus internés dans les maisons de refuge seront remis en liberté, lorsque leur masse de sortie aura atteint le chiffre qui sera fixé, par le Ministre de la Justice, pour les diverses catégories dans lesquelles ces reclus seront rangés et d'après le métier qu'ils exerceront.

Article 18. - Les individus internés dans une maison de refuge ne pourront en aucun cas y être retenus contre leur gré au delà d'un an.

Le Ministre de la Justice fera mettre en liberté tout individu interné dans une maison de refuge, dont il jugera que l'internement n'est plus nécessaire.

Article 28. - Si, par suite d'une erreur commise dans la constatation de son âge, un individu n'ayant pas l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être enfermé dans un dépôt de mendicité, le transfert dans les écoles de bienfaisance de l'Etat serait immédiatement ordonné par le Ministre de la Justice.

De même, le transfert dans une maison de refuge serait immédiatement ordonné par le Ministre de la Justice, si un individu ayant dépassé l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être interné dans une école de bienfaisance de l'Etat.

Rédaction des tableaux. - La statistique des mouvements de la population des établissements de bienfaisance est dressée à l'aide de tableaux envoyés annuellement au département de la Justice par les directeurs des divers établissements.

La population moyenne donnée dans la colonne 13 du tableau suivant, est obtenue en divisant les journées d'entretien par 365.

TABLEAU N° 1 - MOUVEMENT DE LA POPULATION DES DEPOTS DE MENDICITE ET MAISONS DE REFUGE - 1962

ETABLISSEMENTS	Entrées						Sorties						Population moyenne	
	Entrées réelles			Total	Entrées par transfert	Entrées après évasion	Total des entrées	Elargis	Transférés	Evadés	Décédés	Total		Population au 31 décembre
	Article 13	Article 14	Article 16											
1	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Hommes														
Dépôt de Wortel	421			421	84		505	135	370		4	509	140	137
Refuge de Wortel			906	906	129	1	1.036	381	629	2	8	1.020	238	233
Totaux :	421		906	1.327	213	1	1.541	516	999	2	12	1.529	378	370
Femmes														
Dépôt de Sint-Andries	(1) 8			8	(2) 41		49	(1) 13	28			41	(3) 26	23
Refuge de Sint-Andries			(1) 12	12	(3) 57		69	(4) 39	29			68	(3) 34	37
Totaux :	8		12	20	98		118	52	57			109	60	60
Totaux généraux :	429		918	1.347	311	1	1.659	568	1.066	2	12	1.638	438	430

(1) Non compris 2 enfants accompagnant leur mère ou nés dans l'établissement.

(2) Non compris 1 enfant accompagnant sa mère ou né dans l'établissement.

(3) Non compris 2 enfants accompagnant leur mère ou nés dans l'établissement.

(4) Non compris 4 enfants accompagnant leur mère ou nés dans l'établissement mais y compris 6 femmes colloquées.

TABLEAU N° 2 - REPARTITION D'APRES LEURS ANTECEDENTS DES RECLUS COMPOSANT LA POPULATION DES ETABLISSEMENTS AU 31 DECEMBRE 1962

ETABLISSEMENTS	RECLUS MIS A LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT POUR					TOTAL
	la première fois	la deuxième fois	la troisième fois	la quatrième fois	la cinquième fois ou plus	
1	2	3	4	5	6	7
Chiffres absolus						
Hommes						
Dépôt de Wortel	4	9	27	30	70	140
Refuge de Wortel	41	8	32	49	108	238
Totaux :	45	17	59	79	178	378
Femmes						
Dépôt de Sint-Andries	7	9	2	1	7	26
Refuge de Sint-Andries	20	8	-	-	6	34
Totaux :	27	17	2	1	13	60
Totaux généraux :	72	34	61	80	191	438
Pourcentages						
Hommes						
Dépôt de Wortel	2,9	6,4	19,3	21,4	50,-	100
Refuge de Wortel	17,2	3,4	13,4	20,6	45,4	100
Totaux :	11,9	4,5	15,6	20,9	47,1	100
Femmes						
Dépôt de Sint-Andries	26,9	34,6	7,7	3,9	26,9	100
Refuge de Sint-Andries	58,8	23,5	-	-	17,7	100
Totaux :	45,-	28,3	3,3	1,7	21,7	100
Totaux généraux :	16,4	7,8	13,9	18,3	43,6	100

TABLEAU 3. - REPARTITION PAR AGE DES RECLUS COMPOSANT LA POPULATION DES ETABLISSEMENTS AU 31 DECEMBRE 1962

ETABLISSEMENTS	De 18 à - de 21 ans	De 21 à - de 25 ans	De 25 à - de 30 ans	De 30 à - de 35 ans	De 35 à - de 40 ans	De 40 à - de 45 ans	De 45 à - de 50 ans	De 50 à - de 55 ans	De 55 à - de 60 ans	De 60 à - de 70 ans	De 70 ans et plus	Total
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
Chiffres absolus												
Hommes												
Dépôt de Wortel	-	14	23	24	-	9	21	26	16	1	6	140
Refuge de Wortel	2	3	11	27	5	47	43	57	26	10	7	238
Totaux :	2	17	34	51	5	56	64	83	42	11	13	378
Femmes												
Dépôt de Sint-Andries	1	4	2	-	1	2	1	3	5	4	3	26
Refuge de Sint-Andries	2	4	4	2	2	4	4	3	1	1	7	34
Totaux :	3	8	6	2	3	6	5	6	6	5	10	60
Totaux généraux	5	25	40	53	8	62	69	89	48	16	23	438
Pourcentages												
Hommes												
Dépôt de Wortel	-	10,-	16,4	17,2	-	6,4	15,-	18,6	11,4	0,7	4,3	100
Refuge de Wortel	0,8	1,3	4,6	11,3	2,1	19,7	18,-	24,-	11,-	4,2	3,-	100
Totaux :	0,5	4,5	9,-	13,5	1,3	14,8	16,9	22,	11,1	2,9	3,5	100
Femmes												
Dépôt de Sint-Andries	3,8	15,4	7,7	-	3,8	7,7	3,8	11,6	19,2	15,4	11,6	100
Refuge de Sint-Andries	5,9	11,8	11,8	5,9	5,9	11,8	11,8	8,8	2,9	2,9	20,5	100
Totaux :	5,-	13,3	10,-	3,3	5,-	10,-	8,3	10,-	10,-	8,3	16,8	100
Totaux généraux	1,1	5,7	9,1	12,1	1,8	14,2	15,8	20,3	11,-	3,7	5,2	100

Tableau 4. - DUREE DE L'INTERNEMENT SUBI PAR LES RECLUS SORTIS DES ETABLISSEMENTS - 1962

A. - Dépôts de mendicité

RECLUS	Moins de 3 mois															Total
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	
Hommes																
Elargis par expiration de terme	-	-	-	-	-	-	-	16	-	1	-	-	-	-	-	
Elargis par décision du Ministre : terme d'internement prononcé :																
de 1 à 2 ans	20	24	24	18	12	3	2	-	-	-	-	-	-	-	-	
de 2 à 3 ans	1	-	6	3	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	
de 3 à 4 ans	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
de 4 à 7 ans	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Conduits à la frontière	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Transférés	315	24	21	6	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evadés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Décédés	2	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Totaux :	338	49	52	29	17	4	3	16	-	1	-	-	-	-	-	
Femmes																
Elargis par expiration de terme	-	-	-	-	-	-	-	7	-	-	-	-	-	-	-	
Elargis par décision du Ministre : terme d'internement prononcé :																
de 1 à 2 ans	-	-	2	2	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	
de 2 à 3 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
de 3 à 4 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
de 4 à 7 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Conduites à la frontière	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Transférés	11	6	7	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evadées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Colloquées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Décédées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Renvoyées par mesure disciplinaire :	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Totaux :	11	6	7	3	1	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	

Tableau 4. - 1962 (suite)

RECLUS	Maison de refuge																			Total
	Moins de 1 mois	De 1 mois à - de 2 mois	De 2 mois à - de 3 mois	De 3 mois à - de 4 mois	De 4 mois à - de 5 mois	De 5 mois à - de 6 mois	De 6 mois à - de 7 mois	De 7 mois à - de 8 mois	De 8 mois à - de 9 mois	De 9 mois à - de 10 mois	De 10 mois à - de 11 mois	De 11 mois à - de 12 mois	De 12 mois (expiration de terme)	Plus de 12 mois (par autorisation ministérielle)	Total	Sortis avant l'expiration du terme	Sortis à l'expiration du terme et au-delà			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19		
Hommes																				
Elargis par expiration de terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Elargis par décision du Ministre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Conduits à la frontière	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Transférés	501	46	31	16	12	10	2	8	1	1	2	-	-	-	629	2	2			
Evadés	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	5	3			
Décédés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6	-	-			
Renvoyés par mesure disciplinaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Elargis en vertu art. 17, loi 27.11.1891	1	2	21	36	34	45	28	22	9	11	5	7	-	-	221	-	-			
Totaux :	506	63	80	71	61	71	36	34	12	17	8	8	12	41	1.090	967	53			
Femmes																				
Elargis par expiration de terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Elargis par décision du Ministre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Conduits à la frontière	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Transférés	3	3	4	2	4	4	1	-	1	2	1	1	-	-	26	6	-			
Colloquées	1	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6	6	-			
Décédées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	-			
Renvoyées par mesure disciplinaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Totaux :	4	5	5	5	13	7	4	3	5	5	3	3	6	-	68	62	6			

TABLEAU N° 1 bis - MOUVEMENT DE LA POPULATION POUR L'ETABLISSEMENT PENITENTIAIRE DE MERKSPLAS

Années 1960, 1961, 1962

ETA BLISSEMENTS	Entrées						Sorties						Population au 31 décembre	Population moyenne				
	Entrées par transfert						Total des entrées	Evadés	Décédés	Total	Population au 31 décembre	Population moyenne						
	En vertu d'une autorisation de l'autorité judiciaire ou du Ministre de la Justice			En vertu d'une décision judiciaire par application de la loi du 27 novembre 1891											Entrées après évasion	Transferts	Elargis	Total des entrées
	Article 13	Article 14	Article 16	Article 13	Article 14	Article 16												
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15				
Dépôt de Merksplas																		
1960		350			350	2	352	250	91	2	1	344						
1961		368			368		368	230	92	4		326						
1962		351			351		351	234	118	2	2	356						
Refuge de Merksplas																		
1960				765	765	7	772	561	155	10	3	729						
1961				586	586		586	523	142	3	2	670						
1962				586	586		586	425	130		3	558						
TOTAL					1.115	9	1.124	811	246	12	4	1.073	534	327				
1960		350		765	1.115		954	753	234	7	2	996	479	329				
1961		368		586	937		937	659	248	2	5	914	470	339				
1962		351		586														

TABLEAU N° 2 bis - REPARTITION D'APRES LEURS ANTECEDENTS DES RECLUS COMPOSANT LA POPULATION DE L'ETABLISSEMENT A UX 31 DECEMBRE 1960, 1961, 1962

ETA BLISSEMENTS	RECLUS MIS A LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT POUR					TOTAL
	la première fois	la deuxième fois	la troisième fois	la quatrième fois	la cinquième fois ou plus	
1	2	3	4	5	6	7
Chiffres absolus						
Etablissement pénitentiaire de Merksplas						
1960	94	161	42	104	133	534
1961	47	144	41	91	156	479
1962	99	127	48	75	121	470
Pourcentages						
Etablissement pénitentiaire de Merksplas						
1960	17,6	30,1	7,9	19,5	24,9	100,0
1961	9,8	30,0	8,6	19,0	32,6	100,0
1962	21,1	27,0	10,2	16,0	25,7	100,0

Tableau n° 3 bis - REPARTITION PAR AGE DES RECLUS COMPOSANT LA POPULATION DE L'ETABLISSEMENT AU 31 DECEMBRE 1960, 1961, 1962.

ETABLISSEMENT	De 16 à - de 21 ans	De 21 à - de 25 ans	De 25 à - de 30 ans	De 30 à - de 35 ans	De 35 à - de 40 ans	De 40 à - de 45 ans	De 45 à - de 50 ans	De 50 à - de 55 ans	De 55 à - de 60 ans	De 60 à - de 70 ans	De 70 ans et plus	Total
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Chiffres absolus												
Etablissement pénitentiaire de Merksplas												
1960	15	21	117	79	34	30	55	50	74	57	2	534
1961	16	77	125	86	34	38	35	27	23	16	2	479
1962	17	56	112	107	37	44	35	17	27	18	-	470
Pourcentages												
Etablissement pénitentiaire de Merksplas												
1960	2.8	3.9	21.9	14.8	6.4	5.6	10.3	9.4	13.8	10.7	0.4	100.0
1961	3.3	16.1	26.1	18.0	7.1	7.9	7.3	5.7	4.8	3.3	0.4	100.0
1962	3.6	11.9	23.8	22.8	7.9	9.4	7.5	3.6	5.7	3.8	-	100.0

Tableau n° 4 bis - DUREE DE L'INTERNEMENT SUBI PAR LES RECLUS SORTIS DE L'ETABLISSEMENT PENITENTIAIRE DE MERKSPLAS

ANNEES 1960, 1961, 1962

RECLUS	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à - de 9 mois	De 9 mois à - de 12 mois	De 12 mois à - de 15 mois	De 15 mois à - de 18 mois	De 18 mois à - de 21 mois	De 21 mois à - de 24 mois	De 2 ans à - de 3 ans	De 3 ans à - de 4 ans	De 4 ans à - de 5 ans	De 5 ans à - de 6 ans	De 6 ans à - de 7 ans	De 7 ans	Total
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Elargis par expiration de terme															
1960	177	141	81	38	1	1	1	7	1	-	-	-	-	-	448
1961	153	188	63	40	8	3	1	9	2	1	-	-	-	-	468
1962	35	157	103	46	12	2	-	12	-	-	-	-	-	-	367
Elargis par décision du Ministre															
1960	182	88	53	25	5	3	-	3	6	-	-	-	-	-	363
1961	86	66	72	32	20	5	2	2	-	-	-	-	-	-	285
1962	27	47	76	86	44	7	4	1	-	-	-	-	-	-	292
Conduits à la frontière															
1960	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1961	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1962	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transférés															
1960	194	32	11	4	1	-	-	3	1	-	-	-	-	-	246
1961	68	83	41	25	11	4	2	-	-	-	-	-	-	-	234
1962	128	70	25	12	10	2	-	1	-	-	-	-	-	-	248
Evadés															
1960	11	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12
1961	6	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7
1962	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Décédés															
1960	2	-	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	4
1961	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
1962	3	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5
Totaux															
1960	566	260	145	68	7	4	1	13	9	-	-	-	-	-	1073
1961	312	339	177	97	40	12	5	11	2	1	-	-	-	-	996
1962	194	274	206	145	66	11	4	14	-	-	-	-	-	-	914

STATISTIQUE

DE LA

JURIDICTION DU TRAVAIL

ANNEE 1962

JURIDICTION DU TRAVAIL - ANNEE 1962

Les données de la statistique des juridictions du travail sont inscrites pour chacun des conseils de prud'hommes et des conseils de prud'hommes d'appel, par les soins des greffiers, dans des formulaires issus du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.

Transmis par ce département à l'Institut National de Statistique, ces documents y sont vérifiés et dépouillés en tant qu'ils concernent l'administration de la justice et les actes spéciaux de ces juridictions.

Tableau 1. - CONSEILS DE PRUD'HOMMES. APERÇU DES AFFAIRES INSCRITES, TERMINEES ET RESTANT A JUGER

SIEGE DE JURIDICTION	Chambre	BUREAU DE CONCILIATION Nombre d'affaires					BUREAU DE JUGEMENT Nombre d'affaires					CONSEIL Nombre d'affaires				
		pendantes et inscrites dans l'année	terminées par conciliation	renvoyées au bureau de jugement	renvoyées au Conseil	restées sans suite	pendantes et inscrites dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année	pendantes et inscrites dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles	O	2.645	61	483	1.668	432	491	19	450	-	22	2.051	37	1.611	-	408
	E	1.913	155	9	1.514	235	9	-	9	-	-	1.908	153	1.366	-	389
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	23	5	88	-	-
Hal	O	61	10	4	38	9	6	1	2	-	3	20	1	14	-	5
	E	11	-	-	10	1	-	-	-	-	-	18	2	1	-	15
Vilvorde	O	135	41	-	67	27	-	-	-	-	-	61	5	48	-	7
	E	17	5	-	9	3	-	-	-	-	-	14	2	9	-	3
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Louvain	O	146	42	-	67	37	-	-	-	-	-	103	7	66	-	30
	E	41	7	-	27	7	-	-	-	-	-	42	-	27	-	15
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nivelles	O	93	7	14	54	18	8	-	8	-	-	51	-	37	-	14
	E	16	-	-	14	2	-	-	-	-	-	18	-	10	-	8
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-	3
Tubise	O	30	12	-	16	2	-	-	-	-	-	18	-	5	-	13
	E	10	1	-	9	-	-	-	-	-	-	9	1	8	-	-
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Wavre	O	146	19	-	67	60	-	-	-	-	-	65	-	58	-	6
	E	35	5	-	18	12	-	-	-	-	-	26	-	19	-	7
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-
Anvers	O	1.313	211	-	1.021	81	-	-	-	-	-	826	-	521	-	305
	E	635	54	-	531	50	-	-	-	-	-	611	-	264	-	347
	M	72	3	-	59	10	-	-	-	-	-	32	-	17	-	15
Malines	O	241	75	-	96	67	-	-	-	-	-	118	2	79	-	37
	E	44	5	-	29	10	-	-	-	-	-	33	3	20	-	10
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tongres	O	202	44	59	76	23	30	11	17	-	2	51	9	31	-	11
	E	38	4	-	31	3	-	-	-	-	-	28	5	17	-	6
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

O = Pour ouvriers; E = Pour employés; M = Mixte.

	O	E	M															
Auvels	118	48	-	80	48	-	-	-	-	-	28	1	29	-	-	-	-	3
Dinant	77	19	5	28	22	5	-	4	-	1	32	9	21	-	-	-	-	2
Philippeville	70	39	-	31	-	-	-	-	-	-	31	8	19	-	-	-	-	10
Arion	44	9	7	21	7	3	1	2	-	-	28	1	23	-	-	-	-	4
Libramont	34	1	6	20	7	-	-	-	-	-	7	1	4	-	-	-	-	2
Marche-en-Famenne	77	24	8	23	27	3	-	3	-	-	15	-	8	-	-	-	-	7
Le Royaume	4.890	381	32	2.400	577	18	-	13	-	-	19	-	6	-	-	-	-	7
TOTAL	12,198	1,757	1,555	4,164	2,562	1,057	118	848	-	96	5,089	324	1,967	-	-	-	-	39

Tableau 1 bis - DEPOTS DE REGLEMENT D'ATELIER ET DE DESSINS ET MODELES INDUSTRIELS

SIEGE DE JURIDICTION	Nombre de dépôts de règlements d'atelier	Nombre de dépôts de dessins et modèles industriels	SIEGE DE JURIDICTION	Nombre de dépôts de règlements d'atelier	Nombre de dépôts de dessins et modèles industriels
1	2	3	1	2	3
Bruxelles	1,119	276	Alost	383	-
Hal	31	3	Saint-Nicolas	194	5
Vilvorde	72	0	Bruges	283	1
Louvain	293	9	Ostende	151	2
Nivelles	172	2	Tielt	90	1
Tubize	31	-	Courtrai	409	26
Wavre	204	1	Mouscron	41	3
Anvers	1,121	11	Roulers	418	24
Malines	383	-	Ypres	117	2
Turnhout	532	21	Liège	572	23
Mons	137	1	Comblain-au-Pont	19	2
Dour	41	4	Fléron	-	-
La Louvière	242	2	Huy	145	1
Pâturages	123	-	Jemeppe	157	9
Soignies	104	1	Verviers	131	3
Charleroi	234	6	Eupen	-	-
Binche	104	1	Hasselt	550	1
Fontaine-l'Évêque	42	2	Tongres	232	1
Tournai	105	5	Namur	181	2
Lessines	46	-	Andenne	20	-
Gand	841	25	Auvels	45	-
Eeklo	53	1	Dinant	115	2
Audenarde	59	1	Philippeville	18	-
Renaix	72	-	Arion	125	-
Termonde	201	4	Libramont	100	1
			Marche-en-Famenne	-	-

Tableau 2 - CONSEILS DE PRUD'HOMMES D'APPEL
APERCU DES AFFAIRES INSCRITES, TERMINEES ET RESTANT A JUGER

RESSORT DE	CHAMBRE	AFFAIRES A JUGER			AFFAIRES TERMINEES			Affaires restant à juger
		Pendantes au début de l'année	Nouvelles introduites pendant l'année	Total	par arrêt au fond	par radiation abandon etc..	Total	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Bruxelles	pour ouvriers	260	77	337	178	11	189	148
	pour employés	615	283	898	422	26	448	450
	mixte	20	20	48	33	4	37	0
Anvers	pour ouvriers	76	51	127	76	15	91	36
	pour employés	133	88	221	60	16	100	100
	mixte	1	3	4	3	-	3	1
Mons	pour ouvriers	19	24	43	21	2	23	20
	pour employés	28	43	71	39	8	47	24
	mixte	1	1	2	1	-	1	1
Gand	pour ouvriers	54	43	97	51	15	66	31
	pour employés	55	44	99	43	13	56	43
	mixte	1	-	1	1	-	1	-
Bruges	pour ouvriers	59	37	96	41	1	42	54
	pour employés	21	32	53	28	2	30	23
	mixte	3	1	4	3	-	3	1
Liège	pour ouvriers	26	34	60	30	6	36	24
	pour employés	46	42	88	46	1	47	41
	mixte	0	-	0	-	-	-	0
Hasselt	pour ouvriers	-	18	18	3	1	4	11
	pour employés	2	12	14	8	-	8	6
	mixte	-	-	-	-	-	-	-
Namur	pour ouvriers	6	17	23	12	1	13	10
	pour employés	13	16	29	18	2	20	9
	mixte	-	-	-	-	-	-	-
Le Royaume	pour ouvriers	500	201	701	415	52	467	334
	pour employés	918	540	1,458	694	68	762	696
	mixte	32	31	63	41	4	45	18
TOTAL :		1.450	872	2.322	1.150	124	1.274	1.048

STATISTIQUE DE L'ACTIVITE

DU

CONSEIL D'ETAT

ANNEE

1961 - 1962

STATISTIQUE DE L'ACTIVITE DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat a été créé par la loi du 23 décembre 1946 qui entra en vigueur à la date du 23 août 1948.

Cette haute juridiction comporte deux sections ayant chacune une mission bien distincte:

- 1) la section de législation donne des avis sur les textes législatifs qui lui sont soumis par un ministre ou par le président d'une des chambres législatives;
- 2) la section d'administration émet des avis ou tranche par voie d'arrêt. Dans la compétence d'avis on doit surtout retenir le contentieux de l'indemnité (art. 7, par. 1 : "La section d'administration connaît, dans les cas où il n'existe pas d'autre juridiction compétente, des demandes d'indemnité relatives à la réparation d'un dommage exceptionnel résultant d'une mesure prise ou ordonnée par l'Etat, la province, la commune ou le gouvernement de la colonie, soit que l'exécution en ait été normale, soit qu'elle ait été défectueuse ou différée). Dans la compétence d'arrêt, il faut mettre l'accent sur les recours en annulations "pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir formés contre les actes et règlements des diverses autorités administratives ou contre les décisions contentieuses administratives". La loi accordait ainsi à l'individu la protection qui ne lui avait pas toujours été garantie en face de la puissance publique.

Le tableau I est un bilan sommaire de l'activité des deux sections susvisées.

Le tableau II donne le détail des affaires de la section d'administration en distinguant la compétence d'avis, la compétence juridictionnelle et les affaires minières et d'unions professionnelles.

Tableau I. - ACTIVITE EN GENERAL

ANNEES	Section de législation Avis donnés pendant l'année			Section d'administration Nombre d'affaires (1)				
	A la demande du président d'une des Chambres lé- gislatives	A la deman- de d'un Ministre	Total des avis donnés pendant l'année	Affaires antérieures à l'année	Affaires introduites pendant l'année	Total des affaires à traiter	Affaires terminées (2)	Affaires restant à traiter à la fin de l'an- née
1951	2	853	855	891	958	1.849	549	1.300
1952	-	709	709	1.300	1.006	2.306	858	1.448
1953	-	669	669	1.448	852	2.310	973	1.337
1954	1	514	515	1.337	911	2.248	1.001	1.247
1955	-	437	437	1.247	688	1.930	957	973
1956-57	1	485	486	1.041	842	1.883	535	1.348
1957-58	-	422	422	1.246	844	2.090	753	1.337
1958-59	-	453	453	1.337	767	2.104	701	1.403
1959-60	-	472	472	1.403	710	2.113	915	1.198
1960-61	-	315	315	1.198	856	2.054	778	1.276
1961-62	Chiffres non communiqués							

(1) Non compris les affaires minières et d'union professionnelle.

(2) Y compris les affaires terminées sans arrêt ni avis.

Tableau II - SECTION D'ADMINISTRATION : DETAIL DES AFFAIRES

A. - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE (art. 8, 9 et 10)

ANNEES	Arrêts rendus en matière de recours en annulation (article 9)										Arrêts rendus en matières spéciales (article 10)						Total des arrêts rendus		
	Recours contre des décisions contentieuses administratives					Recours contre des actes et règlements administratifs					Total	Loi électorale (§ 1)	Revision des contrats conclus avant ou pendant la guerre (§ 2)	Assistance publique (§ 3)	Assistance publique (§ 4)	Total		Arrêts déclaratoires de compétence ratione materiae	Arrêts de désistement de non-lieu à statuer de bifurc
	En matière de dommages de guerre		Autres recours			Accordant l'annulation		Refusant l'annulation											
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16			
1951	1	7	6	27	34	93	213	380	4	10	20	2	22	24	71	491			
1952	-	17	25	96	61	90	269	558	4	-	40	1	45	83	98	784			
1953	-	34	33	180	113	68	226	654	68	-	29	11	108	63	99	924			
1954	1	62	25	188	121	73	241	710	12	-	30	2	44	56	78	859			
1955	-	60	70	195	93	144	182	744	6	-	20	1	27	28	76	875			
1956-57	-	29	42	51	67	56	148	393	-	-	13	-	13	13	68	485			
1957-58	2	52	98	129	73	63	198	613	2	-	15	2	19	8	77	719			
1958-59	-	90	93	65	54	58	131	491	63	-	8	2	73	12	122	708			
1959-60	-	90	94	110	69	72	198	633	5	-	26	8	39	21	137	830			
1960-61	-	68	67	102	64	80	217	598	3	-	20	5	28	14	84	724			
1961-62	Chiffres non communiqués																		

B. - COMPETENCE D'AVIS (ART. 6 et ART. 7, par. 1)

ANNEES	Avis émis sur la base de l'art. 6	Avis émis en matière de contentieux de l'indemnité (article 7, paragraphe 1)			Total des avis émis sur la base de l'art. 7 § 1	Total des avis émis
		Favorables à la demande		Défavorables à la demande		
		Complètement	Partiellement			
	1	2	3	4	5	6
1951	24	1	1	25	27 (1)	51
1952	28	1	-	14	15	43
1953	22	1	-	13	14	36
1954	28	4	-	15	19	42
1955	22	-	-	11	11	33
1956-57	22	-	-	13	13	35
1957-58	13	-	1	6	7	20
1958-59	20	-	-	5	5	25
1959-60	21	-	-	4	4	25
1960-61	15	-	-	6	6	21
1961-62	Chiffres non communiqués					

(1) En outre, 13 arrêts-avis compris dans les arrêts.

C. - COMPETENCE EN MATIERE MINIERE ET D'UNIONS PROFESSIONNELLES

(art. 7, par. 2, arrêté du Régent du 23 août 1948)

ANNEES	Affaires minières		Affaires d'unions professionnelles	
	Entrées	Terminées	Entrées	Terminées
1951	17	22	743	672
1952	12	4	615	643
1953	14	16	727	671
1954	20	15	652	655
1955	9	15	559	581
1956-57	16	4	551	664
1957-58	16	15	594	505
1958-59	13	27	557	498
1959-60	35	6	528	614
1960-61	30	16	677	573
1961-62	Chiffres non communiqués			

STATISTIQUE DES

CONCORDATS ET FAILLITES

ANNEE 1962

1° Concordats judiciaires

Tableau 1 - CONCORDATS JUDICIAIRES - 1962

ANNEES	Nombre de demandes de concordats		Demandes de concordat judiciaire						
	antérieures à l'année	introduites durant l'année	accueillies et suivies d'homologation	rejetées		admisses par les créanciers mais non suivies d'homologation	suivies de déclaration de faillite pendant la procédure	retrées	tenues en suspens
				avant toute procédure	pour défaut de majorité				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1962	256	134	72	11	4	-	21	3	23
1963	237	175	87	17	10	11	17	8	45
1964	267	172	92	21	7	10	22	3	17
1965	266	195	65	16	8	2	24	10	50
1966	391	172	64	17	7	5	23	5	51
1967	364	173	79	30	3	2	18	0	37
1968	275	220	106	21	6	2	24	1	50
1969	268	150	86	15	2	-	25	2	10
1960	334	126	58	12	6	-	25	3	22
1961	323	141	78	12	8	-	11	3	20
1962	303	165	96	20	6	3	11		26

Tableau 2 - CONCORDATS CLOTURES PAR LIQUIDATION APRES ABANDON D'ACTIF

EN 1962

Dividende distribué mis en rapport avec le passif

DIVIDENDES DISTRIBUES	PASSIF								Total
	de moins de 10.000 F	de 10.000 F à moins de 50.000 F	de 50.000 F à moins de 100.000 F	de 100.000 F à moins de 200.000 F	de 200.000 F à moins de 500.000 F	de 500.000 F à moins de 1.000.000 F	de 1.000.000 F à moins de 5.000.000 F	de 5.000.000 F et plus	
	2	3	4	5	6	7	8	9	
Rien	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moins de 10 %	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 10 à 20 %	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 20 à 30 %	-	-	-	-	1	-	-	-	1
De 30 à 50 %	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 50 à 75 %	-	-	-	-	1	-	1	-	2
De 75 % et +	-	-	1	-	-	-	-	-	1
Paiement insignif	-	-	1	-	3	2	1	-	7
Inconnu	-	-	1	-	-	-	-	-	1
Total :	-	-	3	-	5	2	2	-	12

Tableau 3 - FAILLITES - APERCU GENERAL - 1962

TRIBUNAUX	NOMBRE DE FAILLITES												
	anté- rieures à l'année	déclarées ou rouvertes pendant l'année					Total	terminées					restant à terminer à la fin de l'année
		sur aveu du failli	à la poursuite des créanciers		d'of- fice	Total des fail- lites		par concor- dat	par liqui- dation	révo- quées	closes à défaut d'actif	Total	
			sur assi- gnator	sur requê- te									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Bruxelles	436	167	58	3	17	245	681	-	29	8	182	219	462
Louvain	54	-	6	-	1	7	61	-	1	-	5	6	55
Nivelles	39	2	11	-	2	15	54	-	8	-	4	12	42
Anvers	443	38	142	4	14	198	641	1	120	12	57	190	451
Malines	96	9	14	-	1	24	120	-	9	1	4	14	106
Turnhout	39	6	6	-	-	12	51	-	11	-	-	11	40
Mons	65	11	8	2	4	25	90	1	7	-	13	21	69
Charleroi	204	12	16	1	4	33	237	1	8	1	32	42	195
Tournai	14	2	-	4	3	9	23	-	3	1	6	10	13
Gand	146	22	26	2	9	59	205	1	11	2	43	57	148
Audenarde	24	1	3	-	-	4	28	-	4	-	3	7	21
Alost	71	5	5	1	7	18	89	-	5	-	3	8	81
Saint-Nicolas	36	5	5	-	10	20	56	-	6	1	12	19	37
Termonde	21	3	-	-	3	6	27	-	3	-	-	3	24
Bruges	133	3	-	2	12	23	156	-	22	2	-	24	132
Ostende	44	7	4	-	18	29	73	1	14	-	2	17	56
Courtrai	129	14	10	4	6	34	163	-	17	1	3	21	142
Furnes	25	3	-	-	2	5	30	-	-	-	-	-	30
Ypres	26	-	-	-	2	2	28	-	-	-	5	5	27
Liège	234	35	21	2	4	62	296	1	56	1	11	69	227
Huy	39	2	9	-	5	16	55	-	11	1	4	16	39
Verviers	60	11	4	1	2	18	78	-	2	1	13	16	62
Tongres	62	3	9	-	2	14	76	-	1	-	3	4	72
Hasselt	39	3	3	2	2	10	49	1	5	-	-	6	43
Arlon	17	2	-	-	4	6	23	-	-	-	-	-	23
Marche-en- Famenne	14	-	-	-	4	4	18	-	-	-	2	2	16
Neufchâteau	23	-	1	-	-	1	24	-	2	-	-	2	22
Namur	57	13	4	-	-	17	74	1	19	-	2	22	52
Dinant	42	4	-	-	12	16	58	-	9	-	3	12	46
Cour (Bruxelles d'appel de Liège)	1.390	247	261	14	46	568	1.958	3	196	23	303	525	1.433
Gand	655	69	53	9	69	200	855	2	82	6	71	161	694
Liège	587	73	51	5	35	164	751	3	105	3	38	149	602
Totaux généraux :	2.632	399	365	28	150	932	3.564	8	383	32	412	835	2.729

* Y compris 6 faillites clôturées à défaut de passif.

TABLEAU 4. - FAILLITES DECLAREES - 1962

1. - Montant du passif

TRIBUNAUX	Nombre total des faillites déclarées ou rouvertes	MONTANT DU PASSIF									
		de moins de 10.000 F	de 10.000 F à moins de 50.000 F	de 50.000 F à moins de 100.000 F	de 100.000 F à moins de 200.000 F	de 200.000 F à moins de 500.000 F	de 500.000 F à moins de 1.000.000 F	de 1.000.000 F à moins de 5.000.000 F	de 5.000.000 F et plus	encore inconnu	
		3	4	5	6	7	8	9	10	11	
Bruxelles	245	-	7	12	17	57	48	70	19	15	
Louvain	7	-	-	-	-	4	1	2	-	-	
Nivelles	15	-	-	-	1	7	3	4	-	-	
Anvers	198	8	15	10	25	34	27	43	5	31	
Malines	24	-	-	1	3	5	3	8	1	3	
Turnhout	12	-	-	-	-	1	5	3	3	-	
Mons	25	-	2	1	1	7	4	5	2	3	
Charleroi	33	-	-	1	2	10	6	5	1	8	
Tournai	9	-	-	1	1	3	1	1	2	-	
Gand	59	-	6	6	8	7	2	10	3	17	
Audenarde	4	-	1	2	-	1	-	-	-	-	
Alost	18	-	2	1	2	6	5	2	-	-	
Saint-Nicolas	20	-	2	3	1	6	3	3	2	-	
Termonde	6	-	-	-	-	9	5	8	-	-	
Bruges	23	-	-	-	-	6	3	11	2	3	
Ostende	29	-	-	1	3	6	3	10	5	1	
Courtrai	34	1	-	-	-	7	10	10	-	-	
Furnes	5	-	-	-	-	1	2	2	-	-	
Ypres	2	-	-	-	-	1	1	-	-	-	
Liège	62	-	-	4	6	17	14	5	7	9	
Huy	16	-	-	-	-	5	5	6	-	-	
Verviers	18	-	1	1	2	7	1	4	2	-	
Tongres	14	-	-	-	-	4	4	3	1	2	
Hasselt	10	-	-	1	2	2	2	2	-	1	
Arlon	6	-	-	1	-	3	2	-	-	-	
Marche-en-Fameme	4	-	-	-	1	1	1	1	-	-	
Neufchâteau	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	
Namur	17	-	1	2	3	5	3	3	-	-	
Dinant	16	-	-	2	-	6	3	5	-	-	
Cour (Bruxelles d'appel de Liège)	568	8	24	26	50	128	98	141	33	60	
Gand	200	1	11	13	15	47	32	48	12	21	
Liège	164	-	3	11	14	47	36	31	10	12	
Totaux généraux :	932	9	38	50	79	222	166	220	55	93	

PROFESSIONS	Bruxelles	Louvain	Nivelles	Anvers	Malines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai	Gand	Audenarde
I. Vente ou location de denrées et marchandises											
a) <u>Produits bruts et demi-finis :</u>											
Industrie extractive	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Industrie des métaux	5	1	-	7	1	-	-	1	1	2	-
Verrerie et céramique	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-
Produits chimiques	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Produits agricoles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bois	4	-	-	3	2	4	1	1	-	4	-
Peaux-et cuirs	7	-	-	5	4	1	-	-	-	2	-
Papiers et cartons	10	-	-	5	-	-	1	-	-	3	-
b) <u>Produits finis et de consommation immédiate</u>											
Marchands de charbon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Machines diverses, outils, quincailleries	3	-	-	4	-	-	-	-	-	4	-
Verrerie et céramique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Drogueries et pharmacies	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Produits agricoles, de chasse et de pêche	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Produits alimentaires	21	-	-	16	1	-	4	1	-	3	-
Tissus, vêtements, habillement	16	1	-	10	3	-	-	-	-	-	1
Produits textiles	7	-	-	3	-	-	-	1	-	3	1
Ameublement	5	-	1	4	-	-	-	1	-	-	-
Accessoires du bâtiment	20	1	1	20	-	-	2	3	1	4	-
Tabacs	2	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-
Polygraphie (éditeurs, imprimeurs, librairies, etc..)	10	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-
Automobiles et accessoires	7	1	-	8	-	1	3	-	-	3	-
Electricité et appareils électro-ménagers	13	3	4	13	1	1	4	5	1	5	-
Art et précision	3	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-
Articles divers	10	-	-	8	2	1	1	3	-	5	1
c) <u>Autres commerces de vente ou location :</u>											
II. Entreprises de travaux publics ou privés	34	-	7	28	7	3	7	12	1	5	1
III. Transports	3	-	1	9	1	1	-	1	-	1	-
IV. Agences et bureaux d'affaires	11	-	-	5	-	-	-	-	1	-	-
V. Banque et crédit	2	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
VI. Métaux précieux et valeurs mobilières	1	-	-	8	-	-	-	-	-	2	-
VII. Assurances	1	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-
VIII. Intermédiaires commerciaux	10	-	-	5	-	-	-	-	-	2	-
IX. Divertissements publics	8	-	-	2	1	1	-	-	-	-	-
X. Hôtels, cafés, restaurants	20	-	1	19	-	-	2	2	1	2	-
XI. Soins personnels, blanchisseries, teinturerias	4	-	-	4	-	-	-	-	-	-	-
XII. Activité commerciale inconnue ou mal déterminée	5	-	-	1	1	-	-	-	3	3	-
TOTAL :	245	7	15	198	34	12	25	33	9	59	4

DU FAILLI	Alost	Saint-Nicolas	Termonde	Bruges	Ostende	Courtrai	Fumes	Ypres	Liège	Huy	Verviers	Tongres	Hasselt	Arlon	Marche-en-Famenne	Neufchâteau	Namur	Dinant	Total	
I. Vente ou location de denrées et marchandises																				
a) <u>Produits bruts et demi-finis :</u>																				
Industrie extractive	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4
Industrie des métaux	-	1	-	-	-	-	-	-	2	3	1	1	-	-	-	-	1	-	-	23
Verrerie et céramique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Produits chimiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	3
Produits agricoles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	26
Bois	-	-	-	-	1	4	1	-	1	1	1	-	-	-	-	-	-	2	-	29
Peaux-et cuirs	2	-	-	-	-	1	-	-	5	-	-	-	-	-	1	-	1	2	-	26
Papiers et cartons	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	11
b) <u>Produits finis et de consommation immédiate</u>																				
Marchands de charbon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6
Machines diverses, outils, quincailleries	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7
Verrerie et céramique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Drogueries et pharmacies	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Produits agricoles, de chasse et de pêche	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Produits alimentaires	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	4
Tissus, vêtements, habillement	2	1	2	1	6	-	-	-	5	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	66
Produits textiles	-	-	1	-	-	-	-	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	41
Ameublement	1	4	-	-	-	-	-	-	2	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	28
Accessoires du bâtiment	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	1	-	-	12
Tabacs	-	2	3	1	1	1	1	1	7	1	1	2	2	-	-	1	-	1	-	76
Polygraphie (éditeurs, imprimeurs, librairies, etc..)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5
Automobiles et accessoires	-	1	-	2	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1	18
Electricité et appareils électro-ménagers	-	-	-	8	-	1	3	-	1	1	3	-	-	-	-	-	3	1	-	39
Art et précision	1	1	-	13	1	-	4	5	2	1	3	1	1	3	-	-	-	-	-	67
Articles divers	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	8
c) <u>Autres commerces de vente ou location :</u>																				
II. Entreprises de travaux publics ou privés	-	-	-	8	2	1	1	3	2	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-	39
III. Transports	4	2	-	-	-	-	-	-	6	5	1	4	5	-	1	-	4	3	-	151
IV. Agences et bureaux d'affaires	-	1	-	9	1	1	-	1	4	3	-	-	-	-	1	-	-	-	-	29
V. Banque et crédit	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	21
VI. Métaux précieux et valeurs mobilières	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6
VII. Assurances	1	-	-	8	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	11
VIII. Intermédiaires commerciaux	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	6
IX. Divertissements publics	-	-	-	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15
X. Hôtels, cafés, restaurants	-	-	-	2	1	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	1	-	-	17
XI. Soins personnels, blanchisseries, teinturerias	-	3	-	-	-	-	-	-	-	4	4	2	-	-	-	-	1	3	-	71
XII. Activité commerciale inconnue ou mal déterminée	-	-	-	4	-	-	-	-	-	-	-	3	2	-	1	1	-	1	1	17
TOTAL :	18	20	6	23	29	34	5	2	62	16	18	14	10	6	4	1	17	16	932	

TABLEAU 5. - FAILLITES TERMINEES PAR CONCORDAT EN 1962

Dividende distribué mis en rapport avec le passif

DIVIDENDES DISTRIBUES	PASSIF									Total
	de moins de 10.000 F	de 10.000 F à moins de 50.000 F	De 50.000 F à moins de 100.000 F	De 100.000 F à moins de 200.000 F	De 200.000 F à moins de 500.000 F	De 500.000 F à moins de 1.000.000 F	De 1.000.000 F à moins de 5.000.000 F	de 5.000.000 F et plus		
1	2	3	4	5	6	7	8	9		10
Rien										
Moins de 10 %										
De 10 à 20 %										
De 20 à 30 %										
De 30 à 50 %										
De 50 à 75 %										
De 75 % et +										
Paiement intégral										
Inconnu	2									
Total :	2			1	4		1			8

TABLEAU 6. - FAILLITES TERMINEES PAR LIQUIDATION EN 1962

Dividende distribué mis en rapport avec le passif

DIVIDENDES DISTRIBUES	PASSIF									Total
	de moins de 10.000 F	de 10.000 F à moins de 50.000 F	de 50.000 F à moins de 100.000 F	de 100.000 F à moins de 200.000 F	de 200.000 F à moins de 500.000 F	de 500.000 F à moins de 1.000.000 F	de 1.000.000 F à moins de 5.000.000 F	de 5.000.000 F et plus		
1	2	3	4	5	6	7	8	9		10
Rien	13	6	16	6	34	31	28			
Moins de 10 %	9	18	17	3	6	3				
De 10 % à 20 %	3	9	7	1	4	2				
De 20 à 30 %		4	2	4	2	1				
De 30 à 50 %			3	6	3	2				
De 50 à 75 %			1		1					
De 75 % et +										
Paiement intégral	1									
Inconnu	105	3			2	1				
Total :	131	40	46	23	53	41	38	11		383

Tableau 7. - FAILLITES TERMINEES PAR LIQUIDATION EN 1962

Emploi de l'actif réalisé (1)

CLASSEMENT DES FAILLITES suivant l'importance de leur passif	Nombre des faillites	Passif chirographaire	Actif réalisé	Frais de tout genre	Honoraires des curateurs	Paiements aux créanciers	
						priviliégiés	chirographaires
1	2	3	4	5	6	7	8
Moins de 10.000 francs	8	28.033	595.977	42.285	116.294	415.452	15.221
De 10.000 à - 50.000 F	17	388.010	490.582	74.884	83.063	278.878	55.434
De 50.000 à - 100.000 F	26	1.825.067	1.253.814	164.599	183.472	872.140	35.038
De 100.000 à - 200.000 F	47	6.882.107	4.090.657	506.088	577.567	2.249.310	702.673
De 200.000 à - 500.000 F	129	41.732.208	18.860.991	2.292.350	2.053.763	11.213.202	3.904.081
De 500.000 à - 1.000.000 F	70	46.529.395	15.719.978	2.249.404	1.582.290	9.439.295	2.763.676
De 1.000.000 à - 5.000.000 F	74	146.175.664	58.554.583	4.567.887	3.326.517	37.195.121	13.797.743
De 5.000.000 francs et plus	12	106.712.450	30.725.719	1.879.020	1.492.626	32.449.655	6.310.104
Total des faillites terminées par liquidation	383	350.273.934	131.292.301	11.776.527	9.415.692	84.033.053	27.583.970

(1) Des soldes pouvant se présenter, des paiements pouvant être d'autre part effectués par des tiers à la décharge du failli, l'actif réalisé ne doit pas nécessairement correspondre aux sommes dépensées.

Tableau 8 - NOMBRE DES LETTRES DE CHANGE ACCEPTÉES PROTESTÉES

Montant des valeurs protestées

TRIBUNAUX	1959		1960		1961		1962	
	Nombre des protêts	Montants des valeurs protestées	Nombre des protêts	Montants des valeurs protestées	Nombre des protêts	Montants des valeurs protestées	Nombre des protêts	Montants des valeurs protestées
Bruxelles	20.696	216.526.439	18.970	163.133.195	18.250	180.055.101	20.035	249.673.427
Louvain	1.775	11.901.886	1.894	13.113.381	1.813	15.928.643	2.057	20.945.340
Nivelles	2.232	21.747.472	2.231	14.648.029	2.428	21.451.223	2.434	19.566.879
Anvers	9.113	105.701.025	9.599	81.221.414	9.733	66.346.854	10.171	96.735.974
Malines	1.446	26.312.405	1.428	11.467.141	1.386	11.474.130	1.222	11.969.327
Turnhout	1.366	13.406.808	1.705	17.348.566	1.467	16.511.828	1.712	41.300.025
Mons	5.579	30.922.708	5.769	32.728.707	5.231	39.975.439	4.918	34.536.714
Charleroi	9.474	49.667.387	9.664	63.615.221	9.675	63.254.105	8.518	64.700.294
Tournai	2.103	11.129.867	1.933	13.733.842	2.091	15.827.312	1.816	15.185.974
Gand	3.048	27.782.461	3.051	23.604.473	3.139	29.810.769	3.176	35.599.144
Audenarde	352	2.709.416	310	4.894.669	344	3.026.653	442	4.948.175
Alost	1.453	10.065.677	1.625	14.016.118	1.295	9.527.480	1.472	20.069.348
Saint-Nicolas	1.074	16.625.678	811	5.322.699	988	8.351.651	920	7.310.755
Termonde	814	9.747.666	709	6.315.373	612	7.212.087	980	14.408.117
Bruges	1.360	15.549.288	1.271	12.700.813	1.342	9.442.546	1.389	12.423.270
Ostende	818	6.457.320	743	6.855.018	940	9.846.784	1.013	13.329.300
Courtrai	2.132	34.631.952	1.871	15.075.604	2.415	34.392.612	2.362	31.654.315
Furnes	448	3.780.334	556	5.105.658	655	6.428.741	561	6.145.655
Ypres	811	5.126.742	774	9.930.070	702	4.779.266	588	4.221.373
Liège	7.287	47.234.603	7.753	56.389.891	8.356	73.944.627	7.752	80.206.968
Huy	1.747	10.483.661	1.574	10.520.508	1.718	15.294.986	1.776	15.197.269
Verviers	1.713	11.289.166	1.924	18.968.676	1.759	15.969.451	2.230	40.980.777
Tongres	2.255	12.124.212	2.108	9.631.130	2.172	15.513.166	2.360	14.446.058
Hasselt	2.124	18.307.174	2.035	14.979.413	2.082	18.988.905	1.829	16.034.233
Arlon	927	3.218.175	1.093	3.885.163	1.006	5.066.257	1.186	8.864.447
Marche-en-Famenne	755	5.883.698	916	7.065.168	677	4.544.319	603	4.871.920
Neufchâteau	716	4.118.630	685	4.405.910	682	5.860.317	622	5.712.547
Namur	3.286	19.855.034	3.302	16.726.093	3.246	19.931.904	3.536	27.068.487
Dinant	1.907	11.417.545	1.922	13.953.713	1.889	14.617.247	1.903	16.129.116
Cour de Bruxelles	54.384	487.315.997	53.193	411.009.496	52.074	430.824.635	52.883	554.613.954
d'Appel Gand	12.310	132.476.534	11.721	103.820.495	12.382	122.818.589	12.903	150.109.452
de Liège	22.717	143.931.898	23.312	156.525.665	23.587	189.731.179	23.787	229.511.892
TOTAUX GÉNÉRAUX	89.411	763.724.429	88.226	671.355.656	88.043	743.374.403	89.573	924.235.296

4° Saisies immobilières

Tableau 9 - TRANSCRIPTIONS DE SAISIES IMMOBILIÈRES

(du 1er août au 31 juillet)

ARRONDISSEMENTS	1954 1955	1955 1956	1956 1957	1957 1958	1958 1959	1959 1960	1960 1961	1961 1962	1962 1963
Bruxelles	102 (1)	73	94	117(2)	96 (3)	108	105	83	71
Louvain	34	43	40	36	48	31	30	40	33
Nivelles	9	21	26	17	37	29	22	27	23
Anvers	53	45	68	71	65	68	66	38	59
Malines	14	13	11	16	21	16	18	19	16
Turnhout	18	26	22	31	19	23	18	22	16
Mons	54	58	46	41	42	50	34	51	37
Charleroi	40	38	51	65	69	72	70	87	59
Tournai	30	46	38	35	32	40	24	19	26
Gand	24	20	40	22	26	20	30	17	17
Audenarde	20	12	37	24	27	13	11	25	10
Termonde	13	18	29	31	23	26	23	26	25
Bruges	23	23	25	19	30	23	28	15	16
Courtrai	43	54	47	55	46	39	27	35	21
Furnes	18	6	4	10	10	9	10	2	3
Ypres	3	4	2	2	3	6	1	3	2
Liège	31	39	29	44	45	28	33	29	28
Huy	9	9	24	34	30	18	17	29	19
Verviers	15	15	20	28	27	13	31	26	30
Tongres	19	16	17	14	26	28	18	21	16
Hasselt	27	33	22	30	25	23	40	31	27
Arlon	6	12	10	8	19	7	12	10	12
Marche-en-Famenne	16	17	15	19	16	13	24	12	13
Neufchâteau	24	13	12	10	8	10	14	10	10
Namur	21	37	163	71	33	26	20	29	22
Dinant	13	26	21	22	28	22	22	23	23
Le Royaume	679	712	896	870	847	774	753	735	642

(1) dont 2 renouvellements

(2) dont 5 renouvellements

(3) dont 2 renouvellements

5° Sursis de paiement

Tableau 10 - NOMBRE DES DÉCISIONS DE JUSTICE ACCORDANT DES SURSIS PROVISOIRES OU DÉFINITIFS

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Sursis provisoires	1	1	1	-	-	1	-	1	-
Sursis définitifs	-	1	1	-	-	-	-	1	-
TOTAL :	1	2	2	-	-	1	-	2	-